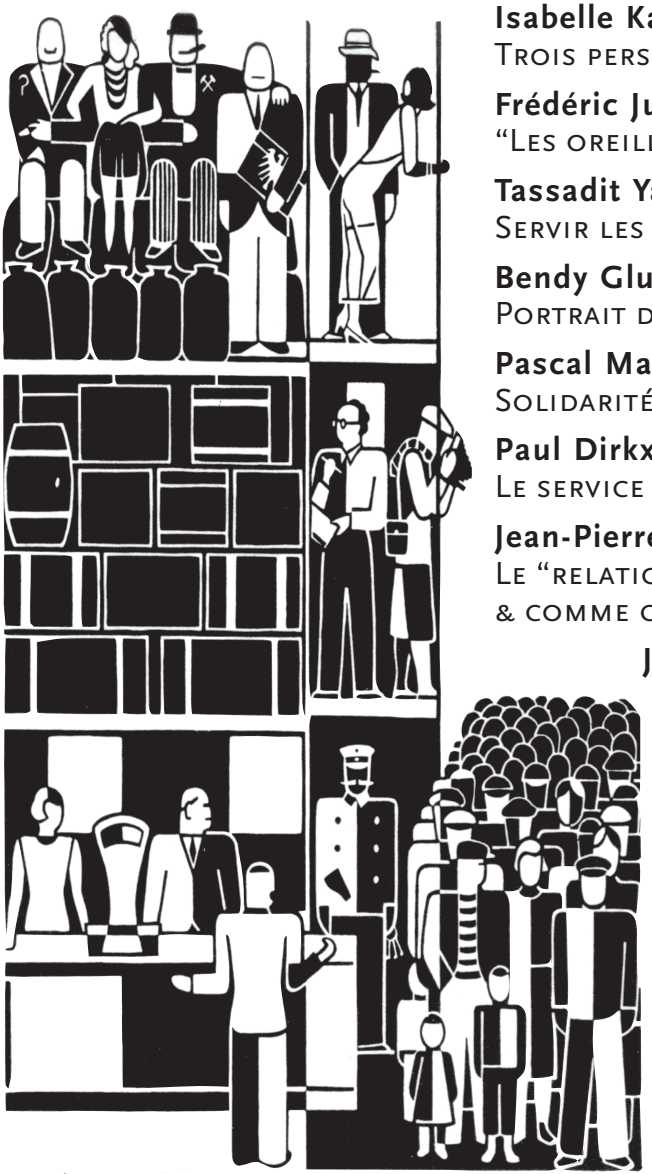
LA JOIE DE SERVIR



Isabelle Kalinowski
Trois personnages de domestiques

Frédéric Junqua
"Les oreilles dans les pieds"

Tassadit Yacine
Servir les hommes

Bendy Glu
Portrait de l'artiste en réformiste

Pascal Martin
Solidarité bien ordonnée

Paul Dirkx
Le service littéraire

Jean-Pierre Faguer
Le "relationnel" comme pratique & comme croyance

Joël Laillier
L'art, la joie, l'effort

Christel Coton
Au service du mythe

Manuel Schotté
Le "lièvre" en athlétisme

Vanessa Pinto
Servir au fast-food

Julián Gorkin
Situation du mouvement ouvrier & du socialisme

AGONE
n° 37, 2007

En couverture : *Krisis*, Gerd Arntz, 1931

(Nous utilisons pour la deuxième fois une illustration de Gerd Arntz – *Amerikaans* (1924), en couverture de la revue *Agone* n° 34, 2005 –, sans avoir trouvé auprès de qui en demander l'autorisation.)

Revue AgonE

Numéro coordonné par
Isabelle Kalinowski, Camille Joseph & Gérard Rimbert

Rédacteur en chef
Benoît Eugène

Directeur de la publication
Thierry Discepolo

Rubrique « Histoire radicale »
Charles Jacquier

Comité de rédaction
Héléna Autexier, Michel Caïetti, Miguel Chueca, Frédéric Cotton,
Thierry Discepolo, Benoît Eugène, Charles Jacquier,
Gilles Le Beuze, Jean-Jacques Rosat, Anne-Lise Thomasson

© Éditions Agone, BP 70072, F-13192 Marseille cedex 20

Les auteurs qui publient dans la revue développent librement une opinion qui n'engage qu'eux-mêmes.

http://agone.org

ISBN 978-2-7489-0058-3 • ISSN 1157-6790

Couverture Kaï & Faber • Maquette Gilles Le Beuze

AGONE
Histoire, Politique & Sociologie
numéro 37, 2007

LA JOIE DE SERVIR

« S'il ne fait aucun doute que des révoltes ont existé, ce qui appelle manifestement une explication, c'est plutôt le fait qu'elles n'aient pas été beaucoup plus fréquentes. » Cette remarque de Max Weber – tirée d'*Hindouisme et bouddhisme* où elle est appliquée aux castes « impures » et à leur rapport avec le système social hindou – pose le problème que traitent, chacun à leur façon, les articles rassemblés dans ce numéro.

Une première réflexion sur la « Joie de servir » avait été amorcée dans un colloque organisé à l'École normale supérieure les 20 et 21 mai 2005, à l'initiative d'Isabelle Kalinowski et Gérard Rimbert. Certaines contributions sont présentées ici, à côté d'autres articles venus relancer par la suite la réflexion sur ce thème qui ne cesse de nous résister.

9. La joie de servir. Trois personnages de domestiques
Isabelle Kalinowski

À partir de trois œuvres littéraires, ce sont trois modèles d'analyse de la position servile qui peuvent être décrits : l'inconscience et l'adhésion au rôle (*Un cœur simple*, Gustave Flaubert) ; la rationalisation et la justification de la vocation domestique (*Les Vestiges du jour*, Kazuo Ishiguro) ; la disposition au service et son principe « transcendant » (*Jacob von Gunten*, Robert Walser).

— 31 — George Orwell, *Dans la dèche à Paris et à Londres*

33. « Les oreilles dans les pieds ». Les philosophes & le service des tyrans, *Frédéric Junqua*

La vie, aurait répondu Pythagore au tyran de Phlionte, est comme une panégyrie : il y a ceux qui s'y rendent pour remporter des couronnes et acquérir la gloire, ceux qui viennent pour faire du commerce et gagner de l'argent, et une troisième catégorie, la plus noble et la plus sensée : celle des spectateurs, qui viennent là pour observer ce qui se passe. « Philosophes » est le nom que l'on donne à ceux qui appartiennent à cette troisième catégorie. Est-ce aussi simple ? Car la figure du philosophe conseiller du prince est courante dans l'Antiquité. Cet article évoque trois figures significatives et contemporaines qui nous paraissent incarner trois postures représentatives des relations entre les philosophes antiques et le pouvoir.

53. Servir les hommes *ou* L'art de la domination déniée *Tassadit Yacine*

De nombreuses femmes venant de régions dominées croient en la double supériorité de l'Européen (et surtout de l'intellectuel français) : tout se passe comme si la culture française ne pouvait être suspectée en aucune façon d'être porteuse d'une inégalité sexuelle. Dans ce contrat, tout n'est pas dit ; une lutte oppose deux systèmes, deux visions du monde. Si le système dominant (celui de l'espace culturel) se fonde sur ses propres normes (explicites), il n'en demeure pas moins qu'une partie des règles édictées sont largement implicites. Le contrat qui lie le candidat à l'institution s'inscrit dans ce lien. Le hiatus réside dans la méconnaissance de l'histoire des institutions et cette méconnaissance contribue à une terrible déception chez celui qui croit pouvoir bénéficier un jour d'une promotion méritée.

71. Portrait de l'artiste en réformiste, *Bendy Glu*

Le succès de quelques stars de la scène de l'art contemporain sur un marché où les profits sont très concentrés et où n'existe presque aucun mécanisme de redistribution contribue à occulter une réalité par ailleurs souvent déniée par les intéressés. La grande masse des artistes issus majoritairement de l'enseignement artistique sont des « précaires comme les autres » tributaires des minima sociaux et des « petits boulots », frappés comme les autres par le changement du rapport de force sur le marché du travail. Cette évolution a des effets sur la production artistique en limitant les possibilités pour les artistes de s'assurer une autonomie financière minimale, de garder du temps pour la création et finalement de « durer », condition *sine qua non* de la consécration artistique.

97. Le service littéraire. Les écrivains belges de langue « française »
Paul Dirkx

Depuis cinq siècles, et de manière exclusive depuis 1650, l'État français diffuse un modèle politico-culturel qui, en dépit de toutes les mutations de l'histoire, n'a cessé de lier à une nation une langue unique, censée en véhiculer les valeurs, ainsi qu'une culture, et d'abord une littérature, censées les célébrer. L'imposition inséparablement armée et juridique de ce modèle s'est accompagnée d'une rhétorique relative à sa vocation à l'universalité (« rayonnement », « génie », etc.) et à une sorte de droit d'aînesse de la nation française, celle-ci jouissant d'une antériorité qui lui confère un droit naturel à l'éducation politique et morale des autres nations (« mission civilisatrice », etc.). La Belgique occupe une position spéciale du point de vue de cet impérialisme de l'universel…

111. L'art, la joie, l'effort… Entretien avec une danseuse de l'Opéra de Paris, *par Joël Laillier*

« Lorsque ma copine s'était arrêtée, je lui ai organisé un pot de départ. Elle, sa hanche a lâché, justement parce qu'on lui avait tellement dit ces histoires de régime qu'elle n'a pas mangé de gras pendant tellement d'années qu'elle a fait des carences très importantes, et que là, à trente-cinq ans, elle prenait des médicaments que prennent les vieilles personnes pour refaire ses os. C'était l'Opéra qui lui avait dit : "Tu dois être maigre." Mais après, ils s'en moquent du reste. Une fois, j'ai fait une dépression. J'ai téléphoné pour dire : "Aujourd'hui, je ne pourrai pas venir à l'Opéra." Et on m'a répondu : "Ce n'est pas grave, tu sais, il y en a un qui part, il y en a un qui revient, on s'en sort toujours." Eux, ils ont une entreprise. »

131. Au service du mythe. Récit d'un capitaine de l'armée de terre
Christel Coton

Prochainement affecté dans un grand état-major, le capitaine Vernon ne cesse d'en déplorer le caractère inhumain et bureaucratique. En stage pour cinq mois à l'école d'état-major, il revient sur tout ce qui a pu accompagner son engagement dans l'armée. Devenu un informateur privilégié, il ne cesse de parler du « mythe de pur milouf » dont il se sent traversé, de ce côté « mytho » forgé en école de formation il y a bientôt dix ans, mais dont il ne peut se démarquer aujourd'hui. Tout ce qui le sépare du jeune saint-cyrien tout juste consacré – « un peu con et un peu grave » – qu'il était autrefois ne l'empêche pas de toujours vouloir activer dans ses pratiques, tant sociales que professionnelles, des traits faisant écho aux valeurs qu'il entend incarner par sa position d'officier et de soldat.

151. Le « lièvre » en athlétisme. Conditions d'adhésion à un rôle relégué dans un univers vocationnel, *Manuel Schotté*

Le rôle de « lièvre » consiste à favoriser la performance d'un champion en l'« emmenant » en début de course. S'il existe de longue date sous la forme de services rendus entre coureurs, il s'est institutionnalisé à compter des années 1980, quand l'athlétisme est devenu officiellement professionnel. Dans un contexte qui voit triompher un mode de structuration privé basé sur la mise en spectacle des prestations compétitives, apparaissent des coureurs qui se spécialisent dans cette tâche. Ces conditions d'émergence et les débats qui les entourent permettent de mettre en évidence que la question de la servitude volontaire se pose avec une acuité particulière en athlétisme.

163. Solidarité bien ordonnée. Un accueil moderne dans une Caisse primaire d'assurance maladie, *Pascal Martin*

Une Caisse primaire d'assurance maladie propose deux formes d'accueil : physique et téléphonique. Pour le premier, c'est un regard qui classe les individus. L'agent d'accueil se construit une représentation de l'usager à partir de la personne physique puis des éléments contenus dans son dossier. Certaines personnes qui bénéficient de la CMU sont-elles suspectées de ne pas déclarer l'ensemble de leurs ressources ? À la question posée, l'agent répond : « Ça se voit. » Il décrit la tenue vestimentaire, les bijoux portés, le véhicule dans lequel l'usager circule. À la dimension visuelle vient parfois s'ajouter une dimension « olfactive » – mieux vaut « être en odeur de sainteté »… Le dispositif mis en œuvre sépare et classe les individus selon leur origine sociale.

— 181 — Daniel Martinez, *Carnets d'un intérimaire*

185. Le « relationnel » comme pratique & comme croyance *Jean-Pierre Faguer*

La notion de « relationnel » tend à s'imposer dans le monde du travail pour indiquer ce qui, dans un poste, est susceptible de « valoriser » la personne qui l'occupe. Elle sert à nommer ce qu'un salarié doit savoir faire lorsqu'il n'y a rien dans l'emploi de particulier à valoriser, par exemple lorsqu'il s'agit d'emplois mal payés, sans qualification précise. C'est souvent une manière de rappeler que les employés subalternes se doivent, avant tout, « d'être au service » (d'un patron, des collègues, des clients, etc.). Mais c'est aussi le « presque rien » qui, attaché aux qualités de la personne, agit comme les zéros ajoutés à la droite d'un nombre : il en est le pouvoir multiplicateur, il confère au poste même le plus humble une dimension

sociale, « relationnelle », attachée à la personne. Il souligne l'importance des manières de faire et des qualités qui « vont avec » la personne : la confiance, les qualités morales, la présentation, l'éducation, etc. ; bref, tout ce qui ne peut pas faire l'objet d'un contrat de travail mais qui est impliqué, au-delà de la formalisation du contrat, dans le processus de sélection de la main-d'œuvre.

205. Servir au fast-food. « Petit boulot » & engagement dans le travail
Vanessa Pinto

Dans le secteur des « services », certaines entreprises recourent de façon massive à la main-d'œuvre étudiante. Parmi les emplois concernés, celui d'« équipier » en fast-food conduit à s'interroger sur les modalités de l'investissement dans un travail souvent exercé de façon temporaire et à temps partiel. Il peut en effet sembler paradoxal que l'exercice du « petit boulot » puisse être vécu sur le mode d'un véritable engagement, d'autant plus que, intense et éprouvant, ce travail peu qualifié recouvre des activités non valorisées (comme les tâches d'entretien) et fait l'objet d'un dénigrement selon les stéréotypes courants (« Bosser chez McDo »). L'enquête ethnographique met en évidence des formes d'investissement qui ne peuvent être la simple application de prescriptions managériales mais dépendent aussi des dispositions et des trajectoires des jeunes recrutés.

HISTOIRE RADICALE

223. Situation du mouvement ouvrier & du socialisme (1943),
par *Julián Gorkin* ; présentation *Charles Jacquier* ;
traduction de l'espagnol *Miguel Chueca*

Germaniste et sociologue, Isabelle Kalinowski est chercheuse CNRS, rattachée au laboratoire « Pays germaniques : histoire, culture, philosophie » (ENS, Paris). Auteure des *Leçons wébériennes sur la science et la propagande* (Agone 2005), elle a publié plusieurs traductions commentées de Max Weber, dont la dernière est *Sociologie de la religion* (Champs-Flammarion, 2006). Elle anime depuis six ans un séminaire sur Max Weber et sa sociologie des religions.

La joie de servir

Trois personnages de domestiques

« PENDANT UN DEMI-SIÈCLE, les bourgeoises de Pont-l'Évêque envièrent à Mme Aubain sa servante Félicité. » Dans *Un cœur simple*, Flaubert fait le portrait d'une domestique modèle, dont le zèle confine à la bêtise et à une certaine forme d'animalité. C'est d'ailleurs à un perroquet (Loulou) que cette bonne voue sa seule vraie passion, tardive. S'il est une « félicité » dans le service, elle se confond, à en croire ce récit, avec une forme de conscience opaque et sans recul par rapport au travail.

> « Elle se levait dès l'aube, pour ne pas manquer la messe, et travaillait jusqu'au soir sans interruption ; puis, le dîner étant fini, la vaisselle en ordre et la porte bien close, elle enfouissait la bûche sous les cendres et s'endormait devant l'âtre, son rosaire à la main. Personne, dans les marchandages, ne montrait plus d'entêtement. Quant à la propreté, le poli de ses casseroles faisait le désespoir des autres servantes. Économe, elle mangeait avec lenteur, et recueillait du doigt sur la table les miettes de son pain – un pain de douze livres, cuit exprès pour elle, et qui durait vingt jours. […]
>
> Son visage était maigre et sa voix aiguë. À vingt-cinq ans, on lui en donnait quarante. Dès la cinquantaine, elle ne marqua plus aucun âge ; – et, toujours silencieuse, la taille droite et les gestes mesurés, semblait une femme en bois, fonctionnant d'une manière automatique. »

Cette servante gratifiant sa maîtresse d'un « dévouement bestial » et d'une « vénération religieuse » ne présente pas l'esprit malicieux et alerte qui caractérisera, quelques décennies plus tard, la Françoise de la *Recherche du temps perdu* : Félicité, la « femme en bois », est d'un bloc, et la linéarité de son destin, que Flaubert accentue à plaisir en le résumant à une série rigoureusement monochrome, entre l'infortune de la naissance, l'échec des projets amoureux, la dureté de la vie professionnelle et le deuil des êtres chers, semble avant tout remplir une fonction de faire-valoir. L'auteur a besoin d'un « cœur simple » pour mettre en relief ses audaces de créateur ; Flaubert préfigure son projet fétiche, le « livre sur rien », en écrivant ce récit sur personne. Consacrer un morceau de littérature à une domestique atone, qui ne dit rien et sur laquelle il n'y a rien à dire, c'est démontrer les pouvoirs de l'art et son « autonomie » par rapport à la valeur sociale de ses objets. La littérature, suggère Flaubert, est capable d'inverser les hiérarchies, de déplacer vers le centre les êtres de la périphérie, de lancer ses projecteurs sur une boniche obscure, et de décréter ses propres échelles de valeurs. Tout au long du récit, on sent combien l'écrivain s'enorgueillit d'appartenir à un groupe particulier, celui des artistes, et d'être, comme tous les artistes et surtout les meilleurs d'entre eux, en rupture avec les préjugés.

Les préjugés relatifs à l'art et à ses convenances, s'entend ; car, pour le reste, le regard de misanthrope de Flaubert ne cherche en rien à bousculer les représentations convenues. Une bonne est une bonne, tout comme, au siècle suivant, un urinoir sera un urinoir [1] : les révolutions restent internes à la sphère artistique et n'affectent la perception du réel que dans la mesure où celui-ci est regardé à travers le filtre de l'art. Le réel, dans les tourbillons des avant-gardes, est paradoxalement un repère stable. Mais peut-être n'est-ce pas là un paradoxe, peut-être cette stabilité

1. Cette question a récemment été au cœur d'une controverse juridique. En janvier 2006, un artiste « activiste » qui avait aspergé André Malraux de peinture rouge dans les années 1970 a « tailladé » le *Fountain* de Marcel Duchamp présenté dans une exposition du Centre Georges Pompidou. Lors du procès qui s'est ensuivi, l'avocat de l'accusé a fait valoir que « l'urinoir » en lui-même n'était pas « une œuvre d'art mais un simple objet, multiple qui plus est, conceptualisé par Marcel Duchamp » ; dans la logique de cette plaidoirie, seul l'objet avait subi un préjudice, et non le concept, ce qui était susceptible de réduire d'autant les frais de réparation (voir Harry Bellet, « Le vandale de l'urinoir de Duchamp échappe à une lourde condamnation », *Le Monde*, 10 février 2007).

est-elle nécessaire pour faire ressortir, par contraste, la mobilité effrénée et créative de l'art.

Les « joies » de Félicité, telles que les dépeint Flaubert, ne peuvent être que des joies serviles : elle est encline aux vénérations excessives, à l'idolâtrie, et adore indifféremment des êtres humains (la fille de sa maîtresse, Virginie, une enfant poitrinaire), animés (le perroquet) et inanimés (le perroquet empaillé, le portrait du comte d'Artois). En somme, la bassesse de sa condition lui interdit non seulement de faire l'expérience de la grandeur mais aussi de discerner le grand du petit, l'essentiel de l'accessoire, le sacré du profane. Tout juste sait-elle conserver une juste conscience de son insignifiance, et se réserver le pain « qui durait vingt jours », ou encore les objets dont Mme Aubain s'est lassée et ne supporte plus la vue. La docilité de cette domestique passe celle de l'animal : comparé à Félicité, le perroquet Loulou est un rebelle, un insolent. Bien qu'elle l'ait éduqué à « servir » comme elle (« Elle entreprit de l'instruire. Bientôt il répéta : "Charmant garçon ! Serviteur, Monsieur ! Je vous salue Marie !" »), il connaît, lui, les joies de la moquerie : « La figure de Bourais, sans doute, lui paraissait très drôle. Dès qu'il l'apercevait, il commençait à rire, à rire de toutes ses forces. Les éclats de sa voix bondissaient dans la cour, l'écho les répétait, les voisins se mettaient à leurs fenêtres, riaient aussi ; et, pour n'être pas vu du perroquet, M. Bourais se coulait le long du mur, en dissimulant son profil avec son chapeau, atteignait la rivière, puis entrait par la porte du jardin : et les regards qu'il envoyait à l'oiseau manquaient de tendresse. »

Le rire du perroquet est capable d'infléchir l'itinéraire du visiteur qui le suscite ; celui-ci prend cette hilarité très au sérieux, et la tient même pour une conséquence naturelle de son « profil » : il est persuadé que les éclats de rire de l'oiseau vont s'interrompre s'il dérobe à sa vue cette partie de son anatomie, en la « dissimulant avec son chapeau ». C'est l'animal, dans ce conte de Flaubert, qui renvoie l'humain à sa « naturalité », à la part de lui qui lui semble irréductible et sur laquelle il croit n'avoir aucune prise. L'adhésion ou l'adhérence au rôle, au destin, est plus forte chez M. Bourais, chez Félicité ou chez n'importe quel personnage de Flaubert que chez le perroquet Loulou, comme si la servilité était un trait spécifiquement humain.

*
* *

Le personnage du perroquet, figure de l'humour et de la distance au rôle, figure positive qui n'est pas sans analogie avec celle de l'écrivain narquois, remplit une fonction d'autant plus décisive dans la dernière partie d'*Un cœur simple* qu'il autorise la clôture du récit : sans lui, comment terminer l'histoire d'une héroïne sans histoire ? La figure de Félicité a besoin de l'oiseau Loulou pour devenir un véritable personnage littéraire : c'est ce qui ressort de la structure du conte. L'ajout d'un nouveau protagoniste humain n'aurait pas permis d'achever l'histoire de Félicité, elle n'aurait fait que l'allonger d'un épisode ; ce qui manquait, et qui revient en force à travers l'intervention hilare du perroquet, c'est l'intelligence, la dimension de la réflexion et de la critique. Avec Loulou, Flaubert reconnaît implicitement qu'un personnage borné comme celui de Félicité n'était qu'une abstraction, et que, dans la littérature pas davantage que dans la vie, on ne peut avoir affaire à une adéquation aussi massive entre la position et la façon de voir le monde, ni à un assentiment aussi compact à une destinée sans éclat.

Ainsi, le ressort traditionnel des figures de valets et de servantes dans les comédies, « l'esprit », ne disparaît jamais tout à fait de la peinture littéraire de la domesticité. La « joie de servir » peut même procéder d'un exercice quotidien de la spéculation intellectuelle, qui rapproche en un sens le métier de serviteur de la condition des contemplatifs [2]. Le plus

2. Depuis l'Antiquité, on a observé des liens entre les conditions d'exercice de certains métiers manuels, en particulier artisanaux, et celles de la pensée spéculative. À Athènes, Socrate fréquentait assidûment l'échoppe d'un cordonnier nommé Simon, transformée en salon de philosophie. Max Weber remarque encore, dans la *Sociologie de la religion* : « L'artisan […] a le temps et la possibilité de se livrer à ses réflexions pendant son travail, du moins dans certains métiers particulièrement liés au cadre d'une échoppe, sous nos climats – ainsi, les artisanats textiles, qui sont par suite, en tous lieux, particulièrement propices à la religiosité sectaire. Cette remarque s'applique encore dans certains cas, quoique dans une moindre mesure, au travail du tissage moderne sur des machines, mais elle vaut surtout pour le métier à tisser de l'ancien temps. » (Max Weber, *Sociologie de la religion*, traduit de l'allemand par Isabelle Kalinowski, Flammarion, 2006, p. 235-236.) La représentation de « l'aliénation » liée aux métiers manuels, parée de toute l'autorité de la sollicitude politique, est souvent une représentation d'intellectuels ne songeant guère que la pensée puisse être associée à un autre geste que celui de l'écriture – ou, à la rigueur, de la marche du promeneur oisif.

souvent, cette option concerne des hommes, comme dans la paire fameuse du philosophe et du garçon de café. Celui qui sert ne parle guère, mais il observe ; il n'est pas dupe et n'en pense pas moins. Le roman de Kazuo Ishiguro *Les Vestiges du jour*, écrit comme le récit à la première personne d'un majordome anglais, M. Stevens, explore cet univers de la réflexion en pointillés, noué à la pratique professionnelle et qui devient le corrélat de son exercice alors que celui-ci semblait au premier abord l'exclure. Dans les urgences de sa fonction, le domestique ne peut évidemment s'adonner à la spéculation, qui se trouve alors suspendue ; mais M. Stevens « enregistre » les scènes dont il est le spectateur ou l'acteur et garde la mémoire des images et des paroles échangées. Celles-ci viennent nourrir un interminable monologue intérieur dont *Les Vestiges du jour* présentent un extrait choisi [3].

Tout à l'opposé du conte de Flaubert, ce roman ne présuppose aucunement que la condition de serviteur ne puisse être assumée qu'au prix d'une mise en suspens de la réflexion et du raisonnement. Bien au contraire : ici, l'attachement au service domestique exige un travail permanent de justification sans lequel il ne serait guère durable. M. Stevens observe à plusieurs reprises, dans le cours du roman, que les cas où des membres du personnel de maison abandonnent brutalement leur charge sont fréquents. Ceux qui restent sont ceux qui ont surmonté leurs doutes et qui peuvent formuler des raisons positives pour légitimer la pratique de leur métier. Par suite, selon *Les Vestiges du jour,* le modèle de la « vocation » peut tout aussi bien s'appliquer à l'activité d'un majordome qu'à celle d'un artiste ou d'un homme d'État. L'idée de la « grandeur » de la fonction ne marque plus, dès lors, une frontière entre des professions routinières et des activités davantage inspirées : c'est plutôt au sein de chaque métier que se dessine une polarité entre la « dignité » de ses meilleurs représentants et le dilettantisme de ceux qui le prennent à la légère, ne voient en lui qu'un gagne-pain et peuvent troquer celui-ci contre un autre. Le roman de Kazuo Ishiguro présente le plaidoyer d'un homme mûr ayant exercé toute sa vie le métier de majordome et convaincu du bien-fondé de cet investissement professionnel. M. Stevens construit un argumentaire serré, dont la rigueur logique évoque le

3. Kazuo Ishiguro, *Les Vestiges du jour*, traduit de l'anglais par Sophie Mayoux, 10/18, 1990. Je remercie ici Jean-Pierre Faguer de m'avoir fait découvrir cet extraordinaire roman.

raisonnement philosophique, pour démontrer la « grandeur » de l'activité qu'il a exercée. Il précise que ce point a fait l'objet de discussions animées et de « débats stimulants » « au sein de la profession », lors de soirées passées dans la salle commune du personnel.

En désaccord avec un de ses collègues estimant que la « grandeur » de certains majordomes est une qualité « innée », M. Stevens rejette ce point de vue « défaitiste » et définit celle-ci comme une propriété acquise par le biais d'un véritable apprentissage :

> « Si l'on regarde les personnes qui sont de l'avis général de "grands" majordomes, […] il me semble bien que le facteur qui les distingue d'autres majordomes, simplement compétents au plus haut point, trouve sa meilleure définition dans le mot "dignité".
>
> Évidemment, cela ne fait que déboucher sur la question suivante : de quoi est formée cette "dignité" ? Et ce fut sur ce point que j'eus avec des hommes comme M. Graham certains de nos débats les plus intéressants. M. Graham soutenait toujours que cette "dignité" était analogue à la beauté d'une femme, et qu'il était donc vain d'essayer de l'analyser. Quant à moi, j'estimais que dresser ce parallèle revenait à rabaisser la dignité de personnes comme M. Marshall. De plus, ce que je reprochais surtout à la formule de M. Graham, c'était de laisser entendre que la "dignité" était une qualité dont on était doté ou non par un caprice de la nature ; dès lors, au cas où on ne l'aurait pas possédée, il serait aussi futile de chercher à l'acquérir que pour une femme laide de chercher à devenir belle. Or, si la plupart des majordomes, je suis prêt à le concéder, risquent de découvrir en dernière instance que la capacité d'y parvenir leur manque, je crois profondément que cette "dignité" est un objectif que l'on peut viser avec profit tout au long d'une carrière. Les "grands" majordomes du genre de M. Marshall qui la possèdent l'ont acquise, j'en suis sûr, au fil de longues années de formation personnelle, en s'imprégnant attentivement des leçons de l'expérience. » (p. 42-43)

Les convictions « méritocratiques » du majordome Stevens s'opposent à la vision du monde de son collègue Graham, c'est-à-dire à l'idée qu'il existe entre les hommes des hiérarchies naturelles. Tout comme il se refuse à admettre que la « grandeur » d'un majordome soit une qualité innée,

M. Stevens considère que cette « grandeur » ne dépend en rien de la position sociale et peut parfaitement définir en propre un domestique, tout en faisant résolument défaut aux individus au service desquels il se trouve placé. Lui-même fils de majordome et soucieux de perpétuer l'héritage d'un père exemplaire, M. Stevens relate une anecdote illustrant selon lui la conception que ce « grand » majordome se faisait de la « dignité ». Un jour, son père doit servir de chauffeur à un proche de son maître, M. Charles, ainsi qu'à deux invités ayant abusé de la boisson. Ces derniers tiennent des propos insultants.

> « Soudain, à la suite d'une insinuation particulièrement haineuse à l'égard de son employeur, mon père arrêta brusquement l'automobile. […]
>
> La portière arrière de la voiture fut ouverte et l'on vit mon père debout à quelques pas du véhicule, le regard fixé sur l'intérieur. D'après le récit de M. Charles, les trois passagers semblèrent découvrir d'un seul coup et à leur stupeur la stature physique imposante de mon père. C'était en effet un homme qui ne mesurait pas loin de deux mètres, et si sa mine était rassurante lorsqu'on le savait empressé à rendre service, elle pouvait paraître intimidante à l'extrême lorsqu'on l'envisageait dans d'autres contextes. D'après M. Charles, mon père ne fit montre d'aucune colère visible. Il s'était, à ce qu'il semblait, contenté d'ouvrir la portière. Mais il se dégageait de cette silhouette qui les dominait une telle puissance, une telle sévérité et en même temps quelque chose de si inattaquable que les deux compagnons ivres de M. Charles semblèrent se recroqueviller comme des petits garçons surpris par le fermier à voler des pommes. […]
>
> Mon père continua à rester là en silence, sans imposer à personne de descendre et sans donner le moindre indice sur la nature de ses désirs ou de ses intentions. J'imagine aisément son apparence ce jour-là, encadré par la porte du véhicule, sa présence sombre et grave gommant complètement la douceur du paysage de l'Hertfordshire qui s'étendait derrière lui. Ces moments, tels que M. Charles se les remémore, furent étrangement déconcertants, et bien qu'il n'eût pas pris part aux errements de ses compagnons, il se sentit lui aussi submergé par un sentiment de culpabilité. Le silence sembla se prolonger indéfiniment,

> jusqu'au moment où M. Smith, à moins que ce ne fût M. Jones, trouva le courage de marmonner : "Je crois bien que nous avons parlé à tort et à travers. Cela ne se reproduira pas." » (p. 49-50)

La « dignité », comme M. Stevens le souligne en rapportant cette scène saisissante, est une propriété qui semble émaner du corps, être attachée à un corps en l'absence même de tout geste. Non seulement le père de M. Stevens ne prononce pas une parole, mais il conserve également une parfaite immobilité ; toutes les impressions qu'il produit sur les personnes présentes paraissent se « dégager » de son physique même, en être le produit tout naturel, si naturel que ce corps n'avait pas eu, jusque là, à se faire remarquer. C'est, très exactement, cette alliance de « puissance » et de discrétion qui définit en propre la « dignité ». Si M. Stevens père avait fait usage de sa force physique au lieu de « se contenter d'ouvrir la portière », il aurait perdu toute dignité : c'est justement parce que le majordome ne tombe pas dans le piège de la violence physique, stigmate populaire (du moins chez un majordome), qu'il tient en respect ses interlocuteurs. Inversement, la « dignité » n'est pas l'antithèse de la force brute, elle ne se confond pas avec une autorité entièrement spiritualisée ; elle s'incarne dans un corps plein, imposant et solide. La « grandeur » est ici associée à une « grande » stature, dont elle apparaît comme le corrélat naturel, mais c'est là un équilibre subtil qui aurait tout aussi bien pu basculer : la haute taille du majordome est identifiée en fin de compte comme l'expression de son élévation morale, mais elle éveille dans un premier temps le soupçon que le prévenant M. Stevens dissimulait une brute, un géant prêt à assommer sans façons ceux qui ont suscité sa colère. La « dignité » correspond ainsi, dans la scène qu'on vient de lire, à une compétence virtuose d'intériorisation de la puissance, qui engage des ressources physiques en les exposant physiquement comme des dispositions morales, ou impose des dispositions morales en les investissant d'une énergie toute physique. C'est grâce à cette compétence précise que M. Stevens se trouve en mesure d'opérer un véritable renversement des hiérarchies sociales et de toiser de toute sa hauteur ceux qui sont statutairement ses « supérieurs » mais « se recroquevillent » en face de lui « comme des petits garçons ».

On le voit ici, la conception de la domesticité défendue par M. Stevens fils se situe aux antipodes de celle que Flaubert campait dans *Un cœur simple*. Dans *Les Vestiges du jour*, l'engagement dans le métier de serviteur

n'est pas le produit d'une condition dans laquelle serait enfermé un être privé de conscience mais une « vocation » qui se réalise idéalement chez celui qui parvient à détourner sa fonction dans le sens d'une compétition avec les « maîtres » sur leur propre terrain, celui de la « dignité ». Vivant dans l'intimité des « grands », le majordome est très bien placé pour se défaire, paradoxalement, du « point de vue des valets de chambre » et échapper à l'alternative de l'idéalisation ou de la caricature de ses « employeurs ». Loin de penser que « nul n'est grand », il tire au contraire de ses permanentes observations la conclusion qu'un domestique peut et doit l'être. La « dignité » se révèle à ses yeux non comme une propriété conférée par la naissance mais comme une pratique sans cesse réactivée, ou, ce qui revient au même, une qualité susceptible d'être perdue par ceux qui en sont communément regardés comme les dépositaires. M. Stevens va même plus loin : selon lui, la dignité d'un domestique ne se mesure pas seulement à son attitude personnelle mais aussi au choix de son employeur, dont il a à apprécier la « distinction » et la valeur [4]. Ce n'est pas à ce dernier qu'il appartient de juger des siennes : le domestique possède une échelle de valeurs autonome qui peut coïncider avec celle de son maître mais n'est en rien inféodée à cette dernière. Ainsi, dans *Les Vestiges du jour*, l'intensité de l'investissement dans le service apparaît comme d'autant plus grande qu'elle ne procède pas seulement de la nécessité mais

4. « Là où nos aînés se seraient peut-être souciés de savoir si un employeur était ou non titré, ou si du moins il était d'une "vieille" famille, nous avons eu tendance à nous intéresser bien davantage au statut *moral* d'un employeur. Cela ne signifie pas que nous nous préoccupions de la vie privée de nos employeurs. Non ; mais nous avions l'ambition, qui aurait été insolite une génération auparavant, de servir des personnes qui contribuaient, si l'on peut dire, au progrès de l'humanité. […] Dans la pratique, évidemment, bien des personnes issues des familles les plus nobles ont cherché à résoudre les grands problèmes de notre époque, de sorte qu'au premier coup d'œil il se peut que les ambitions de notre génération ne paraissent pas très dissemblables de celles de nos prédécesseurs. Mais j'affirme qu'il existait une différence d'attitude capitale, qui se reflétait non seulement dans les propos que pouvaient échanger les collègues mais aussi dans les motifs qui poussèrent parfois certaines des personnes les plus capables de ma génération à quitter une place pour une autre. De telles décisions n'étaient plus prises simplement en fonction des gages, de l'importance du personnel dont on disposait ou de la splendeur d'une famille ; pour ma génération, je crois qu'il est juste de le dire, le prestige professionnel était essentiellement lié à la valeur morale de l'employeur. » (*Les Vestiges du jour*, p. 130-131)

peut se fonder sur des arguments logiques formulés par le serviteur lui-même. La « joie de servir » n'a plus rien, alors, des satisfactions épaisses d'une Félicité ; elle ne se réduit pas à la conscience de l'accomplissement du devoir. Elle procède de la conviction qu'il est possible d'acquérir, par la voie du service, une grandeur qui peut faire défaut aux « grands ».

*
* *

Cependant, bien que le majordome Stevens se plaise à souligner la tournure volontariste qu'il confère à l'exercice de sa profession, il ne perd pas le sentiment que cette « vocation » ne s'est pas présentée à lui de manière fortuite. Il a su faire sien un métier au choix duquel le prédisposaient fortement sa naissance et les attentes d'un père qui l'exerçait avant lui. Ce dernier lui a inculqué un modèle dont il n'entend pas s'écarter. Un épisode des *Vestiges du jour* illustre bien les limites dans lesquelles M. Stevens tient à contenir sa propre « grandeur ». Au cours d'une semaine de congé durant laquelle son employeur lui a suggéré de faire usage à sa guise du véhicule luxueux dont il n'était ordinairement que le chauffeur, M. Stevens tombe en panne d'essence dans un petit village de campagne, Moscombe, où il est contraint de passer la nuit. Il devient aussitôt l'attraction du hameau, dont les habitants commettent tous la même méprise : son automobile, son costume (reçu en cadeau de son ancien employeur) et ses manières le font prendre pour un lord. Seul le médecin du village, qui le reconduit le lendemain matin dans le chemin où il avait dû abandonner sa voiture, comprend le malentendu dont il a fait l'objet :

> « Nous échangeâmes quelques plaisanteries en gravissant une route étroite bordée de grands arbres ; il me demanda si j'avais bien dormi chez les Taylor, et ainsi de suite. Puis il me dit à l'improviste :
>
> — Dites donc, j'espère que vous n'allez pas me trouver terriblement impoli. Mais vous ne seriez pas une sorte de domestique, par hasard ?
>
> Je dois l'avouer, j'éprouvai par-dessus tout à ces paroles un sentiment de soulagement.
>
> — C'est exact, monsieur. En fait, je suis le majordome de Darlington Hall, près d'Oxford. » (p. 226)

Loin d'être froissé par la mise au point cavalière du docteur Carlisle, M. Stevens éprouve cet acte d'objectivation comme bénéfique : il apprécie d'être « remis à sa place » et perçu pour ce qu'il est, un « domestique ». Bien entendu, la déférence qui lui avait été manifestée la veille n'avait guère de prix, puisqu'il la savait reposer sur une erreur de jugement ; mais le « soulagement » qu'il évoque est plus profond : fondamentalement, il ne souhaite pas occuper dans la société une autre place que la sienne. La conception qu'il se fait de sa propre « grandeur » est toute intérieure et n'induit en rien l'espoir d'une ascension sociale effective. Il aspire à être un « grand » majordome, mais un grand « majordome ». Dans d'autres épisodes du récit, il lui arrive d'être traité d'égal à égal par des personnages de haute condition, et il ne peut alors attribuer cette attitude à une méprise sociale, comme au cours de la soirée passée parmi les villageois de Moscombe : cependant, sa réaction est alors identique, il éprouve un « sentiment de soulagement » à l'instant où il revient à l'esprit de ses interlocuteurs qu'il est un « domestique ». M. Stevens se représente comme dotés d'une « dignité » égale des individus de rang social variable, mais il ne tient pas à ce que cette représentation se traduise, dans la réalité, par une égalisation de leurs conditions. Plus précisément, il existe une corrélation directe, chez lui, entre la souplesse de la pensée et la rigidité du cadre social dans lequel il est pris. La stabilité de son état n'est pas en contradiction avec ses idées, elle est bien plutôt le fondement inébranlable de sa construction conceptuelle de la « grandeur ». Il est à même de percevoir la sienne dans la mesure où il est assuré de la fixité de sa condition de domestique : celle-ci n'est pas la limite fâcheuse de ses théories « démocratiques », elle en est le soubassement.

À un certain point de son récit, et à l'occasion de son passage à proximité du lieu de fabrication d'un produit ménager appelé la « pâte Giffen », M. Stevens évoque les changements intervenus, entre la génération de majordomes à laquelle appartenait son père et la sienne, dans les modes d'entretien de l'argenterie.

> « Certes, il n'est pas question de laisser entendre que l'entretien de l'argenterie, en particulier des pièces que l'on met sur la table, n'a pas toujours été considéré comme une tâche importante. Mais on peut avancer sans se montrer injuste que de nombreux majordomes de la génération de mon père, par exemple, n'y voyaient pas une question clef, et la preuve en est qu'en ce

> temps-là il était rare qu'un majordome supervisât directement le nettoyage de l'argenterie ; généralement, il se contentait de laisser ce soin au bon vouloir du majordome adjoint et n'effectuait que des inspections intermittentes. Ce fut, on en convient généralement, M. Marshall qui, le premier, comprit toute la signification de l'argenterie : à savoir qu'aucun autre objet n'est à ce point susceptible d'être examiné de près par des personnes extérieures à la maison, au cours d'un repas, et que de ce fait, l'argenterie est un véritable critère public de la bonne tenue d'une maison. Et ce fut M. Marshall qui, le premier, provoqua la stupéfaction des dames et des messieurs en visite à Charleville House en mettant sous leurs yeux une argenterie dont le brillant atteignait un degré inimaginable jusqu'alors. Bientôt, naturellement, aux quatre coins du pays, les majordomes durent, sous la pression de leurs employeurs, se consacrer à la question de l'entretien de l'argenterie. On vit surgir, je m'en souviens, différents majordomes qui affirmaient tous avoir découvert des méthodes leur permettant de surpasser M. Marshall ; méthodes dont ils proclamaient le caractère secret, comme les chefs français protègent jalousement leurs recettes. Mais je suis convaincu, comme je l'étais déjà à l'époque, que les procédés mystérieux et complexes utilisés, par exemple, par M. Jack Neighbours n'avaient guère d'effet réel sur le résultat final. […] La pâte Giffen, à l'époque, était le produit commandé par les majordomes éclairés, et pour peu que l'on utilisât cette pâte comme il fallait, on n'avait pas à craindre de voir son argenterie éclipsée par une autre. » (p. 150-151)

À travers une telle description, M. Stevens donne à voir la représentation qu'il se fait du changement social et des ruptures entre « générations » : à ses yeux, il s'agit là de phénomènes exclusivement superficiels. La surenchère de brillant qui, à compter d'une certaine époque, met en concurrence les différentes maisons n'induit aucune variation dans la répartition des pièces d'argenterie ; la structure de la propriété de ce type de biens reste parfaitement stable, et aucune compétition ne s'engage pour l'accroissement quantitatif ou qualitatif du capital d'argenterie. Il s'agit seulement de mieux mettre en valeur ce qui est déjà acquis, et c'est dans ce domaine que le personnel domestique joue un rôle clé. L'émulation des

majordomes a pour effet de renforcer le prestige de ceux qui les emploient, non le leur. Ils peuvent rendre d'excellents services dans cette « politique d'image », mais pas au point de substituer à l'ancienne hiérarchie des argenteries une configuration nouvelle dont ils pourraient fixer la norme : ils ne font briller que ce qui est déjà là. Le domestique ne peut sortir de sa fonction qui est de lustrer l'existant.

*
* *

Le serviteur, le domestique, « l'homme à tout faire » ou le « commis » sont au cœur de l'œuvre d'un écrivain suisse qui présente la particularité d'avoir réellement exercé ces métiers, Robert Walser (1878-1956). Avec lui, l'élaboration littéraire de la condition domestique atteint un de ses sommets. La vocation à la domesticité devient une véritable option existentielle, comparable, si on la transpose dans le domaine religieux, au vœu monastique de pauvreté : embrasser « par choix » l'état le plus humble, c'est renverser dès cette terre les hiérarchies du monde, et rechercher une complétude dans l'abaissement. Tandis que, pour le majordome Stevens, la « grandeur » et la dignité sont à la portée des serviteurs aussi bien que de leurs maîtres, la perspective développée dans les œuvres de Robert Walser est tout autre : il s'agit, cette fois, de se défaire de toute prétention à la « grandeur », d'explorer l'insignifiant, le petit, le minime, afin de s'affranchir de toute subordination aux échelles de valeur socialement admises. Les employés de service que Walser place au centre de ses romans ne sont pas domestiques par nécessité. Certes déclassés ou marginaux, ils ne sont cependant pas de condition servile par la naissance, comme M. Stevens : la découverte du métier de serviteur constitue même pour eux une forme de rupture avec leur famille, un acte paradoxal d'indépendance par rapport aux attentes sociales de leurs proches et du milieu dans lequel ils ont grandi. L'un des romans de Robert Walser, *Jacob von Gunten*, présente le récit à la première personne du personnage éponyme, un jeune homme de bonne famille qui décide de suivre une scolarité dans une école de domestiques, l'Institut Benjamenta.

> « Curriculum vitæ.
>
> Le soussigné, Jacob von Gunten, fils de parents honorables, né le tant, élevé à tel endroit, est entré comme élève à l'Institut

Benjamenta afin d'acquérir les quelques connaissances nécessaires pour entrer au service de n'importe qui. Le même est loin de fonder des espoirs sur la vie. Il souhaite recevoir un traitement sévère, afin d'apprendre ce que signifie être obligé de se ressaisir. Jacob von Gunten ne promet pas beaucoup mais il prend la résolution d'adopter une conduite bonne et honnête. Les von Gunten sont une vieille famille. Dans les temps anciens, ils étaient guerriers, mais leur humeur batailleuse s'est assagie, et ils sont aujourd'hui grands conseillers et négociants, et le cadet de la famille, objet de ce rapport, a décidé d'en finir pour de bon avec toute cette tradition d'orgueil. Il veut être éduqué par la vie et non par des principes héréditaires ou par un quelconque principe aristocratique.

Sans doute il est fier, car il lui est impossible de renier sa nature innée, mais il entend la fierté en un sens tout à fait nouveau, conforme, d'un certain point de vue, à l'époque dans laquelle il vit. Il espère être moderne, assez doué pour l'accomplissement de ses obligations de service, pas complètement idiot ni inutile, mais il ment, il ne se contente pas de l'espérer, il affirme qu'il l'est et il le sait. Il a un caractère rebelle, en lui vivent encore un peu les esprits indomptés de ses ancêtres, mais il demande à être rappelé à l'ordre quand il regimbera, et, si cela ne sert à rien, à être châtié, car il pense qu'alors, cela ne sera pas inutile. Du reste on saura sûrement quel traitement lui réserver. Le soussigné croit pouvoir s'adapter à toutes les situations, en conséquence il n'a qu'indifférence pour ce qu'on lui ordonnera de faire, étant fermement convaincu que n'importe quel travail exécuté avec soin sera pour lui un honneur plus grand que de demeurer chez lui au coin du feu, dans l'oisiveté et l'angoisse. Un von Gunten ne reste pas assis au coin du feu. Si les aïeux du dévoué soussigné ont porté l'épée des chevaliers, leur descendant se conforme à la tradition en désirant ardemment se rendre utile d'une manière quelconque. Sa modestie ne connaît pas de limites quand on flatte son courage, et son zèle à servir n'a d'égal que son ambition, qui lui commande de mépriser tous les sentiments relatifs à l'honneur comme autant d'entraves et de nuisances. Chez lui, le même a rossé son professeur d'histoire, l'honorable Dr. Merz, une infamie qu'il regrette. Aujourd'hui, il aspire à gagner le droit de

> briser l'orgueil et l'arrogance qui l'animent peut-être encore en partie sur le roc impitoyable d'un dur travail. Il parle peu et ne répètera jamais une confidence. Il ne croit ni au royaume des cieux ni à l'enfer. La satisfaction de celui qui l'engagera sera son ciel, et le triste contraire sera son enfer et son néant, mais il est convaincu qu'on sera content de lui et de son travail. Cette ferme conviction lui donne le courage d'être ce qu'il est. [5] »

Dans le roman, bien entendu, Robert Walser se garde bien d'imaginer que tous les domestiques soient, comme l'auteur de ce « curriculum vitæ », des héritiers aux allures un peu masochistes. Cette institution de formation au service accueille des jeunes gens de différentes conditions, et la contrainte économique est évidemment la motivation la plus fréquente de l'entrée à l'école Benjamenta. Jacob est d'ailleurs fasciné par l'un de ses camarades, du nom de Kraus, qui incarne à ses yeux le serviteur par excellence, issu d'une famille modeste et « comme né pour cela [6] ». Si le héros du roman est Jacob von Gunten et non pas Kraus, ce n'est

---

5. Robert Walser, *Jakob von Gunten. Ein Tagebuch*, Suhrkamp, [1909] 2004, p. 50-52. Les extraits de Robert Walser reproduits ici été traduits de l'allemand par Isabelle Kalinowski. Une édition française existe dans une traduction de Marthe Robert : *L'Institut Benjamenta*, Grasset, 1960.

6. « Kraus a vraiment eu la vie dure avant de venir ici. Lui et son père, qui est batelier, remontaient et descendaient l'Elbe sur de lourdes péniches de charbon. Il lui a fallu travailler dur, vraiment dur, et il a fini par tomber malade. À présent, il veut être le serviteur, le vrai serviteur d'un maître, et de fait, avec son bon cœur et toutes les qualités qui s'ensuivent, il est comme né pour cela. Il fera un serviteur tout à fait exceptionnel, car il a non seulement le physique adéquat pour ce métier d'humilité et de dévouement, mais aussi l'âme qu'il faut, toute sa nature, tout l'être de mon camarade a quelque chose de servile au meilleur sens du mot. » (p. 31) Bien que ce personnage puisse paraître présenter certaines analogies avec la Félicité d'*Un cœur simple*, le regard porté sur lui ne se confond en rien avec celui du conte de Flaubert : « Quel que soit le lieu où la vie le mènera, Kraus sera toujours regardé, plus tard, comme un homme utilisable, mais inculte ; à mes yeux, en revanche, il est parfaitement cultivé, et la raison en est principalement qu'il forme un tout, solide et bon. Voilà précisément ce que j'appelle une humanité cultivée. Kraus n'est pas tout vibrant de connaissances, de références et d'allusions, mais il y a en lui quelque chose de posé, il est posé et repose sur quelque chose. On peut se fier à lui par l'âme. Jamais il n'abusera ni ne calomniera quelqu'un, et c'est avant tout cela, cette répugnance à bavarder, que j'appelle culture. Ceux qui bavardent sont des imposteurs. » (p. 79)

pas parce que le premier est plus représentatif que le second, mais parce que l'histoire de Jacob fait ressortir une dimension de la vocation à la domesticité qui reste occultée dans le cas de Kraus et de ses semblables, mais joue néanmoins dans tous les cas un rôle fondamental.

La singulière vocation de Jacob von Gunten dévoile une structure de contraintes dont les composantes économiques et sociales semblent s'exercer « à l'envers ». À la différence d'un Kraus, qui souhaite occuper une place de serviteur pour « gagner sa vie », Jacob est motivé dans le même projet par la perspective de « perdre » la sienne, ou du moins de sacrifier les avantages matériels auxquels ses origines pouvaient légitimement lui permettre de prétendre. De la même façon, tout l'argumentaire qu'on vient de lire met l'accent sur le lien qui unit paradoxalement la « fierté » des von Gunten et « l'ambition » qui anime Jacob de devenir un domestique. Cette famille noble est peut-être déclinante, mais ce n'est pas la pente d'une décadence que Jacob a le sentiment de suivre en entrant à l'Institut Benjamenta ; bien au contraire, il tient cette initiative pour parfaitement conforme à l'héritage de ses ancêtres qui ont « porté l'épée des chevaliers ». Pour comprendre cette apparente inversion des déterminations matérielles et sociales, il faut souligner ici l'effet de repoussoir qu'exerce sur Jacob la situation de son frère Johann, un aîné toujours « élégant », qui a « réussi », mais qui veut bien lui avouer, lorsqu'il se laisse aller à lui parler avec sincérité, qu'il est en proie à une incurable mélancolie. « Reste pauvre et méprisé, cher ami », lui déclare cet homme établi. « Ôte toi de l'esprit l'idée même de l'argent. Le plus beau, le plus grand triomphe est de n'être qu'un pauvre diable. Les riches, Jacob, sont très insatisfaits et très malheureux. Les gens riches d'aujourd'hui n'ont plus rien. Les voilà, les vrais affamés. [7] » (p. 68) Dans un autre texte fortement autobiographique, la nouvelle *Une vie de peintre*, Robert Walser décrit subtilement comment deux frères partageant dans leur jeunesse les mêmes valeurs « artistes » en viennent insensiblement à s'engager dans des voies divergentes, l'aîné se laissant prendre au piège du succès et

7. Lire aussi cet autre passage de *Jacob von Gunten* : « Et alors ? Oui, il y a maintenant en moi quelque chose de non-bourgeois, quelque chose d'absolument opposé à la bienséance, et il possible que mon frère repose en plein milieu du goût mondain le plus beau et le plus somptueux. […] J'imagine des femmes qui tendent la tête dans l'entrebâillement de la porte et qui demandent avec un petit air pincé : « Qui est-ce encore ? Comment ? Un vagabond ou quoi ? » (p. 54)

perdant son inspiration de peintre, tandis que le second garde intacte sa vocation de poète mais reste un vagabond errant et désocialisé [8]. Un épisode fameux de la vie de Robert Walser, son recrutement comme domestique dans un château de Haute-Silésie, intervint précisément au moment où l'écrivain, accueilli à Berlin par son aîné Karl Walser, devenu un peintre à succès, commençait à goûter à son tour les premiers fruits de la reconnaissance et de la notoriété. Il prit alors la fuite.

Dans le regard de Jacob von Gunten, l'argent comme l'aisance sociale ne valent que dans la mesure où ils peuvent être dilapidés :

> « Si j'étais riche, je ne voudrais pas du tout faire le tour du monde. […] Je n'achèterais pas de propriétés. Des vêtements élégants, du linge fin, un haut-de-forme, de modestes boutons de manchette dorés, des chaussures vernies à bout allongé, ça serait à peu près tout, et je me mettrais ensuite en route. Pas de maison, pas de jardin, pas de valet, ah, si, quand même, un valet, j'engagerais un brave Kraus très digne. Alors, on pourrait y aller. J'irais dans la rue nimbée de brouillard. […] Et soudain, je saluerais quelqu'un, très poliment, et je le verrais, ce serait un homme. Je regarderais cet homme très gentiment et je verrais qu'il ne va pas bien. […] À présent, cet homme me demanderait ce que je veux et cette question montrerait de l'éducation. […] J'ouvrirais mon portefeuille, j'en tirerais dix mille marks, dix billets de mille, et je lui donnerais cette somme. Après quoi je soulèverais mon chapeau aussi aimablement que tout à l'heure, je dirais bonsoir et je m'en irais. […] J'aurais donné mon argent à un artiste crevant la faim, je le saurais avec certitude. […] Je pourrais par exemple donner aussi des festins d'une richesse folle, voués à tous les plaisirs, et organiser des orgies d'un genre inouï. Je pourrais dépenser pour cela des centaines de mille. À coup sûr, il faudrait dépenser l'argent de façon affolante, car seul l'argent vraiment gaspillé aurait de la beauté – en aurait eu. Et un jour, j'irais mendier, et le soleil brillerait, et je serais si joyeux, de quoi, je ne chercherais pas du tout à le savoir. Et alors maman viendrait et se jetterait à mon cou… » (p. 75-77)

8. Robert Walser, « Une vie de peintre », *Seeland,* traduit par Marion Graf, Zoé, 2004, p. 11-36.

La possession de capital ne donne en elle-même aucune indication sur l'usage qui peut être fait de ce dernier : gestion rationnelle et avisée, multiplication par la spéculation, dépense somptuaire, perte instantanée, etc. Il est tout à fait possible d'imaginer, comme Jacob von Gunten le fait ici, un rapport entièrement négatif (ou « affolant ») au capital, aussi bien au capital économique qu'au capital social. Cette représentation ne correspond pas à la situation réelle de Jacob, lui-même désargenté ; cependant, le jeune homme fait valoir à juste titre que le facteur pertinent n'est pas la quantité de richesse détenue mais une certaine disposition négative à l'égard de cette richesse, dont il constate l'activation en lui alors même qu'il est privé de toute fortune. Il se sait animé d'un désir de don illimité, disproportionné, dépourvu de contrepartie : don de dix-mille marks à un artiste affamé dans le passage qu'on vient de lire, mais surtout don de soi, éperdu et absolu. À la différence du majordome Stevens, pour lequel l'engagement dans le service est corrélé à un « contrôle » de la valeur morale de l'employeur, Jacob von Gunten regarde l'abandon au maître comme une fin en soi. La question de savoir si ce maître est ou non un homme de qualité est complètement éclipsée par le souci de parvenir à un don de soi inconditionnel. Telle est la compétence précise qui fait tout l'objet de la formation reçue à l'école Benjamenta : la radicalité dans la remise de soi. Elle seule accrédite l'apprenti serviteur et fait de lui un valet accompli. Dans le texte cité, le fait que le don soit transmis de la main à la main à un individu rencontré dans la rue, dans le visage duquel le donateur croit discerner le pli des soucis d'argent, est un élément central : il est décisif que ce geste de prodigalité instantanée, loin de poser les bases d'un bénéfice d'image ultérieur (comme dans la relation philanthropique ou le mécénat), s'adresse à un inconnu, au premier venu, à « n'importe qui » et n'attende rien en retour.

> « Le visage de Kraus est fait pour donner un certain ton, une manière, et sa tenue et sa conduite feront la fierté de celui qui le louera. Louer ? Oui, c'est comme ça que l'on dit. Un jour, Kraus sera loué à quelqu'un, ou loué par n'importe qui. Il s'en réjouit à l'avance, et voilà pourquoi il s'emploie aussi assidûment à faire entrer du français dans sa tête un peu obtuse. » (p. 32)

Robert Walser en fit lui-même abondamment l'expérience pendant la première partie de sa vie, où il exerça quantité de tâches subalternes au service de différents employeurs, dans la librairie, la banque ou encore

la domesticité d'un particulier : à chaque fois, la relation de service dans laquelle il s'engageait avant de l'interrompre au bout d'un laps de temps assez court (entre une semaine et trois mois) et d'en retrouver une autre quelque temps plus tard ne se définissait pas, structurellement, par le rapport plus ou moins harmonieux entretenu avec un patron doté d'une individualité spécifique. Ce n'est pas l'employeur qui déterminait la tournure adoptée par la relation de service, puisque celle-ci demeurait toujours identique quel que fût le poste occupé ; c'était Walser lui-même qui reproduisait une certaine forme d'investissement dans le service dont ses employeurs pouvaient, le cas échéant, tirer profit, mais qu'ils n'avaient pas le pouvoir d'infléchir. Walser se plaçait au service d'un maître mais ce dernier n'avait pas la maîtrise de cette relation de service, dont il ne pouvait fixer que le contenu et non la forme fondamentale. En prédisant que « Kraus sera engagé chez n'importe qui », Jacob von Gunten ne fait pas autre chose qu'énoncer ce primat de la disposition au service sur chacune de ses actualisations. Dans une telle relation, au demeurant, ce n'est pas seulement le maître qui se trouve confiné dans un rôle passif, mais aussi le serviteur lui-même, qui n'est pas davantage que le précédent en mesure de détourner de sa trajectoire invariable la courbe de sa servitude. En fin de compte, le serviteur est moins placé au service d'une individualité (celle du maître ou la sienne) qu'au service du service. Corrélativement, les conflits qui peuvent l'opposer à tel ou tel de ses employeurs ont peu de chances de déboucher sur une rupture substantielle : il peut se révolter contre un maître, mais cette rébellion ne remet aucunement en cause sa disposition à être au service du service.

Que faut-il entendre par là ? Dans les cas de vocations religieuses, par exemple celles des ascètes ou des moines mendiants, le renoncement aux avantages terrestres se fait au nom du service de Dieu ou d'une divinité. Les sacrifices consentis sont justifiés par l'existence d'une entité transcendante : ces formes radicales de service ne sont pas concédées à un bénéficiaire humain. Dans sa version laïque, l'engagement dans le service présente une structure comparable, au sens où il se légitime toujours par la référence, implicite ou explicite, à un principe transcendant par rapport à la série des maîtres qui ont effectivement été servis. Le domestique ne sert pas un dieu, mais il ne sert pas non plus exclusivement son employeur humain, puisque la finitude de ce dernier n'a pas pour conséquence l'abandon des fonctions serviles. Un maître remplace l'autre. Ou plutôt, le serviteur est au service d'un « Maître » qui ne se

confond pas avec ses maîtres réels, et ce « Maître » exerce d'autant plus sûrement son empire sur lui que le serviteur croit servir tel ou tel maître et ne peut jamais prendre le « Maître » pour cible de ses éventuelles rébellions. Elles sont ainsi condamnées à un échec systématique. Tel est le modèle qui se dégage de *Jacob von Gunten* (et que l'on retrouvera chez Kafka, un des premiers admirateurs de Robert Walser) : la relation de service est d'autant plus pérenne et difficile à dépasser qu'elle ne se construit pas comme une relation avec un maître effectif mais comme un asservissement à un tiers absent, le « Maître » qui n'est jamais identifié comme tel et reste perpétuellement inaccessible et inassouvi.

*
* *

À partir des trois œuvres littéraires qui ont été évoquées ici, trois modèles d'analyse de la position servile ont pu être abordés :

— l'inconscience et l'adhésion au rôle (*Un cœur simple*)

— la rationalisation et la justification de la vocation domestique (*Les Vestiges du jour*)

— la disposition au service et son principe « transcendant » (*Jacob von Gunten*).

Ces trois modèles s'opposent sur bien des points, mais ne sont pas systématiquement exclusifs les uns des autres : il arrive qu'ils se recoupent, se superposent et se brouillent. L'esquisse de comparaison qui a été proposée dans ce qui précède n'a permis de mettre l'accent que sur un très petit nombre d'éléments, aux dépens de bien d'autres :

— le caractère plus ou moins inconscient de l'asservissement : le premier modèle postule que la « joie de servir » ne peut procéder que d'une erreur, d'un aveuglement et d'une aliénation à une situation qui ne suscite l'adhésion du domestique que par défaut de conscience ; le second affirme au contraire que l'investissement dans le service présuppose un travail logique de légitimation et de justification, nécessaire au maintien de la vocation ; le troisième, enfin, constate l'existence d'un tel exercice permanent de rationalisation de la vocation, mais induit malgré tout que les motivations les plus puissantes de l'engagement servile restent inconscientes ;

— le rôle des déterminations économiques et sociales : les deux premiers modèles soulignent l'importance des facteurs de reproduction sociale et mettent en avant le lien qui unit la modestie des origines à la

condition servile ; le troisième modèle, métaphoriquement résumé dans la référence au recrutement social varié d'un établissement scolaire, l'Institut Benjamenta, admet le rôle prédominant des contraintes économiques dans la genèse des vocations au service mais s'emploie néanmoins à dégager, en se focalisant sur un personnage d'héritier décadent, une variable plus écrasante encore que les facteurs économiques et sociaux, à savoir la disposition psychologique à la dette, au sacrifice et au don de soi, qui se conjugue dans chaque cas avec les précédents, soit directement lorsque le domestique reproduit une incapacité à s'enrichir, soit négativement lorsqu'il est engagé dans une dynamique de dépense et de dilapidation des biens familiaux ;

— la position de l'auteur : dans le premier modèle (narrateur omniscient), la position servile est nettement construite comme antithétique à celle de l'artiste, qui surplombe son personnage ; dans le second, le domestique s'exprime à la première personne et la position de l'auteur est ambiguë, même si elle épouse avec fascination la logique interne de la vocation du majordome ; dans le troisième, enfin, le plus autobiographique, l'écrivain suggère une équivalence sur un certain plan entre la vocation artistique, la vocation au service et la vocation d'un cadet de famille.

Ces trois modèles, mouvants et labiles, se prêtent *a posteriori* à des opérations de synthèse et d'abstraction qui permettent de les faire intervenir dans une réflexion sur les modalités du service et la genèse des dispositions à l'asservissement. La possibilité de les « faire travailler » selon différents axes et de construire à partir d'eux différentes configurations systématiques ne fait que découler d'un moment premier qui n'est pas celui de la décomposition analytique mais plutôt celui de la saisie globale de « personnages » qui, lorsqu'ils accèdent au degré de qualité littéraire d'une Félicité, d'un M. Stevens ou d'un Jacob von Gunten, n'en finissent jamais de livrer ensuite leur vivante cohérence.

ISABELLE KALINOWSKI

Ce qui fait marcher un hôtel, envers et contre tous, c'est l'amour-propre véritable que chaque employé porte à son travail, aussi stupide et inhumain soit-il. […]

Indubitablement, la catégorie d'employés la plus attachée à cette notion de travail bien fait – et la moins servile en même temps – est celle des cuisiniers. Ils ne gagnent pas autant d'argent que les garçons, mais leur prestige est plus grand et leur emploi mieux assuré. Le cuisinier ne se considère pas comme un domestique, mais plutôt comme un artisan très qualifié, un spécialiste dans sa partie. Parlant de lui, on dit généralement « un ouvrier », titre auquel ne saurait prétendre un garçon. Il est conscient de son pouvoir, il sait que de lui dépend le bon ou le mauvais renom d'un restaurant et que tout risque de partir à vau-l'eau pour peu qu'il ait seulement cinq minutes de retard. Il méprise tout ce qui n'est pas cuisinier et traite on ne peut plus cavalièrement tout ce qui a rang au-dessous de maître d'hôtel. Et c'est en artiste qu'il exerce son métier, un métier qui requiert une habileté consommée. Ce qui est difficile, ce n'est pas tant la cuisine elle-même, mais bien le fait que tout doit être prêt en temps voulu. […]

Le profil d'ensemble du garçon est tout autre. Il a, lui aussi, la fierté de son métier, mais il s'agit ici d'un métier essentiellement servile. Son travail lui confère une mentalité non pas d'ouvrier mais de snob. Il vit en permanence au contact des riches, s'approche de leurs tables, surprend leurs conversations, flatte leur amour-propre à grand renfort de sourires et de discrètes plaisanteries. Il a la satisfaction de dépenser par personne interposée. De plus, il nourrit le secret espoir de devenir un jour riche à son tour car, si la plupart des garçons meurent pauvres, beaucoup connaissent au cours de leur vie de longues périodes fastes. […] Il se donnera beaucoup de peine pour servir dans les règles parce qu'il se sent presque assis à la même table que ceux qu'il sert. […] Il est tout entier voué à l'assouvissement d'un plaisir qu'il comprend et qu'il admire. C'est pourquoi les garçons sont rarement socialistes, ne disposent d'aucun syndicat digne de ce nom et font des journées de douze heures – on en voit même, dans certains cafés, qui

travaillent quinze heures d'affilée, sept jours par semaine. Ce sont des snobs, qui se complaisent plutôt dans la servilité inhérente à leur métier.

Si l'on se tourne vers les plongeurs, c'est encore une nouvelle chanson. Ils sont astreints à un travail épuisant, qui n'offre aucune perspective d'avenir, qui ne requiert aucune qualification spéciale et qui n'est guère propre à susciter l'enthousiasme. Le type de travail que l'on confierait volontiers à des femmes, si celles-ci étaient assez résistantes pour le faire. […] L'horizon est pour eux parfaitement bouché car il leur est impossible d'économiser un centime sur ce qu'ils gagnent, et quand on travaille de soixante à cent heures par semaine, on n'a guère le temps de songer à apprendre un vrai métier. […]

Aussi peu enviable que soit leur condition, les plongeurs ont malgré tout leur fierté. C'est la fierté du trimardeur, de l'homme de peine qu'aucune quantité de travail ne saurait abattre. À ce niveau, la seule vertu dont on puisse se prévaloir est d'être capable de trimer comme une bête de somme. Débrouillard, voilà ce que tout plongeur aimerait qu'on dise de lui. […] Et il n'est pas rare d'entendre un plongeur affirmer fièrement : « Je suis dur » – comme s'il faisait un métier de soldat et non de femme de ménage.

GEORGE ORWELL
Extrait de Dans la dèche à Paris et à Londres
Traduit de l'anglais par Michel Pétris, Ivréa, 1982

« Les oreilles dans les pieds »

Les philosophes & le service des tyrans

On rapporte que c'est au cours d'une conversation avec Léon, tyran de Phlionte, que Pythagore utilisa pour la première fois le mot de « philosophe », pour répondre à la question du monarque qui lui demandait « ce qu'il faisait dans la vie ». La vie, répondit Pythagore, est comme une panégyrie [1] : il y a ceux qui s'y rendent pour remporter des couronnes et acquérir la gloire, ceux qui viennent pour faire du commerce et gagner de l'argent, et une troisième catégorie, la plus noble et la plus sensée : celle des spectateurs, qui viennent là pour observer ce qui se passe. « Philosophes » est le nom que l'on donne à ceux qui appartiennent à cette troisième catégorie [2].

Nous n'avons, bien entendu, aucune garantie de la vérité historique de cette anecdote – et c'est le cas pour la plupart des faits et dits des grandes figures de la philosophie antique, qui, une fois tombées dans le domaine public, ont fait l'objet de traditions mêlant inextricablement la légende et l'histoire. Elle a du moins le mérite de mettre en scène la naissance de la philosophie dans le contexte d'une rencontre entre l'« intellectuel » (pour employer un terme anachronique mais parlant) et le pouvoir. Et de fait,

1. Les panégyries étaient les grandes fêtes religieuses du monde grec au cours desquelles se déroulaient des concours athlétiques, musicaux ou dramatiques.
2. Diogène Laërce, *Vies et doctrines des philosophes illustres* (noté [DL] par la suite), I, 12 et VIII, 8 ; Cicéron, *Tusculanes* V, 3 ; Jamblique, *Vie de Pythagore*, 58.

en dépit de ce que semble dire Pythagore, les philosophes antiques se sont rarement contentés d'être de simples spectateurs, et la figure du philosophe conseiller du prince (ou du « philosophe de cour », pour ses détracteurs) est une figure courante dans l'Antiquité. La question de savoir si, dans cette association, le pouvoir se mettait au service de la philosophie ou le philosophe au service du pouvoir est une question qui, du V-IV^e^ siècle avant notre ère jusqu'à la période de la domination romaine, a fait l'objet d'un débat constant entre écoles philosophiques.

Nous voudrions, dans cet article, évoquer trois figures significatives et contemporaines, trois « cas d'espèce » qui nous paraissent incarner trois postures représentatives dans ce débat.

— I —

La première de ces figures est la plus connue, en tout cas celle qui vient d'abord à l'esprit quand on aborde la relation entre le philosophe et le tyran : Platon fit trois voyages en Sicile, au cours desquels il fut l'hôte des tyrans de Syracuse, d'abord de Denys l'Ancien (Denys I), puis, à deux reprises, de son fils Denys le Jeune (Denys II). Tous les trois se terminèrent fort mal.

Le premier séjour de Platon en Sicile fut, d'après la tradition, la conséquence circonstancielle d'un voyage que le philosophe, alors âgé d'une quarantaine d'années, avait entrepris de faire en Italie du Sud pour y rencontrer des collègues pythagoriciens, et au cours duquel il se serait trouvé plus ou moins contraint de rentrer en relation avec le tyran Denys I. Comme le rappelle Brisson dans son introduction aux *Lettres* de Platon, « l'existence de la tyrannie est indissociable d'une politique de prestige qui se matérialise à l'intérieur par la construction de temples et d'édifices publics, par le mécénat, par l'organisation de fêtes et par une cour brillante, et, à l'extérieur, par la participation aux principales fêtes du monde grec » [3]. Denys I, qui comptait déjà à sa cour un certain nombre d'« intellectuels » (poètes, écrivains, philosophes), avait apparemment des prétentions philosophiques – ses trois filles s'appelaient Dikaiosynè, Sophrosynè et Arétè (autrement dit : Justice, Sagesse et Vertu) et on a de lui un fragment poétique dans lequel il semble manifester son intérêt pour la doctrine platonicienne –, et on peut supposer que c'est pour cela qu'il

3. Luc Brisson, *Platon. Lettres*, GF, 1987, p. 27.

voulut faire venir Platon à sa cour. Pourquoi Platon accepta-t-il l'invitation du tyran, et dans quelle mesure y fut-il « contraint » ? En fait, lorsque, dans la *Lettre* VII, Platon évoque son premier voyage en Sicile, il ne dit rien des raisons qui l'amenèrent à se retrouver à la cour de Denys. Mais le contexte dans lequel il fait état de ce premier séjour peut laisser penser qu'il s'y rendit non seulement de son plein gré, mais aussi avec un projet politique : Platon commence en effet sa lettre par le récit des événements qui le conduisirent à échafauder sa théorie du philosophe-roi ; il y explique comment, dégoûté par la politique athénienne, il en arriva à la conclusion que toutes les cités actuelles avaient un mauvais régime politique, et que le genre humain ne serait délivré de ses maux que lorsque les véritables philosophes auraient accédé au pouvoir, ou que les gouvernants se seraient convertis à la philosophie. « C'est avec cette idée en tête que je vins en Italie et en Sicile, lors de ma première visite » (*Lettre* VII, 326 b).

Ce premier séjour, comme on l'a déjà dit, se termina fort mal. Selon la tradition, Platon échappa de peu à la mort et fut renvoyé par Denys I, qui le livra à un ambassadeur lacédémonien afin que ce dernier le vende comme esclave. Racheté par un admirateur, un certain Annicéris de Cyrène, il put retourner à Athènes, où il fonda l'Académie [DL III 19-20]. Quelque légendaire que puisse être cet épisode (Platon n'en dit rien dans la *Lettre* VII), il a en tout cas le mérite d'être lisible sur un plan symbolique : le philosophe qui se rend à la cour d'un tyran ne peut en revenir qu'esclave.

L'expérience, toutefois, ne fut pas totalement stérile : elle permit à Platon de se lier avec le jeune beau-frère du tyran, Dion, qui, converti à ses vues philosophiques et politiques, le pressera de revenir à Syracuse vingt plus tard, lorsque, Denys I étant mort et laissant le pouvoir à son jeune fils Denys II, il verra là l'occasion pour Platon de mettre en pratique ses plans législatifs et politiques.

Pour quelles raisons Platon accepta-t-il de retourner en Sicile, malgré le souvenir cuisant qu'avait dû lui laisser son premier séjour ? C'est ce qu'il explique dans la *Lettre* VII, sur le mode de l'apologie. Conscient en effet de la suspicion qui pouvait peser sur ses motivations réelles, Platon va s'attacher à se laver de tout soupçon d'intéressement et se présenter comme une victime du devoir [4]. S'il a accepté, dit-il, cette invitation de

4. Lire le passage de *La République* (347 d) où il est dit que, dans une cité d'hommes de bien, loin de lutter pour accéder au pouvoir, on ne s'y rendrait que contraint et forcé.

Dion, alors que la vie syracusaine, comme il l'a rappelé lors de l'évocation de son premier séjour, lui avait déplu absolument et semblait être l'antithèse parfaite de la vie qui lui convenait [5], c'est d'abord pour éviter une double trahison : en refusant de faire le voyage, il trahirait à la fois l'amitié de Dion et la cause de la philosophie. « Comme je réfléchissais et me demandais avec hésitation s'il fallait ou non me mettre en route et céder aux sollicitations, ce qui pourtant fit pencher la balance, c'est la pensée que, si jamais on pouvait entreprendre la réalisation de mes plans législatifs et politiques, c'était le moment d'essayer : il n'y avait qu'à persuader suffisamment un seul homme et tout était gagné. C'est dans ces dispositions d'esprit que je m'aventurai à partir, non pour les motifs que certains me prêtaient, mais de peur surtout de passer à mes propres yeux pour un beau parleur qui ne veut jamais mettre la main à l'oeuvre, et parce que je risquais d'abord de trahir l'hospitalité de Dion et ma solidarité à son égard, dans un moment où il courait des dangers assez sérieux. […] Je suis donc parti pour des motifs raisonnables et justes, autant que peuvent l'être des motifs humains, abandonnant à cause d'eux mes occupations habituelles, qui n'étaient pas sans gloire, pour aller vivre sous une tyrannie qui ne paraissait convenir ni à mes enseignements ni à ma personne. En me rendant chez vous, je m'acquittais envers Zeus Hospitalier et je libérais de reproche le philosophe qui aurait été flêtri en moi, si, par amour des aises et par timidité, je m'étais déshonoré. » (328 b-d)

Acte de courage, donc, violence faite à soi-même, sacrifice au nom de la philosophie et de l'amitié, mais aussi occasion unique de prouver qu'il n'était pas qu'un simple beau parleur et occasion unique de réaliser ses plans : tels sont les motifs qui auraient motivé ce deuxième voyage.

Si l'on fait abstraction de la partie circonstancielle, amicale, de cette justification [6], la position de Platon rejoint celle que soutenait aussi l'orateur

5. Platon, *Lettre* VII, 326 b-c. Sur les « banquets siciliens », Platon, *La République* III, 404 d ; *Gorgias* 518 b ; Athénée XII, 527 C-E [sur les Sybarites] ; *CPG*, t. I, Diogénien VIII, 7, p. 306, Grégoire de Chypre III, 68, p. 373, etc.

6. Comme il le dit ailleurs dans la *Lettre* VII, Platon se sent responsable de Dion : en ayant fait naître en lui le désir d'un gouvernement juste, il a semé les graines de la révolution à venir, dont Dion prendra la tête : « Dans mes relations avec Dion qui était encore jeune, lui exposant mes vues sur ce qui me paraissait le meilleur pour les hommes et l'engageant à les réaliser, je risque fort de ne m'être pas rendu compte que d'une certaine façon, je travaillais inconsciemment à la chute de la tyrannie. Car Dion, très ouvert à toutes choses et spécialement aux

Isocrate (contemporain de Platon, qui fut lui aussi en relation avec le tyran Denys), et qui sera reprise et résumée plusieurs siècles plus tard par Plutarque dans un traité au titre programmatique : *Le philosophe doit surtout s'entretenir avec les puissants*. Plutarque y compare les effets de la philosophie aux propriétés étranges d'une plante appelée « barbe de chèvre » (*èryggion*) : « On prétend, écrit-il, qu'il suffit qu'une seule chèvre la prenne dans sa bouche pour qu'elle se trouve clouée sur place et, après elle, le reste du troupeau, jusqu'à ce que le chevrier vienne la lui ôter, si prompts sont les effluves qui véhiculent la propriété spécifique de cette plante : tout comme un incendie, ils gagnent de proche en proche et se répandent dans toutes les directions [7] ». De la même manière, si l'enseignement du philosophe « touche un magistrat (*archontos andros*), un homme d'État (*politikou*), un homme d'action (*praktikou*), et qu'il le comble de vertus, il sert beaucoup d'hommes en un seul [8] ». (Une opinion que soutenait déjà Isocrate : « Les maîtres qui font l'éducation des particuliers ne rendent service qu'à leurs élèves ; mais quiconque inclinerait vers la vertu les maîtres de la masse rendrait service à la fois aux uns et aux autres, à ceux qui détiennent la puissance et à ceux qui sont sous leur autorité. [9] »)

C'est en quelque sorte au nom du bien de l'humanité que le philosophe philanthrope a donc le devoir, et pas seulement le droit, de faire l'éducation des puissants. Et celui qui se refuserait à entreprendre cette tâche est taxé par Plutarque de lâcheté et de vanité : « On cherche la popularité [10]

---

discours que je lui tenais, me comprenait admirablement, mieux que tous les jeunes gens que j'ai jamais fréquentés. Il décida de mener désormais une vie différente de celle de la plupart des Italiens ou Siciliens en faisant beaucoup plus de cas de la vertu que d'une existence de plaisir et de sensualité. Dès lors, son attitude devint de plus en plus odieuse aux partisans du régime tyrannique, et cela jusqu'à la mort de Denys I. » (327 a-b)

7. Plutarque, *Maxime cum principibus philosopho esse disserendum*, traductino Marcel Cuvigny, 776 E-F.

8. *Ibid.*, 777 A.

9. Isocrate, *A Nicoclès*, 8, trad. Émile Brémond ; lire également Dion Chrysostome, *Discours* XLIX et XXXII, 19-20.

10. Comprendre : « On cherche à se faire remarquer, à se faire un nom. » L'adjectif utilisé par Plutarque est « *philodoxos* » – littéralement « qui recherche la gloire » –, avec lequel leurs détracteurs qualifiaient les philosophes en relation avec les puissants. (Lire notamment Lucien, *Hermotimos*, 16 – où les platoniciens sont *philodoxoi* ; *Sur ceux qui sont aux gages des grands* ; *Nigrinos*, 24 ; *Piscator*, 34 ; Dion Chrysostome, *Discours* LXXVIII, 34 *sq*.)

et l'on fait preuve de pusillanimité lorsque l'on refuse et que l'on appréhende de passer pour le courtisan assidu des gens en place » (776 B). Quant à ceux qui ne fréquenteraient les tyrans que pour en tirer leur propre avantage, « ceux qui travaillent continuellement à corrompre l'âme des gouvernants, des rois, des tyrans, les calomniateurs, les délateurs et les flatteurs, tout le monde les chasse et les châtie comme des gens qui jettent une drogue mortelle non pas dans une coupe, mais dans une fontaine publique dont ils voient bien que tous se servent » (778 D).

À supposer toutefois que le philosophe qui se rend à la cour d'un tyran s'y rende avec le désir sincère de faire son éducation et de servir, à travers lui, l'intérêt général, ce noble but est-il à sa portée ? et ne court-il pas le risque de se retrouver à n'être que la caution impuissante d'une politique décidée par le seul tyran ? En d'autres termes, à supposer que le philosophe ne soit pas nuisible, en est-il pour cela *utile* ?

Dans *La République* (écrite après son premier séjour syracusain), Platon faisait dire à Socrate que la foule avait raison, et que les philosophes étaient, comme elle le prétendait, *inutiles* et *pervers* – mais que la faute ne leur en revenait pas à eux ni à la philosophie. Inutiles, les philosophes l'étaient parce que la cité refusait de faire appel à leurs services : « Ajoute que tu ne te trompais pas en déclarant que les plus sages d'entre les philosophes sont inutiles au plus grand nombre, mais fais observer que de cette inutilité ceux qui n'emploient pas les sages sont la cause, et non les sages eux-mêmes. Il n'est pas naturel, en effet, que le pilote prie les matelots de se laisser gouverner par lui, ni que les sages aillent attendre aux portes des riches. L'auteur de cette plaisanterie a dit faux. La vérité est que, riche ou pauvre, le malade doit aller frapper à la porte du médecin, et que quiconque a besoin d'un chef doit aller frapper à celle de l'homme qui est capable de commander : ce n'est pas au chef, si vraiment il peut être utile, à prier les gouvernés de se soumettre à son autorité. » (VI 489 b-c) Et pervers, ils l'étaient parce que l'éducation dispensée par l'État, la famille et les sophistes détournant les « naturels philosophes » de leur vocation, la place restait libre pour des imposteurs qui déshonoraient le nom de la philosophie (VI 489 e-496 a). Cela pourrait sembler contradictoire avec le projet politique qui était celui de Platon lorsqu'il se rendit pour la deuxième fois à Syracuse. Mais son idée, et celle de Dion, était que Denys II, de par son jeune âge, n'avait pas encore eu le temps d'être corrompu par son entourage, qu'il était par conséquent encore « éducable », et que, par ailleurs, le régime tyrannique avait cet avantage

sur le régime démocratique qu'il suffisait de convertir un seul homme pour faire le bien de tous les autres.

En dépit de ces bonnes intentions, la tentative d'« éducation » de Denys II tourna au désastre. Dès son arrivée, Platon ne trouve que dissensions à la cour et calomnies sur le compte de Dion. « Je le défendis de tout mon pouvoir, mais mon pouvoir était mince » (*Lettre* VII, 329 c). Accusé de conspirer contre le régime, Dion est banni, ses biens sont confisqués, et Platon, après que le bruit de sa mise à mort eut circulé, est mis en résidence surveillée dans la citadelle du tyran, sur l'île d'Ortygie. « De là, pas un capitaine de navire ne m'eût emmené, je ne dis pas contre la volonté de Denys, mais même à moins d'un ordre exprès d'embarcation émané de lui. Des marchands ou des chefs préposés aux frontières, il n'en est pas un non plus qui, me surprenant en train de quitter seul le pays, ne m'eût aussitôt arrêté et ramené à Denys, d'autant qu'alors se répandait un bruit nouveau et tout contraire au précédent : Denys, disait-on, s'était pris d'une belle amitié pour Platon. En fait, qu'en était-il ? Il faut bien dire la vérité. Avec le temps, il m'aimait sans doute toujours davantage à mesure qu'il se familiarisait avec mes manières et mon caractère, mais il voulait me voir montrer pour lui plus d'estime que pour Dion et croire à son amitié beaucoup plus qu'à celle de Dion. Il est merveilleux comme il y mettait son point d'honneur. Mais il hésitait à prendre pour cela le moyen qui eût été le plus sûr, si cela eût dû se faire, c'est-à-dire à me fréquenter en qualité de disciple et d'auditeur de mes leçons philosophiques : il craignait, suivant les propos des calomniateurs, que cela ne diminuât de quelque façon sa liberté et que ce ne fût Dion qui eût tout machiné. Pour moi, j'endurais tout, fidèle au premier dessein qui m'avait amené, au cas où le désir de la vie philosophique viendrait à s'emparer de lui. Mais ses résistances l'emportèrent » (*Lettre* VII 329 e-330 b).

On voit comment Platon arrive à tourner son impuissance en endurance et en fidélité à son projet initial ; privé de sa liberté, soumis aux caprices d'un tyran exclusif qui lui demande de renoncer à l'amitié qui avait motivé son voyage, instrumentalisé à des fins de propagande, il persiste à espérer : n'est-ce pas là la preuve de son dévouement absolu à la cause de la philosophie ?

Platon est finalement libéré, grâce au déclenchement d'une guerre entre la Sicile et la Lucanie, qui détourna de lui les préoccupations du tyran. Mais il reviendra une troisième fois à Syracuse, « sous la pression de ses amis », d'un chantage de Denys subordonnant à sa venue le règlement

des affaires de Dion, et sur la foi du bruit selon lequel le désir de la philosophie s'était enfin emparé de Denys : « Il fallait donc vérifier soigneusement ce qu'il en était, ne pas me dérober et ne pas assumer la responsabilité d'une telle offense, car c'en serait effectivement une, si on m'avait dit la vérité » (339 e). Courage, encore, philanthropie et fidélité inconditionnelle à la philosophie ! Soyons juste : dans le récit rétrospectif que constitue la *Lettre* VII, Platon avoue juste après : « Je partis, en me fermant les yeux par ce raisonnement. » Et de fait, ce dernier séjour se déroulera lui aussi dans les pires circonstances : Denys ne tiendra pas ses promesses au sujet de Dion, Platon se retrouvera de nouveau en résidence surveillée et risquera de nouveau la mort – quant à la subite vocation du tyran pour la philosophie, elle s'avèrera dès le début n'être que poudre aux yeux. Autorisé finalement à partir, il croisera Dion, à Olympie, au moment des Jeux ; ce dernier lui fera part de son projet d'expédition armée pour renverser Denys mais Platon refusera de s'y joindre et prêchera la conciliation, en vain. La suite appartient à l'histoire, et on peut lire chez Plutarque (*Vie de Dion*) comment tournèrent les affaires de Sicile et le sort de Dion en particulier.

Ce qui nous paraît significatif, dans cette aventure exemplaire, c'est que, bien que le seul succès dont Platon puisse se targuer dans son projet soit de s'en être sorti sain et sauf à chaque fois, il ne remet jamais en cause les motivations théoriques qui l'ont plongé dans ce marasme. S'il y a échec, la faute en revient à Denys et à son entourage, mais à aucun moment il ne suppose que cet échec était inéluctable : quoi qu'il maudisse sa « course aventureuse » et son insuccès en Sicile (350 d), il n'en continue pas moins de prôner la conciliation à un Dion qui a décidé de passer à la lutte armée ; et il reprendra dans les *Lois* (sa dernière œuvre, inachevée, rédigée en 347-346, soit treize ou quatorze ans après son dernier voyage en Sicile) l'idée que le régime tyrannique est le plus adapté à la mise en application de son projet politique et législatif, à condition que le tyran soit jeune, qu'il ait bonne mémoire, de la facilité à apprendre, qu'il soit courageux et magnanime, et ajoute à toutes ces qualités la modération [11] ; autrement dit, à condition qu'il possède le « naturel philosophe », tel qu'il était déjà défini dans *La République*.

11. *Lois* IV 709 e-710 a.

— II —

À l'opposé de cette attitude se trouve celle de Diogène le Cynique.

Sur le mouvement cynique, nos sources sont toutes assez problématiques, dans la mesure où, aucun texte du fondateur n'ayant été conservé, elles sont toutes relativement tardives. Il n'en reste pas moins qu'une image cohérente de ce que fut le cynisme peut être dégagée des textes qui nous donnent à connaître les faits et dits du « Chien ». De fait, « cynisme » est l'un de nos rares mots en -isme servant à désigner une école philosophique qui ne soit pas une création des Modernes. En effet, nous parlons de « platonisme », d'« aristotélisme », de « stoïcisme » ou d'« épicurisme » alors que les Anciens disaient : l'Académie, le Lycée, le Portique ou le Jardin, se référant par là au lieu d'enseignement de la doctrine. En revanche, le nom de « *kynismos* » se rencontre dès le IIe siècle de notre ère, et ce néologisme est significatif de la nature du mouvement cynique, qui ne fut jamais attaché à un lieu institutionnel mais se résuma tout entier dans une pratique d'imitation de son fondateur, le *Kuôn*, le « Chien », surnom de Diogène. Être cynique, c'est donc avant tout « *kynizein* » – c'est-à-dire « faire le chien » ou, plutôt, « imiter le Chien ». Philosophie non systématique et non dogmatique, tout entière résumée dans le comportement de son fondateur, le cynisme est présenté par les doxographes de l'Antiquité comme un « raccourci » vers le bonheur ou vers la vertu : rejetant la « voie longue » et plus fréquentée que préconisaient les autres philosophies, voie qui passait par l'étude et l'acquisition de connaissances théoriques, le cynisme prétendait mener au bonheur par la seule pratique de l'ascèse [12]. Aussi

12. L'ascèse cynique se distinguait, d'une part, de l'intellectualisme socratique et, d'autre part, à la fois des « exercices spirituels » du stoïcisme et de la « double ascèse » (spirituelle et physique) prônée par les stoïciens de l'époque impériale : sa singularité est d'être fondée sur un entraînement essentiellement corporel (le terme « *askèsis* » désigne d'abord l'entraînement des athlètes) à finalité spirituelle. Il consiste pour le cynique à s'exercer aux « *ponoi* » (terme qui désigne à la fois la douleur et l'effort qu'on fait pour la surmonter) : en le rendant autarcique et insensible aux circonstances extérieures, il le délivre en même temps des passions et confère au cynique la liberté nécessaire pour atteindre le bonheur, qui consiste en la transformation subjective des peines (*ponoi*) en plaisirs (*hèdonai*), plaisirs supérieurs à ceux que l'opinion commune tient pour tels (Marie-Odile Goulet-Cazé, *L'Ascèse cynique. Un commentaire de DL VI, 70-71*, coll. « Histoire des doctrines de l'Antiquité classique », 10, 1986.) Il ne faut toutefois pas réduire l'ascèse cynique

s'est-il vu reprocher simultanément sa facilité (parce qu'il rejetait apparemment l'« effort » intellectuel [13]) et sa difficulté (parce qu'il avait la prétention de commencer par ce qui passait pour le plus dur : la mise en pratique de la théorie [14]) ; et on lui a même souvent refusé, dès l'Antiquité, le statut de « philosophie » pour lui attribuer celui de « mode de vie ».

Quel était ce mode de vie ? Le cynisme peut se résumer dans l'accoutrement et l'apparence extérieure du cynique : pieds nus, cheveux et barbe non entretenus, besace sur l'épaule contenant tout ce dont il a besoin – voire davantage [15] – et bâton de marche à la main (faisant occasionnellement office de massue), la vie qu'il mène est une sorte d'ensauvagement (pour reprendre l'expression de Plutarque) de la vie civilisée. Le cynique mange, défèque, urine, se masturbe ou s'accouple en public, non par exhibitionnisme mais parce qu'il se veut la preuve vivante que la vie est facile, que les conventions sociales sont des peines inutiles et que ce qui est véritablement honteux n'est pas ce qu'on croit. La devise de Diogène, qu'on traduit « Falsifier la monnaie » par commodité, se traduirait plus

---

à une ascèse corporelle. On peut aussi parler d'une ascèse « sociale », consistant à endurer la mauvaise réputation, l'exil, les insultes, le mépris, à vivre dans la pauvreté et l'obscurité, à pratiquer la mendicité ; et non seulement à endurer ces « maux » mais à les devancer et à les rechercher joyeusement. Le cynique ne lutte pas uniquement contre les « faux plaisirs », mais aussi contre les « fausses peines », celles qu'impose la société.

13. Pour ne pas se laisser troubler par des sophismes et garder « la maîtrise de ses représentations », le stoïcien Épictète soulignait la nécessité pour le sage d'être un habile dialecticien. Mais, confronté par exemple au « syllogisme du cornu » (« Ce que tu n'as pas perdu, tu l'as ; or tu n'as pas perdu de cornes ; donc tu as des cornes »), Diogène ne perdait pas son temps à démonter logiquement le sophisme : il se touchait le front et disait : « Moi, je ne les sens pas » (DL, VI 38). De même, quand un philosophe prétendait que le mouvement n'existe pas, il se contentait de se lever et de se mettre à marcher (DL, VI 39).

14. « Les philosophes nous exercent d'abord à la théorie, ce qui est plus facile, puis ils nous acheminent ainsi à des exercices plus difficiles. Dans la théorie, en effet, rien ne nous détourne de tirer les conséquences des enseignements donnés, tandis que, dans la vie, bien des influences agissent sur nous en sens contraire. Il est donc ridicule celui qui prétend vouloir d'abord s'exercer à bien vivre, car il n'est point aisé de commencer par ce qui est plus difficile. » (Épictète, *Entretiens*, I, 26, 3-4)

15. À la vue d'un enfant qui buvait dans le creux de ses mains, Diogène aurait jeté le gobelet que contenait sa besace, parce qu'il lui avait paru dès lors inutile (DL, VI 37).

exactement par « Mettre la monnaie hors circulation [16] » : pour Diogène, Prométhée est le plus grand malfaiteur de l'humanité.

Le terme de « falsification » demeure toutefois pertinent pour rendre compte de la manière avec laquelle le cynique assume sa totale liberté. Un des reproches couramment adressés aux cyniques, surtout à l'époque impériale, était de prétendre rechercher l'autarcie tout en pratiquant la mendicité, et plusieurs anecdotes mettent en scène ce reproche. Or, ce qui est frappant, c'est la façon qu'a Diogène de ne jamais chercher à justifier rationnellement cette contradiction, « falsifiant » d'une certaine manière le discours philosophique lui-même [17]. Deux *chries* [18] nous paraissent particulièrement significatives à cet égard. La première rapporte un syllogisme que Diogène aurait forgé pour justifier sa mendicité : « Tout appartient aux dieux ; or, les dieux sont les amis des sages ; par ailleurs, tout est commun entre amis ; donc tout appartient au sage. » (DL, VI 72) Les lettres apocryphes de Diogène tirent la conclusion pratique de ce

16. « *Nomisma* », la « monnaie en cours », partage sa racine avec « *nomos* », la « loi », la « convention » ; quant au verbe « *paracharattein* », qu'on traduit par « falsifier », il renverrait plutôt à un geste technique : donner un coup de burin aux pièces qu'on désire mettre hors circulation. Selon la tradition, c'est parce que Diogène se serait livré de sa propre initiative à cet acte dans sa patrie de Sinope – avec ou sans son père, qui était « *trapezitès* », c'est-à-dire à la fois prêteur, changeur et banquier, et qui gérait la banque publique de Sinope (et, à ce titre, s'occupait de l'émission de la monnaie) – qu'il aurait été exilé et serait parti à Athènes, où il aurait commencé sa carrière de cynique. Notons que d'autres cyniques ont commencé leur carrière en s'en prenant, littéralement, à la monnaie : Cratès, premier et plus célèbre disciple de Diogène, convertit ses biens en argent et les jeta à la mer – il était d'une riche famille de Thèbes (DL, VI 87) ; Monime de Syracuse, disciple moins connu, simula la folie et se mit à jeter de tous côtés l'argent du banquier de Corinthe dont il était le serviteur (DL, VI 82). Ces épisodes peuvent évidemment s'interpréter comme ayant une portée symbolique (rejeter la monnaie en cours, c'est rejeter les conventions, les opinions communes), mais il nous semble qu'il faut aussi les prendre plus littéralement, comme un rejet de la civilisation : dans *La République* qu'il aurait écrite, Diogène proposait de remplacer l'argent par des osselets.

17. « À qui lui disait "Tu ne sais rien, et tu philosophes !", Diogène rétorqua "Même si je simule la sagesse, cela aussi, c'est philosopher." » (DL, VI 64)

18. Courte anecdote, rudimentaire dans son élaboration littéraire, choisie pour son « utilité » (*chreia* en grec), qui rapporte un acte ou une parole d'un philosophe en situation.

syllogisme : Diogène ne mendie pas (*aitein*), il « réclame son dû » (*apaitein*). La deuxième frappe encore davantage par son mélange de désinvolture et de profondeur : « Comme on reprochait à Diogène de demander l'aumône en lui disant que Platon, lui, ne la demandait pas, il répondit : "Mais si, lui aussi il demande l'aumône, mais "il demande à l'oreille, pour que vous autres n'en sachiez rien [19]". » (DL, VI 67)

La posture cynique vis-à-vis du pouvoir est elle aussi déterminée par cette revendication de liberté absolue, d'action et de parole : la fameuse *parrhèsia* cynique [20] – assimilée par ses détracteurs à des aboiements agressifs ou à une grossièreté choquante mais qu'Antisthène, précurseur du cynisme, considérait comme « la plus belle chose au monde ». Cette liberté de tout dire semblerait déplacée à la cour d'un tyran, où c'est précisément la première chose que perd le philosophe. Ainsi Platon, avant même de se voir privé de sa liberté de mouvement, le fut de sa liberté de parole : Dion et lui ne pouvaient dispenser leurs conseils à Denys qu'« à mots couverts » – parler ouvertement aurait été dangereux (*Lettre* VII, 332 d). On peut donc comprendre aisément qu'un cynique ne saurait s'associer à un pouvoir qui le priverait de cette liberté.

Si l'on s'en tenait à cette seule raison, et si le cynique refusait de se joindre au tyran pour le seul motif qu'il craindrait d'y perdre sa *parrhèsia*, il s'exposerait aux reproches d'un Plutarque, qui accuse les philosophes « tyrannophobes » de lâcheté et de vanité. Par ailleurs, la tradition est

19. Citation d'Homère, *Odyssée* I 157 et IV 70.

20. La *parrhèsia* était d'abord un droit fondamental du citoyen de l'Athènes démocratique, qu'Isocrate définit en ces termes : « La permission explicitement accordée aux amis de s'adresser des reproches et aux ennemis de s'attaquer les uns les autres pour les fautes commises. » (*À Nicoclès,* 3) Défini par Aristote, il devient une qualité aristocratique associée à la figure du « magnanime [*megalopsychos*] », l'homme dont la caractéristique est « la grandeur d'âme » : « Son devoir impérieux est de se montrer à découvert dans ses haines comme dans ses amitiés, la dissimulation étant la marque d'une âme craintive. Il se soucie davantage de la vérité que de l'opinion publique, il parle et agit au grand jour, car le peu de cas qu'il fait des autres lui permet de s'exprimer avec franchise. C'est pourquoi aussi il aime à dire la vérité, sauf dans les occasions où il emploie l'ironie, quand il s'adresse à la masse. » (Aristote, *Éthique à Nicomaque*, IV, 8, 1124b)

Sur la liberté comme valeur centrale du cynisme, lire Robert Bracht-Branham, « Diogenes' Rhetoric and the invention of Cynicism », *in* Marie-Odile Goulet-Cazé & Richard Goulet (dir.), *Le Cynisme ancien et ses prolongements*, Paris, PUF, 1993, p. 445-474.

unanime à montrer les cyniques continuer à user de leur *parrhèsia* même, et peut-être surtout, en présence des puissants – comme s'il y avait là, finalement, un terrain particulièrement favorable à l'exercice cette vertu [21].

Pour un cynique, invoquer la nécessité de conserver sa *parrhèsia* comme motif pour refuser l'invitation du tyran à se joindre à sa cour (ainsi que le fait Socrate dans la première des lettres apocryphes qui lui sont attribuées et qu'on suppose être adressée à Archélaos de Macédoine) ne serait donc pas très cohérent. Et de fait, ce n'est pas cette justification qui est mise en avant dans les textes que la tradition nous a conservés et qui mettent en scène des refus cyniques à des invitations tyranniques.

Le corpus des lettres apocryphes de Diogène comporte une dizaine de lettres adressées à des figures de pouvoir (roi, tyran, diadoques d'Alexandre), dont plus de la moitié sont des lettres de refus [22]. L'une d'entre elles nous paraît être particulièrement significative de la position cynique sur la question du « service des tyrans » et fournir un contrepoint intéressant à la position platonicienne. Elle est adressée à un certain Lacydès, qui sert d'intermédiaire entre Diogène et Alexandre. Sa brièveté nous permet de la citer *in extenso* :

> *Diogène à Lacydès, salut*
> *Tu m'annonces la bonne nouvelle que le roi des Macédoniens désire faire ma rencontre, et tu as bien fait de préciser : le roi des Macédoniens. Car tu sais que, pour ce qui nous concerne, nous sommes « inroyables ». Quant à voir ma figure comme celle d'un invité, que personne n'y songe : si Alexandre veut prendre part à mon mode de vie et à mes paroles, dis-lui qu'il n'y a pas plus loin d'Athènes en Macédoine que de Macédoine à Athènes.*

Le cynique est « inroyable », il n'a que faire des rois, car sa vie ne leur est pas soumise : il est à lui-même son seul véritable roi. Partant, son

---

21. C'est une *chrie* fameuse que celle de la rencontre de Diogène et d'Alexandre le Grand : alors que le cynique est en train de faire une sieste au soleil, le roi survient, le réveille et lui demande : « Que peut faire pour toi Alexandre ? — Te pousser de mon soleil. »

22. Pour une présentation de ce corpus, lire Frédéric Junqua, « Les correspondances apocryphes de Diogène de Sinope et Cratès de Thèbes », *in* Léon Nadjo et Élisabeth Gavoille (dir.), *Epistulae antiquae III. Actes du III^e^ Colloque international « L'épistolaire antique et ses prolongements européens »*, Louvain-Paris-Dudley MA, Peeters, 2004, p. 271-285.

refus tient bien davantage de l'indifférence que de la volonté de préserver sa liberté. Diogène ne s'excuse pas de ne pas répondre positivement à l'invitation d'Alexandre : il s'en offusque et la lui retourne. En refusant d'être considéré comme une figure « exotique », comme un simple « invité » ou une « curiosité », Diogène affirme qu'il n'est pas un philosophe « décoratif », qu'on peut inviter à sa cour pour bénéficier de son prestige, ni un bibelot que l'on exhiberait dans sa salle à manger [23]. La philosophie diogénienne demande un engagement total et une véritable conversion [24]. Si Alexandre a réellement l'intention de prendre part à la vie cynique, qu'il fasse le déplacement et abandonne sa position de roi [25] ; dans le cas contraire, qu'il ne compte pas sur Diogène pour lui apporter une quelconque caution philosophique.

La grande originalité, et la grande force de cette réponse de Diogène réside précisément dans ce retournement de situation, qui est aussi un retournement hiérarchique : ici, le cynique apparaît véritablement comme celui qui « falsifie la monnaie ». Quand Socrate déclinait l'invitation du tyran de Macédoine Archélaos, il le faisait au nom de la mission qui le retenait à Athènes, parce qu'il devait obéir à son démon, et parce que, disait-il, il était incompétent pour le gouvernement et qu'à s'atteler à une tâche qui nous dépasse on courait le risque de perdre sa *parrhèsia* ; Diogène, lui, ne se justifie pas : il se contente de retourner l'invitation. Quand Platon avait pour ambition de faire du prince un philosophe en

23. Dans *Le Banquet* de Xénophon (I, 4), Callias voit dans sa rencontre avec Socrate, Critobule, Hermogène, Antisthène et Charmide l'occasion d'« *orner* [sa] salle à manger de la présence d'hommes à l'âme purifiée ».

24. La même idée se retrouve dans la *Lettre* V de Diogène adressée à Perdiccas, un des diadoques d'Alexandre : « Si désormais tu es en guerre contre les opinions – je veux dire contre des ennemis plus coriaces et qui t'infligent plus de dommages que les Thraces et les Péoniens –, et que tu tentes de soumettre les passions humaines, envoie-moi chercher : dans une guerre contre de tels ennemis, je suis capable d'être un bon général. Mais si les affaires humaines te préoccupent encore et que tu ne te sens pas prêt à entreprendre cette guerre, permets que nous demeurions tranquille à Athènes et mande les soldats d'Alexandre, ceux dont il se servit lui aussi comme auxiliaires pour soumettre les Illyriens et les Scythes. »

25. Dans la *Lettre* XXIV que Diogène adresse à Alexandre, on lit : « Si tu désires devenir bel et bon, jette donc ce bout de chiffon que tu as sur la tête, et viens te joindre à nous. » Le « bout de chiffon » est une allusion probable à la tiare dont Alexandre avait pris l'habitude de se coiffer, à la mode perse.

se faisant son conseiller, Diogène consent seulement à l'admettre comme auditeur. Telle est la portée subversive du « désengagement » cynique.

— III —

Aristippe est la troisième, et peut-être la moins connue, des figures que nous voudrions évoquer. Contrairement à Platon et Diogène, dont les origines sociales sont connues (Platon est issu de l'aristocratie athénienne, Diogène est le fils d'un notable de Sinope), on ne sait rien de plus d'Aristippe que son lieu de naissance, Cyrène (une colonie grecque sur la côte africaine), qu'il quitta pour se faire disciple de Socrate à Athènes. Tout au plus peut-on remarquer que la tradition souligne sa sympathie pour le fils de charcutier Eschine, dont l'origine populaire contraste avec celle de la plupart des jeunes gens du cercle socratique, d'origine aristocratique [26]. Il fonda l'école dite « cyrénaïque », qu'on peut définir sommairement comme un mouvement précurseur de l'épicurisme, en ce sens qu'elle définit le *télos*, le « souverain bien », comme étant le plaisir [27] ; et il fit partie de ces philosophes qui se rendirent à la cour de Denys le Jeune. Diogène Laërce le présente comme suit : « Il était capable de s'adapter au lieu, au moment et à la personne, et de jouer son rôle convenablement en toute circonstance ; aussi était-il auprès de Denys plus apprécié que les autres, car il envisageait toujours du bon côté les situations qui se présentaient : il jouissait du plaisir que lui procuraient les biens présents et il ne se donnait pas la peine de poursuivre la jouissance de ceux qu'il n'avait pas ; c'est pourquoi Diogène lui décerna le titre de "Chien royal". » (DL, II 66)

On voit tout de suite l'ambiguïté de la figure d'Aristippe dans ce débat : apparemment du côté de Platon et des philosophes qui choisirent de se

26. Notons également que la tradition insiste sur le fait qu'Aristippe et Eschine furent les premiers socratiques à se faire payer pour leur enseignement (DL, II 62 ; II 65), et que c'est Aristippe qui introduisit Eschine à la cour de Denys : « On raconte que si Eschine vint en Sicile chez Denys, c'est à cause de sa pauvreté, et que Platon lui prodigua son mépris, tandis qu'Aristippe l'introduisit. » (DL, II 61) Plutarque, en revanche, fait de Platon l'intercesseur entre Eschine et Denys (*Quomodo adulator ab amico internoscatur* 67 c-e).

27. À ceci près que les cyrénaïques ne reconnaissaient que le plaisir « en mouvement » et refusaient d'accorder à l'*aponia*, l'absence de douleur, la qualité de plaisir – au contraire de l'épicurisme, qui en fera même le plaisir suprême.

faire conseillers des tyrans, il est néanmoins « préféré » à ceux-ci, pour ses facultés d'adaptation ; théoriquement opposé à Diogène et aux philosophes rejetant l'association avec le pouvoir, il se voit néanmoins décerner par ce dernier un titre dans lequel on peut voir une sorte d'éloge, si l'on considère que, attribué par un cynique, le titre de « chien » doit être considéré comme un titre honorifique.

Cette ambiguïté est présente dans toute la tradition concernant Aristippe, où il semble que se soit produite une contamination entre la tradition cynique et la tradition cyrénaïque : on trouve par exemple dans les *chries* un certain nombre de doublets où le même comportement est attribué tantôt à Diogène, tantôt à Aristippe [28].

On a tenté d'expliquer ces contradictions apparentes par l'existence de deux cynismes : l'un à tendance rigoriste (auquel se rattacherait le Diogène qui s'oppose à Aristippe sur la fréquentation des tyrans), l'autre à tendace hédoniste (auquel se rattacherait le Diogène « s'adaptant aux circonstances », et qui rendrait compte des rapprochements avec le cyrénaïsme). La question est assez problématique et ce n'est pas ici le lieu de s'y attarder [29]. Remarquons simplement que le cynisme originel, tel qu'on peut le dégager de la biographie des premiers représentants du mouvement, ne prône pas l'adaptation aux circonstances : le cynique ne s'adapte pas, il devance le sort ; la Fortune n'est pas pour lui le grand dramaturge, distribuant les rôles, auquel il faut obéir sans rechigner : c'est un adversaire qu'il s'agit de mépriser et d'humilier. Les métaphores cyniques sur

28. Par exemple : « Quelqu'un l'ayant fait entrer dans une demeure somptueuse et lui interdisant de cracher, Diogène, après s'être raclé la gorge, lui cracha au visage, disant qu'il n'avait pas trouvé d'endroit moins convenable pour le faire. D'autres rapportent l'anecdote à Aristippe » ; « Un jour que Simos, l'intendant de Denys, lui faisait visiter des appartements somptueux, pavés de mosaïques […], Aristippe se racla la gorge et lui envoya un crachat au visage. Comme l'autre se mettait en colère, il dit : "Je n'avais pas d'endroit plus approprié" » (DL, VI 32 et II 75). Ou encore : « Diogène trouvait étrange que, pour juger de la qualité d'une marmite ou d'un plat avant de les acheter, nous prenions la peine de les faire résonner, mais que, pour un homme, nous nous contentions seulement d'un coup d'œil » ; « Aristippe blâmait les hommes de faire résonner les ustensiles dans les boutiques du marché tout en se fiant au hasard pour mettre à l'épreuve les genres de vie. D'autres attribuent ce mot à Diogène. » (DL, VI 30 et II 78)

29. Un point sur la question est fait par Marie-Odile Goulet-Cazé dans *L'Ascèce cynique, op. cit.*, p. 77-84.

les aléas de la Fortune ne sont pas théâtrales : elles sont guerrières et athlétiques. Et quand Diogène se dit « affligé de tous les maux de la tragédie : *sans cité, sans maison, sans patrie, mendiant, vagabond, vivant au jour le jour* » (DL, VI 38), il le fait bien entendu ironiquement, en « falsificateur », pour bien montrer que ces maux, précisément, n'en sont pas. Contrairement à Aristippe, le cynique ne s'adapte pas, par exemple, à la richesse : il choisit délibérément et préventivement la pauvreté [30]. Et c'est justement au nom de cette « incapacité » à s'adapter aux circonstances que Diogène est pris à parti par Aristippe dans une anecdote que la tradition nous a transmise plusieurs fois, avec des protagonistes différents, et qui s'inscrit en plein dans le débat qui nous intéresse : « Un jour qu'Aristippe passait, Diogène, qui lavait des légumes, se moqua de lui en disant : "Si tu avais appris à manger ces légumes, tu ne ferais pas la cour aux tyrans" ; à quoi Aristippe rétorqua : "Et toi, si tu étais capable de vivre dans la compagnie des hommes, tu ne laverais pas des légumes !" [31] » (DL, II 68) Le poète Horace nous a laissé un commentaire de cette anecdote, qui nous paraît valoir la peine d'être cité : « "S'il se résignait à déjeuner de légumes, Aristippe ne voudrait plus vivre avec les rois. — S'il savait vivre avec les rois, celui qui me blâme dédaignerait les légumes." Lequel de ces deux hommes, à ton avis, parlait et agissait le mieux ? Apprends-le moi, ou plutôt, étant le plus jeune, écoute pourquoi l'opinion d'Aristippe est la meilleure. Voici en effet de quelle manière il se dérobait, dit-on, à la dent du cynique : "Nous faisons les amuseurs, moi pour mon profit, toi au profit du peuple. Ma conduite est, de beaucoup, la plus raisonnable et la plus relevée. J'aurai un cheval pour me porter, un roi pour me nourrir : voilà pourquoi je fais le courtisan ; toi, tu mendies des choses sans valeur, mais tu es, en mendiant, au-dessous de celui qui te donne, bien que tu prétendes n'avoir besoin de personne."

30. Précepteur de Néron, le stoïcien Sénèque s'en prendra d'ailleurs précisément, avec la mauvaise foi du philosophe « bourgeois », aux cyniques de son époque, qu'il jugeait « incapables de supporter la richesse ».

31. La même anecdote est rapportée à propos de Platon et de Diogène (DL, VI 58) ; d'Antisthène (le disciple de Socrate précurseur du cynisme) et d'Aristippe (*Grammat. Lat.*, VI, p. 273, 15) ; du cynique Métroclès et du cyrénaïque Théodore (DL, II 102). Signalons seulement que seule la scène entre Diogène et Platon donne le dernier mot au cynique : les trois autres prennent clairement le parti du « tyrannophile ».

Toute nuance de vie, toute situation, toute fortune convenait à Aristippe, visant d'ordinaire à s'élever mais sachant s'accommoder du présent. Celui, au contraire, que l'endurance couvre d'un lambeau plié en deux m'étonnerait fort s'il s'adaptait à un changement dans la route de sa vie. Le premier n'attendra pas un manteau de pourpre ; il se montrera, vêtu d'une manière ou d'une autre, dans les lieux les plus fréquentés et tiendra avec aisance les deux rôles ; l'autre se gardera d'une chlanide [32] tissée à Milet plus que d'un chien et que d'un serpent, il mourra de froid si tu ne lui rends pas son lambeau ; rends-le lui et laisse vivre ce lourdaud. [33] »

On peut discuter du mépris dont ce commentaire témoigne à l'égard du cynique, (dont, au demeurant, il comprend fort bien la différence avec Aristippe sur la question de « l'adaptation aux circonstances »), mépris qui annonce le reproche que fera Sénèque aux cyniques de son époque. Il ne nous en paraît pas moins extrêmement éclairant sur la posture aristippéenne : une sorte de cynisme, non plus au sens antique, mais moderne. Faisant feu de tout bois, Aristippe se préoccupe avant tout de lui-même : s'il se rend à la cour de Denys, ce n'est pas, comme Platon, pour le salut de l'humanité et par philanthropie, c'est parce que – comme il le dit en réponse à Denys qui lui demandait pourquoi les philosophes viennent aux portes des riches alors que les riches ne viennent pas à celles des philosophes – « les uns savent ce dont ils ont besoin, tandis que les autres ne le savent point » (DL, II 69). Et quand on lui reproche d'avoir accepté de l'argent de Denys alors que Platon s'est contenté d'un livre, il répond : « C'est que moi, j'ai besoin d'argent, alors que Platon a besoin de livres. » (DL, II 81)

Aristippe ne se rend pas à la cour du tyran pour le changer et pour en faire un philosophe mais pour l'utiliser à son profit [34]. À ce titre, il a pris connaissance du mode d'emploi et n'a aucun scrupule à y recourir, comme le montre clairement l'anecdote à laquelle nous avons emprunté le titre de cet article : « Un jour qu'il demandait à Denys une faveur pour un ami sans parvenir à l'obtenir, il se prosterna aux pieds du tyran. À qui le raillait pour son attitude, il dit : "Ce n'est pas ma faute, c'est celle de Denys : il a les oreilles dans les pieds". » (DL, II 79) Cette posture caractéristique se

32. Manteau luxueux de fine laine.
33. Horace, *Épîtres*, I, 17, vv. 13-32, traduction François Villeneuve.
34. Signalons que le même verbe grec signifie « fréquenter » (quelqu'un) et (l')« utiliser ».

retrouve mise en scène dans une anecdote parallèle : « Comme Denys lui avait craché à la figure, Aristippe supporta l'insulte ; quelqu'un lui ayant reproché son attitude, il dit : "Et alors ? Les pêcheurs supportent bien d'être arrosés par l'eau de mer pour attraper un goujon, et moi, je ne supporterais pas d'être arrosé par un crachat pour prendre une blennie ?" » (DL, II 67) – le grec « *blennos* » désigne à la fois le poisson et « celui qui bave », c'est-à-dire l'« idiot ».

L'une des conséquences de cette attitude est qu'elle permet à Aristippe de conserver sa liberté – et peut-être est-ce à cela qu'il doit le titre de « chien royal » dont l'aurait gratifié Diogène.

Comme Denys lui rappelait le vers de Sophocle « "Qui est venu chez un tyran, fût-il libre, en est esclave", […] Aristippe l'interrompit et rétorqua : "Il n'est pas esclave, s'il est venu libre". » De la même manière, « une fois, après boire, Denys avait invité chaque convive à mettre une robe de pourpre et à danser. Platon refusa en disant : "Pas question pour moi de porter une robe de femme." Aristippe au contraire la revêtit sans façon, et, se mettant à danser, il dit très finement : "N'est-il pas vrai qu'aux fêtes de Bacchus / Une âme sage n'est pas corrompue ? [35] » (DL, II 77)

On le voit, Aristippe n'éprouve aucun scrupule à se comporter en bouffon parce qu'il estime conserver en toute circonstance la liberté intérieure qu'il doit à la philosophie, qu'aucune situation ne saurait lui ôter. À l'opposé de Platon, qui s'offusque des caprices du tyran quand ils portent sur des broutilles « d'après boire » mais qui met sa philosophie à son service, au nom de la cause de la philosophie elle-même, Aristippe se plie sans sourciller à ces enfantillages mais refuse en revanche de parler philosophie sous la contrainte : « Comme Denys voulait un jour le forcer à parler philosophie, il dit : "Il serait risible que tu t'informes auprès de moi sur l'art de parler et que le moment où il faut parler, ce soit toi qui me l'enseignes" [36] » (DL, II 73) Ce qui est une autre manière de dire : « Je ne suis pas à ton service. » Et de fait, Aristippe semble n'avoir aucune prétention à faire l'éducation du tyran – manière de dire, en creux, que celui-ci est irrécupérable et que le projet platonicien d'une tyrannie éclairée est

35. Platon et Aristippe citent les *Bacchantes* d'Euripide, respectivement 317-318 et 836.

36. L'anecdote se poursuit ainsi : « Hautement vexé par ce propos, Denys le mit en bout de lit [la plus mauvaise place dans un banquet]. Alors Aristippe : "Je vois que tu as voulu donner plus d'honneur à cette place". »

du domaine de l'utopie. Sur ce point, l'attitude cynique est sans doute plus conséquente, et politiquement plus probe.

D'où vient que l'attitude d'Aristippe, qui devrait nous paraître odieuse, force néanmoins la sympathie ? Peut-être de cette liberté qu'elle laisse percer sous son immoralité apparente et qui rejoint finalement celle du cynisme ancien : on comparera à ce titre une dernière anecdote sur Aristippe avec celle que nous avons rapporté plus haut sur la justification de la mendicité cynique : « Aristippe demandait de l'argent à Denys, lequel lui dit : "Pourtant, le sage, à t'entendre, n'est jamais dans le besoin…" Aristippe dit en l'interrompant : "Donne, et nous examinerons la question." Denys donna ; Aristippe dit alors : "Eh bien, tu vois ? Je ne suis pas dans le besoin." » (DL II 82)

FRÉDÉRIC JUNQUA

Frédéric Junqua enseigne le grec ancien à l'université Stendhal-Grenoble 3.

Servir les hommes *ou* L'art de la domination déniée

> Ce n'est pas parce que le prophète (y compris le Bouddha) aime avoir à ses pieds des femmes d'esprit et les utiliser comme propagandistes qu'il se préoccupe de la position qui revient à leur sexe.
>
> MAX WEBER, *Sociologie de la religion*

> Incline-toi devant ton maître comme si c'était un prophète.
>
> Proverbe irakien

DANS UNE SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE comme la Kabylie, il apparaît clairement que les tâches sont assignées en fonction des sexes : les petits travaux (ou perçus comme tels) sont le fait des femmes (transport de l'eau, du bois, jardinage, tissage, ramassage du fumier, etc.) ; par opposition aux travaux des hommes (lourds, importants et surtout visibles). On peut montrer que cette division sexuelle du travail résulte d'une culture faite corps, tant chez les hommes que chez les femmes. L'un des effets de la socialisation est en effet de rendre naturelle la soumission, aussi bien au regard de ceux qui l'imposent que de celles qui la

AGONE, 2007, 37 : 53-69

subissent [1]. Le corps dans sa fonction biologique sert d'instrument à l'exercice du pouvoir [2], le sexe masculin étant perçu comme actif ; par opposition au sexe féminin, mis en arrière, caché, et perçu comme passif. Cette vision du monde explique pourquoi les garçons sont éduqués dans le sens de l'action et de l'initiative, tandis que les filles sont invitées à y renoncer.

Cette division du travail est loin d'être spécifique aux univers traditionnels. Au sein du champ de la culture et des savoirs légitimes, le masculin s'octroie le monopole de ce qui est inhérent à l'intellect, à la réflexion, jusqu'à croire (et faire croire) qu'il représente une super-puissance, comparable à une divinité sur terre, par opposition à l'élément féminin, renvoyé au monde de la pratique et des tâches peu valorisées.

Certains contes appartenant à la tradition berbère, qui renvoient aux fondements des rapports de domination entre les détenteurs de savoir et leurs élèves, peuvent éclairer la situation que connaissent notamment et plus particulièrement les femmes dans l'univers intellectuel. Nous en avons sélectionné trois :

– le Maître d'arabe et ses élèves ;
– le Roi et le coffre ;
– le Chacal maître d'école.

Ces contes montrent que la transmission du savoir est problématique et exige dans tous les cas une soumission totale du dominé (ici, l'élève, qu'il soit homme ou femme).

Le Maître d'arabe bigame [3]

Il était une fois un maître d'arabe qui avait deux femmes et avait l'habitude de tuer ses meilleurs élèves. Au fil de la scolarité, seuls les mauvais élèves revenaient dans leurs familles, les bons disparaissant à jamais. Un jour le jeune Mohand, fut attiré par l'enseignement du maître. Mohand était intelligent et très affectueux. Orphelin, il reporta toute son affection sur le maître et ses femmes. Au bout de quelques mois, Mohand avait beaucoup appris. Il alla trouver les épouses et leur dit fièrement qu'ayant

1. Lire Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Minuit, 1980, p. 354 et 358.
2. Lire Françoise Héritier, *Masculin / féminin : la pensée de la différence,* Odile Jacob, 1996.
3. Texte recueilli à Metchik (Kabylie) en 1981.

bien appris sa leçon il croyait bien pouvoir devenir le favori du maître. Au fait des pratiques de leur époux, les femmes se concertèrent et décidèrent d'arracher le jeune garçon au triste sort qui l'attendait.

— Écoute Mohand, ce que nous allons te dire est un secret. Si tu ne gardes pas ce secret, il en ira de ta vie et de la nôtre. Ton maître n'est pas celui que tu crois. Il est comme le dos d'un porc-épic (qui porte des aiguilles blanches et des aiguilles noires) et jamais tu ne reconnaîtras en lui le bien du mal. Mais attention, le mal est plus fort que le bien. Pour t'en prémunir, il te faut mêler au bien un tout petit peu de mal… Lorsque le maître t'appellera pour t'interroger, ne lui montre pas que tu en sais autant que lui : cache ton savoir.

À partir de ce jour Mohand comprit que s'il voulait vivre il lui fallait être inférieur à son maître.

Le Roi et le coffre [4]

Il était une fois, un roi qui souhaitait épouser la femme la plus intelligente du royaume. Ses gardes parcourent tout le pays sans parvenir à trouver une femme alliant beauté et intelligence. Le roi fait alors le seul choix de l'intelligence jetant son dévolu sur la fille du bûcheron du village. Préalable à la concrétisation du mariage, la future reine doit résoudre des énigmes plus difficiles les unes que les autres. Comblé par ses réponses, le roi en fait sa femme. Depuis son balcon, la jeune femme jette un œil intéressé sur les affaires du palais. Elle ne tarde pas à s'apercevoir que la justice est très mal rendue : le roi s'amuse à soumettre les énigmes les plus difficiles aux malheureux accusés, puis en exécute un certain nombre. L'épouse intervient dès qu'elle en a la possibilité en soufflant depuis son balcon les réponses aux condamnés ; elle en sauve plusieurs. Le roi finit par se poser des questions. Furieux, il comprend que seule son épouse peut lui faire un tel affront. Il rentre chez lui et prie sa femme de se dénoncer, ce qu'elle fait. Le roi la chasse lui accordant pour dernière faveur d'emporter ce qu'elle désire. Elle jette uniquement son dévolu sur

4. Cité *in* Tassadit Yacine-Titouh, *L'Izli ou l'Amour chanté en kabyle*, Éditions de la MSH, 1988.

un grand coffre. Après avoir déjeuné, elle prie ses esclaves de porter le coffre jusqu'à la demeure paternelle.

Une fois installée chez son père, elle soulève le lourd couvercle et apparaît son maître et époux en train de bailler. Celui-ci s'éveille et se met à hurler : « Par Dieu, qu'est-il donc arrivé … ? »

La jeune femme répond alors : « Sire, vous m'avez dit de prendre ce que je voulais. Or, dans ce palais, rien ni personne n'avait de l'importance à mes yeux : la seule valeur c'est vous ! »

Furieux d'être une deuxième fois dupe, le roi enjoint son épouse de retourner au palais mais de n'en plus sortir : « Toi tu règnes sur la maison et moi sur l'extérieur. [*littéralement* : « Ton intelligence doit rester confinée dedans »] Nous ne pourrons être ensemble qu'à cette condition. »

L'école du chacal

Le chacal sortit de la mare tremblant de peur et de froid. Il trouva un vieux tamis et, voyant venir la laie, il le tint comme un tambourin et, en s'accompagnant, se mit à chanter :

Ce trou est percé ;
Celui-là ne l'est point !
Nous n'avons pas trouvé plus neuf !

La laie, le voyant frissonner en chantant, le crut en proie à une transe mystique :

— Serais-tu versé dans les saintes écritures, Si Mohammed ? demanda-t-elle.

— Mère belle-hure, mère beau-groin, répondit-il, ne sais-tu pas que je suis lettré, fils de lettré, petit-fils de lettré ? Voilà le mausolée de mon aïeul sur ce mamelon.

La laie le crut et décida de lui confier l'instruction et l'éducation de ses petits, moyennant rétribution. Elle les entraîna donc tous les douze vers la caverne-école. Ils étaient tous grassouillets (et grognaient le plus gentiment du monde) ; lorsque la mère les contemplait, elle sentait son cœur s'épanouir de joie et de fierté. Si Mohammed caressa les marcassins l'un après l'autre, puis il avertit la mère :

— Noble dame, dit-il, pour que les enfants profitent de mon enseignement, il ne faut pas que tu viennes les déranger à

chaque instant ; les provisions, il faudra les déposer sur le seuil, puis te retirer.

— C'est bien, dit-elle.

Et elle repartit seule, les yeux pleins de larmes.

Puis le chacal revint vers les marcassins et les dévora. Il plaça les os dans leurs petites dépouilles qu'il suspendit à l'intérieur de la caverne et des essaims de guêpes et de grosses mouches vertes vinrent bourdonner tout autour. Lorsque la laie déposait les provisions, il lui disait :

— Écoute ce bourdonnement ! Comme les petits sont studieux ! Écoute !

Un jour, ne pouvant plus contenir son amour maternel, elle se précipita à l'intérieur pour voir ses petits, mais elle se trouva en face de l'horrible réalité. Le chacal s'enfuit dans la caverne, vers une autre issue. La laie le poursuivit dans l'obscurité et lui saisit une patte. Il se mit à ricaner :

— Elle tient une racine et croit que c'est ma patte !

Elle crut s'être effectivement trompée. Elle lâcha prise et il s'enfuit.

Ce que nous enseignent les contes berbères sur la soumission dans le savoir

Dans l'univers de l'éducation, celui qui se soumet à l'autre (se met en dessous) est souvent associé au sauvage, à l'inculte et, plus loin encore, à l'animal (ce n'est pas un hasard si l'homme inintelligent est dit bête : de « *bestia* » ; « *aghyul* », âne en kabyle). Seule l'intelligence distingue l'animal de l'homme. Ne dit-on pas en kabyle « *lmal aâgun* » : les animaux « idiots » ou muets ?

Le maître est à son élève ce que l'officier est au simple soldat. L'inégalité est la condition *sine qua non* qui fonde la relation, même si les deux protagonistes dénient les rapports de force qui sont à l'origine de cette relation et la violence qui en résulte. L'ambiguïté de Chacal maître d'école dévorant ses élèves renvoie à ce refoulé. En dispensant le savoir, Chacal ne cache nullement la jouissance qu'il éprouve. Comme en tout processus initiatique, le futur candidat meurt à lui-même, à son identité primitive pour en prendre une autre. Cette dernière est marquée du sceau de

l'initiateur. Chacal a donc non seulement la capacité d'éduquer mais aussi de transformer les mentalités et de convertir les statuts…

Transmission du savoir & possession physique

En kabyle, le jeu des métaphores et de la variation linguistique qui en découle fait que le sens figuré devient à son tour tellement explicite qu'il est tabou. Ainsi, la relation sexuelle est rendue par le terme de « dévoration » et « *tuchit* », une manière de consommer avec bonheur. Un maître « accompli » est sans doute celui qui se trouve dans une position qui le prédispose à la domination, donc à la jouissance intellectuelle et physique. Dans les écoles religieuses d'autrefois, il incombait aux élèves de s'occuper de la nourriture du maître (de l'apporter et de la préparer) et des tâches ménagères (corvées d'eau et transport du bois.) Le maître d'école est pris en charge par ses élèves comme par le village dans son ensemble qui, en plus de son salaire, lui donne sa part de récoltes et d'huile. Il n'y a pas si longtemps, dans le Sous marocain, les enfants étaient également chargés d'épouiller leur maître en signe d'humilité. L'esprit et le corps ne peuvent être dissociés, bien au contraire. On considère même que le premier porte le second et réciproquement.

Ainsi en est-il du corps des élèves qui est supposé être incorporé à celui de leur initiateur, donc assimilé, voire phagocyté.

Dans le premier conte, les mauvais élèves échappent à la mort ; en revanche, les plus doués, parvenus au niveau le plus élevé de l'initiation, sont éliminés par le maître au moyen d'une ruse [5]. Le protagoniste du récit est sauvé *in extremis* par les épouses du *cheikh* bigame, qui révèlent au jeune garçon les pratiques coutumières de l'initiateur [6], chez lequel

5. Comme, dans un autre conte, dont les protagonistes sont Chacal et son cousin Renard. Sur les conseils de Chacal, le roi de la jungle, pris d'un rhume de cerveau, devait égorger Renard et manger sa cervelle. Renard, à son tour, enseigna au roi qu'une cervelle de Renard sans sang de Chacal était un très mauvais remède. Il est bien connu (chez les Kabyles en tout cas) qu'il n'y a de rivalité que s'il y a une égalité statutaire. On ne se bat pas avec un esclave ou un être de condition inférieure, quel qu'il soit.

6. Dans *Regard blessé* de Rabah Belamri (Gallimard, 1987), on retrouve ce trait chez un *cheikh* éphébophile. De nombreuses anecdotes rapportent cette tendance

appétit intellectuel et sexualité sont liés. En effet, ses femmes, comme ses élèves, sont destinées à faire corps avec le corps du maître (corps social mais aussi corps physique, qu'il faut régénérer). L'aspirant (concept emprunté à la mystique musulmane) est celui qui, par son adhésion explicite et implicite, marque son infériorité statutaire. Le savoir ne peut s'acquérir que dans une relation de corps à corps et renvoie à une relation fusionnelle entre celui qui donne et celui qui reçoit. En absorbant l'intellect, le maître peut, par là-même, s'emparer du corps. Comme en un jeu de miroir, l'élève idéal est vécu et perçu comme l'œuvre personnelle du maître en ce qu'il lui renvoie sa propre image. Ce rapport de dépendance entre l'un et l'autre peut piéger le dominant devenu tributaire de son propre jeu. La possession physique constitue sans doute une manière de récupérer l'héritage (son savoir placé en l'autre) légué à un être à la fois proche et différent.

Que ce soit dans une relation homosexuelle ou hétérosexuelle, le maître se vit comme le propriétaire, le procréateur (masculin et féminin à la fois), qui engendre en se régénérant, dans et grâce au *corps* de l'autre. En pratique, l'initiateur se trouve dans une position dominante dans tous les sens du terme : il est souvent plus âgé, plus expérimenté (initié) et généralement de sexe masculin [7]. Cette position de géniteur symbolique renvoie à l'image du père. Pour certaines candidates, cette relation revêt un caractère idéal, car le maître peut cumuler (symboliquement s'entend) trois positions en une : celle de l'initiateur, celle du géniteur et celle de l'homme [8].

Comme c'est le cas pour Chacal, la dévoration symbolique traduit la difficulté, pour le maître, d'établir une distinction entre l'autre et soi. La névrose du maître est telle qu'il a besoin de phagocyter l'autre pour se

---

« courante » dans les milieux où s'exerce la transmission des savoirs, comme chez les tanneurs de Marrakech (Tassadit Yacine, *Chacal ou la Ruse des dominés. Aux origines du malaise des intellectuels algériens*, La Découverte, 2001, p. 46).

7. Le féminin de maître, maîtresse, est d'ailleurs très intéressant en ce qu'il a d'ambigu : il renvoie à fois à la femme la plus légitime socialement – « l'institutrice » qui dispense un enseignement dans la culture légitime – et à la plus illégitime d'entre elles – celle qui entretient des relations sexuelles et affectives hors d'un contrat social (le mariage).

8. « Tue-le, et moi je l'enterrerai ou je le dépècerai » était une formule largement consacrée par les parents, exprimant ainsi leur adhésion aux modes d'inculcation du savoir fondés sur des châtiments corporels. L'apprentissage doit passer par une trace sur le corps.

réapproprier son propre savoir. L'intellectuel est souvent mis en avant pour occulter la libido masculine.

En dévorant son élève, Chacal ne fait que se réapproprier de manière « légitime » ce qu'il croit lui revenir de droit. Il y a donc d'une certaine façon mort symbolique de l'élève. Lorsque le maître s'approprie le corps de l'élève, ce dernier cesse d'exercer une domination au niveau de l'esprit, d'où la contradiction qui surgit chez celui qui dispense le savoir – confusion entre le corps et l'esprit et confusion entre l'élève et la femme.

Ne peut-on pas penser avec les mystiques que la relation entretenue dans ce cas relève, pour le maître, du divin puisque le maître pense qu'il est toujours le créateur incréé et que, pour survivre, il exige (et croit être en droit d'exiger) une relation inconditionnelle unilatérale ? De nombreux rites sont imposés à l'élève pour obtenir de lui une soumission totale, qui passe par l'effacement complet du corps. Au point d'ailleurs que l'aspirant – le candidat – en arrive à une fusion totale avec l'esprit (ou si l'on veut ce corps fait esprit ou nature faite culture).

De son côté, l'élève, dans le monde profane, est perçue comme un être voué au renoncement et qui n'a pas d'autre besoin que celui de voir exister le maître, à l'instar de Dieu.

LES FEMMES DANS LE MONDE INTELLECTUEL *OU* LE PRIX DU SAVOIR

Le fait que les femmes servent l'intelligence est aisé à comprendre car l'accès au savoir est, comme on le sait, très récent dans de nombreuses sociétés.

Pour cette raison, les femmes sont portées à servir doublement l'autre, l'homme (en tant que corps masculin) et surtout l'esprit. Être à disposition signifie par là-même se réfugier dans une vision « idéal-mythique » susceptible de transmuer la relation de domination. L'autre ne peut en aucun cas être un dominateur ; c'est un sauveur, un esprit à l'état pur qui permet au monde d'avancer, à l'instar des hommes de religion.

Cette soumission béate mais niée se traduit dans le concret par des services qui, comme ceux de l'univers familial que ces femmes ont fui, est marqué par le sacrifice, le don de soi. Le dévouement pour le travail du maître est plus accentué encore. Paradoxalement, les femmes se

contraignent à effectuer des tâches – en général liées à la domesticité – comme pour offrir un « supplément » : les tâches intellectuelles ne suffisent pas. Elles redeviennent femmes alors que beaucoup d'entre-elles se sont investies dans le savoir afin de fuir les tâches traditionnelles assignées au monde dit féminin.

Ce comportement qu'aucune loi ne dicte est, quant au fond, une forme de contre-don. Les femmes, hors du monde auquel elles sont normalement assignées, se sentent tenues de procéder au règlement d'une dette… Elles doivent payer leur intégration au monde de l'esprit en commençant par servir – de leur propre gré – l'esprit incarnant cet idéal-mythique.

Cette relation n'est pas sans rappeler le rapport que les femmes entretenaient autrefois avec les entités invisibles (saints, marabouts, génies). Chez les Kabyles, comme dans la Grèce antique [9], les femmes offraient aux saints de la nourriture, des animaux en sacrifice. De la même façon, elles pouvaient offrir leur force de travail. Elles allaient chercher du bois, de l'eau et accomplir des tâches ménagères dans le mausolée pour gagner les faveurs du saint, en réalité servir l'esprit du saint, ce dernier pouvant être mort ou vivant. On peut établir un rapprochement entre ces pratiques et les nôtres, celles des femmes servant des intellectuels dans nos sociétés occidentales. Une quarantaine d'entretiens menés entre 1985 et 2000 montre les mêmes constantes : d'abord un enchantement, puis une terrible déception, qui peut parfois aller jusqu'à la tentation du suicide [10].

Saisir des textes, offrir ses notes de terrain, traduire, assurer des heures supplémentaires, organiser des rencontres utiles à l'échange scientifique et intellectuel, renoncer à ses vacances, certaines femmes vont jusqu'à s'interdire toute vie familiale et personnelle [11] : tous ces faits et gestes ne sont rien d'autre qu'une façon de procéder au règlement d'une dette d'autant plus grande que le statut de la femme asservie est moindre.

9. Luise Bruit Zaidman, *Le Commerce des dieux : Eusebia. Essai sur la piété en Grèce ancienne*, La Découverte, 2001.
10. Cette enquête non publiée regroupe des entretiens et des analyses de discours.
11. Pour se rendre disponible (et donc être à disposition), il arrive que les femmes rompent avec leurs amitiés et/ou leurs amours.

Les mots de la domination symbolique

Comme un papillon vers la lumière

— Thérèse, 27 ans, d'origine sociale modeste, vient de l'étranger. Elle a été attirée par la réputation du Maître : « De loin (d'où je venais et par la distance géographique et sociale), je ne savais rien des luttes et des différents enjeux de la recherche. Je suis arrivée à Paris la bouche en cœur, sincère et prête à me livrer à celui que je voyais comme un vrai guide, un guide dans la recherche, mais aussi dans la vie, pour moi et pour l'humanité. J'y croyais fermement et je ne savais pas que j'étais comme un papillon que la lumière attirait et qui finirait par perdre ce qu'il a de plus beau : ses ailes… »

Les dieux de l'Olympe

— Pascale, 25 ans, travaillait dans une administration. Traductrice, elle n'avait aucune nécessité de partir… mais elle a consenti à la conversion en croyant y gagner un peu plus de reconnaissance sociale : « J'étais dans une administration, je crois qu'à cette époque j'étais heureuse mais je voulais élever mon niveau de connaissance. J'avais peur de m'enfermer pour toujours dans un monde qui finirait par m'ennuyer… Il était évident que je me faisais une idée haute – mais très haute ! – du monde intellectuel… Et certains de ces intellectuels étaient semblables à des dieux sur terre… Je ne pouvais en aucun cas penser que je pouvais être abandonnée, ni qu'on puisse se servir de moi… Je suis entrée là-dedans comme dans un ordre… mais un ordre émancipé, humain, compréhensif… Avec le temps, je suis tombée de haut… Je suis près de la retraite et je n'en reviens pas encore… Je me souviendrai toujours de ce jeune chercheur que j'ai accueilli et qui voulait visiter certaines institutions. En lisant sur les portes les noms des grands intellectuels du Collège et de l'École des hautes études, il me dit : "J'ai l'impression de m'approcher des dioses de l'Olympo…" En l'écoutant, je crois que je m'étais parfaitement reconnue. »

Pas là pour réussir mais pour servir

— Tania, 25 ans, licenciée en lettres : « J'ai pu m'élever intellectuellement, j'ai acquis des bases scientifiques, c'est certain… mais c'est après que j'ai compris que je n'étais pas là pour faire carrière, je n'étais pas là pour réussir mais pour servir… Comme si ce que j'avais appris de lui devait lui être retourné, c'était un dû ; je devais payer en acceptant le poste le plus bas. J'étais devenue son assistante : un poste où j'étais amenée à servir. La proximité m'a fait perdre toute autonomie de pensée et d'action. Que veux-tu faire lorsqu'on se voit tous les jours ? Il ne peut même pas imaginer que tu puisses publier un article sans lui en parler. Le faire ? Ce serait de la trahison, c'est entrer dans une guerre ouverte…. Ma prison a commencé là… On ne peut pas échapper sans laisser sa vie au sens propre. »

L'enfermement

— Pascale, 32 ans, traductrice, actuellement titulaire d'un doctorat en sciences sociales : « Une fois là-dedans, on n'a plus le choix : marche ou crève… J'étais marquée au fer rouge comme du bétail. J'étais dans le réseau et, dans cette communauté, seules les apparences comptaient ; jamais les réalités. Après avoir été attirée, on m'a demandé d'entrer au club… J'y suis entrée comme par enchantement… J'ai fini dans l'aile sombre du château… Un peu comme une favorite du temps des monarques… On doit laisser la place à des plus jeunes… et il arrive de surcroît que les plus âgées fassent le sale boulot… Après… On a honte… Honte de s'être fait avoir et de ne pas pouvoir en sortir, pouvoir en parler… »

Un jeu pervers

Assia, professeur de lettres, actuellement maître de conférences en histoire en région parisienne : « J'étais obsédée par la situation dans laquelle je m'étais enfermée. Je faisais souvent le même rêve : celui du gros matou jouant cyniquement avec une toute petite souris. Une souris si jeune qu'elle n'avait pas encore de poils. Le matou la martyrisait, il faisait mine de la dévorer puis à la dernière minute la recrachait… sans compter les coups de pattes qui la retournaient dans tous les sens comme une crêpe… J'en ai fini avec le cauchemar le jour où j'ai pris la décision de donner un coup de balai. »

Étudiante et demi-dieu

La plupart des interviews ont porté sur la dévoration symbolique mais il n'en demeure pas moins qu'il peut y avoir des exceptions à cette règle de la *libido dominandi*. Des femmes ont pu rencontrer des maîtres à la hauteur de leur réputation, comme dans ce récit de Françoise Héritier : « Claude Lévi-Strauss, c'est un maître… Un grand… Le plus grand que je connaisse. J'ai développé avec lui des rapports d'admiration et de déférence, qui étaient ceux de la jeune étudiante que j'ai été et que je suis toujours un peu aujourd'hui. Mais enfin j'ai vieilli, j'ai perdu de ma naïveté première, pris de l'assurance. Pas complètement, mais j'ai peut-être moins cette candeur que j'avais, laquelle n'expliquait pas l'admiration mais expliquait la révérence qui peut paraître surprenante maintenant, car ce sentiment semble passé de mode aujourd'hui. C'était vraiment quelqu'un que j'abordais avec un tremblement intérieur et l'impression que je parlais véritablement à un demi-dieu. Il y avait de plus la marque royale du Collège de France… qui a par la suite perdu son lustre pour moi, puisque j'y suis entrée… J'ai toujours eu énormément de respect pour lui, mais, avec le temps, j'ai développé à son endroit des sentiments de plus grande proximité et d'affection que je crois réciproques, et il me semble que nous avons mutuellement une certaine connivence. [12] »

Ce qu'il prodigue à tant d'autres

— La littérature française regorge d'exemples. Prenons celui d'Yvonne Davet, dont il est fait mention dans le journal intime de Jean Amrouche. « La Navet », comme on l'appelle, est traductrice et secrétaire de Gide, mais elle se vit comme une protectrice de l'homme, de l'esprit et de l'œuvre, au point de renoncer à sa propre vie. À plusieurs reprises, elle envisage le suicide : « Longue conservation hier, entre le Vaneau et la rue Berthollet, avec Jeanne Navet. Elle a découvert la nouvelle liaison de Gide. […] J. N. ravagée de jalousie, plus pitoyable qu'elle ne fut jamais, obsédée par sa passion, torturée dans son âme et dans sa chair,

12. Françoise Héritier, « Entretien », *Raisons politiques*, novembre 2005, n° 20, p. 121.

> songe sérieusement au suicide ; elle pleurait en me racontant la façon dont elle avait découvert l'aventure, disant, comme une plainte dérisoire, ensemble déchirante et ridicule : "Je ne demande pas grand-chose. De temps en temps qu'il me donne un peu de ce qu'il prodigue à tant d'autres : un peu de tendresse… qu'il m'embrasse, et me prenne dans ses bras." Les mots de "camaraderie tendre, de désir vulgaire" reviennent souvent, et coupent son monologue désespérant de femme assoiffée. Le visage tragiquement pâle de Jeanne Navet, ses yeux rouges et battus, son air égaré, me poursuivent. Gide dit, sombre et excédé : "Elle me demande toujours de l'embrasser, de la prendre dans mes bras. Elle dit : 'Est-ce que je vous dégoûte ?'" Elle est folle. Sachant qui il est – Gide ajoute : "Elle sera toujours insatisfaite". […] Mais j'ai peur, plus encore que l'autre jour, qu'elle ne se suicide (12 février). [13] »

La double supériorité de l'intellectuel européen

La trajectoire de Taos Amrouche (écrivaine, cantatrice, sœur de Jean Amrouche) illustre la complexité de la relation qui lie les femmes aux hommes dans un univers aussi balisé que l'univers scolastique, surtout dans un contexte marqué par les effets de la colonisation.

C'est dans les années 1930 que Taos découvre la France, et plus particulièrement Paris : la ville de la culture et de la civilisation. Cette ancienne colonisée (d'origine kabyle et de confession chrétienne) est persuadée que son choix ne peut la mener que vers un épanouissement total, puisqu'elle est supposée avoir la chance d'étudier dans un espace offrant toutes les possibilités d'ouverture et de consécration, ce à quoi elle ne pouvait aspirer en Tunisie.

La quête du savoir participe pour Taos (et Reine puis Aména, les héroïnes de ses romans) d'un véritable périple initiatique auquel elle se soumet pour subir une transformation, voire une mutation ontologique.

Rebelle à toute transformation, elle repart vers l'espace d'origine et renonce pour ainsi dire à sa carrière. Le repli sur la Tunisie correspond à

13. Journal de Jean Amrouche, inédit.

une mise en question du système d'enseignement et à une redéfinition de Taos. Cette rupture avec le monde intellectuel la conduit vers la recherche d'elle-même et de sa culture. C'est le chant qui lui fournit l'occasion de quitter à nouveau la Tunisie pour l'Espagne. Le travail autour du chant la ramène inévitablement à sa propre quête existentielle. Moment crucial : Taos se cherche aussi dans et par l'écriture. N'ayant rien à attendre de la société, elle se livre en révélant ses tourments et la profondeur de l'abîme qui la sépare des autres.

De nombreuses femmes venant de régions dominées croient en la double supériorité de l'Européen (et surtout de l'intellectuel français) : tout se passe comme si la culture française ne pouvait être suspectée en aucune façon d'être porteuse d'une inégalité sexuelle.

Dans ce contrat, tout n'est pas dit ; une lutte oppose deux systèmes, deux visions du monde. Si le système dominant (celui de l'espace culturel) se fonde sur ses propres normes (explicites), il n'en demeure pas moins qu'une partie des règles édictées sont largement implicites. Le contrat qui lie le candidat à l'institution s'inscrit dans ce lien. À ce non-dit, il faut ajouter les projections fantasmatiques caractérisant les attentes du dominé.

Le hiatus réside dans la méconnaissance de l'histoire des institutions et cette méconnaissance contribue à une terrible déception chez celui qui croit pouvoir bénéficier un jour d'une promotion méritée.

Dans cet ensemble où les chances sont inégalement réparties, il va de soi que plus on est dominé et moins on a de chance de résister. Dans *L'Amant imaginaire* (Morel, 1975), Aména souffre parce qu'on lui renvoie, par Marcel Arrens interposé, toute la violence sociale et politique des institutions. Cette relation, à tout le moins ambiguë (quand elle n'est pas cynique et sordide), n'est pas spécifique à leur histoire : elle traduit bien les modes de domination spécifiques à l'*homo intellectualis* (par les expressions et les comportements, le monde de parodie du Chacal est en homologie structurale avec celui d'Aména et son maître).

Dans l'univers si spécifique du savoir, le don de soi n'est pas réductible au seul rapport de sexes car le contrôle et la maîtrise de l'autre (le dominé) sont vécues comme une nécessité à l'inculcation du savoir. Des informateurs du Sud marocain (qui ont fréquenté l'école élémentaire française dans les années 1930) déclarent avoir subi des formes de violence qui ont constitué pour certains de véritables traumatismes : « L'école est un lieu de torture : on nous frappait avec des cordes de chanvre mouillées. Le maître d'école avait un droit de vie et de mort, si bien qu'il se considérait

comme un pilier d'éducation. Il lui arrivait de corriger les enfants (même si ce ne sont pas ses élèves) dans la rue. »

La transmission du savoir est liée à une double violence physique et psychique qui laisse indubitablement des empreintes indélébiles, que les hommes ont tendance à reproduire avec les femmes (parce qu'elles sont considérées comme des privilégiées dès lors qu'on ne touche pas à leur corps) dès qu'ils ont atteint le niveau le plus haut de la hiérarchie sociale, pour avoir intégré l'idée que tout savoir a un prix.

Dans des contextes d'exception comme celui de la colonisation où, précisément, la racialisation est déniée, on retrouve une relation de domination avouée, s'agissant tout particulièrement de la supériorité du civilisateur dans le domaine de l'esprit. Pour le critique et poète Jean Amrouche, ses maîtres occidentaux sont de véritables intercesseurs : « Ceux que je choisissais pour intercesseurs, ce n'est pas assez de dire qu'ils s'adressaient à moi : ils écrivaient pour moi, ayant souffert à ma place les affres de la solitude et de la création. Écrivant sur leur œuvre, me reconnaissant en eux, je leur rendais grâce en leur donnant clairement à entendre que je les avais reconnus pour ce qu'ils étaient. L'œuvre de beauté, si accomplie qu'elle fût, m'importait moins que son secret, à la jointure de l'âme sans forme et de la parole formée. Au prix de cette auscultation du silence dans le chant des paroles tout le reste : comparaisons, filiations, ouvertures historiques, ne m'était rien. Et leur rendant grâce, je prenais secrètement part à leur gloire. Pression cruelle de l'aveu, imminence de la confession inutile. Entre eux et moi le même mal subi et exposé. [25 juillet 1956] »

Dans un contexte complètement différent, Mouloud Mammeri, écrivain et chercheur, s'exprimait dans les mêmes termes en 1988 lors de la remise de la médaille *honoris causa* à Nanterre : « Les études pour lesquelles j'étais venu portaient un nom qui a fini par avoir parfum de vieille dentelle : les "Humanités". […] Les maîtres, souvent remarquables, que j'ai eus alors portaient une foi sans problèmes aux valeurs qui fondaient leur enseignement. Il y avait si longtemps que le terme d'humanité, inventé par les Latins à l'apogée de leur civilisation, continuait de désigner ce qui avait été créé de plus prestigieux dans le passé. La proposition était encore plus vraie pour moi que pour mes maîtres, parce qu'à l'idéal qu'elle impliquait j'accédais depuis un plus lointain horizon. Rien en apparence ne semblait devoir me préparer à en assumer ou seulement en apprécier les mérites. Au pays dont j'étais, les valeurs désintéressées, ou seulement abstraites, étaient ou ignorées ou considérées comme une

musique doucement futile. Ce qui comptait, c'était d'un côté la réalité palpable des biens de ce monde et de l'autre leur manque. Il y avait d'un côté la vigne, les richesses, le pouvoir, le sentiment serein d'une sorte de supériorité de droit divin et, de l'autre, celui dont j'étais, une malédiction d'ordre quasi ontologique, à laquelle il n'était pas possible d'échapper. *C'est pour cela qu'aujourd'hui encore je garde le souvenir vivant du sentiment de libération que j'ai éprouvé en me trouvant dans un mode de vivre et comme un climat entièrement différents de ceux que j'avais quittés*. Après tant de temps écoulé, je continue de penser que ces humanités-là avaient valeur plus vivace pour moi que pour la plupart de mes condisciples. Elles n'étaient pour eux qu'un héritage prestigieux, à qui ils manifestaient un accord de convention ; *pour moi, elles avaient gardé la neuve vertu de leur adolescence, celles des temps où elles avaient été créées, vécues, assumées, arborées contre l'obscurantisme, les préjugés* et tout ce qui dans la vie des hommes allait contre leur pleine humanité. [14] »

Mais il arrive que cette relation ne soit que déception et dépit : « 1949. Mes "amis" me déçoivent. J'ai aperçu, étalée sur la table de Gide, une lettre de Richard Heyd. J'y ai vu qu'il avait réussi à arracher à Gide un nouvel inédit, le *Journal 1948*. Heyd est décidément bien habile. Et Gide bien cachottier. À moi, il n'a donné que des rognures, comme ses *Notes sur Chopin*. Tant pis. À quoi servirait de m'en plaindre. *J'ai choisi de le servir, non de me servir de lui* [15]. Gide avait fait toilette pour dîner avec Jean Lambert [16]. Il rôdait autour quand je parlais avec Jeanne Navet : curiosité d'un caractère assez particulier. […] Ou bien prend-il soin (comme je fais souvent moi-même) de poser des cloisons étanches entre ceux qui l'approchent ? Ce qui lui donne toute licence de se montrer à chacun sous un jour différent. [17] »

Force est de reconnaître que la domination participe de la féminisation des corps que l'on retrouve clairement illustrée dans le discours colonial et qu'il importe d'analyser autrement aujourd'hui [18]. Parce qu'elle se fondait sur une supériorité technique et intellectuelle, la colonisation put

14. Mouloud Mammeri, *in* Domenico Canciani, *Le parole negate dei figli di Amazigh*, *op. cit.*, p 200-201 (souligné par moi).
15. C'est moi qui souligne.
16. Futur gendre de Gide (1914-1999).
17. Journal de Jean Amrouche, inédit.
18. Lire Tassadit Yacine, *Chacal ou la Ruse des dominés*, *op. cit.*

incarner la toute puissance masculine. On comprend que les femmes ayant intériorisé ces différents modes de domination et de soumission conjugués aient beaucoup de difficultés à saisir la violence symbolique dont elles sont victimes.

L'intériorisation du statut du dominé est sans conteste le produit d'une violence qui, elle, est réelle, même si elle participe d'un ordre symbolique difficile à mettre en question. C'est tout le piège de l'ambiguïté dans laquelle se trouvent englués tant les femmes que les colonisés. Car l'inversion de l'ordre symbolique va nécessairement avec le renversement du monde et de ses valeurs dont le dominé est partie prenante. Aussi bien Taos que Jeanne restent victimes d'un idéal qui les fait souffrir, voire les détruit, car cet idéal fait corps n'est rien d'autre qu'une projection d'elles-mêmes.

TASSADIT YACINE

Tassadit Yacine est directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris, chercheuse au Laboratoire d'anthropologie sociale, directrice de la revue *Awal, Cahiers d'études berbères* de la Maison des sciences de l'homme. Elle est notamment l'auteur de *Si tu m'aimes, guéris-moi. Études d'ethnologie des affects en Kabylie* (MSH, 2006). Elle a participé à des ouvrages collectifs sur et autour de Pierre Bourdieu.

Peintre du champ, Bendy Glu vit à Saint-Gilles (Bruxelles) et travaille en particulier à rendre sensibles les structures sociales du champ artistique ; co-auteur avec Straatman de la performance « Le Mariage d'Art et Entreprise », critique *in situ* de la manifestation « Lille 2004, Capitale européenne de la culture ».

Portrait de l'artiste en réformiste

> La constitution d'un ensemble sans précédent d'institutions d'enregistrement, de conservation et d'analyse des œuvres (reproductions, catalogues, revues d'art, musées accueillant les œuvres les plus récentes, etc.), l'accroissement du personnel voué, à plein temps ou à temps partiel, à la célébration de l'œuvre d'art, l'intensification de la circulation des œuvres et des artistes, avec les grandes expositions internationales et la multiplication des galeries à succursales multiples en divers pays, etc., tout concourt à favoriser l'instauration d'un rapport sans précédent entre les interprètes et l'œuvre d'art : le discours sur l'œuvre n'est pas un simple adjuvant, destiné à en favoriser l'appréhension et l'appréciation, mais un moment de la production de l'œuvre, de son sens et de sa valeur.
>
> PIERRE BOURDIEU, *Les Règles de l'art*

LE SUCCÈS DE QUELQUES STARS de la scène de l'art contemporain sur un marché où les profits sont très concentrés et où n'existe presque aucun mécanisme de redistribution contribue à occulter une réalité par ailleurs souvent déniée par les intéressés. La grande masse des artistes issus majoritairement de l'enseignement artistique sont des « précaires comme les autres » tributaires des minima sociaux

et des « petits boulots », frappés comme les autres par le changement du rapport de force sur le marché du travail [1]. Cette évolution a des effets sur la production artistique en limitant les possibilités pour les artistes de s'assurer une autonomie financière minimale, de garder du temps pour la création et finalement de « durer », condition *sine qua non* de la consécration artistique.

Dans le même temps, depuis les années 1980, le champ artistique a connu une rationalisation sans précédent avec une division accrue du travail de production de la valeur artistique et de diffusion de l'art auprès de publics de plus en plus ciblés. L'une des conséquences est notamment l'inflation d'un corps de spécialistes, le plus souvent issus de l'université. La part du capital intellectuel certifié dans le travail de production de l'œuvre d'art n'a cessé de croître, aboutissant à déposséder de plus en plus les artistes des principaux moyens de production de la valeur et du sens. Cette division du travail a considérablement renforcé les possibilités d'instrumentalisation de la production artistique, sur le plan idéologique et commercial. Celle-ci a de nombreux précédents historiques mais elle a pris une ampleur nouvelle du fait de la massification qui découle de décennies de politiques de « démocratisation culturelle » et des investissements du secteur économique dans la production artistique à un niveau sans équivalent historique. La reconquête d'une marge de manœuvre artistique est cependant possible pour peu que les artistes, comme d'autres précaires [2], se donnent les moyens *politiques* de rétablir un rapport de force en leur faveur.

Les exemples qui suivent constituent trois point d'un *continuum*. Dans le premier cas, « L'art comme résistance à l'art », les artistes sont entièrement dépossédés des moyens de production. Dans le second, « Le jardin d'Hamois », ils participent matériellement mais en partie inconsciemment, faute d'une capacité à appréhender le « contexte », à la production d'une forme qui peut s'analyser comme un pur artefact du « rapprochement de l'art et de l'entreprise » promu par une agence de communication. Dans

1. Il faut cependant nuancer ici : en France, les études d'insertion semblent montrer que les diplômés des écoles municipales des Beaux-Arts s'en sortent plutôt mieux sur les marchés du travail non artistiques, alors même que leur formation n'a pas de visées « professionnalisantes ».

2. On pense particulièrement aux journalistes mais aussi aux chercheurs. Pour une analyse de la prolétarisation intellectuelle et de ses conséquences sur la production de l'information, lire Alain Accardo, *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Agone, 2007.

« Le temps des poètes bénis ? »

Quel producteur culturel de quelque ambition ne se heurte pas, quotidiennement, à des « frontières », de mieux en mieux gardées, qui l'incitent, chaque jour un peu plus, à abandonner l'espoir de réunir « les conditions de sa liberté » au bénéfice de celui d'une survie sociale minimale ? Les cautions sociologiques apportées au conservatisme ambiant, pain béni pour certains responsables culturels, s'appuient sur l'occultation des conditions réelles de production et de survie des artistes. Une sociologie du champ artistique se devrait pourtant de mettre en évidence les « frontières » spécifiques auxquelles se heurtent par exemple les femmes, majoritaires dans les écoles d'art, mais bien plus encore les classes populaires, exclues dès l'école [1]. *Ce dont certains artistes ont une conscience aiguë :*

« Les Beaux-Arts, on y retrouve toute une frange de la population issue des milieux aisés… Il suffit de faire une enquête sociologique, ou d'aller dans n'importe quelle École des beaux-arts pour se rendre compte qu'il y a très peu de gens issus des milieux populaires… ou un petit quota, de temps en temps on prend un Arabe ou un Noir, quand même… Les gens qui sont là-bas sont généralement des gens qui peuvent être portés par l'émotion […] et qui pourraient, à travers cette sensibilité, à travers un certain refus du cynisme, être solidaires de certaines aspirations des gens des classes populaires, être solidaires du progrès social… Et on annihile tout ça en créant des espèces de Disneyland… C'est quelque chose qui est très profondément lié à l'économie mondiale et à la manière dont elle se pérennise… Aujourd'hui, nous disons que tant qu'il n'y aura pas une crise mythologique du statut de l'art… de l'artiste en Occident, c'est-à-dire une véritable remise en question de l'artiste maudit tel qu'il a été compris par la bourgeoisie, le monde ne changera pas non plus. Donc nous disons : voici venu le temps des poètes bénis. [2] »

1. Ainsi, Nathalie Heinich précise-t-elle que les artistes sont « libres dans les limites, dans les limites des règles du jeu qu'ils contribuent à définir une fois qu'ils ont réussi à y entrer ». Mais les barrières à l'entrée, et donc les dispositions qu'elles censurent, sont au fondement de cette « liberté sans objet » dont l'auteure s'étonne.

2. Donze, slameur marseillais et « activiste » interviewé sur Radio Panik, le 19 octobre 2006.

le troisième cas, « les Diables roses » transgressent la division du travail d'exposition et, en faisant prévaloir la logique artistique, parviennent à déjouer et à mettre en exposition les forces hétéronomes qui conditionnent les formes artistiques.

1. « L'art comme résistance à l'art »

> « Tout succès est un échec, tout échec est un succès », chantait Bob Dylan : la victoire de la transgression artistique, obtenue contre les réactions du sens commun et avec la complicité des médiateurs spécialisés, est en même temps sa défaite. La notion même de succès se trouve déconstruite, puisque la reconnaissance institutionnelle témoigne que le mouvement n'a pas réussi à se maintenir dans la transgression, aux limites du jeu artistique, et la conquête de la liberté, ou de l'autonomie, s'accompagne de la perte de son objet : la permissivité des institutions enferme les artistes dans une liberté indéfinie, dès lors qu'ils n'ont plus d'autres choix que d'être libres, libres, du moins, dans les limites, dans les limites des règles du jeu qu'ils contribuent à définir une fois qu'ils ont réussi à y entrer. Mais comment faire pour éprouver sa liberté en franchissant les frontières lorsque les frontières sont niées par ceux-là mêmes qui étaient chargés de les garder ? Jusqu'où ira la fuite en avant dans l'épreuve des limites de l'art ? Et cette paradoxale injonction qui est faite aux artistes de réinventer indéfiniment les conditions de leur propre liberté – comment s'en libérer ?
>
> Nathalie Heinich,
> *Le Triple Jeu de l'art contemporain* [3]

« Liberté, libertés chéries ou l'Art comme résistance à l'art » : c'est sous ce titre que la Communauté française de Belgique présentait en 1999, à Bruxelles, dix années d'acquisitions dans le domaine des arts plastiques.

---

3. Cité par Gita Brys-Schatan *in Liberté, libertés chéries ou l'Art comme résistance à l'art. Un regard posé sur dix années d'acquisitions de la Communauté française de Belgique (1989-1998)*, ISELP, Botanique, Communauté française de Belgique, 1999, p. 75.

La commissaire de l'exposition (désignée par le ministre de la Culture socialiste de l'époque, Charles Picqué) Gita Brys-Schatan expliquait dans le catalogue : « La commissaire s'est trouvée confrontée à une situation difficile : celle de n'avoir aucune information visuelle concernant un certain nombre d'œuvres pour opérer une première sélection parmi les centaines d'acquisitions. [Ce choix] fut frustrant lorsqu'il devint actif par rapport à l'adéquation au thème choisis. [4] » Autre façon de dire que ces œuvres n'entretenaient en fait aucun rapport direct avec la proposition intellectuelle dans laquelle elles étaient insérées. Elles étaient par ailleurs présentées « *in situ* » – toujours selon les mots du catalogue – en divers lieux d'exposition étiquetés « cabinets ». Très clairement, les artistes fournissaient la *matière première* et les « médiateurs culturels » le *contexte* et le *sens* ; notamment à travers un important matériel pédagogique à destination de l'enseignement artistique, selon une *division du travail de production de l'œuvre d'art* qui donne la part belle aux « auteurs d'expositions » et aux commentateurs. Cette division du travail eut pour conséquence le *conditionnement idéologique* de la production artistique.

L'« art comme résistance à l'art » prétendait ainsi ni plus ni moins « libérer les artistes du devoir de transgression », le catalogue s'appuyant sur une longue citation de l'ouvrage de Nathalie Heinich alors tout récemment paru, *Le Triple Jeu de l'art contemporain*, qui reprenait, sous une forme savante, l'antienne de « la fin des transgressions » – citation ici en exergue [5]. D'où le titre proprement orwellien de l'exposition, qui ne faisait finalement que traduire le rêve conservateur d'un ordre immuable dans lequel quelques rares dissidents doivent être avant tout protégés contre eux-mêmes, les artistes fournissant à leurs œuvres défendantes la matière de la justification de leur propre domination.

La commissaire pouvait *in fine* contempler son œuvre à travers les catégories de perception qu'elle avait elle-même imposées : « Nous avons pu relever, *à travers le thème de l'exposition*, des pistes nous conduisant directement aux préoccupations des artistes de la fin de ce siècle. [6] »

4. *Liberté, libertés chéries…*, *op. cit*, p. 24.
5. On notera au passage que la traduction de Bob Dylan donnée par la sociologue est inexacte : « *There is no success like failure, and failure is no success at all* » – c'est-à-dire : « Aucun succès ne vaut un échec et l'échec est loin d'être un succès. »
6. *Liberté, libertés chéries…*, *op. cit.*, p. 75 (souligné par moi).

Le meilleur des mondes artistique & politique

Il n'est pas innocent qu'à plusieurs reprises le thème de « la fin de l'histoire » – qui est à la politique ce que « l'art comme résistance à l'art » est à l'art – ait été évoqué dans le catalogue. On peut ici paraphraser Nathalie Heinich en établissant une homologie structurale entre champ artistique et champ politique : si la « permissivité » des institutions démocratiques enferme les citoyens dans une « liberté indéfinie », alors la « conquête de la liberté » démocratique « s'accompagne de la perte de son objet », grâce à la « complicité » des professionnels de la politique. La mise en cause de la légitimité même des luttes politiques dans le meilleur des mondes démocratiques va de pair avec les tentatives de neutralisation des potentialités subversives du champ artistique – comme on le verra plus loin.

Le déplacement du regard des *œuvres* à l'*exposition* met en évidence une « forme symbolique » en adéquation avec une idéologie se proclamant « fin des idéologies », dont « l'art comme résistance à l'art » – dans sa naïveté *ready made* – est une sorte d'épure, en particulier parce que la contribution des artistes au processus de production est particulièrement réduite.

2. Exposer les expositions

Une autre épure était fournie, toujours en Communauté française, à Hamois, dans la région de Ciney, où un groupe de PME organisait un symposium de sculptures sous le nom d'« Espace partenaires ». La formule proposait chaque été à des étudiants des principales écoles d'art de travailler pendant trois semaines avec les matériaux des entreprises sur un thème académique – ainsi, en 1998, « Tensions et vibrations ».

Le dispositif comportait une galerie, sise au rez-de-chaussée de l'entreprise la plus impliquée dans le projet, et le jardin attenant, aménagé par l'un des « partenaires », spécialisé dans les jardins pavillonnaires. Celui-ci avait manifestement tenu à mettre en valeur son savoir-faire : une mare aux nénuphars peuplée de poissons rouges et entourée de roseaux, un jeu d'échecs, un petit banc de granit ainsi que diverses compositions végétales, telles qu'on peut en observer dans les jardins pavillonnaires de la région. Cet espace était séparé du siège de l'entreprise par une petite haie dissimulant le parking sur lequel stationnaient les engins

de chantier. Des allées en gravier délimitaient un parcours autour d'espaces engazonnés, équipés de spots directionnels implantés à ras du sol et destinés à éclairer les œuvres. Tout se passait comme si cette *structure* d'exposition, s'exposant elle-même, s'imposait tacitement aux artistes. Non seulement les espaces potentiellement disponibles (parking, bureaux, atelier, mais aussi environs immédiats et autant d'espaces de transition) n'ont jamais été exploités, mais la grande majorité des participants se répartissaient *individuellement* dans les carrés d'herbe qui avaient été dessinés et *de facto qualifiés* comme espaces d'exposition par les organisateurs. L'acceptation implicite des formes du symposium par les artistes posait ainsi la question de la surdétermination des œuvres, dont la production était revendiquée dans le catalogue comme « acte libre ».

C'est donc sur la forme *reproduite d'année en année*, sur les conditions de reproduction de cette forme et ses implications sociales que nous adoptons ici une perspective, et non sur les travaux *appréhendés pour eux-mêmes* – point de vue aveugle auquel invite toute la tradition artistique. La structuration prédéfinie des espaces d'exposition semble agir le plus souvent comme un dispositif d'attente, susceptible d'activer et dans le même temps de renforcer, comme autant d'automatismes, les dispositions, qui doivent beaucoup aux modes de socialisation en vigueur dans les ateliers des écoles d'art. En 1999, des étudiants travaillaient d'ailleurs à l'ombre d'une œuvre monumentale de leur chef d'atelier, indiquant la marche à suivre. Les interventions passées, notamment celles d'artistes consacrés ou de professeurs, contribuent en effet à imposer les formes légitimes d'appropriation de l'espace (physique et social) [7].

Outre la « violence symbolique » qui s'exerçait à travers la concordance des « structures subjectives » (dispositions incorporées acquises par la fréquentation du monde de l'art, à commencer par les écoles d'art) et les « structures objectives » (le jardin), des raisons matérielles rendaient aussi improbable la prise de conscience par les intervenants de l'espace formel et social, et par conséquent des coups à jouer, des changements d'échelle

7. À une autre échelle, tout aussi pertinente, la définition légitime de l'« art contextuel » imposée autour de l'œuvre de Daniel Buren, qui exclut pratiquement tout contexte social et politique au profit essentiellement de l'architecture et de ses perspectives, bride dramatiquement la créativité artistique. (Lire « Quand la "liberté de l'artiste" rencontre la "liberté de la presse" », *Vient de paraître*, juillet 2003, n° 3, <http://agone.org/gazette/3.html>.)

réalisables, des dimensions sur lesquelles travailler ; bref, de tout ce qui peut légitimement nourrir la réflexion d'un artiste. Les contacts étaient en effet pris avec les participants très peu de temps avant le symposium, et les commandes de matériaux justifiaient de la présentation d'un *projet* et donc, en dernière analyse, d'une conception en atelier. Peu de participants prenaient ainsi la peine de s'intéresser aux lieux en tant que tels [8], se concentrant sur la réalisation d'une tâche de *construction*.

Tout se passait comme si l'artiste-bâtisseur, exécutant ses projets avec efficacité et détermination – et posant ensuite fièrement face à ses réalisations pour le catalogue –, devenait une sorte de métaphore de l'entrepreneur qui, par un jeu largement impersonnel, imposait les catégories de perception propres aux agents économiques ; catégories qui, loin d'être relativisées par la confrontation avec les « visions d'artistes », étaient légitimées par une sorte d'*onction* artistique : dans la salle d'exposition temporaire, les encadrements des œuvres étaient symptômatiquement de la même facture que ceux utilisés pour les photos de pavillons affichées dans les bureaux.

Le jour du vernissage, il apparaissait clairement que les formes produites par les artistes étaient largement moulées dans celles produites par le savoir-faire des organisateurs, ces derniers ne faisant que mettre en œuvre leurs propres dispositions et compétences d'entrepreneurs.

« Repousser encore plus loin les supposées frontières établies entre l'Artiste et l'Entreprise »

Au-delà de la valorisation artistique du jardin et de l'habitat pavillonnaires, c'est-à-dire des produits mis sur le marché par les entrepreneurs, le concept de l'exposition était lui-même le produit d'évolutions politiques tendant à imposer la logique du champ économique à tous les domaines de l'activité humaine, y compris la création artistique. La fondation d'« Espaces partenaires », à l'initiative d'un cabinet de conseil en communication, était en en effet directement liée à *l'importation* en Belgique des outils de développement du « mécénat culturel ».

8. Certains ignoraient tout des environs les plus immédiats, comme l'existence d'un lotissement à une centaine de mètres de là ; contexte d'autant plus intéressant qu'il était en partie habité par des familles de militaires rapatriées de RFA suite à la fermeture de bases belges ; outre le fait qu'il avait été aménagé par l'entreprise sur le terrain de laquelle les artistes officiaient.

En 1986, dix ans avant que la banque Bruxelles Lambert n'organise une exposition didactique consacrée aux collections d'entreprises, avait eu lieu à Liège un colloque intitulé « Pour un mécénat culturel en Wallonie et à Bruxelles », sous la présidence de Jacques Rigaud, ancien haut responsable français au ministère de la Culture, président d'Ediradio (RTL) et d'Admical – Association française pour le développement du mécénat culturel, créée en 1979 sur un modèle américain. Ce colloque présida à la mise en place d'une association du même type en Communauté française, la fondation Prométhéa [9]. La directrice de l'agence de communication liégeoise à l'origine du « concept Espace partenaires » en prendrait quelques années plus tard la présidence.

Le bulletin de la fondation Prométhéa est un bon marqueur du glissement continu de l'idéologie du mécénat. Son dépouillement montre qu'on passe en très peu d'années d'une conception traditionnelle « à la française » – où le mécène pour tirer le plus grand profit de son mécénat doit feindre le désintéressement – à la rationalisation économique de la culture comme stratégie de « communication » (externe mais aussi interne), avec des actions de plus en plus ciblées de « marketing culturel » ; et finalement l'apparition de projets directement conçus *par et pour* l'entreprise [10]. Les chefs d'entreprise remplacent peu à peu les artistes sous les feux de la rampe, au cours de galas annuels qui récompensent les meilleures actions de mécénat, élevées au rang d'œuvres d'art (comme ce fut le cas d'« Espace partenaires »), gratifié d'un « caïus » remis par la fondation Prométhéa.

Lors de l'une de ces cérémonies, on eut même recours, pour divertir les chefs d'entreprise, à d'autres artistes précaires, intermittents du spectacle, jouant le rôle de chômeurs mêlés à l'assistance et abordant les chefs d'entreprise prétendument en quête d'emploi… Le catalogue issu du symposium de sculpture proclamait la volonté de « repousser encore plus loin les supposées frontières établies entre l'Artiste et l'Entreprise ». Ce qui constituait sans nul doute une victoire de la « transgression » économique, « obtenue contre les réactions du sens commun et avec la complicité des médiateurs spécialisés ».

9. Voir <www.promethea.be>

10. L'association britannique Art & Business est de loin la plus innovante en ce domaine. Sur ces questions, lire Bendy Glu, « Culture & propagande. Lille 2004, capitale européenne de la culture », *Agone*, 2005, n° 34. Voir aussi la performance « Le Mariage d'Art & Entreprise » : <www.mariageartetentreprise.be>.

Le local contre le pompier

« Petits objets à fort rendement scientifique » (de ceux que Pierre Bourdieu préconisait pour faire avancer la sociologie), les terrains de ce type enferment aussi la potentialité d'un fort rendement artistique, dès lors que des artistes, libérés de cette « paradoxale injonction » de se libérer de la nécessité de « réinventer indéfiniment les conditions de leur propre liberté » se mettraient en tête de subvertir la division du travail d'exposition. C'est précisément ce qui s'est produit dans le cas que nous allons examiner. Comme les deux exemples précédents l'illustrent, le pompier se trouve aujourd'hui moins du côté d'une production artistique académique (certes pléthorique) que de celui des expositions et donc de l'esthétique développée par les « médiateurs spécialisés » qui s'appliquent à subordonner la production artistique aux poncifs intellectuels et politiques du moment.

Parmi ces poncifs, la problématique « art et politique » ou « art et société » très en vogue dans les colloques et dans les expositions fournit un terrain de choix.

Plier ou ne pas plier…

Lors des mobilisations contre le sommet de l'Union européenne, à Laeken en décembre 2001, une institution bruxelloise, les Halles de Schaerbeek, avait proposé une manifestation intitulée « C.H.A.H.U.T. [1] *». Le collectif Ne pas plier – qui y proposait une « épicerie d'art frais » destinée à fournir des images à différents mouvements « pour qu'aux signes de la misère ne s'ajoute pas la misère des signes » – avait subordonné la présentation de ses travaux à l'invitation d'une association de chômeurs française, l'APEIS* [2]*. À l'issue du vernissage de l'exposition eut lieu un débat où les deux collectifs firent face à un public à peu près inexistant. S'ensuivit un échange orageux avec les responsables culturels qui dit bien les limites des ambitions politiques de la culture actuelle.*

NE PAS PLIER : Là, on a la chance d'être accueilli dans un endroit de culture, et pour nous qui sommes habitués à des luttes quelquefois plus radicales,

1. « Ateliers d'échanges, de création d'images, de supports et conférences pour manifestations », du 10 au 15 décembre 2001.
2. Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires <www.apeis.org>.

d'être dans des lieux comme ça, de repos, c'est quand même formidable. En même temps, je suis bien forcé de constater qu'on nous invite, et c'est bien, mais ce sont des coquilles creuses. On nous invite dans des endroits d'échange et nous, on n'a rien à échanger parce qu'on est entre nous. Il y a là une contradiction. Ce monde de la culture nous bassine de luttes politiques, etc., et là, ils sont avec des gens qui sont des résistants à cette globalisation, qui sont dans la nécessité des luttes et ils n'ont même pas la politesse d'être présents. Moi, je suis assez ulcéré de voir tous ces gens, dont je trouve qu'ils manquent d'une décence minimale, de ne pas être présents ici pour écouter des paroles véritables. Cette parole véritable emmerde tout le monde. Moi, j'ai bien vu des gens se barrer au fur et à mesure des témoignages et peut-être que ce n'est pas les formes habituelles, usuelles…

RESPONSABLE CULTURELLE : Il faut comprendre pourquoi ils sont partis, c'est parce que vous êtes entre vous…

NE PAS PLIER : Si vous venez entre nous, on sera entre nous. Je ne peux pas accepter… Quand j'ai rencontré l'APEIS, ils étaient aussi entre eux et maintenant, on est entre nous. Je n'ai pas affaire à des gens timides, j'ai affaire à des gens cultivés qui ont parfaitement compris ce qu'était la différence, et rassembler les différences, c'est le rôle de la culture. Il faut que la culture fasse son boulot parce qu'elle touche du fric pour le faire. Si elle a la timidité de penser, quand il y a des corps qui ne sont pas les mêmes, qu'elle n'ose pas se glisser parmi ces corps, il y a un problème. On leur fait peur ?

RESPONSABLE CULTURELLE : Ça, c'est ta culture, et ta culture est faite d'individus qui ne sont pas forcément une masse.

NE PAS PLIER : Comment vous expliquez qu'ils sont partis, on leur fait peur ou quoi ?

RESPONSABLE CULTURELLE : Vous êtes un rassemblement… Je suis venue pour écouter quelque chose et participer, mais je ne suis pas venue face à un groupe. C'est tout.

NE PAS PLIER : Ce que tu poses comme problème, c'est que quand les gens sont dans des galères, ils sont intéressants quand ils sont un ou deux et qu'on peut aller chialer sur eux, mais quand ils sont une communauté forte, là on ne peut plus discuter avec eux de collectif à collectif. Vous, vous êtes combien ici ? Où ils sont tous ces culturels qui sont payés par les forces publiques ? Pourquoi ils ne sont pas là ? […] Tu prends comme une agression le fait qu'on ait un langage…

RESPONSABLE CULTURELLE : Ce n'est pas un langage, je n'ai pas bien vu à qui parler. Je suis venue regarder les images ? J'étais très intéressée par les images et puis, tout d'un coup, je ne m'attendais pas à un tel rassemblement de gens qui se connaissaient tous ! Et qui ne me permettaient pas de vous

initier discrètement, simplement. Ce que je veux dire, c'est que vous êtes quand même un groupe, il est difficile de s'immiscer dans un groupe. Ce que je veux dire, c'est juste remettre ça en question. C'est tout.

NE PAS PLIER : Je comprends ce que tu dis, que tu ne sois pas une précaire en situation de détresse, tu n'aurais pas le langage, tu es une personne cultivée dans une sécurité de travail, dans un travail de culture, donc ce serait à toi d'avoir la capacité de comprendre, y compris cet effet de groupe. À partir du moment où les gens sont dans des luttes, ils ont tendance à se regrouper pour être plus forts et échanger leur tendresse, leur force. Effectivement, ce groupe est très soudé parce qu'il est soudé par une lutte contre la misère et il ne tient que par l'amour que les gens ont entre eux et ça se ressent sûrement dans les solidarités. On n'a empêché personne de parler. Ne me fais pas le coup de l'intellectuelle dégoulinante de peur, ça commence à me faire chier. Moi, je crois, et là je crois que je vais t'agresser, il faut arrêter, tu es une professionnelle, ici je suis avec des professionnels de la culture. Je ne suis pas dans un débat public au hasard de quelqu'un qui est rentré. Or, déjà, je n'en vois qu'une qui a du courage, et je te remercie d'être là. Mais je ne vois pas les autres et j'aimerais bien que les gens qui nous ont invités nous disent pourquoi on est là… […]

APEIS : J'ai bien observé dans la pénombre le mouvement des gens. Je suis désolé de le dire, mais j'ai vu des gens partir après le film. Je n'ai pas vu des gens partir au fur et à mesure, en écoutant, en étant choqués par la violence ou la radicalité des propos. J'ai vu beaucoup de gens partir après avoir vu les images. Tout de suite, ça m'a gêné. Effectivement, moi je viens dans un débat et ces gens qui nous ont invités s'en vont après le film, ils ont entendu les commentaires, applaudi, G. en a accroché quelques-uns en nous faisant une diatribe comme il en a l'habitude, de manière très chaleureuse et avec beaucoup d'humour, mais après il y a encore une brochette de gens qui sont partis. Je pense qu'il y a, comme d'habitude, comme à chaque fois qu'on rencontre des gens, beaucoup d'incompréhension de ce que vivent les gens qui sont dans la grande misère. Ça fait des années qu'on s'en rend compte et ça fait des années qu'on est en quête de solidarité avec vous, avec les autres, avec le politique, avec le syndicalisme, qui nous rejettent en permanence. On connaît très bien les organisations de chômeurs en Belgique, Charleroi, Liège, Bruxelles. Tous nous ont dit : nous n'avons pas d'autonomie, nous ne pouvons pas nous battre parce que nous n'avons pas de solidarité. Les gens qui nous payent, ce sont les syndicats et les syndicats nous privent de ça [3]. Nous, on est des oiseaux de passage, on le sera souvent, s'il y en a ici qui veulent des solidarités, à vous de jouer !

---

3. En Belgique, ce sont les syndicats qui gèrent les caisses d'assurance chômage.

3. Art & politique

Du 18 janvier au 5 mars 2006, le centre culturel Jacques-Frank de la commune bruxelloise de Saint-Gilles – dont le premier magistrat préside la Région de Bruxelles-Capitale – organisait une exposition intitulée « A(rt)ctivisme ? ». Les intentions des organisateurs étaient crânement affichées : « Certaines œuvres iront dans le sens de la dénonciation des pouvoirs de l'argent, de l'information, de l'appareil politique, des préjugés sociaux, ou encore une critique du monde institutionnel de l'art. […] Ces artistes proposeront un regard souvent critique face au monde et à la société ; avec l'espoir de créer un espace de liberté étant à même de provoquer un basculement des mentalités et des consciences. [11] »

Les organisateurs avaient fait appel comme à l'habitude à ce qu'il faudrait peut-être appeler, dans une visée objectivante un peu brutale, des « prestataires » potentiels ; en d'autres mots des artistes perçus comme « engagés ». Mais l'un d'eux – peu soucieux de se contenter d'insérer une œuvre dans le concept et le contexte proposés par les organisateurs – décida de négocier avec les responsables la mise à disposition de faces de panneaux publicitaires

Affiche d'Emmanuel Tête pour le comité du quartier Midi, réalisée par PTTL

11. Ces phrases sont en fait extraites de l'ouvrage *Art et politique. Pour une redéfinition de l'art engagé* (Labor, 2004) de Daniel Vander Gucht, sociologue faisant lui-même partie de l'exposition à travers une conférence qu'il prononça dans ce cadre sur le thème « Art & politique » le 15 février 2006.

réservés à la Commune (sur le territoire de laquelle se trouvait le lieu d'exposition) dans le cadre d'un contrat la liant à la multinationale JCDecaux. Il initia ensuite la constitution d'un collectif qui, sous le nom de « Diables roses », était invité à investir ces panneaux. Cela permettait de contourner le choix discrétionnaire des artistes par les organisateurs.

Autres instruments de production également réappropriés : le choix de la thématique – ici, « Proposer une alternative au monopole du discours publicitaire dans l'espace public » ; et le catalogue – deux pages mises à la disposition du collectif dans le journal édité à l'occasion de l'exposition. L'« espace de liberté » dans l'espace public préconisé par les organisateurs s'ouvrait dès lors dans le champ artistique lui-même…

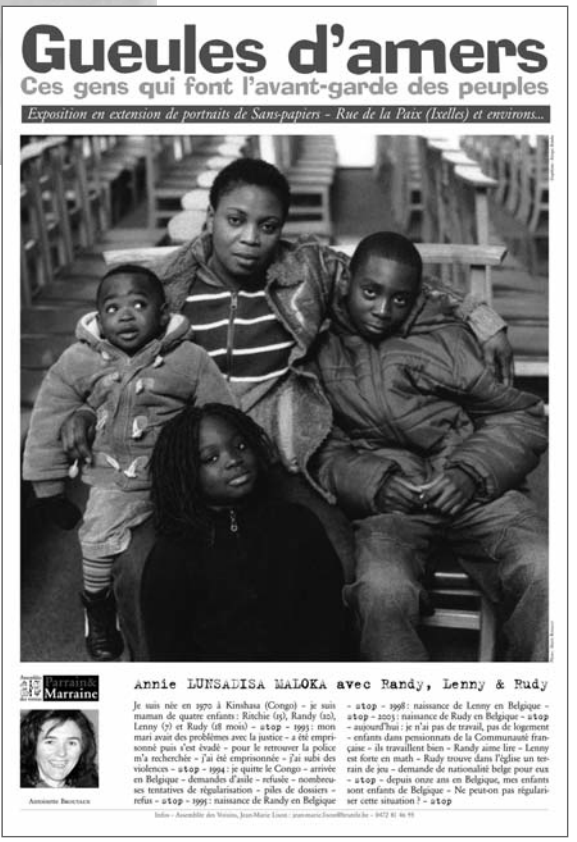
D'entrée les propositions pour le journal furent refusées : l'une portait sur la critique d'un projet immobilier mené par la commune de Saint-Gilles et la Région de Bruxelles-Capitale (les artistes étaient impliqués dans le comité de défense du quartier [12]) ; l'autre était un texte loufoque qui jouait sur le patronyme du bourgmestre de la commune : crime évident de lèse-majesté. À cette occasion, on apprit que le directeur du Centre culturel était lui-même un élu communal sur la liste du bourgmestre Charles Picqué et donc incarnait un cas particulièrement aigu de conflit d'intérêt entre « art et politique ». Trois autres affiches du comité de quartier furent refusées : elles avaient le tort d'utiliser le symbole de la Région, l'iris – le directeur du centre culturel se justifiant ainsi auprès des artistes : « Quand je vois l'iris, je vois la tête de Charles Picqué. »

Plutôt que de crier à la censure, les artistes décidèrent de poursuivre l'expérience puisqu'ils disposaient de leur propre exposition à travers les panneaux publicitaires, ce qu'ils raconteront par la suite sur leur site.

Dans les premiers cas de censure, les responsables culturels veillaient – sans instruction directe mais tout en se ménageant une grande marge de sécurité – à protéger le pouvoir politique local contre les initiatives des artistes, demandant amicalement à ces derniers de « les comprendre » : en fait, d'assumer leurs propres contradictions entre logique artistique et logique politique en délimitant avec eux le champ des possibles artistiques. Des limites que l'on peut résumer ainsi : dans le chef des organisateurs, seul l'« universel » est digne d'un travail artistique, les problématiques locales

12. Voir <www.quartier-midi.be>.

Affiche ayant provoqué l'arrêt de l'exposition suite à une menace de plainte d'un client de JCDecaux



Affiche refusée par la Commune de Saint-Gilles

Les Diables roses : causes et faits [1]

Les deux premières semaines se passent à peu près sans problème, mis à part le fait que Decaux perd mystérieusement cinq affiches en prétendant qu'elles n'ont jamais été remises.

La troisième semaine, une affiche installée dans le goulet Louise déclenche les hostilités. Il s'agit du détournement d'une publicité pour des chaussures de luxe sur laquelle est peint le slogan « 100 % des Belges n'ont pas voté le hold-up néo-libéral européen ». Bien que la marque de chaussures soit volontairement masquée, son fabricant reconnaît le visuel et menace la société Decaux de poursuites judiciaires. Soucieux de préserver ses clients, Decaux décide alors de retirer, non seulement l'affiche problématique mais aussi les quatorze autres. Et cela sans demander l'avis des artistes ni des responsables de l'exposition.

Une réunion de conciliation est organisée entre Decaux, les responsables de l'exposition, le directeur des services culturels de la commune et les artistes [2]. Decaux rappelle que la société a fixé comme règle de ne pas permettre l'affichage à caractère politique, religieux ni commercial dans les panneaux concédés à la Commune. Les responsables culturels ignoraient cette clause et semblent embarrassés d'avoir autorisé trois semaines d'affichage à « caractère politique ». Plutôt que de défendre l'autonomie de leur politique culturelle, les organisateurs souhaitent alors continuer le projet en acceptant le nouveau système de contrôle qu'induit Decaux : les affiches doivent être préalablement approuvées par le collège des échevins [l'exécutif communal] et par sa société.

C'est inacceptable pour les artistes, qui déplorent le manque d'autonomie d'une entité publique vis-à-vis d'une multinationale telle que Decaux. En effet, comment les artistes peuvent ils continuer à faire de « l'activisme » sans contenu politique ?

Les artistes proposent une sortie par le haut : installer les affiches de l'exposition « Gueules d'amers » de l'Assemblée des voisins dans les emplacements communaux. Il s'agit de portraits de personnes sans-papiers, réfugiées dans l'église Saint-Boniface, sans message politique direct (de type appel à la manifestation ou régularisation). Le représentant de Decaux estime que les portraits de sans-papier peuvent « choquer le fédéral » et qu'il devra en référer à sa hiérarchie – mais il ne dit pas non *a priori*. Le responsable des affaires culturelles doit, quant à lui, soumettre le projet au conseil communal.

Quelques heures plus tard, les artistes sont informés par le programmateur arts plastiques du CCJF que Charles Picqué décide d'arrêter tout affichage dans les panneaux Decaux, que la décision est « irrévocable » et qu'il ne peut plus rien. N'acceptant pas ce « fait du prince », les artistes envoient une lettre à Charles Picqué demandant à le rencontrer de toute urgence pour obtenir des explications sur cette décision et faire valoir leurs arguments. Lettre qui restera sans réponse.

---

1. Extrait du site <www.diablesroses.be>, sur lequel figurent de nombreux documents ainsi que le film produit à cette occasion.
2. La transcription de cette réunion enregistrée clandestinement est consultable sur le site <www.diablesroses.be>.

sont donc exclues et, le politique étant chose abstraite et générale, sa territorialisation ne peut être que triviale.

Au contraire, dans le cas des affiches des mouvements de soutien aux sans-papiers engagés dans une lutte politique concrète que les artistes ont proposées pour sortir de la crise, on est face à une censure politique directe. Une semaine plus tard, ces affiches, réunies sous le titre de « Gueules d'amers » (présentes à la vitrine de nombreux commerces de la ville), étaient pourtant reproduites dans un magazine semi-commercial du journal *Le Soir*, lui-même truffé de publicités [13]. Si les responsables culturels avaient eu à cœur de défendre leur autonomie face à une décision politique manifestement arbitraire, cet affichage aurait donc probablement pu voir le jour. Dans le cas contraire, les censeurs auraient été obligés d'assumer au grand jour, par-delà les beaux discours sur l'humanisme ou la culture [14], la responsabilité de politiques répressives.

Prix de la jeune censure

L'une des problématiques sous tendues par ces expositions « art et politique » tellement en vogue est que l'art constituerait une forme de sublimation du politique transcendant les luttes jugées triviales. Dans cette perspective, ce sont les artistes qui changent le monde, pas les militants, renvoyés au vulgaire. Cet art comme *ersatz* de la politique est dès lors prédestiné à servir d'outil de dépolitisation et de délégitimation si les artistes restent dans les limites des dispositifs d'exposition conçus par les responsables culturels ou ne détournent pas les moyens de production mis à leur disposition.

Alors que les auteurs les mieux intentionnés s'interrogent généralement sur la contribution possible des artistes – supposés avoir le monopole de la créativité – aux luttes politiques, ce sont au contraire ici des pratiques militantes que les Diables roses ont mobilisé dans leur lutte artistique en

13. Deux affiches d'artistes retirées des panneaux Decaux furent par ailleurs sélectionnées pour la biennale de l'affiche politique de Mons en 2007.

14. Dans sa préface au catalogue de l'exposition *Liberté, libertés chéries…*, Charles Picqué écrivait : « Ces œuvres [sont réunies] autour d'une thématique universelle et humaniste, celle de la Liberté, toujours menacée et toujours à reconquérir. […] Ces manifestations nous rendent proches de l'artiste, celui qui, en osant s'écarter des normes, transcende la réalité et réinterprète notre quotidien. »

réponse au « lâchage » des responsables culturels : site Internet, conférence de presse et médiatisation, enregistrement clandestin des réunions ; et surtout occupation temporaire du centre culturel avec décrochage de leurs œuvres, qu'ils remplacèrent par les affiches des « Gueules d'amer », la reproduction grand format de leur lettre au bourgmestre, improvisant également une cérémonie de remise des « Prix de la jeune censure ».

Quand l'artiste montre le contexte, le critique d'art regarde le doigt

Après cette occupation du centre culturel, les organisateurs redoutaient de nouvelles actions. Ils préférèrent donc laisser en place les affiches de « Gueules d'amers » qui avaient été placardées sur un mur d'exposition, espérant en neutraliser les effets par la requalification en « installation ».

La conférence sur « Art et politique » du sociologue Daniel Vander Gucht, programmée au lendemain de ces événements, prit dans ce contexte la forme d'une autre tentative de neutralisation – savante celle-ci – des problématiques de fond soulevées par les artistes. Loin de tirer les enseignements sociologiques sur l'ambiguïté structurelle des « médiateurs culturels » et de détailler les obstacles sociaux s'opposant à ce que soient tenues les ambitions de l'exposition, pourtant proclamées sur la base de citations de son propre livre consacré à « art et politique », le sociologue émit l'hypothèse que toute l'affaire avait en fait été préméditée par les artistes, utilisant des recettes éculées pour obtenir un scandale et sa médiatisation. (Il suffit pourtant de consulter les affiches des Diables roses, disponibles sur leur site Internet, pour s'apercevoir qu'une volonté de provoquer la censure aurait conduit à la réalisation d'une campagne bien moins innocente.) Invitant à un regard exclusivement sur la forme, cette « stratégie » relevait, pour le sociologue, du néo-académisme, reproduisant laborieusement des « processus » datant des années 1960. Quant aux problèmes politiques soulevés, ils étaient tout simplement déniés : « Que se serait-il passé si les affiches n'avaient pas été retirées des panneaux Decaux ? Rien. [15] » Autrement dit, les artistes étant condamnés, pour exister, à provoquer, toute réaction est entièrement réductible à la provocation. Pour mesurer l'absurdité de cette proposition – le problème

15. Conférence de Daniel Vander Gucht, centre culturel Jacques Frank, 15 février 2006.

étant de savoir pourquoi il s'était passé quelque chose plutôt que rien –, on peut la remplacer par la question qui pourrait être posée aux défenseurs des sans-papiers « provoquant » le pouvoir politique : « Que se serait-il passé si les sans-papiers avaient été régularisés ? » Et finalement, *que se serait-il passé* si des artistes ne s'étaient pas donné les moyens d'expérimenter l'adéquation entre les intentions proclamées par les organisateurs et la réalité politique locale ? La réponse est simple : une exposition d'« œuvres politiques » décontextualisées entretenant l'illusion d'une liberté politique et artistique totale dans la commune…

Vérification expérimentale : quelques semaines après avoir célébré les libertés politiques et artistiques par l'intermédiaire de son centre culturel, le 6 avril 2006, la Commune se prémunissait contre le risque d'occupation d'églises par une ordonnance, manifestement illégale, interdisant « tout rassemblement, manifestation ou cortège de plus de cinq personnes ayant trait à la problématique des sans-papiers sur le territoire de la Commune jusqu'au 31 mai 2006 à minuit [16] ».

Coup de baguette sociologique

Cette tentative de neutralisation esthétique était à double tranchant, car elle avait aussi pour effet de réintégrer les artistes d'un coup de baguette sociologique dans le champ de l'art inoffensif, de nouveau tolérés dans l'exposition du centre culturel malgré leur « esthétique activiste » fleurant un peu trop les années 1960-1970. Ce fut l'occasion pour les artistes, lors de la soirée de clôture, de présenter un film monté pour la circonstance, retraçant leur parcours dans l'exposition et ce que révélait cette expérimentation. Ce film répondait parfaitement à la commande puisqu'il dénonçait les « pouvoirs de l'argent, de l'information, de l'appareil politique, des préjugés sociaux, ou encore [proposait] une critique du monde institutionnel de l'art ». Une démonstration d'« art contextuel » mais aussi « processuel », présentée *in situ*. Ce qui répond sans aucun doute à l'inquiétude de Nathalie Heinich : « Comment faire pour éprouver sa liberté en franchissant les frontières lorsque les frontières sont niées par ceux-là mêmes qui étaient chargés de les garder ? »

16. Le texte de l'ordonnance est consultable sur <www.cemab.be/uploads/2006/04/_0406153250_001-1.pdf>.

4. Destins critiques : De la division du travail dans le champ artistique

Comme dans *Cendrillon*, lorsque sonne la fin de l'exposition, les moyens de production des artistes disparaissent en fumée. Ce n'est pas le cas pour les « médiateurs spécialisés »…

Quelque temps après ces événements dont le détail avait difficilement pu échapper à la critique, le bulletin officiel des arts plastiques de la Communauté française consacrait un article prenant prétexte de cette exposition sous le titre « Repositionnements stratégiques de l'art politique récent ». Celui-ci était illustré de deux photos, avant et après l'occupation du centre culturel, dont le résultat était qualifié d'« installation ». En légende, quelques lignes évoquaient le retrait des affiches par la société Decaux mais passaient sous silence la censure des affiches de « Gueules d'Amers ». L'arrêt de la campagne d'affichage était attribué à l'« administration communale » et non à son premier magistrat. L'article – riche d'ambitions théoriques mais n'utilisant les visuels de l'exposition qu'à des fins illustratives – distinguait deux types de pratiques étiquetées « politiques » dans l'art, citant à l'appui un catalogue hétéroclite de noms propres sans pour autant s'attarder à décrire, encore moins à analyser, les pratiques ou les œuvres en question. La première « pratique » était celle du « nouvel activisme », qui serait né de la « radicalisation » des « pratiques militantes » dans le contexte d'« une mondialisation accentuée des échanges économiques et culturels » : « La figure de l'artiste engagé se confond désormais avec celle de l'interventionniste, voire de l'anarchiste poseur de bombe » – rien de moins ! Sous cette étiquette, on trouve les Diables roses, cités parmi vingt-cinq autres noms d'artistes belges ou étrangers. Mais cette catégorie d'« interventionniste » – sortie tout droit de l'imagination de l'auteur pour constituer un repoussoir commode sans qu'aucun critère typologique ne soit même évoqué [17] – était stigmatisée pour des raisons de forme (artistiques) qui rejoignaient ici encore des raisons de fond (politiques). D'une part, leurs « procédés expressifs et critiques » ne sont pas « novateurs » : ils « héritent et réitèrent le plus souvent sous une forme réactualisée » des pratiques relevant des

17. Celui-ci ne fait en fait que reprendre la trame du livre de Daniel Vander Gucht, *Art et politique, op. cit*.

catégories de l'histoire de l'art telles que « le dadaïsme, le situationnisme, ou encore l'anti-esthétique punk » ; d'autre part, « ces expressions renouent avec l'agit-prop des années 1920 et participent *dès lors* d'un jugement et d'une condamnation posés *a priori*, soit encore d'une forme allégée d'idéologie [18] ».

Esthétique communicationnelle & théorie de l'espace public

Quelles sont donc – selon notre « commissaire artistique » (politique ?) – les pratiques réellement novatrices ? Pour l'auteur, qui s'appuie ici encore, sur le livre de Daniel Vander Gucht, ce sont celles qui relèvent de « l'esthétique communicationnelle », qui « prennent pour horizon théorique la sphère des interactions humaines et son contexte social » et « pour matériau d'action et d'étude l'ensemble du corps social entendu comme espace d'intersubjectivité ». Des pratiques qui « renouent avec une acceptation plus originelle de la notion de politique : à savoir celle renvoyant à l'organisation de la vie publique et de la *polis* ».

Même si l'auteur n'y fait nulle référence car elle est devenue comme l'air qu'on respire – aussi « invisible » que la structure du jardin d'Hamois –, on peut difficilement ne pas faire le lien avec la définition de l'espace public de Jürgen Habermas, celle-là même que Pierre Bourdieu a pointée comme « biais intellectualiste [19] » éliminant la question des rapports de force socialement construits – ces mêmes rapports de force que l'expérience des Diables roses rendait tangibles. On voit ici que le « verrouillage intellectualiste » du champ artistique est en parfaite adéquation avec la fermeture du champ politique autour de différentes formes de « consensus » qui excluent les points de vue dominés de « l'espace public ».

L'auteur de l'article concluait : « À la figure de l'artiste engagé représenté plus haut sous les traits de l'activiste se substituerait alors celle du "médiateur social", peut-être plus apte à rendre compte actuellement de la responsabilité du positionnement de l'artiste en tant que créateur, mais aussi en tant que citoyen. *Militant de l'"impouvoir"*, l'artiste engagé ne précède plus aujourd'hui le fait social […], "il l'accompagne", "il marche avec". [20] »

---

18. « Dès lors » souligné par moi.
19. Pierre, Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Seuil, 1997, p. 95.
20. François Danthine, « S'infiltrer pour ne plus régner. Les repositionnements stratégiques de l'art politique récent », *L'Art même*, 2006, n° 30 – souligné par moi.

On ne doit pas s'étonner que la caution artistique et subversive de la posture réformiste soit aujourd'hui si activement sollicitée. Elle correspond à un véritable besoin de légitimation de la part d'anciens militants reconvertis dans des fonctions de « médiation sociale ». C'est ce que suggère Sylvie Tissot au sujet de militants des luttes urbaines des années 1970, investis depuis dans la politique de la ville : « Le réformateur use des ressources rhétoriques du discours savant et manie le paradoxe pour finalement montrer que l'abandon des postures les plus radicales constitue en quelque sorte la subversion ultime. [21] »

Une transgression spécifique dans le champ artistique

Reprendre le contrôle du sens de son propre travail artistique suppose de transgresser dans la durée la division du travail entre pôles de production matériel et intellectuel du champ artistique.

Le « colloque scientifique » sur « Art et société » et l'exposition organisés en parallèle par une autre institution de la Communauté française, l'Institut supérieur pour l'étude du langage plastique, furent l'occasion d'en faire une dernière fois la démonstration. Le budget de cet institut, prélevé sur celui des arts plastiques, est à lui seul supérieur à ceux de l'aide à la création et de l'achat d'œuvres d'art, ce qui donne un bon indice du rapport de forces entre artistes et « médiateurs spécialisés ». Par ailleurs, toujours dans la même logique de division du travail et de partage inégal des bénéfices – pas seulement symboliques : si l'entrée au colloque était payante et les intervenants (professeurs et critiques d'art) rémunérés, l'espace d'exposition était d'accès libre et les artistes non défrayés. Invités, les Diables roses refusèrent que leur film, *La Fête au village* – produit dans le cadre de l'exposition au Centre culturel Jacques Frank peu de temps auparavant et devenu « œuvre » –, soit objet d'exposition. Ils négocièrent d'être inscrits dans le colloque, sur la promesse de produire une « contribution intellectuelle ». Bien leur en prit : non seulement les salles d'exposition et les projections n'attirèrent à peu près aucun visiteur, mais les participants au colloque n'avaient pas le temps matériel de les

21. Sylvie Tissot, « Réformer les quartiers. Enquête sociologique sur une catégorie de l'action publique », thèse sous la direction de Christian Topalov, EHESS, Paris, 2002, chap. VI. (Lire aussi le livre issu de cette thèse : *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie sociale de l'action publique*, Seuil, 2007.)

fréquenter. Les organisateurs refusaient cependant la projection du film des Diables roses en guise de contribution au colloque : réaffirmation que les œuvres ne sont que *matière première* à commentaires savants mais ne peuvent constituer, en elles-mêmes, des prises de position intellectuelles. Le collectif dut feindre donc d'en présenter quelques minutes pour pouvoir ensuite les commenter. Mais une fois le film lancé, il fut projeté dans son intégralité – quinze minutes environ – et suivi d'une analyse *in situ* de cette transgression spécifique de la structure constituée par le colloque et l'exposition, représentative de la division inégalitaire du travail entre les artistes et les commentateurs [22].

En guise de conclusion : Du Jardin d'Hamois à Jeevanjee's Gardens

L'analyse des rapports de force et des mécanismes de domination internes au champ artistique peut aussi éclairer d'autres configurations politiques. Prenons le cas du fonctionnement actuel des Forums mondiaux, tel qu'il est apparu de façon particulièrement critique début 2007 à Nairobi. Si un tel Forum ne peut être réduit à une « exposition » de luttes et d'alternatives politiques [23], c'est cependant sur ce mode qu'il se donne au visiteur appartenant à ce qu'on pourrait appeler le « grand public de l'altermondialisme », que certains organisateurs ambitionnent semble-t-il de sensibiliser « en masse » à travers un mode d'organisation de type « événementiel ».

Ce dernier aspect était particulièrement caricatural à Nairobi puisqu'on notait la présence envahissante du sponsoring d'une multinationale de la téléphonie mobile et de sous-traitants spécialisés dans l'événementiel. Ce mode d'organisation aboutissait à une structure, finalement similaire au

22. La contribution (non réellement sollicitée) des Diables roses aux actes du colloque à travers un mystérieux GRAPC (Groupe de recherches artistiques sur les pratiques critiques) fut finalement acceptée pour publication – par une maison d'édition dirigée par le professeur Vander Gucht –, mettant ainsi fin aux censures en série : Éric Van Essche (dir.) *Les Formes contemporaines de l'art engagé. De l'art contextuel aux nouvelles pratiques documentaires*, La Lettre volée, 2007.

23. C'est notamment l'occasion pour de nombreux réseaux thématiques de se rencontrer et de planifier leurs campagnes à l'échelle intercontinentale.

Déblocage des portes du stade Kasarani lors du Forum mondial de Nairobi

Forum parallèle du People's Parliament à Jeevanjee's Gardens

jardin d'Hamois, bien loin d'évoquer un « autre monde ». Au point que la presse économique kenyane pouvait titrer : « La tenue du Forum social mondial assied la place de Nairobi comme centre de réunions d'affaires. »

Un autre effet regrettable était ici encore la déterritorialisation de la politique : on pouvait très bien, au profit d'une Afrique parfaitement abstraite et non dénuée d'exotisme, tout ignorer de la présence du deuxième bidonville d'Afrique à proximité immédiate du stade où se déroulait le forum. Ou de l'exclusion d'une grande partie du public potentiel de Nairobi pour cause de tarifs d'entrée prohibitifs, mais aussi de nombreuses organisations de base kenyanes en raison des droits exorbitants exigés pour disposer d'un espace de « séminaire ». Face aux critiques, les organisateurs firent valoir qu'un Forum mondial n'était pas « local ». En réponse aux actions directes non violentes [24] menées par certaines organisations kenyanes exclues de cet « espace public » pour exiger que le Forum se mette, en pratique, ici et maintenant, en conformité avec les valeurs affichées à grand renfort de communication [25], la réaction la plus académique reproduisait la coupure intellectualiste analysée dans le champ artistique : « Ce sont des idéologues, nous sommes rationnels », déclarait un professeur d'université, comptant parmi les organisateurs kenyans du forum [26].

Non loin de là, un forum alternatif organisé par un mouvement de base kenyan, le People's Parliament, à Jeevanjee's Gardens – un parc du centre-ville [27] – contrastait en tous points avec la démesure des moyens, l'espace fermé évoquant les *gate communities* des quartiers riches et la forme académique des débats en vigueur au stade Kasarani. La critique de la mondialisation de l'économie y prenait une forme beaucoup plus concrète

24. Blocage des entrées pour obtenir la gratuité d'accès pour les Kenyans et occupation de la luxueuse tente-restaurant appartenant à la chaîne d'hôtels du ministre de l'Intérieur qui s'était assuré le quasi-monopole de l'hôtellerie et de la restauration au détriment de la population locale.

25. Le budget de la communication s'élevait à 200 000 $ dans un pays où le revenu moyen annuel par habitant s'élève à 300 $.

26. Réunion du Conseil international des forums sociaux, Nairobi, 26 janvier 2007.

27. Ce parc est aujourd'hui menacé par un projet de « revitalisation » soutenu par le programme « Safer cities » de l'agence HABITAT des Nations Unies dont le siège est à Nairobi. Ce projet s'inscrit dans un programme sécuritaire de « reconquête » des centres-ville et prévoit notamment de transformer le parc en pôle d'attraction touristique.

puisqu'elle partait de ses effets sur la société kenyane, et prioritairement sur les plus pauvres, qui purent partager leur expérience quotidienne, souvent avec une éloquence et une liberté de parole impressionnantes, avec des « délégués » venus souvent de très loin et qui, pourtant, se reconnaissaient pleinement dans les formes « locales » d'une même expérience du « global ». Comme quoi, l'universel est bien à rechercher dans les formes de l'expérience du local et leur mise en relation, et non dans l'esthétique académique d'une classe transnationale.

BENDY GLU
Bruxelles-Marseille, mai 2007

Le service littéraire. Les écrivains belges de langue « française »

> André Goosse, […] académicien, ancien Secrétaire perpétuel, est un « maître » de la langue française […]. Cette passion des mots rejoignit alors celle de l'amour et… il épousa Marie-Thérèse Grevisse.
>
> JACQUES MERCIER
> *Les Maîtres de la langue française en Belgique*

Ad maiorem Franciae gloriam [1]

Depuis cinq siècles, et de manière exclusive depuis 1650, l'État français diffuse un modèle politico-culturel qui, en dépit de toutes les mutations de l'histoire, n'a cessé de lier à une nation une langue unique, censée en véhiculer les valeurs, ainsi qu'une culture, et d'abord une littérature, censées les célébrer [2]. L'imposition inséparablement armée et juridique de

1. « À la plus grande gloire de la France. »
2. Lire Michel de Certeau, Dominique Julia et Jacques Revel, *Une Politique de la langue*, Folio, 2002 ; David C. Gordon, *The French Language and National Identity (1930-1975)*, Mouton Publishers, 1978 ; Priscilla Parkhurst Ferguson, *La France, nation littéraire*, Labor, Bruxelles, 1991 ; Henri Meschonnic, *De la Langue française. Essai sur une clarté obscure*, Hachette, 1997 ; Astrid von Busekist, *La Belgique. Politique des langues et construction de l'État, de 1780 à nos jours*, Duculot, 1998.

ce modèle s'est accompagnée d'une rhétorique relative à sa vocation à l'universalité (« rayonnement », « génie », etc.) et à une sorte de droit d'aînesse de la nation française, celle-ci jouissant d'une antériorité qui lui confère un droit naturel à l'éducation politique et morale des autres nations (« mission civilisatrice », etc.).

La Belgique occupe une position spéciale du point de vue de cet impérialisme de l'universel. Géographiquement la plus proche de Paris, elle est la nation la plus exposée à subir les influences matérielles et symboliques de ce système de socialisation extraordinairement centralisé et centralisateur appelé « France ». Mais ce n'est pas tout. Chacune des « grandes nations » s'appuie sur un dispositif historiographique visant à l'autocélébration et tendant par ricochet à infériorisier les nations rivales, à commencer par les « petites nations », résidus qui ont pour principal mérite de mettre en valeur la force « naturelle » de la genèse et de l'expansion des « grandes ». Ainsi, la Belgique (et, dans une moindre mesure, la Confédération helvétique) fonctionne comme la « petite nation » de la France. Elle subit toutes les violences symboliques destinées à celui qui vous ressemble un peu trop – violences exercées ou non au nom de l'« amitié » entre les peuples [3].

Cette vulnérabilité symbolique tient essentiellement à deux facteurs que la proximité géographique ne fait que renforcer. Premièrement, les élites bourgeoises (en grande partie intellectuelles) et aristocratiques qui ont mis sur pied l'État belge après la révolution de 1830 l'ont fait sur des bases largement françaises [4] : monarchie libérale une et indivisible, parlementarisme éclairé, monopole *de facto* d'une langue (le français) à l'exclusion des autres, principes administratifs souvent introduits sous l'occupation française (1795-1814), etc. « Presque ma France », s'émerveille en 1853 Victor Hugo exilé en Belgique. Vers 1865, Baudelaire n'a qu'à décrire au vitriol cette *Pauvre Belgique* pour pouvoir tendre à ses compatriotes un miroir bien poli. Un siècle plus tard, en septembre 1952, le Premier ministre Antoine Pinay, en visite d'État à Bruxelles, déclare : « Comme tout Français attaché à sa Patrie, c'est le plus beau témoignage

3. Lire Paul Dirkx, *Les « Amis belges ». Presse littéraire et franco-universalisme*, Presses universitaires de Rennes, 2006.

4. Lire Els Witte, Jan Craeybeckx, *Politieke geschiedenis van België sinds 1830. Spanningen in een burgerlijke democratie*, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Anvers, 1985, p. 3-15.

que je puisse rendre à la Belgique d'éprouver le sentiment d'être encore dans mon Pays en me trouvant dans le vôtre. [5] » Mais la confusion vient aussi et surtout du fait que l'omniprésence de la langue française en Belgique (jusque vers 1970) conduit spontanément un esprit français à franciser toute une société pourtant historiquement éloignée de lui sur les plans sociologique, politique, culturel et linguistique.

Que l'on se situe sur un plan individuel ou collectif, cette relation d'amour-haine se révèle la plupart du temps fusionnelle et rappelle, de près ou de loin, le maternage paternaliste d'une mère envahissante à l'égard d'un fils clamant sa liberté. La Belgique devenue indépendante a toujours suscité la convoitise de la France politique, laquelle n'a cessé de nourrir à son propos des projets d'annexion totale ou partielle, en particulier sous le Second Empire, sous Vichy et à nouveau de nos jours, depuis que le « fédéralisme » bi-ethnique belge, loin de ses vues de l'esprit initiales des années 1970, rend chaque jour un peu plus inéluctable la scission du pays en deux États indépendants [6]. Cette avidité, y compris territoriale, se manifeste aussi ailleurs qu'en politique. En effet, si « le rapport des forces politiques et militaires, entre la France et la Belgique, est celui que chacun connaît, il en allait tout autrement dans les domaines économiques et commerciaux, où la puissance belge, en 1913, s'était hissée jusqu'au peloton de tête des grands intérêts mondiaux [7] » et occupait une place de premier plan « parmi les [quatre ou cinq] principales puissances industrielles du monde [8] ». Et l'« implacable inimitié [9] » était d'autant plus forte depuis que la Belgique de Léopold II l'avait emporté sur la France dans

5. Archives du ministère des Relations extérieures, « Série Europe / Sous-série Belgique / Dossier 78 : *Relations bilatérales Belgique-France (juillet 1949-décembre 1952)* », ministère des Relations extérieures, Paris, 1986, p. 150.

6. En 1992, une étape fut franchie lorsque de nombreux leaders politiques français de droite comme de gauche (notamment le ministre de l'Intérieur de l'époque, Jean-Pierre Chevènement) prirent position en faveur du « retour » de la Wallonie à la France. Lire Paul Dirkx, *Les « Amis belges »*, *op. cit.*, et « Nationalisme flamand, tentation "rattachiste" et médias français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1997, n° 119, p. 82-83.

7. Jacques Willequet, *La Belgique sous la Botte. Résistances et collaborations 1940-1945*, Éditions universitaires, 1986, p. 303.

8. Xavier Mabille, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, CRISP, Bruxelles, 1986, p. 210.

9. Jacques Willequet, *La Belgique sous la Botte*, *op. cit.*, p. 303.

la course poursuite à la conquête de territoires en Afrique centrale. La première sera toujours pour la seconde – l'idée inverse étant plus répandue – « une métropole européenne concurrente [10] ». Dans les discours économiques, culturels, journalistiques, etc., se manifestent ainsi en permanence, sinon des tendances annexionnistes plus ou moins larvées, du moins une réticence à traiter de la Belgique ou, variante plus fréquente, une indifférence dont le silence est la forme la plus violente. Il en va à peu près de même pour les discours scientifiques. Par exemple, les travaux français consacrés à l'histoire de la Belgique contemporaine, « très rares » selon une étude de 1992, semblent bien l'être restés [11]. Les sciences sociales ne démentent pas la tendance. Pareil désintérêt intéressé doit sans doute aussi sa constance au fait, spécifique aux disciplines concernées, que son analyse conduirait ces disciplines à mieux identifier certaines habitudes liées à leurs origines et modes de fonctionnement nationaux. Quoi qu'il en soit, chaque indifférence sectorielle envers la Belgique (et, au-delà, envers la « francophonie » tout entière dont la Belgique est comme le poste avancé) est tacitement légitimée par une indifférence plus générale, qui a pour elle la force de l'inconscient historique.

Mettre cette cécité structurale sur le compte des antagonismes entre nations, tels qu'ils se trouvent médiatisés dans chaque univers social, n'est toutefois pas suffisant. Il faudrait aussi détailler l'évolution du traitement par la Belgique elle-même (par les intellectuels, les artistes, les décideurs politiques, y compris au sommet de l'État, etc.) de pans entiers de son propre passé et notamment de ses rapports avec la France. On se contentera ici de signaler que presque toutes les générations d'hommes politiques depuis 1830 jusqu'à nos jours se sont révélées imprégnées de principes de construction de l'État souvent plus proches du modèle français que des structures sociales, politiques, linguistiques et culturelles des anciens Pays-Bas méridionaux et, *a fortiori*, des anciens Pays-Bas tout court. Mimant à des degrés divers le schéma identitaire français, revu ou non par le herdérianisme [12], elles ont presque toujours connu et connaissent aujourd'hui

10. François-Xavier Verschave, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Stock, 1998, p. 143.
11. Éric Bussière, *La France, la Belgique et l'Organisation économique de l'Europe 1918-1935*, ministère de l'Économie, des Finances et du Budget, Paris, 1992, p. 5.
12. Le fonctionnement de l'État en Belgique hésite depuis cent soixante-quinze ans entre un esprit public issu des Lumières et un communautarisme romantique inspiré notamment de la lecture de Herder. Le lien organique, théorisé par le

plus que jamais la tentation d'un refoulement du passé « national », refoulement dont certains travaux d'histoire littéraire évoquent l'ampleur [13]. Ce qui mériterait d'être appelé un suicide d'État est pour beaucoup dans le regard que portent sur cet État ses partenaires, à commencer par ses partenaires les plus directs, tels que la France. On comprend qu'à pareille nation « apparemment aussi dépourvue d'un passé propre », selon la formulation d'une historienne française [14], la curiosité française ait tendance à préférer des nations à l'« identité » plus forte, à savoir plus exotique ou plus aisément déchiffrable à l'aide de grilles de lecture françaises. Et il n'est pas étonnant non plus que l'attitude dominante dans les sphères politiques parisiennes d'après 1945 ait sans doute été le mieux incarnée par Charles de Gaulle, qui, plutôt que de soutenir ouvertement une « Wallonie libre », préféra sagement laisser œuvrer le temps et les Belges [15].

---

philosopheallemand, entre la langue et la communauté nationales est déterminant pour le nationalisme flamand. Celui-ci a toujours eu pour devise « *De tael is gansch het volk* [La langue, c'est le peuple [flamand] tout entier] », même s'il a longtemps cherché à s'accommoder du cadre « biculturel » belge tout en entretenant des rapports ambivalents avec l'idée pannéerlandaise (l'union de la Flandre et des Pays-Bas néerlandophones). Son *alter ego* wallon, qui s'est largement formé par réaction contre lui, prône un nationalisme culturel dans le cadre de la région wallonne, qu'il considère généralement comme une partie de la mère patrie française. Enfin, le nationalisme belge ne pouvant, quant à lui, prendre appui sur aucune langue unique, il a vainement tenté de se réclamer de théories telles que celle de l'« âme belge », génie national fait d'un mélange de racines germaniques et latines et finalement bien plus proche de Herder que de l'abbé Grégoire.

13. Lire, par exemple, Marc Quaghebeur, *Lettres belges entre absence et magie*, Labor, Bruxelles, 1990.

14. Anne-Marie Thiesse, *La Création des identités nationales. Europe XVIII^e^-XX^e^ siècle*, Seuil, 1999, p. 143.

15. Le général n'acceptait pas l'existence de l'État belge, qui, à ses yeux, isolait plusieurs millions de « Français » de leur mère patrie. Mais il n'a pour autant jamais tenté de remettre en cause ouvertement la souveraineté belge, sans doute par souci du fragile consensus entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, dont la Belgique lui apparaissait comme le simple produit. Pour lui, il était inévitable que les Belges francophones, qui n'avaient de belge que le nom, prendraient peu à peu conscience de leur appartenance naturelle à la France et se détacheraient d'eux-mêmes de leur État artificiel. Si l'histoire semble aujourd'hui lui donner raison, en réalité, les forces centrifuges en Wallonie sont bien davantage stimulées par les appétits toujours plus voraces des séparatistes flamands que par l'idée « rattachiste », laquelle ne connaît toujours aucun succès populaire

Le franco-universalisme

C'est sur le terrain de la langue, particulièrement miné car chasse gardée de la France, que les deux pays se sont livré et continuent de se livrer les luttes les plus ardentes, mais, en général, les moins retentissantes. Si l'État français, pendant comme après chacun de ses accès de fièvre expansionniste, n'a jamais cessé de se réclamer de la vocation universelle de la langue française, il l'a toujours fait en pensant cette langue comme la langue *de la France*. Cette équivoque, essentielle dans les relations entre les diverses composantes internes de la France et entre celle-ci et les autres pays francophones, se loge dans le terme « français » lui-même, lequel renvoie indistinctement à une entité nationale et à une langue internationale. Du fait que le signifiant « français », qui paraît l'évidence et la transparence mêmes, désigne simultanément et sans contradiction apparente une nation particulière et une langue « universelle », il fonctionne, dans les inconscients individuels et collectifs, comme le premier vecteur aussi puissant que rarement analysé d'un universalisme fondé, comme tout universalisme, sur des intérêts particuliers, en l'occurrence panfrançais. On propose d'associer à cet universalisme un concept approprié : le « franco-universalisme ».

Les ambivalences du franco-universalisme concernent au premier chef la « littérature française », dont non seulement le matériau est la langue « française » mais qui a pour mission de glorifier cette langue. Sur le plan institutionnel, ce mouvement est relayé par de multiples instances de sacralisation de la langue, notamment l'Académie *française*, organisme étatique essentiellement composé d'écrivains chargés, depuis 1635, de veiller à la pureté, c'est-à-dire à la « francité » de la langue « française ». Il suffit de lire d'un peu près ce qu'en pensent les « Immortels » eux-mêmes, mais aussi d'autres ténors littéraires comme ceux de *La Nouvelle Revue française* pour se rendre compte à quel point le franco-universalisme et son cortège de contradictions presque jamais relevées imprègnent les esprits, qu'ils soient conservateurs ou novateurs. Les discours, ici aussi, sont doubles, dans la mesure où ils tendent à concevoir la « littérature française » comme une littérature sans frontières et, en même temps, comme une littérature dotée de limites spatiales et temporelles, de traditions stylistiques, génériques, éditoriales, etc., bref, comme une littérature nationale. Il s'ensuit logiquement que la critique littéraire hexagonale, quand elle ne les passe pas simplement sous silence, tend à franciser les meilleures

œuvres littéraires francophones non françaises en les universalisant et à exotiser les autres en les régionalisant [16]. Quant à la vie littéraire dont sont issues toutes ces productions, elle semble généralement inexistante ou, parfois, n'accède à l'existence que pour mieux servir l'« amitié littéraire franco-belge », « franco-suisse », « franco-québécoise », etc.

Ce travail de désocialisation a été d'autant plus intense dans le cas de la Belgique que « sa » jeune littérature nationale a récolté, après 1880, des succès toujours plus nombreux et toujours plus internationaux. La dynamique littéraire chez le voisin du Nord fut telle qu'elle donne même parfois l'impression à la critique française que, du moins au tournant du XIX^e^ siècle, « le noyau de l'activité des lettres françaises se dédoubl[ait] [17] ». En tout cas, l'on se rendit plus ou moins confusément compte, le plus souvent en le déniant, que la France n'était pas à l'abri d'un changement de l'ordre des choses littéraires. Il s'avérait possible de menacer, un tant soit peu, sa position littéraire internationale. La République des Lettres ne fut pas longue à réagir et combattit la menace moins sur le plan littéraire que sur le front politique, en visant le talon d'Achille des écrivains belges, à savoir la légitimité encore fragile de leur récente nationalité. Le fauteuil que l'Académie française comptait offrir à Maurice Maeterlinck, prix Nobel 1911, à condition que celui-ci reniât sa nationalité, illustre tout l'enjeu de la compétition littéraire permanente entre les deux pays : une question d'« identité », c'est-à-dire de différence, donc de vie ou de mort.

Le service littéraire

Maeterlinck refusa le marché de dupes qu'on lui proposait. Mais la domination ne se présente que rarement sous la forme d'une injustice aussi

16. Les réactions suscitées en France par l'octroi du prix Goncourt 2005 au Belge François Weyergans et du prix Médicis 2005 à son compatriote Jean-Philippe Toussaint en constituent un cas de figure récent intéressant.

17. Guy Michaud, *Message poétique du symbolisme*, Librairie Nizet, Paris, 1947, p. 236 et 238. Michel Décaudin fait observer que, vers la même époque, la formation de contre-légitimités régionales entre Toulouse et Aix « se rapproche par de nombreux points de la jeune poésie belge » (Michel Décaudin, *La Crise des valeurs symbolistes. Vingt ans de poésie française 1895-1914*, Slatkine, Genève, 1981 [1960], p. 37).

crasse, et les écrivains belges n'échappent pas à l'intériorisation de la doxa littéraire franco-universaliste. Celle-ci n'est pas une doctrine cynique mais la charpente impensée d'une vision du monde dont la violence passe d'autant plus inaperçue qu'elle se réclame de valeurs *a priori* acceptables par tous. Mis à part, peut-être, certaines périodes et certains cénacles, la littérature francophone en Belgique apparaît comme globalement très vulnérable à cette doxa [18] ; dans ce pays, la « littérarisation » (appelons ainsi la socialisation en matière littéraire) tend à reproduire plus fidèlement qu'ailleurs les échelles de valeurs définies en France. Que la Belgique soit le royaume des grammairiens normatifs (Maurice Grevisse, Joseph Hanse, André Goosse, etc. [19]) – mieux, que de nombreux intellectuels passent leur temps à revendiquer cette « originalité » en sacrifiant sans retenue à l'orthodoxie herderiano-puriste [20] – ,n'est qu'un indice parmi les plus frappants d'une intériorisation exceptionnelle. Les ancêtres des fameuses *Chasses aux belgicismes* d'Albert Doppagne et de Joseph Hanse se signalent dès le début du XIX^e^ siècle. La formule consacrée, « Défense et illustration de la langue française », héritée de l'an 1549, est au cœur du jargon qui régit les politiques de la langue dans un pays dont les notables francophones choisirent, en 1970, de « communautariser » l'ensemble des citoyens du même « régime linguistique », sous le signe de la langue « française », dans la « Communauté *française* de Belgique » [21].

---

18. Les « irréguliers du langage » (Marc Quaghebeur), de Charles De Coster à Jean-Pierre Verheggen en passant par les surréalistes belges et leurs épigones, en sont autant d'illustrations *a contrario*.

19. L'idéaltype est peut-être Marc Wilmet, à la fois grammairien, membre de l'Académie royale de langue et de littérature françaises et militant du parti « rattachiste » Rassemblement Wallonie-France.

20. « Nous le savons : [la langue française] est le reflet de notre culture, de notre identité » (Jacques Mercier, *Les Maîtres de la langue française en Belgique*, La Renaissance du Livre, Paris/Tournai, 2003, p. 5).

21. La « fédéralisation » de l'État belge repose sur l'idée selon laquelle il existe en Belgique trois « communautés » culturelles à base linguistique : la « Communauté flamande » (« néerlandophone » eût été plus conforme à l'esprit des lois de fédéralisation), la « Communauté française » (« francophone » eût été plus approprié) et la « Communauté germanophone » (seule appellation cohérente). À ces communautés s'ajoutent les régions, définies à partir de critères de plus en plus hétéroclites : région de Bruxelles-Capitale, région flamande (absorbée par la Communauté flamande) et région wallonne (incluant la Communauté

Tous ces outils attestent une propension massive et toujours plus institutionnalisée [22] à un autocontrôle linguistique des plus forts, qui caractérise l'histoire culturelle et politique de la Belgique dans son ensemble (c'est-à-dire aussi du « côté » néerlandophone). Nourris dans ce sérail, de nombreux écrivains, tels les prix Goncourt 1937 et 1969, Charles Plisnier [23] et Félicien Marceau de l'Académie française, affichent une déférence à la langue dont il est étonnant ou, plutôt, dont il est compréhensible que l'impact sur leurs écritures n'ait guère été analysé.

Le fait que l'École belge n'ait jamais imposé le moindre enseignement en matière de littérature indigène en langue française achève peut-être de rendre compte de ce que la propension à assimiler sur le registre admiratif la production et les règles de l'art françaises ne connaisse guère, « outre-Quiévrain », de limites instituées ou, plus exactement, que cette propension soit instituée de fait. Tout semble ainsi fait pour que les écrivains, au moins depuis l'école, s'ajustent aux modèles français, ne leur laissant guère que la possibilité d'une hésitation plus ou moins assumée

---

germanophone). Toute l'opération est peu ou prou incompréhensible pour une écrasante majorité de citoyens, peu étonnés du reste de n'avoir jamais été consultés en la matière par un système politique qu'ils savent profondément particratique et qui les oblige par ailleurs à voter aux diverses élections (communales, provinciales, régionales, communautaires, fédérales et européennes). Pour l'étranger, l'organigramme n'est généralement guère plus lisible. Ainsi, lors d'une visite d'État en Belgique, le président François Mitterrand crut bon de demander au président (« ministre-président ») de la « Communauté française » combien de membres comptait son association. La « réforme » de l'État, dont les dernières « phases » se sont déroulées dans un climat très tendu, ressemble depuis longtemps à une formation de deux États nouveaux, à la faveur d'une grande braderie institutionnelle où l'argumentation raciste (supériorité du « peuple » flamand sur le « peuple » wallon, etc.) a pris le pas sur le principe linguistique initial et dont la plupart des observateurs estiment qu'elle ne prendra fin qu'avec la dislocation complète de ce qu'elle était censée « fédérer ».

22. À travers le Conseil supérieur de la langue française (présidé lors de sa création en 1985 par Joseph Hanse, également président, de 1968 à 1991, du Conseil international de la langue française), le Service de la langue française (1985), la Charte de la langue française (1989), etc.

23. Lire Paul Dirkx, « 2 décembre 1937. Charles Plisnier remporte le prix Goncourt. Création et séduction », *in* Jean-Pierre Bertrand, Michel Biron, Benoît Denis et Rainier Grutman (dir.), *Histoire de la littérature belge 1830-2000*, Fayard, 2003, p. 391-400.

entre identification à ces modèles et distanciation au nom des singularités locales. La littérature hexagonale, sinon en tant que littérature modèle, du moins en tant que littérature pourvoyeuse de modèles, est ainsi en Belgique un enjeu concurrent à celui que constitue la définition légitime des modes de vie littéraire autochtones [24]. Le crédit de la littérature dominante est tel qu'il contrarie sans cesse la production de la croyance dans l'intérêt à s'investir dans la littérature locale. L'espace littéraire belge francophone ne peut donc prendre appui sur un *nomos* – c'est-à-dire une loi fondamentale qui imposerait à l'ensemble des agents, au-delà de l'antagonisme de leurs prises de position, de préserver ses spécificités fondatrices [25]. Pour être plus précis encore, cette absence engendre et institue un doute généralisé : en Belgique, les jeux littéraires sont déjà faits ou, du moins, sont joués sans grande conviction, les écrivains étant prédisposés à n'attacher qu'un prix tout relatif aux jugements des instances de consécration locales, lesquelles sont elles-mêmes sceptiques à l'égard de leur propre autorité. L'hétéronomie spécifiquement littéraire entretient ainsi un anti*nomos* (ou une force juridique opposée) incitant à s'investir dans un modèle universel « français ». Ce que l'on peut alors appeler l'anti*nomie* (ou coexistence de lois constitutives concurrentes) est ce qui, à mon sens, délimite et par conséquent définit l'espace littéraire belge francophone, sans l'unifier, mais au contraire en l'écartelant entre un pôle où prévaut un modèle d'écrivain « belge » et un pôle où domine un modèle « français » [26].

Ce qui rend aussi instable la position de l'écrivain belge francophone est donc bien plus qu'une forme spécifiquement littéraire d'« insécurité linguistique » (une « insécurité littéraire ») : c'est un doute permanent sur son statut d'écrivain, c'est-à-dire, par définition, sur son statut d'écrivain de langue « française ». En comparaison, la France littéraire est animée par une confiance hypertrophiée, du fait qu'elle repose sur une définition-délimitation de la littérature *française* comme littérature universelle, puisque « française ». Dans tous les secteurs de la société belge,

---

24. Contradiction que la revue *La Jeune Belgique*, à l'origine de la « renaissance » littéraire des années 1880, tentait de résoudre dans une devise au contenu impénétrable, car nécessairement ambivalent : « Soyons nous. »

25. Sur le *nomos*, lire Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Seuil, 1992, p. 298 *sq.*

26. Opposition génératrice à son tour d'autres oppositions, notamment « flamand » / « wallon », « bruxellois » / « wallon », « bruxellois » / « liégeois », etc.

de nombreux observateurs, scientifiques ou non, belges ou non, se sont étonnés de pratiques anciennes et répandues relevant de l'effacement de soi, telles que l'autocritique, l'autocontestation, l'autodérision, etc. [27] Celles-ci sont particulièrement visibles en matière littéraire. On en trouve ainsi d'innombrables exemples dans le flux ininterrompu de textes, véritable genre local, que suscite depuis le début du XIX[e] siècle la question de l'existence d'une littérature nationale. Des chercheurs allemands n'ont eu aucune difficulté à en faire un florilège en deux tomes, qu'il suffit d'ouvrir pour trouver l'une ou l'autre illustration de cette dévalorisation de soi [28]. En voici quelques-unes, où le doute se convertit, le temps d'une prise de position, en affirmations symboliquement autodestructrices :

> « Ceux qui portent notre étendard à l'étranger n'ont rien de belge. » (Lambert Rulot, 1929)
>
> « La Wallonie devrait être rattachée à la France, on ne verrait plus d'anthologies belges réunissant des auteurs de trente-sixième ordre, ni cette énorme et lamentable *Histoire des lettres belges*. » (Franz Hellens, 1958)
>
> « La Belgique est un pays où le langage est remplacé par une bouillie bilingue. Notre mémoire est engluée d'à peu près et souillée d'abominables phrases affichées partout. […] Tout écrivain belge pense avec nostalgie aux pays de grandes cultures, où la langue vient du peuple même. » (Paul Willems, 1967)

Ce n'est nullement l'autocritique en tant que telle mais sa fréquence et ses formes spécifiques qui méritent l'attention. Ainsi l'on observe que la grande majorité des prises de position, auxquelles fait d'ailleurs écho une large partie de la production savante, semblent ignorer le versant français des rapports de force franco-belges. Pour peu qu'ils soient abordés, les déséquilibres matériels et symboliques sont rarement examinés dans leur dialectique. Faisant l'économie de l'analyse de « relations littéraires »

27. Lire, par exemple, Renée C. Fox, *Le Château des Belges. Un peuple se retrouve*, Duculot, 1997.
28. Stefan Gross et Johannes Thomas, *Les Concepts nationaux de la littérature. L'exemple de la Belgique francophone. Une documentation en deux tomes. Tome 1 : 1815-1880. Tome 2 : 1880-1980*, Alano Verlag/Rader Publikationen, Aix-la-Chapelle, 1989.

franco-belges qui, considérées a priori comme iréniques, prennent souvent l'allure de relations diplomatiques d'un type particulier, les auteurs se montrent presque exclusivement préoccupés par les faits et gestes de leurs compatriotes. Écrivains belges, éditeurs belges, libraires, diffuseurs, critiques, autorités publiques et lectorats belges : tous ces maillons de la chaîne de légitimation manqueraient plus ou moins à leur tâche, ne seraient pas assez ou trop ambitieux, seraient trop ou pas assez « belges », « français », « wallons », etc. Cette tendance à la flagellation de soi – ou du voisin : le confrère régionaliste, l'éditeur cupide, le critique accusé de parisianisme, le public béotien, etc. – concerne aussi certaines pratiques d'« auto-surveillance [29] » scripturales, avec son cortège d' « hypercorrectismes », ou encore la dénégation de spécificités vécues comme des tares ou des artefacts [30]. En résumé, inspirés par une vision plutôt unilatérale que dialectique des rapports de force, la plupart rejettent la responsabilité du déficit de reconnaissance sur telle ou telle catégorie professionnelle, sur « les Belges » ou, dans un geste qui se veut plus politique, sur la Belgique.

La contrepartie de cette haine de soi est l'amour du modèle, qui comporte généralement l'amour du pays où ce modèle s'est engendré.

> « J'ai été élevé dans l'adoration de cette France dont une ligne rouge nous séparait. […] Quand il faisait beau, notre mère nous conduisait, ma sœur et moi, sur les hauteurs de Spiennes. Les champs s'étendaient à l'infini devant nous, vers le sud, et nous ne voyions que des blés, des blés. Mais ma mère levait la main vers ces étendues et, d'une voix toute changée par l'amour : "Regardez, mes enfants, disait-elle, là, là, la France." [31] »

Les écrivains belges et français, du moins ceux qui, dans le champ littéraire, se situent au pôle de la littérature « pure », ont ceci en commun

---

29. Lire à ce sujet Jérôme Meizoz, « Le droit de "mal écrire". Trois cas helvétiques (XVIII^e^-XX^e^ siècle) », *Actes de la recherche en sciences sociales* 1996, n° 111-112, p. 92-109.

30. Cette dénégation prend des formes radicales chez la plupart des très nombreux écrivains belges francophones installés en (Île-de-)France, de Francis de Croisset à Jean-Claude Pirotte en passant par Henri Michaux.

31. Charles Plisnier, cité *in* Jean Roussel, *La Vie et l'œuvre ferventes de Charles Plisnier*, Subervie, 1957, p. 28.

que leur travail de désocialisation de leurs textes fictifs ou poétiques contient une part d'idéalisation du rôle historique de la France. Ils tendent tous à contribuer à une littérature française, avec ou sans guillemets, habitée par un idéal universaliste qui n'a pu se purifier complètement des injonctions politiques du passé. En ce sens, la patrimonialisation littéraire à laquelle ils se prêtent plus ou moins involontairement crée inlassablement une dépendance politique. Il conviendrait d'étudier comment et jusqu'à quel point la mission de l'écrivain au temps de du Bellay ou de Racine s'est muée en un service littéraire plus ou moins « pur », selon quel type d'écrivain, d'écriture, d'édition et de public. C'est à une histoire littéraire renouvelée qu'il s'agirait de tendre, ou plutôt à une histoire littéraire rebranchée sur l'histoire sociale des langues dont elle n'aurait jamais dû être déconnectée, du moins pas de la manière dont elle l'a été – et la précision n'est pas fortuite – en France. Il en résulterait une meilleure compréhension de la vocation d'écrivain en tant que rapportée au service littéraire. Celui-ci se différencie notamment selon son degré de légitimation, la distribution de ses profits et les obstacles à sa légitimation, probablement plus grands à mesure que l'on s'éloigne du centre parisien et que l'on pénètre dans des zones où la langue française s'est répandue sans lien direct avec l'expansionnisme hexagonal, par exemple dans de larges parties de la Belgique.

PAUL DIRKX

Enseignant à l'université de Nancy II, Paul Dirkx étudie les relations littéraires entre la France et les autres régions francophones en Europe ; il a notamment publié *« Les Amis Belges ». Presse littéraire et franco-universalisme* (PUR, 2006), *Ceci n'est pas une poésie. Anthologie belge francophone* (avec Benno Barnard et Werner Lambersy, Atlas, 2005) et *Sociologie de la littérature* (Armand Colin, 2000).

L'entretien ci-contre s'inscrit dans le cadre de la thèse (Paris I-Panthéon-Sorbonne) que mène Joël Laillier sur la vocation au travail des danseurs et danseuses de l'Opéra de Paris.

L'art, la joie, l'effort

Entretien avec une danseuse de l'Opéra de Paris

Claire est entrée à l'École de danse de l'Opéra en 1979, à l'âge de neuf ans, où elle a suivi la totalité du cursus [1]. *Recrutée à l'Opéra de Paris en 1985, elle occupe actuellement un poste de « sujet* [2] *».*

— *Comment entre-t-on à l'École de danse ?*

— Pour moi, personnellement, et je pense que c'est assez courant, on arrive à l'École de danse parce que le mercredi et le samedi on n'a pas école. Moi, je faisais danse et poterie, pour m'occuper. Il y a des enfants qui dansent aussi parce qu'ils ont vu ça à la télé et qu'ils ont aimé. Il y a des choses aussi dans la famille. D'autres fois, c'est pour la forme, pour le maintien, tout ça.

1. Les danseurs et les danseuses de l'Opéra sont pour la plupart formés à l'École de danse de l'Opéra de Paris, où l'enseignement était à l'époque divisé en cinq divisions. Tous les professeurs sont d'anciens danseurs et danseuses de l'Opéra, souvent étoiles. Les élèves de première division, les plus âgés, sont embauchés dans le Ballet de l'Opéra après un concours qui leur permet d'accéder à la classe des quadrilles.

2. Le ballet de l'Opéra est structuré en trois catégories de corps de ballet – quadrilles, coryphées, sujets – et deux catégories de solistes : premiers danseurs ou premières danseuses et danseurs ou danseuses étoiles.

— *C'est plus dans les activités…*
— C'était les activités du mercredi et du samedi. Et là, mon professeur a dit : « Mais cette petite, elle est douée ! Elle devrait tenter l'Opéra. »

— *Vous étiez à quelle école ?*
— J'étais à Rosny-sous-Bois, on était en banlieue, c'était un petit conservatoire. Mes parents ont été un petit peu affolés parce que c'est quand même… on entre dans un truc un peu fou. Et puis j'ai fait les lettres et tout ce qu'il faut pour présenter l'École de danse. Et là, c'est en trois points. Premièrement, une lettre. Deuxièmement, il faut passer un examen physique : ils nous prennent un par un, ils regardent si on est souple, comment on évolue. Maintenant, ils demandent aussi la taille des parents, toutes les mensurations des parents pour voir comment le corps risque d'évoluer. Maman est toute petite : chaque fois qu'elle venait à l'Opéra, elle mettait des talons parce qu'elle était petite, alors qu'elle ne savait pas du tout marcher avec des talons. (Comme quoi, c'est un peu faux sûrement leur truc, mais bon.) Donc il y a ça, et puis après, il y a trois mois de stages, et encore un examen. Et c'est comme ça, en fait, qu'on entre à l'École de danse.

— *Et vous, quand êtes vous entrée dans l'École ?*
— Euh… Ca remonte loin, parce qu'en 1985 je suis rentrée dans le Ballet, j'ai fait six ans, donc en 1979. Oui, c'est ça, j'avais neuf-dix ans, donc 1978 ou 1979.

Nous, on croisait les grandes dames, les danseuses étoiles, elles étaient en manteau de fourrure, on faisait le salut, enfin, c'était un autre monde. C'était peut-être *too much* mais c'était beau aussi, c'était la vieille école et tout ça.

— *Mais ça devait être marquant, j'imagine, de pouvoir croiser…*
— Oh, oui. C'était un truc complètement… On hallucinait, quoi, on sortait carrément d'un film pour voir une vedette, comme maintenant on pourrait croiser une vedette de cinéma. Les étoiles de la danse, c'était un peu ça.

— *Finalement, c'est davantage une fois qu'on est entrée à l'École que la vocation se développe, la vocation d'être à l'Opéra ?*
— Oui, voilà. En fait, je me souviens que quand j'ai commencé la danse, à Rosny-sous-Bois, j'étais déjà à fond dedans. J'aimais ça, mais par contre je trouvais qu'il y avait beaucoup de choses dures : on devait se mettre tous les jours à la barre et tout ça. Je pleurais en disant : « On ne va pas

faire tous les jours la même chose ! » Donc, oui, je m'amusais beaucoup, j'étais bien, mais c'est vrai qu'à la limite je ne me disais pas : « Je veux être danseuse étoile. » Après, quand on m'a dit, « Tu vas rentrer à l'Opéra », je me suis dit, « Ouais, trop chouette, c'est trop rigolo ». Et ça, c'est après, en effet, les premiers spectacles, tout l'apprentissage où, en effet, là commence la vocation. Je me souviens, en cinquième division on voyait les plus grandes. Et je me souviendrai toujours, une fois on avait été coincées dans le RER avec ma mère, j'étais arrivée un petit peu en retard, et tout le groupe était monté [3]. Ça, c'était pendant le stage. Je me suis retrouvée toute seule dans la cour, complètement perdue en me disant : « Si je rate un cours, c'est la fin du monde. » Déjà, à l'école, je sortais tous les jours une heure plus tôt de l'école où j'étais, et je leur disais que s'ils ne me laissaient pas partir, ils me feraient rater ma carrière.

— *Parce que vous alliez encore à l'école primaire le matin ?*
— Si vous voulez, ça, c'était encore le stage, les trois mois de stage [4].

— *Les cours de danse étaient le soir ?*
— Voilà, c'était le soir, on avait cours, je pense que c'était à dix-huit heures. Donc, en fait, pour arriver de Rosny-sous-Bois il fallait que je quitte l'école un petit peu plus tôt. Et je me souviens d'un professeur qui ne voulait pas me laisser partir. À moins cinq déjà je piétinais, de cinq heures ou de quatre heures, je ne sais plus, et il m'avait dit : « Non, non. » Je lui avais dit : « Alors là, si je ne suis jamais prise à l'Opéra de Paris, ce sera bien à cause de vous. »

— *Dès le stage, une fois dans les locaux, vous aviez l'idée de devenir danseuse à l'Opéra ?*
— Voilà, exactement. Dès le stage, on sent qu'on rentre dans une institution, dans quelque chose de complètement, d'un peu fou, qui nous dépasse. Vraiment, quand on est petite, ça nous dépasse, on sentait une grande maison.

— *Et tous ces couloirs, ça devait être très impressionnant ?*
— En plus c'était ça, arrivée en bas, non seulement j'avais raté les autres mais je ne savais pas comment me rendre à la salle parce que je ne

3. Les classes de danse se trouvaient au dernier étage du Palais Garnier.
4. La sélection se fait en deux temps : les élèves sont d'abord sélectionnés pour faire un stage à l'École ; à l'issue de celui-ci, une seconde sélection isole les élèves qui intègrent effectivement l'École.

comprenais rien aux couloirs. Et il y a une élève de l'École de danse qui est arrivée. Elle m'a retrouvée là, dans la cour, et c'est elle qui m'a emmenée dans les couloirs. J'ai pris l'ascenseur alors qu'on n'avait jamais le droit de prendre l'ascenseur. Elle m'a emmenée pour que je me retrouve avec les autres, et là, je me souviens, elle avait ouvert une porte pour voir si c'était là mon cours, et j'ai vu une classe de grands.

— *À quel âge on rentrait, à huit ans ?*
— Moi j'avais neuf ans et demi. Une petite copine est rentrée à huit ans, huit ans et demi, elle était très jeune, mais on rentrait un peu dans ces eaux-là. Donc première année, cinquième division. Et j'ai redoublé. J'étais très cambrée, je n'avais pas les bases de danse, parce que je ne prenais pas de cours dans Paris.

— *Parce que tous les autres prenaient des cours aussi dans Paris ?*
— Oui, voilà, exactement, et je me souviens justement, une fois une maman avait attendu ma mère et lui avait dit : « Mais vous savez, elle n'y arrivera pas si elle ne prend pas des cours un peu dans Paris. »

— *Il fallait aller voir les grands professeurs ?*
— Voilà, j'étais donc allée voir un grand professeur. Mais ce sont des choses qui ont totalement changé maintenant.

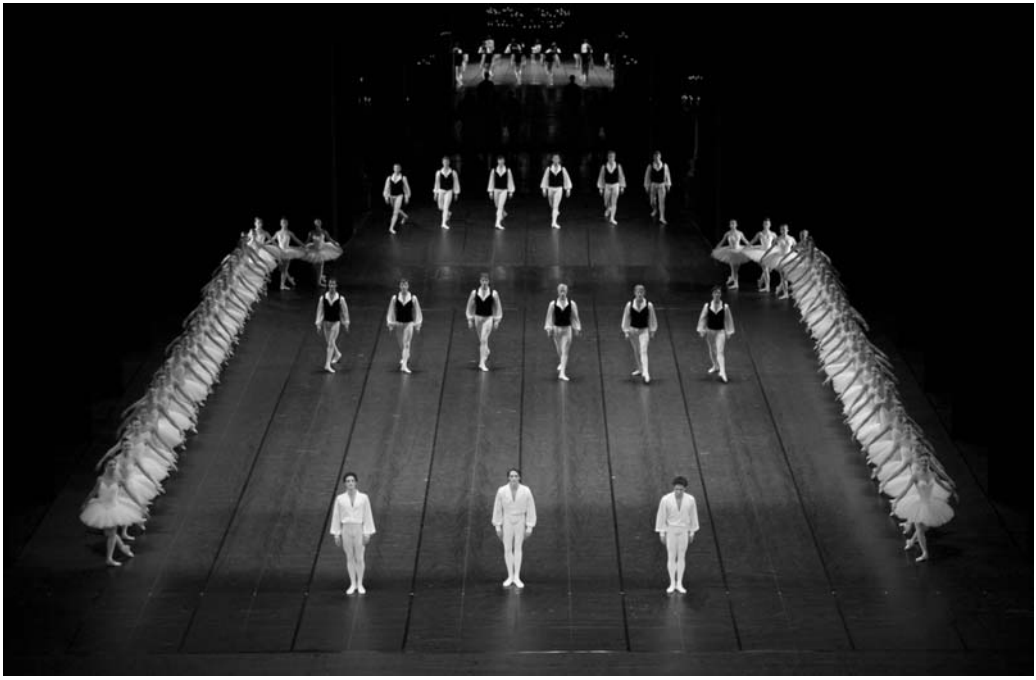
— *Il fallait courir après les cours alors ?*
— Voilà, mais financièrement il fallait suivre, donc je ne courrais quand même pas après les cours. J'allais prendre mon petit cours toutes les semaines pour rester dans le truc. Et puis en fin de cinquième division, j'ai redoublé, et là, c'était comme un film d'horreur. On a déjà une conscience des choses parce qu'on est plongé dès neuf ans dans un monde d'adultes où l'on doit garder notre place. C'est quand même très spécial. Enfin bon, voilà, j'ai fait toute l'École de danse.

— *Les professeurs vous expliquaient que vous étiez les futures danseuses de l'Opéra ?*
— On en rêvait. On partait déjà du principe que l'on pouvait arriver dans le corps de ballet. Et le corps de ballet, c'était déjà tellement important. Il fallait savoir obéir, être en ligne, faire tous la même chose.

— *On accepte la discipline ?*
— Oui, par exemple, je me souviens d'un truc idiot, j'étais en cinquième division et le professeur avait montré un pas : le temps en l'air. Et tout le

monde avait commencé à faire le temps en bas. Et moi j'avais compris « temps en l'air ». (Nous étions dix dans la salle, ce sont des petits cours. Au début il y a 1 500 personnes qui se présentent pour faire le stage, mais il n'y en pas tant que ça qui sont prises. Tous les examens et tout ça fait un ménage assez fulgurant.) J'avais continué mon truc parce que j'étais un peu têtue. J'avais donc fait tout ça à l'envers. Et puis à la fin la prof arrête et elle me demande : « Qu'est ce que tu as fait là ? Si tout le corps de ballet fait ça, toi tu vas faire l'inverse ? » En fait j'avais raison, elle avait montré le temps en l'air et c'est ce que j'avais fait, mais qu'est ce que j'aurais dû faire ? J'avais neuf ans et demi !!! Elle me dit : « En effet, tu es la seule à avoir fait ce que j'ai fait. » Maintenant qu'est ce qu'il fallait faire ? On était dans un truc de peur quand même.

Je me souviens d'un autre truc. J'avais un collant trop petit, puisqu'on grandit à cet âge, et je ne pouvais jamais faire les grands pliés jusqu'en bas, et en fait j'étais terrorisée. Je n'osais pas le dire, elle m'a vue et elle me



Le Ballet de l'Opéra de Paris lors du défilé annuel à l'ouverture de la saison (photo DR)

dit : « Mais qu'est ce qui t'arrive ? » Et puis, au bout d'un moment : « Je ne peux pas descendre, mon collant est trop petit. » Et là, elle m'a dit : « Mais ce n'est pas grave, on verra. » Ensuite, elle a prévenu ma mère parce que je ne voulais pas le dire à ma mère non plus, je ne voulais le dire à personne. Mais c'est vrai aussi qu'il y a un climat de rigueur sur tout : les cheveux, on avait toutes le même chignon, on avait le petit filet, et puis surtout une petite bande bleue autour du chignon, c'était une petite natte qui n'existe plus maintenant. En cinquième division, je suis partie au Japon, et on avait tous le même uniforme. On avait tous un uniforme.

— *Et quand les mères amenaient leurs filles – ou les parents, j'imagine que souvent c'était plutôt les mères –, avaient-elles le droit de rentrer ?*
— Non, les mères, elles étaient dans la cour. Mais comme la mienne était un peu petite, elle préférait ne pas venir. C'était mon père qui venait parce qu'il était un peu plus grand. Aujourd'hui, je ne suis pas petite mais je suis restée longtemps à 1 mètre 60. Et la directrice de l'École m'a quand même envoyée trois fois à l'hôpital Cochin faire le test des os pour savoir si j'allais grandir, parce que sinon on me renvoyait de l'École, parce que j'étais trop petite pour eux.

— *Pour le Ballet ?*
— Pour le corps de ballet, j'étais trop petite. Alors, à chaque fois le test disait que je ferais 1 mètre 69, mais la directrice me disait : « Non, retournez-y, il doit y avoir une erreur. » Et en fait, j'ai grandi d'un seul coup après. Je n'ai pas été renvoyée. Mais c'est angoissant.

— *Et si vous supportiez tout ça, c'était pour pouvoir entrer un jour à l'Opéra de Paris ?*
— Oui, parce que, après, c'est la danse, le mouvement, ce qu'on ressent, parce que comme on a un spectacle tous les ans, les petits spectacles, même en cours…

— *Et vous faisiez des remplacements dans les ballets ?*
— Non, c'était vraiment deux mondes séparés. Par contre, on travaillait tous au même endroit, et on voyait les choses. On rentrait dans un truc de magie. Une étoile me disait : « Je me souviens de toi. » En cinquième division, il y avait un spectacle avec les étoiles, peut-être le défilé, et elle me disait : « Tu faisais tous les petits pas, tu apprenais tous les pas et tu faisais tout en coulisses, comme les étoiles. » C'est vrai que les enfants c'est ça, c'est l'espoir.

— *Mais avant de rentrer à l'Opéra, vous aviez déjà une idée de ce que représentait l'Opéra ?*
— Non. J'adorais faire les spectacles à Rosny-sous-Bois, déjà la scène me plaisait. Mais c'est vrai que quand on m'a demandé : « Tu n'aimerais pas essayer le conservatoire ou l'Opéra ? » Je m'en souviendrai toujours, j'ai répondu : « Ah oui, l'Opéra. » Parce que l'Opéra, on sait ce que c'est, et, en même temps, on n'imagine pas. Je viens d'un milieu très simple, on venait de la campagne, et donc les sorties, le théâtre, les spectacles, on ne connaissait pas trop. Je n'avais jamais eu une culture formidable. Mais, pour moi, l'Opéra ça représentait quand même un théâtre, un endroit magique.

— *Assez rapidement, ça devient un engagement presque total ?*
— Oui. La première année, je m'en souviendrai toujours, quand on m'a dit : « Tu redoubles. » Je me souviens même où j'étais. Quand mon père avait téléphoné pour dire : « Elle redouble », on avait dit : « Bon, c'est la fin du monde. » On était en bas de chez moi, je m'en souviendrai toujours, je me disais : « Ça y est. » Et je me souviens, les autres années, quand moi je passais, je voyais des enfants pleurer quand on leur disait qu'ils étaient renvoyés de l'Opéra, j'entendais des hurlements, je me souviendrai toujours de ces choses. C'était comme des vies brisées.

— *Tous les ans, on voit les amies, les camarades qui s'en vont, d'autres qui reviennent. Il n'y en a pas beaucoup qui font toutes les années d'École ?*
— Non, c'est vrai. Quand on regarde les photos, on se dit : « Elle, elle est restée, pas elle. » Mais on ne pense pas tellement aux autres, enfin si, on pense aux autres, mais ça a seulement une importance pour soi, on se dit : « Ah, si je rate. » C'était son monde à soi qui s'écroulait, c'étaient des choses beaucoup plus… Pour un enfant, c'est *space*.

— *Ça doit être aussi très difficile d'accepter les choses que l'on ne contrôle pas comme l'évolution du corps ?*
— Moi, je n'ai jamais eu trop de problèmes. J'ai toujours été petite et fine et après très maigre parce que, en première division, j'ai grandi d'un seul coup. Donc, je n'ai jamais eu de problèmes. Mais je me souviens d'une fois où, en première division, un jour, la prof entre, se met sur son banc, regarde une fille qui n'est pas montée et lui dit : « Mais dis donc toi, faudrait que tu perdes 10 kilos. » Une gamine de seize ans !!! On était là… C'était des trucs de folie. On nous empêchait de boire pendant le cours

parce qu'elle nous disait que si on buvait on gardait l'eau et on allait grossir. Donc, on n'avait pas le droit de boire, alors qu'en fait elle voulait juste que nous ne soyons pas à nos bouteilles. Elle avait trouvé ce truc, et moi longtemps ça m'est resté, je me disais qu'il ne fallait pas boire pendant les cours. C'est quand j'ai vu un kiné, plus tard qu'il m'a dit : « Mais qu'est ce que tu me racontes là ? » En fait, c'était quelque chose qui m'avait marquée depuis l'École de danse. Je me souviens aussi, en première division, on avait une tunique blanche, un peu transparente, et donc on voulait tout de suite se cacher.

— *Mais pourquoi il y avait ces tuniques-là ? C'était l'uniforme ?*
— Oui, c'était l'uniforme : par division, bleu cobalt, bleu un peu plus ciel, bleu ciel, et puis blanc en première division. Et c'est vrai que le corps change, mais à la limite le corps change surtout dans le corps de ballet. On arrive à seize ans et demi, dix-sept ans, peut être des fois un peu plus tard, mais en fait notre corps reste gamin. Par contre, dans le corps de ballet, on vit beaucoup plus de choses.

— *C'est-à-dire, que se passe-t-il après ?*
— On peut grossir, maigrir, comme tous les gamins adolescents. Et puis le corps de ballet, c'est particulier. J'ai une copine qui est rentrée en même temps que moi, elle s'est arrêtée parce qu'elle a eu un problème de hanche assez important, elle n'a pas pu continuer. Je me souviendrai toujours, on venait de rentrer dans le Ballet, et il y a une fille qui arrive et qui lui dit : « Tu vas être virée parce que, là haut, ils ne veulent pas te garder, tu es trop grosse. »

Quand, à seize ans, dix-sept ans, on te dit : « Tu es trop grosse » !!! Par exemple, ma copine, elle avait fait quarante régimes, elle a fait une dépression, et elle a été obligée de s'arrêter. C'est des choses que le corps ne peut pas suivre, parce qu'on grandit.

— *Mais qu'est-ce qui justifiait toutes ces choses, c'est la danse ? « Tu es trop grosse pour la danse — Pour danser, il ne faut pas boire » ?*
— Oui, mais le pire, c'est qu'on est tous assez traumatisés par la minceur du corps. Par exemple, une fois dans le corps de ballet, il y a une répétitrice qui est venue me voir, elle m'a pris le bras et m'a dit : « Dis donc, on mange bien, hein ? » On est trop grosse !!! Ça, c'est un truc qui, toute la vie, nous tourne dans la tête. C'est super dur, même si on vit assez naturellement.

— *Ce sont des corps très particuliers aussi à l'Opéra ?*

— C'est vrai que nous avons tous le même physique. Mais par exemple, il y a une petite qui est surnuméraire, et quand on a fait *Le Lac des cygnes*, tout le monde disait : « Dans la salle, il y en a une que l'on repérait. » Ça n'allait pas. Elle n'est pas longiligne comme les autres. C'est l'homogénéité qui fait le charme du ballet aussi.

— *Vous voulez dire que c'est le métier du corps de ballet qui impose cela ?*
— Oui, on a tous le même corps, mais les étoiles, elles aussi doivent être pareilles. Tous le monde doit être très fin. Et puis c'est vrai qu'on sent mieux ses mouvements, on sent mieux son corps, c'est un bien-être aussi. Mais ce n'est pas si simple. On nous dit qu'il ne faudrait pas manger, mais on a envie de manger et puis il faut tenir le choc. Par contre, il n'y a aucun suivi de tout ça. J'ai vu des choses, des filles qui sont boulimiques, qui se font vomir pour rester minces, des médicaments, les amphétamines, des choses pour garder… pour que la fatigue ne prenne pas le dessus si on ne mange pas. C'est comme une rigueur. Il faut avoir le physique longiligne comme tout le monde.

— *Et cette homogénéité, on l'accepte pour le corps de ballet, pour monter ?*
— Voilà.

— *Mais il faut savoir se différencier aussi, il ne faut pas être trop homogène ?*
— Oui, mais pas physiquement. C'est vrai qu'on veut rester dans les normes parce qu'on a envie de monter. Maintenant, ça, ce n'est plus bon pour moi, c'est différent. Avant, on veut être dans les normes, parce qu'on veut monter. On veut être remarqué par son travail, mais être remarqué aussi parce qu'on a le physique, parce qu'on est dans les normes, et qu'on aura quelque chose en plus. Mais pour eux, ça a toujours été ça. Par exemple, je me souviens, à un moment j'avais un petit peu grossi, et puis ensuite je ne sais pas ce qui s'est passé mais j'ai maigri. J'ai maigri d'un seul coup mais ce n'était même pas un régime. Eh bien, il y a un danseur qui ne me disait plus bonjour, quelqu'un d'un peu fixé là-dessus, et qui me dit un jour, alors que j'avais remaigri : « Dis donc tu as bien minci, bonjour, ça va ? » Il m'a reparlé.

— *Vous voulez dire qu'il faut être physiquement reconnu par les autres pour exister ?*
— Voilà. Je me souviens que cela m'avait marqué à ce moment-là, et je me suis dit : « Ça va loin. On ne s'en rend plus compte parce qu'on vit comme ça au jour le jour, mais quand on est jeune, dans le corps de ballet »…

— *Ça vous est arrivé au début, quand vous étiez quadrille ?*
— Même sujet, mais plus jeune. Jusqu'à trente ans, on a toujours l'espoir de monter première danseuse, on veut prouver qu'on est bien, on veut prouver qu'on existe, que l'on peut servir. On veut tout prouver.

— *Qu'est ce que ça veut dire « servir » ?*
— « Servir », ça veut dire qu'on peut remplacer des rôles plus importants, qu'on est toujours là, qu'on est toujours présente, qu'on peut me demander en deux jours : « Tu vas faire cette variation. — Ok c'est bon, je gère » – et c'est parti.

— *Il faut être toujours disponible et ne pas avoir de problèmes ?*
— Voilà. « Non, non, je n'ai pas mal, je n'ai pas d'entorse, c'est bon, j'y vais. » On veut gagner sa place. Je pense qu'au début on veut être étoile. Ensuite, on veut que ça marche et être au moins première danseuse, ou au moins sujet, et après, première danseuse, on se dit que ça doit être génial, parce qu'il y a un moment où on reconnaît aussi qu'on n'a pas le mental. On reconnaît ses limites à un moment. C'est-à-dire que, quand on est petit, on veut être étoile. On veut être dans le corps de ballet et on veut être étoile. Après, quand on entre dans le corps de ballet, on veut monter. Ensuite, on veut être au moins sujet, parce que c'est déjà super, on fait des rôles de solistes. Après, on est fait pour monter ou pas. On a des limites, mais pas seulement le corps, c'est le mental aussi. C'est peut-être des limites techniques aussi, c'est plein de choses qui font que…

— *Cette reconnaissance, elle se réalise lors du concours annuel ou bien parce qu'on est plus ou moins bien distribué lors des spectacles* [5] *?*
— Ça se joue un peu sur les deux. Mais ça se joue plus sur l'année quand ils nous voient évoluer et quand ils nous voient dans le corps de ballet.

— *On rejoint alors le fait de toujours pouvoir servir, être disponible ?*
— Oui, mais ses limites, après, on les reconnaît soi-même. À un moment je me suis battue, mais je savais que je ne pourrais pas être étoile parce

5. Pour passer d'une catégorie à l'autre, les danseurs et les danseuses doivent se présenter à un concours annuel de promotion. Seul le titre d'étoile ne s'acquiert pas par concours mais par nomination du directeur de l'Opéra sur proposition de la directrice de la danse. L'encadrement des danseurs et des danseuses est assuré par trois maîtres de ballet et quatre répétiteurs qui dirigent les répétitions. Pour chaque soir de représentation d'un même spectacle, une distribution, établie par la directrice de la danse et les maîtres de ballet, définit qui dansera quel rôle.

que je n'avais pas le mental pour assurer. Je pleurais beaucoup. Je pleure beaucoup, je suis trop émotive, pas assez douée en pirouettes. Des choses qui font que je n'aurais jamais pu être étoile. Je n'aurais pas assumé.

— *À quel moment vous êtes-vous dit cela, à quel moment vous êtes-vous dit que vous n'aviez pas le mental pour être étoile ?*
— Quand on est jeune, tous les rôles, on y va. Et en vieillissant, peu à peu on perd ce côté innocence. Peu à peu, il y a des choses qui se réveillent. Alors, on peut évoluer dans un autre sens, pas dans la technique mais vers un apprentissage de la danse, un sens du mouvement, attraper la danse autrement. On fait un autre travail. Moi, j'ai dévié mon travail après pour autre chose, pour une qualité différente. Je sais aussi que je n'aurais jamais pu être étoile, parce que je suis trop faible. Faible de l'esprit. Je pense que chacun a sa place dans ce monde aussi, c'est un peu, comment dire, l'épurement naturel.

— *À partir de quand avez-vous décidé de dévier le travail vers autre chose ?*
— Je pense qu'à partir de trente ans il y a plein de choses qui font que l'on se dit : « Bon, un point, un point sur la vie, qu'est ce qui se passe ? » Et puis on donne beaucoup physiquement, comme dans tous les métiers on donne, mais on donne aussi physiquement, on donne ses tripes. On respire, c'est de l'art. Et ce n'est pas qu'on a envie de reconnaissance, mais la moindre chose peut nous atteindre beaucoup plus. Là, en fait, on donne tout, on fait tout, on donne tout ce qu'on a. On a l'impression de se vider, de tout donner. Et tout d'un coup ils vont être là : « Mais quoi, pauvre fille, non mais tu t'es vue ! » Et là, tu te sens perdue.

— *De qui parlez vous, des répétiteurs, des maîtres de ballet ?*
— Oui, les maîtres de ballet et les répétiteurs. Mais ils ne peuvent pas faire du psychologique sur chacun. Ce n'est pas facile de dire à tout un groupe : « Allez hop, là tu vas là. » Nous, on doit y aller donc de toute façon. Donc, en donnant tout ça, je pense que l'on est beaucoup plus touché par le retour. On a envie, je ne dirais pas d'une reconnaissance, mais on a envie d'être vue. Même maintenant, je faisais les dix-huit cygnes dans le corps de ballet, et je me souviens justement avoir demandé : « Mais tu m'as vue quand même ? » J'ai trente-six ans, qu'est ce que ça peut faire que l'on m'ait vue ou pas !!! Je suis là pour le ballet et je suis très contente. C'est génial de se dire qu'on est un élément du corps de ballet. Ça aussi, c'est la différence entre vouloir être soliste et puis le corps de ballet. C'est extraordinaire quand on est tous ensemble et qu'on

emmène quelque chose. Mes meilleurs souvenirs, c'était *La Bayadère*, la première fois que nous l'avons donnée, à l'entrée des filles, le public était fou parce que tout l'adage ce n'est que le corps de ballet. On sait que, sans le corps de ballet, s'il n'y a que des pas de deux, les gens s'embêtent. Et pourtant, je me demandais si on me voyait, et c'est ridicule. Mais à cause des douleurs, de toutes ces choses-là, on a besoin de se prouver qu'on ne fait pas tout ça pour rien.

— *Vous voulez dire que l'on est pas simplement un élément d'un groupe ?*
— Oui, c'est compliqué. Mais nous ne sommes pas tous pareils, à mon avis. Certains ont réussi à prendre beaucoup plus de recul. Mais moi, aussi, j'ai vécu la période Rudolf Noureev [6].

— *Il a fait beaucoup, lui, pour le corps de ballet ?*
— Il a remis l'Opéra de Paris sur un piédestal. On est partis dans le monde entier, c'est à ce moment là qu'on a été en Chine pour la première fois, ainsi qu'aux États-Unis et au Japon. Il a ouvert toutes les portes et il a remis la danse sur un plateau d'argent, avec son style. Lui, c'était le travail, tout pour la danse. Les services supplémentaires et tout ça, il s'en moquait, il fallait que les ballets soient prêts, et on répétait, on travaillait tous. On donnait 100 % de notre temps et on donnait notre vie, pour la danse, pour le résultat.

— *Pour Rudolf Noureev ou bien pour la danse classique ou l'Opéra de Paris ?*
— C'était un tout. Mais Rudolf demandait quelque chose qu'on voulait tellement qu'on donnait tout pour la danse, donc pour Rudolf. Mais c'était pour la danse, pour monter le ballet. C'est comme si on avait préparé un spectacle de fées, et on devait être une de ces fées, donc on donnait tout pour être dans ce spectacle magique. Et puis il y avait une précision de travail, ce n'était pas du copinage. C'était vraiment *le travail*. Il fallait y aller tout le temps. C'était un truc fou mais, par contre, il y avait une telle rigueur de travail, il s'énervait, il voulait que ça soit parfait. Donc c'est vrai que je suis d'une époque où il y avait une rigueur de travail, où j'ai tout donné, et j'ai peut-être eu du mal à me reculer un peu de l'Opéra. Et ce n'est peut être pas forcément le mieux. Tout le monde en parle de cette époque en disant que tous les ballets qu'il a

6. Rudolf Noureev a été directeur de la danse à l'Opéra de 1983 à 1989.

Le Ballet de l'Opéra de Paris dans *Le Lac des cygnes* de Rudolf Noureev (photo DR)

créés, toutes les choses qu'il a faites, ont redonné un souffle à l'Opéra. Mais plus encore qu'à l'Opéra, c'est à la danse en France.

— *Mais dans ce cas, quelle place peut-on laisser pour avoir une vie privée ? la danse prend toute la place ?*
— Oui, justement, à l'époque Rudolf Noureev, j'étais jeune, et c'est un détail qui peut paraître idiot mais j'ai eu mon premier petit copain à vingt-deux ans. Et il a mis huit jours pour m'attraper la main. Mais j'avais tout donné, c'était la danse. Je ne voulais rien. C'était dur aussi avec mes frères et ma famille parce que je ne voulais rien faire. J'étais à la maison et j'étais dans la danse.

— *Vous voulez dire qu'il n'y a plus de place pour donner autre chose ?*
— Voilà, exactement. Et il y a un moment où on se réveille et on se dit : « Il faut quand même que je voie un petit peu autre chose. » On pourrait crever parce qu'il y a un moment où la danse vous lâche : il peut y avoir un accident ou alors il y a la retraite, il y a plein de choses. Mais justement, il y a un moment où il faut peut-être, où il faut quand même… Et puis il est vrai qu'on faisait des horaires pas possible. Ici donc pour sortir entre amis, c'est difficile.

— *À l'époque de Rudolf Noureev ?*
— Oui, mais c'est vrai même maintenant parfois. On a des horaires, avec les soirées, les machins, on ne peut pas aller au cinéma pour changer. Mais on est bien comme ça, il n'y a pas de souci. Donc sa vie privée on la fait après, justement parce qu'il y a le côté Opéra et puis il y a l'autre côté qui nous sauve aussi, qui nous fait respirer.

— *Est-ce que c'est quelque chose qui se fait aussi à partir de trente ans quand on commence à se poser des questions ?*
— On l'a un peu avant parce que, forcément, on vit un petit peu avant trente ans. On a sa petite vie, on est content d'être un peu dehors, parce qu'on a beau tout donner ici, il y a une place pour cent personnes. Donc il n'y a que des bons mais il n'y a qu'une place. Donc quatre-vingt-dix-neuf personnes vont pleurer. Ce n'est quand même pas facile, c'est un groupe d'élite, mais ils te demandent encore l'élite et donc, forcément, il y a beaucoup de perdants. Et ils jouent aussi : un jour : « Toi, t'es bien » ; le lendemain : « Pousse toi, va jouer ailleurs. » Ils ne sont pas toujours faciles. Mais à partir de trente ans…

— *Tant qu'on est dans le corps de ballet, qu'on est pas danseur étoile, on n'est qu'un membre d'un groupe ?*
— On est membre d'un groupe, et quand on voit les ballets, on se dit : « Mais tout le monde est bien. » Donc tout le monde pourrait avoir sa chance. Et puis il y en a un qui va avoir la courte paille, pas l'autre, c'est très dur. Alors, c'est sûr, il y en a qui ont un talent, un truc, ils passent de l'autre côté de la rampe. Il y a des gens qui ont ça en eux. Ils sont sur scène et, tout d'un coup, ils ont leur place, ils devaient être solistes, ils devaient être étoiles. Mais en même temps, on voit que s'ils préparent quelqu'un, si tout le monde s'y préparait, chaque personne, tout le monde pourrait donner quelque chose dans cette maison. Ce n'est même pas de l'injustice, parce que forcément ils ne peuvent pas avoir cent cinquante étoiles. Ce qui n'est pas bien, et là où ça pourrait se passer mieux, c'est que les étoiles sont les étoiles, et au lieu de mettre en valeur le corps de ballet, c'est : « Le corps de ballet, on ne leur parle pas. »

— *Est-ce que c'est plus facile d'être sujet quand les étoiles sont absolument incroyables, cela justifie davantage sa place ?*
— Oui, mais au début on ne se pose pas toutes ces questions, on fait son chemin. Et puis on danse beaucoup, donc on est content. Vers la

trentaine, je me suis dit : « Bon, maintenant ma fille, si la danse te lâche un peu, tu fais quoi ? Tu es dehors, tu ne peux rien faire, tu ne sais rien faire. » Il y a un moment où il faut arriver à dire : « Moi, je ne suis pas que de la danse, je ne suis pas qu'une danseuse. » Sinon, à quarante-deux ans ou à quarante ans, on s'en va et on peut se suicider parce qu'on n'a plus rien, puisqu'on nous retire la danse [7]. Il y a un moment où il faut arriver à faire la part des choses.

— *Mais l'Opéra n'assure-t-il pas une forme de deuxième carrière, dans les centres chorégraphiques, dans les écoles, ou même à l'Opéra ?*
— Ce n'est pas si simple. Je pense à une autre étoile, par exemple : quand elle est partie, deux jours après le jour de sa retraite, ils lui ont dit : « Tu vides ta loge, on va en mettre une autre. » On est quand même des pions.

— *Ça veut dire que quand on ne danse plus on ne fait plus partie du groupe ?*
— Non.

— *Mais quand une ancienne danseuse ou un ancien danseur décède, est-ce que l'Opéra fait quelque chose ?*
— Non, sauf si c'est des grands noms de la danse, mais pas pour le corps de ballet. Mais lorsque ma copine s'était arrêtée, je lui ai organisé un pot de départ. Elle, sa hanche a lâché. Mais justement, sa hanche a lâché parce qu'on lui avait tellement dit ces histoires de régime qu'elle n'a pas mangé de gras pendant tellement d'années qu'elle a fait des carences très importantes, et que là, à trente-cinq ans, elle prenait des médicaments que prennent les vieilles personnes pour refaire ses os. C'était l'Opéra qui lui avait dit : « Tu dois être maigre. » Mais après, ils s'en moquent du reste. Une fois, j'ai fait une dépression. J'ai téléphoné pour dire : « Aujourd'hui, je ne pourrai pas venir à l'Opéra. » Et on m'a répondu : « Ce n'est pas grave, tu sais, il y en a un qui part, il y en a un qui revient, on s'en sort toujours. » Eux, ils ont une entreprise.

— *Est-ce que cela a été dur justement quand Noureev est parti, par rapport à la reconnaissance du travail ? L'engagement était aussi lié à lui ?*
— Oui, je me souviendrai toujours, il avait déjà quitté l'Opéra, mais je savais qu'il était malade, et je regrette de ne jamais être allée le voir pour lui dire merci pour tout ce qu'il avait apporté, toutes les connaissances

7. Quarante-deux ans est l'âge obligatoire de la départ à la retraite fixé par la convention collective des danseurs et danseuses de l'Opéra de Paris.

de danse, de travail. Je n'osais pas. Je me souviendrai toujours, on était partis pendant les vacances, on faisait un petit spectacle de danse, et je m'en souviendrai toujours, c'était un 6 janvier, et à la fin du spectacle ils ont dit : « Nous dédions ce spectacle à Rudolf, qui nous a quittés aujourd'hui. » Et là, j'ai eu l'impression de perdre un père, mon père de la danse, celui qui m'avait tout appris. Et j'étais vidée. Je me suis dit que je ne pourrais pas continuer, parce que finalement ça devient un peu son dieu que l'on idolâtre. Mais quand on prend un peu de recul, c'est super parce qu'après on fait son métier pour soi. On travaille pour soi. S'il y a des trucs qui ne vont pas, « eh bien je ferai mieux demain ». On fait tout pour soi. Et lorsqu'on arrive aussi à ne pas faire que pour eux, parce qu'il y a un moment où l'on donne tellement que ce n'est plus que pour eux, pour la direction, pour ceux qui nous font répéter, on veut être bien et on n'existe même plus. C'est pour ça d'ailleurs que lorsqu'ils disent : « Ce n'est pas bien », tu es mort !!!

— *C'est aussi pour cela que tant de personnes se présentent au concours tous les ans ? C'est pour montrer que l'on est prêt à donner ?*
— Cette année, je devais repasser le concours alors que je ne comptais pas du tout monter première danseuse, mais pour prouver encore, pour pouvoir dire : « Voyez, je suis encore là ! » Je ne sais même plus pourquoi on fait tout ça, parce qu'on aime notre métier. Par exemple sur *Le Lac des cygnes*, c'était assez flagrant, je trouvais le même bonheur à faire les dix huit cygnes que les quatre grands. J'y allais vraiment dans un sens de travail, je le faisais tellement pour moi, c'était extraordinaire de faire tout ça. En plus, pour le corps de ballet, c'est super intéressant.

— *Vous voulez dire qu'accepter de ne pas monter dans la hiérarchie permet de changer son engagement, de s'intéresser à autre chose ?*
— Oui, et par exemple sur *Le Lac des cygnes*, je me suis beaucoup occupée des petites jeunes de l'École de danse. On doit transmettre aux jeunes. Dans ces cas-là, s'ils aiment bien, on s'occupe des jeunes. Mais ce sont des choses naturelles.

— *Comment se passe cette transmission avec les jeunes alors ?*
— Par exemple, pour *Le Lac des cygnes*, il manquait tellement de monde que nous avons dû prendre des filles en première division à l'École de danse. Ils les ont balancées comme ça, après leur avoir appris les pas. Mais justement parce que j'avais appris sous Rudolf comment faire *Le Lac*

des cygnes, je n'avais pas envie qu'elles le fassent n'importe comment. Je voulais qu'elles comprennent. Donc je les ai prises toutes seules, et je leur ai expliqué. Comme il y a un minimum de services, il n'y a jamais le temps. On leur dit : « Apprends le pas, on te met là, tu es sur ta ligne, tu te mets le bras là, voilà. » Alors que pour le haut du lac, tu dois être au-dessus mais on se cache les uns les autres. C'est plein de choses comme ça. On est fait pour ou on ne l'est pas. Je ne suis pas faite pour être soliste mais j'adore ce groupe, quand on monte quelque chose tous ensemble, la transmission, m'occuper des jeunes aussi. J'aime beaucoup tout ça.

— *Et pour* Le Lac des cygnes*, ça ne se passait pas très bien ?*
— Ça ne se passait pas bien parce qu'on bouche des trous avec les élèves de l'École, et on envoie *Le Lac des cygnes* comme ça.

— *Ça doit être dur de voir ça quand on a monté ce ballet avec Noureev ?*
— C'est terrible et c'est pour ça que j'ai dit : « Je préférerais m'arrêter que de danser un *Lac des cygnes* comme ça. Avec Rudolf, on dansait pour une classe, une précision de danse, et là on va faire quoi ?! » Je pense que là, on était au summum de la catastrophe. On ne peut pas présenter un *Lac des cygnes* comme ça, ce n'est pas digne. Si l'Opéra de Paris est une institution, avec un passé de travail, de perfection, de style, alors qu'est ce qu'on fait là ? On vend des lignes, tout le monde est en ligne, et même si l'on n'est que neuf, c'est beau neuf filles en ligne.

— *Cela pose un problème pour la transmission de la tradition alors ?*
— Oui, et c'est pour ça que les petites, je les avais prises dans un coin. Je leur avais dit : « Je ne peux pas vous laisser faire n'importe quoi, je ne peux pas. » Rudolf nous prenait une à une pour nous mettre en pause, pour voir si on était bien, il voulait qu'on ait une perfection du mouvement, une perfection du style. C'était pour moi et pour elles, et elles étaient super contentes. Le jour de la dernière, elles m'ont toutes offert une boite de chocolats, avec une photo et un mot signé pour me remercier. J'ai trouvé ça super touchant. Je leur avais permis d'approcher quelque chose aussi. C'est ça, en fait, la transmission.

— *Même si on n'est plus dans la compétition pour monter, ce qui est important, ce pourquoi on danse, c'est pour garder la tradition, on est la preuve vivante de la tradition française. S'il n'y a plus ça, il n'y a plus rien ?*
— Oui, voilà. Et là, justement, comme il y a eu le concours en même temps, il y avait beaucoup de filles qui étaient au bord des larmes. À un

moment, j'avais dit à la répétitrice : « Tu ne te rends pas compte que là, ce que tout le monde fait, c'est pour vous. On fait tellement n'importe quoi qu'on le fait vraiment pour vous. » Mais tout le monde est à bout, et je pense qu'on ne le faisait même plus pour la danse, on le faisait pour leur plaire et montrer ce spectacle. Nous, nous n'avions plus envie de montrer un spectacle comme ça. Un jour, tout le monde était à bout, et ils lancent les distributions pour le ballet d'après. Et c'est toujours pareil, ils vont aider toujours les mêmes. Je lui ai dit : « Tu vois là, si les filles n'étaient pas consciencieuses, il y en aurait trois qui seraient parties. Elles pleuraient tellement qu'elles avaient envie de tout lâcher. » Et je lui ai demandé : « Mais pourquoi vous ne pouvez pas attendre pour donner ces distributions ? Vous savez très bien que, de toutes manières, vous en blessez tout le temps. » On est des pions. « Vous ne pouvez pas attendre qu'on ait fini la semaine, qu'on ait fini la série ? Ce n'était pas urgent. Vous ne pouvez pas penser une seconde que là on tient pour vous, pour vous faire vos spectacles ? » Un petit coup derrière la tête !!! Ils ne comprennent pas : « Qu'est ce que tu as, tu es triste, tu pleures ? Pourquoi ? C'est quoi ton problème ? »

— *Mais pourtant, ceux qui dirigent, ils ont été danseurs avant ?*
— Souvent ce sont des gens qui ont été surtout solistes, et ce n'est pas la même chose. Ils ne comprennent pas. À partir du moment où tu as été soliste, même premier danseur, tu n'as pas la même vie.

— *Mais les répétiteurs qui étaient sur* Le Lac des cygnes*, ils savent le monter quand même ?*
— Ils ont tous les deux travaillé avec Rudolf. Mais le jour de la générale, ce n'était presque plus les mêmes filles qu'aux répétitions. Donc ce qu'on a fait en un mois et demi, il a fallu que la répétitrice le refasse en deux ou trois jours avec d'autres. Il ne faudrait pas que ce genre de situation se reproduise. On montre une mauvaise image de l'Opéra. L'image de l'Opéra, c'est une chose, mais c'est encore plus dur pour nous qui avons été de cette époque où on a demandé une telle précision. Par exemple, lorsqu'on faisait *La Bayadère* avec Rudolf, il y avait quelqu'un qui filmait les pauses, qui filmait nos jambes, pour voir si on était bien placées, pour voir si on était exactement dans l'idéal de la position. Et tout ça, c'est un travail qui fait aussi le style particulier de la danseuse de ballet de l'Opéra de Paris, et de la danse française.

— *Quand Noureev est parti, vous n'avez pas pensé à partir ou à aller ailleurs ?*
— Un moment, j'ai voulu partir un an. Mais non, on veut garder, on veut sauver, on reste Rudolf Noureev, et c'est là. Je suis la ligne Rudolf Noureev. On reste très peu, mais il y a comme ça quelques éléments Rudolf Noureev. On conduit une ligne, et là, quand on a remonté *Le Lac des cygnes*, les plus jeunes, pas forcément de l'École de danse, ont demandé à certaines danseuses, ou moi, qui avions toutes travaillé ces choses-là : « Comment ? Pourquoi ? » Forcément, ils en avaient besoin.

— *Il reste très peu de personnes qui savent encore ?*
— Oui, parce qu'il y a eu un abandon aussi. On peut se battre un peu, mais il y a des moments où c'est dur. À un moment, on remontait *La Bayadère*, on était quelques-unes à avoir travaillé avec Rudolf, c'était notre dernier ballet avec lui, et le répétiteur ne voulait pas nous écouter. Il voulait garder son territoire et donc on obéissait à sa loi. Et ce que nous savions, qu'on aurait aimé donner, on n'en avait même plus le droit. Il fallait qu'on se taise. C'était une période très dure parce qu'on voulait juste aider, dire : « On se souvient de ça. » C'est le cœur qui parle. Heureusement, il y a des gens qui garderont quand même des choses.

Entretien réalisé par Joël Laillier,
le 16 janvier 2006

Doctorante à l'université Paris VII, Christel Coton réalise une enquête sociologique sur le corps des officiers dans l'armée de terre. À la suite d'une observation participante de cinq mois à l'école d'état-major (Compiègne), elle a rencontré le capitaine Vernon, un officier stagiaire, qui s'était montré curieux du questionnaire qu'elle distribuait alors aux promotions successives de l'école. Les rencontres et les entretiens se sont succédé sur plusieurs mois.

Au service du mythe

Récit d'un capitaine de l'armée de terre

LE CAPITAINE VERNON est officier et saint-cyrien. Âgé d'une trentaine d'années, sa vie de militaire a pris un tournant depuis près d'une année. Après avoir passé sept ans dans un régiment du génie militaire, au contact de *ses* soldats, il doit à présent retourner en école et rejoindre les états-majors pour préparer les concours de l'enseignement militaire supérieur et ainsi s'engager vers les grades et les fonctions dévolues aux officiers supérieurs et généraux. Il vient de rendre le commandement de sa compagnie et, dans les plis du fanion qu'il a remis à son successeur, il voit disparaître tout ce pourquoi il dit s'être engagé : le terrain, le combat, le mythe de l'officier et du soldat habités par un idéal proprement militaire, dont nul civil ne saurait réellement saisir la portée. Voici un extrait du discours prononcé par Vernon lors de la remise du fanion de sa compagnie :

> « D'ordinaire, un type qui quitte sa compagnie est triste, descendu de son piédestal confortable, angoissé par sa nouvelle condition beaucoup plus anonyme. Bientôt, les comptables des unités vont arracher ma photo du panneau "Nos chefs" et la jeter à la poubelle avec les autres choses périmées. Dès demain, je vais me servir moi-même mon café tout seul et je vais même laver ma tasse. Nier une certaine amertume serait futile, mais en même temps, je ressens une sorte d'enthousiasme, car je vais pouvoir maintenant, en spectateur, vous regarder prendre votre envol, tel

> l'oisillon hasardeux et maladroit à qui j'ai essayé d'apprendre à voler. Vous connaissant, je suis serein.
>
> Dans les plis de ce fanion, j'enterre sept ans de ma vie en compagnie de combat. […] Je reverrai défiler en pensée vos têtes de cinglés croquées par le terrain et la vérole devant mes yeux nostalgiques, le regard perdu dans le vide. […] Devant mes camarades ébahis et pétris d'admiration, [je dirai] : "On a fait péter des tonnes d'explo, on a tout cramé au lance-flamme, on a défouraillé dans tous les sens, on a tiré à l'obus de 142, […] on a raflé les kalachs des Serbes, on a fouillé de nos doigts sales la terre polluée du Kosovo, fusil à la main, camouflage sur la gueule, grenades dans les poches, pas lavés depuis trois jours, les traits tirés par la fatigue et les yeux brillants de fièvre. C'est ce qui me restera pour mes vieux jours. Tout cela est à moi pour toujours, rien ne pourra me l'enlever." »

Prochainement affecté dans un grand état-major, il ne cesse d'en déplorer le caractère inhumain et bureaucratique. En stage pour cinq mois à l'école d'état-major, il revient sur tout ce qui a pu accompagner son engagement dans l'armée. Devenu un de mes informateurs privilégiés, il n'a cessé de me parler du « mythe de pur milouf » dont il se sent traversé, de ce côté « mytho » forgé en école de formation il y a bientôt dix ans, mais dont il ne peut se démarquer aujourd'hui : « Ça m'embête un peu ce côté mytho. Mais j'aime bien. Je sais que ça fait un peu puéril, un peu gamin. » La force de son idéal perdure malgré les démentis parfois douloureux et cruels des conditions et des registres de sa pratique professionnelle quotidienne. Tout ce qui le sépare aujourd'hui du jeune saint-cyrien tout juste consacré – « un peu con et un peu grave » – qu'il était autrefois ne l'empêche pas de toujours vouloir activer dans ses pratiques, tant sociales que professionnelles, des traits faisant écho aux valeurs qu'il entend incarner par sa position d'officier et de soldat.

Loin de véritablement avoir les moyens institutionnels, physiques et historiques d'incarner le « soldat de guerre » dont il rêve – issu d'une arme de soutien (le génie), il ne peut prétendre incarner le « guerrier » décliné dans l'institution sur le modèle des armes de mêlée [1] ; officier dans

1. Infanterie et arme blindée cavalerie, plus particulièrement quand elles s'inscrivent dans des spécialités telles que les troupes aéroportées, les troupes de marine, les chasseurs alpins ou la Légion étrangère.

une « armée en temps de paix », il mesure la rareté des coups d'éclat possibles « au feu » –, le capitaine Vernon bataille et donne à voir, sous la forme d'un cas exemplaire, comment la croyance en un idéal (forgé et entretenu tant par l'institution que par un travail collectivement mené par l'ensemble de ses agents) contribue à poser les bases d'une philosophie professionnelle pratique partagée entre officiers et fortement suggérée aux jeunes soldats, où le rapport sublimé à la fonction, forgé notamment en école, appelle avant toute chose un engagement et une disponibilité allant au-delà des strictes obligations du service courant tel qu'il peut être défini dans les règlements encadrant la pratique professionnelle des militaires (réduction du temps de travail, arrêt maladie, congés, etc.).

Le temps long de la socialisation au mythe

Inscrit de longue date dans une institution qu'il a commencé à fréquenter dès son enfance aux côtés de son père officier, issu du corps des sous-officiers puis, dès le lycée, dans des établissements militaires explicitement tournés vers la préparation du concours d'entrée à l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, Vernon n'a cessé de me raconter combien ces années de scolarité en internat ont contribué à forger sa culture militaire et ce qu'il appelle aujourd'hui, comme beaucoup d'autres officiers rencontrés, son « côté mytho ».

Nous évoquons notamment à plusieurs reprises la pratique du « bahutage », terme employé par les militaires pour désigner la forme noble du rite d'intégration militaire qu'ils entendent toujours bien distinguer du bizutage « idiot » des écoles civiles ou de l'université, en faculté de médecine.

> « Moi, partout où j'ai été, je me suis fait bahuter. En lycée militaire, c'était encore autorisé. En corniche [2], ça l'était un petit peu moins, et puis à Cyr… il ne fallait pas y compter. L'encadrement l'interdisait, mais ça ne fait rien, il y avait quand même du bahutage, clandestin. […] Au lycée, les élèves aimaient se saluer dans les règles militaires : on se mettait au garde à vous, on se présentait entre nous. Lorsque j'étais en corniche, avec mes

2. « Corniche » est le nom donné aux écoles préparatoires militaires.

> potes, on portait sous le treillis des bretelles rasta, parce qu'elles étaient aux couleurs de la Légion. […] Si un mec qui n'était pas carré [3] portait ces bretelles rasta, on le pourrissait. On lui démontait la tête. C'était interdit. Moi je me suis pris des jours de punition pour avoir pourri un mec comme ça. »

Les récits de « bahutage » tournent toujours autour de l'alcool et de la mise à l'épreuve physique. Vernon évoque une séance imposée à ses « bazars [4] ».

> « Je revenais d'un stage en Russie et j'étais persuadé de pouvoir descendre bien plus de vodka que les autres. Un camarade avait une bouteille en piaule. Je la bois au goulot, un premier tiers… tout va bien, je continue. Le deuxième tiers, puis le troisième. Alors, j'étais en forme. Je lance l'idée qu'il faut aller faire une petite visite aux bazars. On débarque dans leur piaule. Série de pompes. Moi, j'alignais les pompes comme je ne les ai jamais alignées ! Pas de soucis, je voyais les autres, effondrés, à ne plus pouvoir remonter. Des dizaines et des dizaines de pompes. Pas de souci pour moi. Et puis, j'arrête le truc… et… impossible de me relever. Impossible. Alors, putain, ça craint. Je prends sur moi à fond, un effort pas possible, j'arrive à me relever, faut rester digne. Je sors de la piaule. Dehors, blah ! Je m'effondre complètement. C'est mon pote Y. qui m'a ramené sur son dos jusqu'à l'étage. Il m'a "benné" dans mon lit, avec le seau cohésion [5]. Il paraît qu'après, je lui gueulais "Ta gueule !" dès qu'il m'adressait la parole. Je ne supportais plus le moindre bruit. Et le lendemain, il y avait le cross de l'école ! Je vais à l'infirmerie, je balance direct à l'infirmière que j'ai bien chouillé [6] la veille, histoire qu'elle fasse quelque chose pour moi. Pas de problème, elle me fait une piquouze, "avec ça, ça devrait aller". J'ai résorbé [7] comme un malade pendant tout le cross. »

---

3. Est « carré » celui qui incarne la droiture de l'officier ou du vrai militaire : une bonne façon d'être « dans l'esprit » et de bonnes façons de faire.
4. Terme d'argot officier, le « bazar » désigne le « bizu », le petit nouveau.
5. Le seau à serpillière, pour vomir.
6. Boire plus que de raison.
7. Souffrir physiquement

Si la majorité des anecdotes évoquant la période du « bahutage » insiste sur la dimension physique des épreuves, où il importe de tenir l'effort autant que l'on « tient » l'alcool (que l'on soit du côté des « bazars » ou de celui qui les commande), les récits de Vernon suggèrent aussi et surtout combien la période du « bahutage » et, plus généralement, les périodes passées en établissements militaires, sont propices au déploiement encadré par le groupe d'un rapport sublimé et intellectualisé à la fonction militaire, qui passe par la sollicitation de qualités perçues comme littéraires, où il importe de poser des *mots* et des *images* partagées sur le plaisir de tendre vers une incarnation « chic » de la figure du soldat.

Une version sublimée de la fonction militaire et du statut d'officier

La transmission de la culture militaire semble à première vue toujours devoir passer par du strict apprentissage *par cœur.*

> « Les plus anciens, ils veulent que les bazars récitent des morceaux entiers du cahier tradi [8], impeccablement, sans hésitation, sans pause, parce que sinon : "Plouf !" Ils disent "Plouf", et ça veut dire que tu dois aller te foutre à l'eau. Et en hiver, c'est pénible. […] Et tu vois, en corniche, on apprenait des vers par cœur. Une poésie par jour. Tu vois, je peux te balancer des vers, là. Tiens, d'ailleurs, je le fais. Allez j'y vais. Tu n'as pas les yeux verts, mais tant pis… » [*Il me récite le premier poème de l'année, dont il dit encore se souvenir.*]

Si les techniques d'imposition scolaire du « bahutage » autorisent la transmission d'éléments de culture institutionnalisés et consignés sous forme de textes reproduits dans les « cahiers tradi », le passage en école est également propice à des formes *a priori* moins contraignantes de transmission d'images et de représentations partagées, moins folkloriques mais non moins efficientes : la lecture d'ouvrages spécifiques circulant,

8. Le « cahier tradi » est un recueil de textes, de gravures et de photographie illustrant les valeurs canoniques de l'officier : le panache, la gloire, le courage, l'honneur, la jeunesse.

sous le manteau, entre élèves, et la découverte de films mettant en scène la vocation militaire forgent un idéal appelé à perdurer où le fait d'arme côtoie l'honneur de l'officier.

Des films canoniques comme *La 317e Section* ou *L'Honneur d'un capitaine* de Pierre Schoendoerffer viennent nourrir les supports littéraires classiques d'images et de répliques cultes dont j'ai pu apprécier la diffusion chez les capitaines que j'ai été amené à fréquenter en école. La mise en scène d'officiers engagés « au feu » tiraillés entre impératifs opérationnels et honneur, le travail d'héroïsation d'un jeune saint-cyrien porté à bout de bras par un adjudant un peu bourru, lui transmettant son savoir-faire de guerrier et l'enjoignant à l'humilité pour véritablement conquérir son titre de saint-cyrien émeuvent encore les capitaines qui organisent ces séances de cinéma collectives, le soir, autour du lecteur DVD de la salle de classe.

> « Maintenant, tu as de supers effets spéciaux, c'est super réaliste. C'est bien pour rendre l'action. Mais c'est pas ce qui me fait chialer. Moi, je pense toujours à *Fort Saganne* : le mec qui est dans son fort, et c'est Depardieu qui le joue. Il sait que le prochain assaut sera le dernier. Alors, il va chercher une caisse qu'il avait gardé fermée jusque-là. Il sort sa plus belle vareuse, avec les insignes et les décorations. Et il la passe. Il veut mourir avec… Alors, là, je verse une larme. »

À l'occasion d'une de nos rencontres, Vernon me présente son « Anthologie du mythe », une compilation, qu'il a réalisée lui-même, d'extraits de textes littéraires l'ayant marqué au cours de sa scolarité. Y figurent notamment des passages d'Ernst von Salomon, un auteur dans lequel il se reconnaissait particulièrement en école, et dont il a patiemment recopié des pans entiers pour m'en donner une version numérique satisfaisante. Il me les lira à haute voix visiblement ému et ravi, en cherchant le ton le plus à même de retranscrire et d'identifier les émotions que ces lectures lui inspiraient à l'époque. Il me présente certains passages comme des « trucs qui pourraient servir à l'instruction des soldats ». Mais il précise toujours très vite que les simples « sapeurs [9] » font le plus souvent preuve d'un faible intérêt pour la littérature ou l'histoire. Il me raconte dans le détail les trames romanesques de ces récits de von Salomon où l'on

9. On désigne par « sapeur » les soldats servant dans le Génie militaire.

voit notamment un jeune cadet intégrer l'école militaire vers neuf ou dix ans. Il m'explique que, compte tenu de son âge, ce « gamin » ne pourra être mobilisé que la veille de l'armistice de 1918. Il insiste sur cette date fatidique faisant de « ce gosse » un combattant qui ne pourra pas participer aux combats, point d'ancrage d'une blessure qui le poursuivra toujours. Il est difficile de ne pas comprendre comment, aujourd'hui, cet auteur peut ressurgir avec autant de force chez Vernon, un capitaine ayant terminé son temps de commandement et n'ayant de cesse d'évoquer son désarroi à n'avoir jamais vraiment été au feu. Il m'évoque dans le détail une suite d'ouvrages de von Salomon et d'Ernst Jünger, ainsi que des biographies de généraux allemands dont il a progressivement eu connaissance grâce à l'intense travail collectif de transmission pris en charge par les élèves officiers, des plus anciens vers les plus jeunes.

> « Ah, mais ce n'était pas du tout au programme de l'école ! Tu rigoles ! C'est trop… C'est pas politiquement correct ! Si ça se savait ! Si les journalistes savaient que les élèves officiers lisent des bio de généraux allemands !… Non, parce que, les corps francs d'Ernst von Salomon, il y en a qui disent que ça a un peu été le terreau du nazisme, tu vois. Mais Ernst von Salomon, il n'a pas été nazi. Mais dedans, évidemment qu'il y en a eu… Alors ça ne peut pas être au programme, surtout pas ! […] Mais je peux te dire que tous les officiers, ils connaissent ça, hein. Tu vois, la semaine dernière, on avait un repas de groupe avec le colonel [leur enseignant]. La discussion est partie là-dessus. À la fin, on a passé tous les bouquins en revue. "Et ça, tu as lu ?" Et, tu sais, quand tu vois un mec que tu ne connaissais pas plus que ça avant, qui te dit qu'il a lu un bouquin qui t'a marqué, et que lui, c'est pareil… tu vois, même si *a priori* on est loin, il se passe un truc ! Vous avez quelque chose en commun ! Tu te dis que lui aussi ça l'a fait triper ! »

Les récits de Vernon font apparaître ces années d'école comme un ensemble autonome, que tout semble opposer à celles passées ultérieurement en régiment. Cette période est marquée par des lectures au travers desquelles on forge *le mythe*, où il peut arriver qu'on glisse un bulletin pour Le Pen dans l'urne – « Aujourd'hui, je ne vote pas » –, où l'on contemple les « intégrants », ces « anciens » qui reviennent triomphants

pour une soirée *prestige* au lycée, parés du « casoar » tant convoité par tous les « cornichons » [10].

Si l'on veut comprendre l'intensité et la raison d'être de ce que cet officier présente comme le « côté mytho » du « boulot » de l'officier, il faut bien mesurer que, dans son cas – qui est loin d'être unique puisqu'il fait écho à un parcours relativement canonique pour un saint-cyrien –, son inscription dans l'institution s'est avant tout faite en école, où il a passé dix de ses dix-huit premières années en milieu militaire : trois ans en lycée militaire, trois en classes préparatoires militaires, trois en école d'officier, puis une année en école d'application pour, au final, ne compter *que* sept ans de métier en régiment. Si les écoles militaires amènent progressivement leurs élèves officiers à se familiariser au métier et au travail effectif qui leur sera demandé en régiment – c'est notamment le rôle des écoles d'application –, l'arrivée en corps de troupe sonne souvent comme une confrontation avec la réalité des pratiques, des conditions de travail et le profil social des subordonnés. Engagés dans un métier dont ils ont avant tout cultivé une version sublimée et intellectualisée, ils se heurtent et disent parfois devoir composer avec une réalité, qualifiée, à mots couverts, de décevante. Sans avoir, et de loin, le monopole d'un rapport sublimé à leur pratique et à leur métier – le terme « mytho » circule et travaille également les pratiques et les attitudes de leurs subordonnés –, les saint-cyriens tendent à se décrire comme « seuls face à leur mythe ». La forme et les espaces de déploiement de *leur* mythe, très intellectuels et livresques, tranchent avec les formes et les incarnations du *mythe* de leur subordonnés ou de leurs collègues non saint-cyriens, plus rigoureusement pratiques – chez eux le « terrain » et la figure du guerrier sont plus volontiers déclinés dans des usages langagiers doublés d'un travail de personnalisation du treillis rendu plus saillant ou « ops' », opérationnel : exagération du recours au vocabulaire guerrier importé des échanges radio, usage outrancier d'un argot de combattant, valorisation des accessoires faisant « mili » (couteau, béret et treillis retaillés façon commando). Les saint-cyriens emploient bien sûr eux aussi pareils registres. Il n'en reste pas moins qu'ils ne peuvent, une fois esseulés en régiment, où ils ne représentent qu'une minorité des officiers, manipuler et user de leur version livresque du mythe, sans se voir taxer d'« intellos » et d'« officiers

10. Le casoar est la coiffe cérémoniale des saint-cyriens ; et on nomme « cornichons » les élèves des classes préparatoires militaires.

de salon » [11]. Vernon m'explique comment, aujourd'hui encore, il se sert de ses références littéraires pour « donner un certain cachet… *mine de rien* » aux nombreuses productions écrites qu'il réalise pour le service courant (notes de service, cahier d'ordre).

Le récit des années passées en « corniche » reste marqué par la force d'un idéal se déployant tout à la fois dans la déclinaison d'une version sublimée du statut d'officier et dans une tension vers le « terrain », le combat, que Vernon se présente comme près à engager et à mener dès son plus jeune âge.

> « Quand on était en corniche, on était allé visiter un régiment de Spahis. Ils rentraient tout juste [de la première guerre] du Golfe. C'est à peine si ils avaient défait les paquetages. Il y avait encore du sable au fond des caisses. Ça sentait l'Irak, je te jure ! ça sentait le désert ! Moi, on m'aurait demandé de signer à la sortie, je signais comme première classe… *Comme première classe*, je signais d'entrée, sans problème !… Mais j'ai bien fait de ne pas le faire parce qu'ils ne sont pas repartis. »

Les déconvenues professionnelles

Les souvenirs recomposés et mobilisés à l'occasion de nos rencontres – où il s'engage dans un processus d'introspection rétrospectif l'amenant à rechercher dans ses archives des photos et des documents qu'il me confie, mais aussi à recontacter des camarades perdus de vue à la sortie de l'école – évoquent simultanément le poids du mythe *et* les prémices des déconvenues à venir. En faisant de ces années en école un espace-temps autonome traversé par une forme de croyance pure, il n'a de cesse de souligner combien l'entrée dans la vie active militaire, notamment en régiment, menace tout autant qu'elle déçoit les principes forgés dans les enceintes closes des écoles militaires.

---

11. Exhiber trop brutalement des ressources littéraires peut être stigmatisant : en régiment, un jeune lieutenant saint-cyrien me confie son « cahier tradi » après un entretien – « pour voir ». Surpris « en flagrant délit » par un vieil adjudant-chef, il subit alors une volée de remarques acerbes stigmatisant la stérilité des réflexions sur l'engagement et la vocation.

Le poids du quotidien menace tout d'abord l'attention au corps caractéristique des années passées en école :

> « À Coët [12], et aussi en corniche, on était des vrais athlètes. Dans les douches, je faisais mes dix-neuf tractions, d'entrée de jeu. Le sport, c'était coef' dix pour le concours. […] Aujourd'hui, je ne tente plus les tractions, ça me ferait trop mal de voir que je ne peux plus en faire autant. Tu sais, au fil des ans, il y a la visite médicale. Et la courbe de poids grimpe doucement. Le toubib, il te le dit : "Attention, il faudrait faire attention." Mais tu ne fais pas gaffe. »

Par ailleurs, les conditions d'emploi de l'armée française aujourd'hui laissent peu entrevoir les espaces possibles de véritables combats où l'on pourrait donner à voir ses qualités de guerrier pour enfin soumettre l'engagement sublimé à l'épreuve de la pratique. Les « récits de campagne » de Vernon font toujours écho au drame de ne pas avoir personnellement connu l'épreuve du feu et, par extension, ils soulignent la dimension peu guerrière de l'armée française.

> « Et je sais que maintenant, c'est fini. C'est trop tard. Pour la dernière guerre du Golfe, avec l'offensive américaine sur Bagdad, la moitié de l'armée française était en alerte. Il fallait se tenir prêt pour un engagement. Nous, on a été en alerte un mois. J'étais devenu "à fond pro-Bush" ! Finies les considérations sur la politique étrangère américaine, hein ! Ah, j'étais à fond ! Il fallait qu'on parte ! Alors j'ai monté mon truc, j'allais voir le colonel avec la liste des effectifs et des qualifications des mecs. "C'est bon, on n'aura pas un mec non qualifié sur un poste. On ne risque pas de nous poser des problèmes si on a des pertes. — Oui, c'est bien, merci." Et tu remballes. J'ai vite compris qu'on n'irait pas dans le Golfe. Déjà, l'offensive était finie. Moi, aller en Irak après la bataille, c'est pas intéressant. Récupérer le merdier… faire du contrôle de zone, du *check point*. Je me doutais que ça n'irait pas plus loin parce qu'on ne repeignait pas

12. Diminutif désignant la ville de Coëtquidan et, par extension, l'École spéciale militaire (Saint-Cyr) qui y réside.

> les VAB [13]. Pour le désert, il faut les peindre en beige. Or, on ne faisait rien de tout ça ».

On évoque la première guerre du Golfe et sa passion initiale pour la division (française) Daguet alors qu'il était encore en « corniche ».

> « On les suivait à fond ! Ils avaient toute notre considération ! À l'époque, j'étais à fond ! J'avais une chemise cartonnée pour ranger mes cours. C'était plein de graffitis, des trucs de mytho, des citations, des trucs comme ça, genre : « La guerre est sacrée car elle ne relève pas du droit. » J'étais fier d'appartenir à la grande coalition occidentale, aux côtés des Anglais et des Américains. [*Il rit de sa fougue à l'époque*.] Mais, vendredi dernier, après t'avoir appelée, je suis entré dans une maison de la presse, m'acheter une revue. Dedans, ils avaient reproduit l'ordre d'opération, tu vois, avec toutes les missions, pour tous les pays engagés. Alors, pour les Anglais c'était : "ATK EN FORCE. [14]" Les autres, c'était : "DETRUIRE" ou "ATK EN FORCE". Et pour la division Daguet ?… Tu vois le petit drapeau bleu-blanc-rouge ? C'était : "FLANC-GARDE"… En gros : « Si vous voyez quelque chose, s'il y a un souci, vous faites signe. » Ça n'a pas de gueule. Ah putain, ça m'a foutu un coup. "Flanc-garder"… Ah, j'étais déçu, ça casse le mythe. »

Maintenir l'idéal : une prise de distance avec les règles et les normes de l'institution

En l'absence de perspectives « au feu », Vernon me parle de ses quatre OPEX [15], toujours en Yougoslavie.

> « À la fin, j'avais l'impression d'être à la maison. Tu arrives, c'est déjà la routine. Tu connais par cœur. La première fois que je suis

13. Véhicule de l'avant blindé : petit véhicule pouvant contenir quatre à cinq personnes, composant une équipe.
14. C'est-à-dire « Attaque en force ».
15. Opération extérieure, d'une durée moyenne de quatre mois.

> parti, j'étais lieutenant. À Coët, je m'étais acheté un ordinateur portable. Je ne l'avais pas emmené parce que je me disais qu'il prendrait la boue, l'humidité. Moi, je me voyais déjà dans ma tranchée… Mais je ne l'ai jamais vue ma tranchée. On avait des conditions de vie, tu n'imagines pas ! […] On arrive, et moi je voulais déminer. C'est le rêve, tu sors d'appli [16], tu vas déminer. Et moi j'ai pris le Génie pour ça, pour les sections de combat. Pas pour les grands travaux de terrassement, le génie BTP ça ne m'intéressait pas. J'arrive. Et là, pour le détachement français, il n'était plus question de déminer. Il fallait remplir des sacs de sable. […] Ou alors, on avait des missions un peu gestapistes, tu vois. Des missions de police. On débarquait chez les gens. On encerclait un village dans la nuit. En position à 4 heures. Et à 6 heures – c'est aussi l'heure légale de l'huissier de justice quand il vient saisir tes biens –, à 6 heures, on frappe à la porte des habitants : "*KAFOR, open the door !*" On cherchait les planques d'armes dans les enclaves serbes. Dans chaque maison, il y a une kalach. On embarquait des mecs, avec toute la famille qui pleure sur la porte, à la musulmane, tu vois. Y a des mecs qui abusaient. Moi je n'aime pas trop ça. C'est très gestapo. Si j'avais voulu faire des opérations de police, je serais rentré dans la police. C'est pas pour ça que je me suis engagé. »

À défaut de pouvoir me raconter une « campagne » digne de ce nom, Vernon entreprend de me raconter une de ses mésaventures au CENTAC, un camp militaire d'entraînement sur le terrain. Il m'explique comment il a « posé » ses mines toute la nuit, et comment *au dernier moment*, alors que la section ne disposait plus que d'une heure de travail, il a envoyé son adjudant poser une mine à tel endroit :

> « Je sais pas, c'est le flair. J'ai dit à mon adjudant d'aller poser une mine là-bas. Le lendemain, le commandant de la FORAD [force adverse] part tout seul avec un VAB, il voulait faire sa guerre, tu vois. Il part à 8 h 00, en tête. Et à 8 h 02, sa guerre était finie. Il avait sauté sur ma mine. Sur *cette* mine. Ah il était fou ! "Vous faites chier, Vernon ! — Désolé mon commandant." [*Sourire en coin*.] Il était dégoûté. Et ça, c'est des trucs qu'on raconte au bar. »

16. École d'application.

Les récits de campagne comme pratiques de distinction : aller au devant de soi.

Ces « trucs qu'on raconte au bar » ne sont pas seulement anecdotiques : ils font écho à une pratique collective récurrente entre militaires (officiers, sous-officiers et soldats), qui perdure malgré le soupçon permanent que ces récits évoquent *entre soi*, où chacun sait que les véritables « coups de feu » sont rares.

> « De toutes façons, il y a des mecs, moi je ne les crois pas. Ils te racontent leur OPEX, ça tirait de tous les côtés… S'il s'était passé quelque chose de sérieux, il y aurait eu des RETEX [17] ! Ça aurait inondé les régiments, hein ! Y en a un que je crois, quand même. Il était en Côte d'Ivoire en 2002. J'ai vu les images. Tu vois les mecs qui reviennent, ils transportent un blessé. Il y en a un qui a l'épaule en sang. Ça tire à côté… Mais bon, même ça ! C'est quoi, c'est quand même qu'une escarmouche avec une bande d'Africains mal organisés ! Je le sais, moi aussi je l'ai fait ! »

Si les récits véritablement opérationnels sont souvent entachés de soupçons, notamment lorsqu'ils émanent d'unités réputés peu combattantes, il n'en reste pas moins que les coups d'éclat sur le terrain, en exercice, tout comme le récit d'interactions « fameuses » avec tel ou tel collègue – « Je l'ai mouché » –, s'inscrivent dans une forme concurrentielle de présentation de soi, où il importe d'attester du fait que l'on a été ou que l'on s'attache à toujours aller *au-delà* des limites définies dans les règles d'engagement ou dans les règles de convenance militaires. Lorsque Vernon me fait le récit d'exercices mémorables (c'est-à-dire dignes de figurer dans la chronologie officielle de son temps de commandement), il ne cesse de mobiliser des épisodes attestant de son inscription au pôle de la démesure, une démesure entendue comme une forme de « service minimum » qu'il importe d'endosser si l'on veut tendre vers le pôle « mili » de la fonction militaire, et non vers le pôle « stratif [18] », stigmatisé et tenu à distance :

---

17. Fiche détaillant les processus et les conditions des opérations menées en réel, censée nourrir l'expérience collective des opérationnels de l'institution.
18. Est rangé sous « stratif » tout ce qui relève de l'administratif, du bureaucratique.

> « On était en exercice, sur le terrain, et il s'est mis à tomber de la neige. Mais carrément à l'horizontale, tu vois ! On n'y voyait que dalle. Alors, un de mes *lieut'* vient me voir : "Mon capitaine, pour des raisons de sécurité, il faudrait peut-être… — M'en fous. On continue." Et ça tombe de plus en plus fort. Les mecs, ils en chient tu vois, on en chie, il fait froid. "Mon capitaine, pour des raisons de sécurité, il faudrait rappeler les camions. — Rien du tout !" et je lui dis : "Avec la neige, pour des raisons de sécurité, on ne les fait pas revenir. On continue." Une nuit entière ! Et après le matin, les mecs rentrent, gelés, ils filent à la douche. Et moi, je les regarde rentrer, je reste dehors, la gueule qui dégouline avec le camouflage et la neige. C'est terrible ! […] Mais après, les mecs, ils sont contents. Un adjudant vient me voir après : "Alors, mon capitaine, il paraît que vous avez fait un truc de fou avec votre compagnie. — Ouais [*ton satisfait*], c'est la meilleure compagnie." »

Si Vernon se montre aussi prolixe et disponible dans les récits de ce qu'il présente comme des « faits d'armes » personnels, c'est parce que ces épisodes ont déjà fait l'objet d'une narration entre collègues, mais également, en l'occurrence, dans le cadre d'une production proprement littéraire, écrite et lue à l'ensemble du régiment lors de son discours de passation de commandement. Il faut savoir reconnaître dans les paroles adressées au sociologue un registre de discours qui, entre pairs, autorise le classement et la distinction de soi. La pratique des récits de campagne et de leur évaluation à l'aune de critères « mili » est récurrente, et il s'y joue bien plus qu'un travail collectif d'entretien d'une vigueur guerrière que l'on saurait menacée. Les récits fonctionnent comme des espaces d'évaluation *entre soi*, où il importe de briller et ce même au prix de mensonges peu avouables.

> « Y en a pas beaucoup à qui je peux parler sans masque. Les mecs de ma promo, y en a, je leur mens ! […] Forcément ! Forcément que tu en rajoutes !… Quand j'étais au Kosovo, quand j'écrivais j'en rajoutais. Forcément !… Oui, "Je t'écris à la lueur des balles traçantes !" [*Rires*]… Forcément !… Tu vois, tiens je vais te le dire à toi hein… en Yougo… Ah c'est bizarre de te raconter ça… Mais bon, faut que j'aille au bout… En Yougo, on est partis sur un

> terrain, pour déminer. Alors on fait tout notre truc, avec le stress, et tout… Mais au final, il n'y avait pas de mine… La mine, elle n'était pas là… Bon. Eh bien, tu vois, je sais que quand j'ai raconté tout ça après… tu vois, au bar… eh bien, la mine, elle était là… Ouais, ça fait un peu con, quand même… Mais en même temps, on avait eu le stress, pour nous elle était là cette mine… mais, il se trouve qu'elle n'y était pas. Alors bon, je sais pas. »

Ces stratégies romanesques dont personne n'est dupe font écho à la malhonnêteté supposée de l'institution en matière de reconnaissance opérationnelle. Les médailles restent elles aussi entachées de soupçons qui viennent nourrir l'âpreté de débats sans cesse renouvelés sur la valeur des décorations que l'institution octroie et que chacun affiche à son poitrail. Encore une fois, pour Vernon, le panache ultime consiste à jouer avec les cadres légaux de l'institution en refusant le port trop ostentatoire de décorations dont on suppose qu'elles ne récompensent en rien des qualités et des faits d'armes avérés, c'est-à-dire en conformité avec leur déclinaison « mytho » et mythique.

Nous évoquons la première guerre du Golfe. Il me raconte que son père y est allé, mais seulement quelques temps, avant les débuts de l'opération elle-même. Il était présent en tant que conseiller « aéromobile », pour tester l'emploi d'un certain type de missiles. L'opération permettait de tester ce dispositif en grandeur nature. Il me raconte, non sans fierté, que son père a fait en sorte, à l'époque, de ne rester que vingt-sept jours sur le théâtre d'opération pour que ses hommes ne puissent pas se voir octroyer des médailles : une rafale de quatre, attribuées à tous, sous réserve de rester plus de vingt-huit jours sur le terrain. « Il a dû se faire des ennemis. "Mais, mon colonel, pour un jour de plus… un jour de plus et on avait nos décorations !" Lui, comme on était avant l'engagement, il pensait que ce n'était pas juste de donner des médailles à ses mecs étant donné qu'ils n'avaient pas fait la guerre. "Y a peut-être des mecs qui vont mourir pendant l'engagement. Eux, ils les mériteront. Pas nous". »

Nous discutons de ces quatre médailles, que l'on reconnaît aisément : « Il y en a une avec un palmier. Un mec qui a fait le Golfe, on le voit tout de suite. » Il me dit : « Ça le fait quand même, un mec qui a fait le Golfe… Il a quand même fait le Golfe, hein. Même si chacun sait que le conflit n'était tout de même pas en haute intensité. » Alors que je lui évoque un officier de mon groupe qui avait fait le Golfe, il m'interrompt

brusquement avant que je poursuive. « Quand on parle d'un mec qui a fait le Golfe, il y a toujours un "mais" qui suit. » Il me suggère ainsi qu'aucun engagement effectif ne semble pouvoir réellement être à la hauteur de ce que l'on peut se forger dans les mythes.

> « Je ne sais pas si c'est vrai, mais en tout cas, c'est ce qui se dit… Il y a eu des croix de guerre distribuées dans le Golfe. Un jour, un mécano était en train de travailler sur une Gazelle [19] au sol, et il fait un fausse manip'. Le missile part alors que l'appareil était au sol. Il se perd dans le désert – putain ! Heureusement qu'il n'y avait personne en poste dans ce coin. Hé bien, ce mec, il a eu la croix de guerre parce que, la croix de guerre, elle est automatique quand tu fais feu en territoire ennemi ! »

Vernon se moque gentiment des « mecs » qui remettent tous les jours leur barrette de décorations quand ils changent de chemise, en ajustant leurs « brevets para » et toutes les distinctions qu'ils ont pu obtenir dans leur carrière. « Moi, je n'aime pas cette logique d'affichage, au quotidien. Je préfère me réserver pour les grandes occasions. » Alors même que le règlement de l'école impose le port d'une tenue complète, Vernon affiche sa réserve et critique la prétention supposée usurpée de ses camarades. « Bon, le mec qui a la rouge, quand il est capitaine, je comprends [20]… et encore… parce les conditions d'attributions sont floues… D'abord il y a la chance : "Être là au bon endroit au bon moment" ; et puis il paraît qu'il y en a qui ont simulé des prises de poste, des prises à partie… alors. Ou alors, on récompense la première unité entrant sur un théâtre, mais on ne récompense qu'un certain pourcentage de ses officiers, de ses sous-officiers, ou de ses soldats… il y a des quotas… donc, ça ne veut plus dire grand-chose. "Il a fait quoi, ce mec, pour obtenir sa VM [21] ?" Déjà, tu mets en doute, toujours… bon, moi, je ne l'ai pas… mais je crois que le mieux, c'est d'en avoir des tas mais de ne pas les montrer. Ça c'est la classe. Mais attention ! Personne ne s'en fout des médailles. Faut pas croire les mecs

19. Hélicoptère de combat français.
20. « La rouge » désigne la Légion d'honneur : si elle s'obtient « aux points » et « au grade » chez les officiers supérieurs, elle peut signaler, chez un capitaine, un fait d'arme reconnu par l'institution.
21. Médaille de la valeur militaire.

qui disent le contraire. »

Tenir son rang : la démesure érigée comme norme guerrière

En déployant toutes les raisons justifiant une attitude de réserve vis-à-vis des consécrations institutionnelles, Vernon valorise une fois de plus la nécessité d'une prise de distance et d'une rupture avec les cadres définis par l'institution elle-même, pour véritablement triompher comme « mili ». Si le *juste* rapport aux décorations doit se décliner sous les traits de la réserve, le mouvement est inversé quand il s'agit de déployer ailleurs, notamment dans la pratique professionnelle et les interactions courantes avec les *pairs* ou les subordonnés, les gages d'une inscription valable au « pôle terrain ». Si la figure du guerrier, omniprésente dans les déclinaisons « mytho » de la fonction, rencontre peu d'espaces institutionnels et historiques pour véritablement se matérialiser dans les corps, elle semble pouvoir être touchée du doigt dans le témoignage d'un investissement personnel fort au service de l'institution. On dénie en quelque sorte à l'institution elle-même le pouvoir de véritablement *consacrer* ; et lorsqu'il s'agit de différencier, entre soi, le bon grain de l'ivraie, c'est dans la définition et la construction d'un engagement « sans réserve », au service de celle-ci, que se décline la bonne version du « soldat de guerre », qualification et reconnaissance tant convoitée par tout un chacun. C'est bien en attestant d'un engagement ultime au service de l'institution, et ce *malgré elle*, malgré les règlements encadrant les heures et les conditions légales de travail, que Vernon entreprend d'apparaître à ses yeux, comme aux yeux de ses *pairs*, comme un « pur milouf ». À défaut de pouvoir véritablement se targuer d'un capital « terrain » se faisant rare au regard de son arme d'appartenance et, plus largement, au regard des conditions d'emploi de l'armée française aujourd'hui, il engage une opération de traduction où le valeureux guerrier ne se décline plus uniquement sous le feu d'un âpre combat mais bien également à l'aune d'une mobilisation plus directement quotidienne, où il importe de dépasser les bornes fixées par l'institution elle-même, une institution jugée frileuse, « stratif » et pervertie par l'importation de normes civiles de régulation du cadre de travail.

22. Évaluation du niveau physique et sportif des militaires en activité, comptant pour la notation annuelle.

Ainsi, lorsque Vernon organise une marche commando au régiment, il refuse d'intégrer cette dernière dans les épreuves comptant pour les COVAPI [22] ; et, dans son récit de l'épisode, il tend à placer la « sueur versée gratuitement » au rang du sang qu'il ne lui a pas été donné de verser comme combattant : « Nous savions que notre véritable identité de soldat était là, parce que nous n'avons pas le droit de valoir moins que les 775 morts du régiment. [23] »

À travers le cas exemplaire du capitaine Vernon, on comprend comment le surinvestissement dans l'activité tend à s'affirmer comme une véritable norme professionnelle venant concurrencer les règles établies par une institution n'autorisant pas le plein déploiement d'un prestige proprement militaire. Loin de simplement renvoyer à une spécificité endossée en propre par Vernon, ces dispositions et les injonctions à la disponibilité extrême traversent les normes implicitement partagées par le groupe dans son ensemble. En régiment, il importe de donner à voir son engagement total et sans limites, sous peine de se voir taxer de « vieux crabe » et de « parasite de l'institution ».

On voit ici que le poids du mythe et de l'idéal guerrier dans une institution dont on ne reconnaît que partiellement le pouvoir de consécration – et dans laquelle on n'a pas la possibilité de se conformer aux déclinaisons canoniques du « soldat de guerre » (surtout quand on est officier) – tend à rencontrer de nouveaux espaces et registres de déploiement. C'est dans une *prise de distance* avec les gages et les cadres institutionnels que se joue la réhabilitation « guerrière ». Déprécié au regard de la version sublimée de la fonction qu'il s'est patiemment construit tout au long de son initiation en école, l'officier retraduit dans une philosophie professionnelle particulière ce dont il se sait déjà privé : la valorisation par le feu et le fait d'arme. C'est dans une forme d'investissement professionnel *sans compter* qu'il retraduit les traits effacés du guerrier vers lequel il tend. Et c'est en érigeant la démesure et l'excès comme norme d'évaluation proprement militaire qu'il dessine ses pratiques et qu'il enjoint ses subordonnés à agir dans le même sens. Qu'importent les dispositifs sociaux encadrant le statut et les conditions de travail des agents

23. Extrait du texte, rédigé par Vernon et affiché au régiment, rappelant le succès et le bon déroulement de la marche commando.

de l'institution, un « pur milouf » ne compte pas ses heures et doit s'efforcer de tenir à distance les facilités mises à disposition par l'institution. Le point de départ pour conquérir la place de « vrai mili » prend alors ses racines dans la disponibilité et l'engagement outre mesure, et plus précisément par-delà la *mesure* institutionnelle.

C'est dans une certaine forme de négation de l'institution que l'on construit la spécificité et la grandeur propres de la fonction militaire et de ses véritables serviteurs. Il faut toujours en faire plus, sous peine de ne pas vraiment être militaire, sous peine de se voir qualifier de « pékin », d'élément étranger venant parasiter la valeur du groupe des plus dignes porteurs de l'uniforme.

CHRISTEL COTON

Maître de conférences à l'université de Lille 2, Manuel Schotté mène actuellement (en collaboration avec Sébastien Fleuriel) une enquête sur la reconversion des sportifs de haut niveau français.

Le « lièvre » en athlétisme

Conditions d'adhésion à un rôle relégué dans un univers vocationnel

Le rôle de « lièvre » en athlétisme consiste à favoriser la performance d'un champion en l'« emmenant » en début de course. S'il existe de longue date sous la forme de services rendus entre coureurs, il s'est institutionnalisé à compter des années 1980, quand l'athlétisme est devenu officiellement professionnel. Dans un contexte qui voit triompher un mode de structuration privé basé sur la mise en spectacle des prestations compétitives, apparaissent en effet des coureurs qui se spécialisent dans cette tâche. Rémunérés par les organisateurs de *meetings*, ils ont pour fonction de sacrifier leurs propres chances au profit d'un champion qu'ils lancent sur des bases chronométriques élevées, permettant à ce dernier de réaliser la performance qui fait sa notoriété et celle de l'épreuve à laquelle il concourt. La généralisation de ce rôle ne s'est toutefois pas faite sans heurts. De nombreuses voix s'y sont opposées sous prétexte qu'il faussait les règles de la compétition en favorisant certains concurrents et en amenant à faire figurer sur la ligne de départ des participants dont on savait par avance qu'ils abandonneraient aux environs de la mi-course, une fois leur tâche accomplie.

Ces conditions d'émergence et les débats qui les entourent permettent de mettre en évidence que la question de la *servitude volontaire* se pose avec une acuité particulière en athlétisme. Et ceci en vertu du fait, d'abord, qu'il s'agit d'un espace investi sur le mode de la vocation, ce qui semble *a priori* mal s'accorder avec l'acceptation d'un lien de subordination

conduisant à abandonner ses propres possibilités d'épanouissement. Cette particularité est redoublée par la forme professionnelle propre à l'athlétisme : ce sport s'étant structuré sur le modèle de l'athlète entrepreneur de sa propre carrière [1], il peut paraître étonnant que des coureurs sacrifient leurs chances au profit d'autres concurrents [2]. Enfin, les carrières sportives étant éminemment courtes, accepter durablement ce rôle relégué revient à compromettre son devenir athlétique – à l'inverse d'autres espaces sociaux où se placer dans l'ombre d'un supérieur peut être une stratégie payante à long terme.

Fondé sur l'observation de l'Institut national d'athlétisme (INA), au Maroc, ce texte étudie les conditions qui sous-tendent l'adhésion à la fonction de lièvre. Si ce centre d'entraînement (qui regroupe tous les meilleurs coureurs du territoire marocain) s'avère particulièrement propice pour un tel questionnement, c'est que ce rôle y est généralisé, certains stagiaires étant au service continu de leur leader dans le cadre de la préparation aux compétitions. Alors qu'accepter d'être lièvre lors d'une épreuve peut être vu comme une stratégie ponctuelle par laquelle un coureur de second rang monnaye beaucoup plus efficacement ses capacités sportives que s'il courait pour lui – à niveau égal, le lièvre est mieux rémunéré en compétition que celui qui court « pour sa peau » –, on doit se demander pourquoi et comment certains membres de l'INA s'installent durablement dans ce rôle.

Une hiérarchie « naturelle » : à chacun son rang

Pour comprendre comment est vécue la position de lièvre permanent, partons de la manière dont ceux qui en font l'expérience la définissent. Voilà comment Saïd, partenaire d'entraînement d'un champion, s'exprime sur ce dernier : « Il était trop fort lui, pfff… toujours il était devant nous, tout seul devant… si t'essaies de le suivre, bah c'est pas la peine, tu meurs… [*Rires.*]

1. Manuel Schotté, *Destins singuliers. La domination des coureurs marocains dans l'athlétisme français*, thèse de doctorat, université Paris X-Nanterre, 2005.
2. Ce point différencie, par exemple, l'athlétisme du cyclisme où les rôles d'équipier ou de leader sont contractualisés entre le coureur et son employeur. Sur ce point : Nicolas Lefevre, « Qualifications, compétences et accès au marché du cyclisme professionnel », Deuxième congrès de l'Association française de sociologie, Bordeaux, 2006.

Lui, c'était autre chose que nous. Franchement, c'était pas la peine d'essayer de courir avec lui. […] C'est là que j'ai vu que c'est pas la même chose, que nous, on n'était pas des champions comme lui. Alors je l'aidais parce que, lui, il fait des trucs oh-la-la… des trucs à l'entraînement… trop forts ! C'est pour ça après j'ai commencé à le tirer [*faire lièvre pour lui*]. »

Comme le suggère cet extrait, les différences entre athlètes semblent surgir spontanément du terrain. Celles-ci étant perçues comme relevant de l'évidence, la répartition des coureurs qui s'ensuit est d'autant mieux acceptée qu'elle découle d'un critère – le degré de compétence athlétique – reconnu par tous comme juste et incontestable, et que les jugements que portent les athlètes entre eux correspondent à ceux émis par les dirigeants à leur égard. Conçues selon les mêmes grilles d'appréciation qui portent à naturaliser les différences constatées, ces hiérarchisations convergentes ont alors toutes les chances d'être acceptées par tous.

C'est sur la base de cette prime catégorisation que se distribuent les rôles et les possibles attenants réservés aux différents stagiaires de l'INA, à commencer par la définition de leur spécialité athlétique, laissée à la discrétion des entraîneurs qui affectent les coureurs dans les différentes disciplines en fonction des qualités qu'ils leur prêtent. Ayant le monopole dans l'organisation des entraînements, ce sont ces mêmes dirigeants qui définissent la fonction de chaque athlète selon un mode d'ordonnancement simple : d'un côté les leaders, de l'autre ceux qui sont amenés à les servir. Chaque groupe d'entraînement est alors organisé autour d'un champion (ou à défaut autour du coureur perçu comme le plus performant du groupe), à la préparation duquel celle de ses compagnons est assujettie.

Une donnée d'enquête illustre de façon éloquente cet état de fait : l'entraîneur d'un coureur internationalement consacré ignorait les dates exactes des championnats du monde en salle auxquels devait participer un autre athlète dont il avait la charge, alors même que cette compétition avait lieu moins d'une semaine plus tard et que le coureur en question était loin d'y aller en figurant puisqu'il y a finalement conquis une médaille. Ce fait, nullement isolé, traduit une focalisation, au sein de l'INA, sur le seul sort des champions reconnus de tous. D'une certaine manière, tous les autres membres d'un groupe ne servent qu'à accompagner le leader, et ce au détriment de leur propre progression. Cette situation est tenable parce que c'est au nom d'un critère tenu comme légitime (la capacité de performance) qu'est stratifiée la population et qu'est défini le pouvoir relatif de chaque athlète ; mais aussi parce que

toute l'institution est organisée sur la base d'une partition fondée sur le niveau sportif, assurant une cohérence générale dans tous les domaines de l'existence. Ainsi, le réfectoire est-il divisé en deux : d'un côté, une salle de restaurant à la décoration distinguée et dont le personnel sert les athlètes ayant déjà réalisé une performance de niveau mondial ; de l'autre, un self-service avec des murs uniformément peints en bleu pastel où sont cantonnés les autres stagiaires.

Cette cohérence dans l'organisation de l'INA – où tout est régi par une même logique de stratification homogène de la population – amène à ce que chacun intériorise le sens de sa propre place et accepte le rôle qui lui est assigné. Si certaines individualités émettent ponctuellement des velléités d'affranchissement, c'est l'accord collectif quant au bien-fondé de cette catégorisation qui vient remettre les insoumis à leur place. C'est ce qu'a connu Ismail, athlète « mal adapté » qui ne respectait pas toujours les hiérarchies et à qui il arrivait parfois de dépasser son leader à l'entraînement. Il fut mis au ban du groupe par son entraîneur et par ses collègues, qui le jugeaient « bizarre » comme l'évoque un athlète qui a côtoyé Ismail à l'INA : « Il n'entraîne pas bien, pas régulier. Il y a des jours, il dépasse [*son leader*], mais ça c'est pas bon parce qu'après le lendemain t'entraîne pas bien. Le bon entraînement, c'est tous les jours comme ça [*il trace une ligne horizontale avec son doigt*]. »

L'organisation institutionnelle ne serait donc rien sans la complicité et la pression d'un groupe accordé à ses principes. C'est cette pression de tous sur chacun, fondée sur la certitude que les athlètes sont de valeur inégale, qui permet d'expliquer pourquoi de nombreux athlètes brillants acceptent de compromettre plusieurs années de leur propre carrière en se soumettant aux intérêts d'un leader. Ce fut le cas notamment d'Adil El Kaouch, ancien champion du monde junior, qui se sacrifia en finale des championnats du monde senior pour emmener El Guerrouj [3] et dont une athlète sortie de l'INA me raconta comment on l'avait « déformé psychiquement pour qu'il fasse lièvre… toujours on lui dit "Toi, tu n'es pas assez fort, tu dois faire le lièvre" [4] ».

3. Double champion olympique, multi-recordman du monde, El Guerrouj fut considéré comme le meilleur coureur de demi-fond mondial de 1997 à 2004.
4. Aux championnats du monde de 2005, après avoir fini par s'affranchir, El Kaouch a terminé deuxième sur 1 500 mètres, distance sur laquelle régnait El Guerrouj, son ancien leader alors retiré.

Ce fonctionnement basé sur la valeur différentielle accordée aux divers athlètes découle du mode de structuration propre à l'espace athlétique. Fondé sur un refus des barrières statutaires, ce dernier ne reconnaît pas d'autres critères que celui de la valeur athlétique. Et c'est précisément parce que le jeu semble ouvert et que ses règles paraissent égales pour tous que les réussites sportives successives d'un coureur tendent à le faire reconnaître comme différent : là où, dans les univers dotés d'une hiérarchie statutairement définie, un subordonné peut être amené à ne voir dans le poste occupé par un supérieur qu'un effet de position et non la résultante d'un plus grand niveau de compétence, en course à pied, où la preuve de son niveau est toujours à refaire [5], le fait de briller de façon répétée ne peut être interprété que comme le résultat d'une supériorité « naturelle [6] », principe de hiérarchisation admis par tous et conférant à l'élu l'assurance nécessaire à ses accomplissements sportifs présents et futurs.

Situant ce qui détermine le degré de réussite des différents coureurs à l'interface entre les « qualités qu'on [leur] prête et d'autres qu'ils possèdent effectivement [7] », il s'agit alors de placer au cœur de l'interprétation les « dynamiques de valorisation [8] » qui conduisent tel athlète à être perçu et à se percevoir comme exceptionnel, et tel autre à se satisfaire du rang inférieur auquel il est cantonné. Si ce jeu de définition mutuelle – par lequel chacun se voit sans cesse rappeler la valeur qu'on lui accorde et le type de performance que l'on attend de lui [9] – a une telle importance, c'est qu'il contribue à modifier l'image que l'athlète a de lui-même.

---

5. Voir les deux formes limites de domination décrites par Pierre Bourdieu dans « Les modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, n° 2-3.

6. Étant entendu que la compétence athlétique est une forme de capital qui parvient à « combiner le prestige de la propriété innée avec les mérites de l'acquisition », Pierre Bourdieu, « The forms of capital », *in* Richardson J.G. (dir.), *Handbook of theory and research for the sociology of education*, Greenwood Press, 1986, p. 245.

7. Marcel Mauss, « Esquisse d'une théorie générale de la magie », *Sociologie et Anthropologie*, PUF, 1978 [1950], p. 19.

8. Jean-Claude Combessie, « Marché du travail et dynamique des valeurs. La cueillette du coton en Andalousie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1982, n° 41.

9. Voir les parties de bowling décrites par William Foote Whyte, où les résultats correspondent toujours à la hiérarchie du groupe qu'il étudie (*Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, La Découverte, 2002).

Doté de la légitimité à occuper la place qu'on lui attribue, le coureur consacré est alors disposé à se montrer à la hauteur du rôle qui lui est collectivement alloué. À l'inverse, lorsque qu'un coureur « se trouve durablement confiné dans des positions […] subalternes, tout un processus d'intériorisation des limites le dissuade peu à peu d'élargir ses compétences, restreint le champ de ce qu'il pense pouvoir s'approprier, et le conduit finalement à abandonner une part du gouvernement de sa vie à d'autres [10] ». On comprend comment, dans ces conditions, le jeu des relations interindividuelles vient relayer et redoubler les logiques d'assignation propres à l'institution marocaine, conduisant à ce qu'un coureur de second rang accepte de devenir lièvre au service de son leader, tâche alors perçue comme valorisante par laquelle celui qui en vient à douter de ses capacités à réussir au plus haut niveau se restaure une raison d'être.

Partager la grâce

Les nouveaux venus à l'INA acceptent d'autant mieux le sort qui leur y est réservé qu'ils perçoivent leur entrée dans l'institution comme une chance. À la fois produit de leur mérite antérieur, consécration présente et promesse de leurs succès futurs, l'arrivée à l'INA est vécue sur un mode enchanté : le champion qu'ils côtoient journellement matérialise ce qu'ils aspirent à être. L'approcher c'est s'approcher du devenir rêvé, qui, au contact du sportif d'exception, prend la forme d'une réalité palpable. Cette proximité spatiale se couple dans le même temps d'une grande distance sociale : croisant le champion au quotidien, ils peuvent mesurer tout ce qui les sépare de lui, sportivement certes, mais aussi et surtout en termes d'importance conférée.

Au moment de l'enquête, l'athlète le plus unanimement consacré à l'INA était Hicham El Guerrouj. C'est à ce titre que de nombreux stagiaires acceptaient avec fierté – la chose étant perçue comme un privilège – de jouer pour lui le rôle de lièvre. Il disposait ainsi de son propre « sparring-partner », qui l'accompagnait dans tous ses entraînements sans jamais concourir dans la moindre épreuve. Si, dans ce cas, la soumission à

10. Olivier Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, PUF, 2002 [1990], p. 201.

l'athlète dominant prenait une forme officielle et contractuelle, elle se manifestait généralement de manière plus subtile, notamment par le fait que, dans un univers aussi propice au culte des grands hommes que l'est le monde sportif, il est bon de se lier à un leader, ne serait-ce que pour bénéficier d'une partie du prestige et de la baraka qui lui sont associés. Interprétation culturellement enracinée du pouvoir symbolique prêté à un individu, la croyance en la baraka du champion semble d'autant plus compatible avec les prouesses qui fondent son autorité que ce pouvoir, défini comme surnaturel, tend à s'incarner dans des personnes dont l'énergie spirituelle peut s'exprimer sous différentes formes, notamment dans ce que Rabinow nomme les « exploits d'endurance physique et psychique ». Et comme le note l'auteur, « lorsqu'un homme démontre l'efficacité de sa baraka de par le monde (et que la reconnaissance sociale de ses pouvoirs lui est acquise), il attire souvent des disciples prêts à suivre sa "voie", dans l'espoir de distraire en leur faveur un peu de la grâce divine [11] ». On retrouve ce genre d'attitudes chez les stagiaires de l'INA. Nombre d'entre eux scellent ainsi leur destin à celui d'El Guerrouj pour profiter des effets de rayonnement de son prestige. Le journal de l'enquête menée à leur côté regorge d'épisodes où ces coureurs racontent, subjugués, se sentir pousser des ailes quand ils accompagnent le champion à l'entraînement, comme si le simple fait de l'approcher permettait de capter un peu de son pouvoir.

Loin d'être enclos dans le seul temps de course, cette aura traverse tous les moments de la vie à l'INA. De même que les coureurs acceptent de se soumettre au champion pour que celui-ci diffuse sur eux et en eux un peu de sa grâce, tous les cadres de la fédération (entraîneurs, médecins ou kinésithérapeutes) s'écartent de leurs prérogatives officielles pour privilégier les soins et attentions prodigués au champion. « Je suis le kiné d'Hicham » ; « Je suis le médecin d'Hicham » : voilà comment certains d'entre eux se présentaient spontanément à moi, se dépossédant eux-mêmes de leur propriété individuelle la plus élémentaire, à savoir leur nom, pour lier entièrement leur existence sociale à celle du champion auprès duquel ils puisaient leur importance. Chercher à identifier si cette reconnaissance était feinte (par intérêt) ou sincère (par croyance) est

11. Paul Rabinow, *Un ethnologue au Maroc. Réflexions sur une enquête de terrain*, Hachette, 1988 [1977], p. 55.

secondaire, sinon dénué de sens : ce qui importe, c'est de voir que, caractérisée par une situation d'allégeance généralisée, la position dominante d'El Guerrouj à l'INA assurait la servitude de tous ceux qui l'entouraient.

Suggérer que l'acceptation de la domination du champion puisse procéder d'une stratégie intéressée évite de laisser entendre qu'elle relève de la seule fascination, supposée unanimement partagée, de tous les coureurs de l'INA à l'égard de leur leader. Contre cette idée d'une propension homogène à être séduit par ce dernier [12], il faut souligner que l'adhésion des seconds-couteaux au rôle relégué auquel ils sont assignés renvoie aussi à un travail manifeste du champion grâce auquel celui-ci affirme sa puissance sur le terrain quotidien et assujettit ses subordonnés. Parmi les procédures de ralliement dont le leader peut user figurent les actes de générosité ostentatoire par lesquels il oblige ceux qui en bénéficient. En même temps qu'elles génèrent des dettes – avec d'autant plus de force qu'elles ne s'inscrivent pas dans le cadre d'une relation marchande –, ces « dépenses de prestige [13] » conduisent à assurer la valeur morale du donateur. Contribuant à légitimer une domination fondée sur la servitude de ceux qui la subissent, ces dons assurent tout à la fois l'obligation d'un retour pour ceux qui les reçoivent et la grandeur de celui dont ils émanent.

Qu'ils renvoient à une économie matérielle ou symbolique, les échanges entre le champion et ceux qui l'entourent sont d'autant plus efficaces qu'ils procèdent de relations personnalisées. Sans qu'il s'agisse de réduire les rapports entre le leader et ses obligés à des relations d'ordre purement psycho-sociologique [14], il importe de rapporter cette forme de domination à son contexte de production et à la proximité qu'il induit. En l'occurrence, si un athlète comme El Guerrouj est doté d'une telle autorité sur ses congénères de l'INA, c'est qu'il les côtoie et les contraint au quotidien. Ayant rencontré l'un de ses proches dans l'institution marocaine puis à l'occasion d'une de ses venues en France, j'ai pu observer de sensibles

12. Sur ce point, lire Michel Dobry, « Charisme et rationalité : le "phénomène nazi" dans l'histoire », *in* Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Belin, 2003.
13. Norbert Elias, *La Société de cour*, Flammarion, 2002, p. 43.
14. Cela conduirait à oublier qu'à ces deux rôles correspondent des positions différentes dans l'espace athlétique (*cf.* Pierre Bourdieu, « Une interprétation de la théorie de la religion selon Max Weber », *Archives européennes de sociologie*, 1971, vol 12, n° 1.)

divergences de comportement : tandis que le rapport de cet athlète à son leader est fait d'allégeance quand il est au Maroc au contact de ce dernier, il le met à distance lorsqu'il séjourne à l'étranger. D'où l'idée que l'autorité du champion ne s'impose pas d'elle-même. Elle a besoin, pour s'installer dans la durée, de l'appui de dispositifs instituant la croyance qui la sous-tend en astreignant les coureurs à se fondre dans un cadre de relations accordé à ses principes [15]. À l'INA, cette efficacité procède, on l'a vu, des logiques de surveillance mutuelle induites par l'institution.

Les protections de la servitude

Si l'enracinement à l'INA est une situation qui contraint à la soumission, c'est aussi parce qu'il rend possible toute une série de sanctions ordinaires qui récompensent la docilité à l'égard d'un coureur reconnu. Cela est d'autant plus nécessaire que, s'agissant d'une pratique vécue sur le mode de la vocation, abandonner ses chances à un autre entre en opposition avec l'espoir de réussite individuelle. Le cas d'Aziz incarne ce tiraillement entre les attitudes qu'encourage l'institution et la force des espérances que chaque athlète porte en lui. Coureur performant sur le plan international, Aziz était à ce point soumis à son leader qu'il accepta de faire lièvre pour lui en finale de l'épreuve phare du calendrier international. Il me confia pourtant, à chacune de nos entrevues, qu'il en avait assez de servir les intérêts d'un autre. D'un ton plein d'amertume et de rancœur (associé à et contre-balancé par une admiration manifeste à l'égard du champion en question), il se disait prêt à émigrer et se croyait capable de briller au plus haut niveau mondial s'il trouvait enfin des conditions lui permettant de se consacrer pleinement à son propre devenir sportif. Ne connaissant que le mode de fonctionnement très assisté de l'INA – où tout est pris en charge par la fédération marocaine –, il n'est pourtant jamais parvenu à en sortir alors même qu'il était persuadé que sa progression passait par là. S'il me sollicita bien pour me demander de lui trouver un club en France, tout se passait comme s'il lui était impossible de franchir le pas : tenaillé entre le désir de partir et la confiance dans les structures marocaines qui

15. Lire Isabelle Kalinowski, « Leçons wébériennes sur la science & la propagande », *in* Max Weber, *La Science, vocation & profession*, Agone, 2005.

lui ont permis d'atteindre son niveau, entre le caractère forcément aventureux d'un départ en Europe (où il sait que les athlètes sont davantage laissés à eux-mêmes) et la sécurité d'un mode de relations auquel il était habitué, il n'a jamais entrepris de démarche personnelle auprès de clubs européens – alors qu'au regard de son niveau de performance (il a fait partie des vingt meilleurs mondiaux de sa spécialité), ces derniers auraient sans doute été tout à fait disposés à s'intéresser à lui.

Paradoxalement, c'est sans doute sa réussite – incomplète à ses yeux mais néanmoins palpable sur les plans chronométrique et matériel [16] – qui l'a retenu à l'INA, freiné dans le suivi de la voie qui semblait nécessaire à son évolution, et disposé à se fondre dans les principes de hiérarchisation qui régnaient dans l'institution marocaine. Et ce d'autant plus qu'il devait sa situation de relatif confort à la position qu'il était parvenu, de haute lutte, à y occuper. Placé, à son arrivée à l'INA, en situation d'extériorité par rapport aux pouvoirs, et donc de fragilité maximale, Aziz n'avait conquis son maintien dans l'institution qu'au prix d'une totale subordination à son leader, gage nécessaire pour bénéficier de la protection que ce dernier assurait. Et ce n'était que très progressivement (le cheminement ayant duré près de cinq ans) qu'il avait fini par devenir proche de son champion. De sorte que la longueur et la difficulté du chemin qu'il lui avait fallu parcourir pour accéder aux avantages associés à cette position qui le sécurisait l'ont ensuite dissuadé d'abandonner ces modestes acquis locaux chèrement conquis contre la tentation de profits extérieurs potentiellement supérieurs mais toujours incertains. Bien qu'émettant de réelles velléités d'individualisation de son devenir, il se trouvait contraint, parce qu'entièrement dépendant du cadre de relations dans lequel il était inscrit au Maroc, de rester à l'INA alors que cette situation ne le satisfaisait pas pleinement.

Cette rapide étude de cas invite à ne pas se contenter d'évoquer l'importance de la pression symbolique pour comprendre pourquoi et comment certains coureurs acceptent de leur plein gré d'entrer dans une relation de servitude. Il importe de s'attarder dans le même temps sur les conditions matérielles qui sous-tendent le plein rendement de cette

16. N'ayant aucun frais à sa charge en tant que stagiaire permanent à l'INA, ses gains en course – après avoir accompagné son leader durant toute la période de préparation, Aziz courait pour lui sur le circuit européen lors de la saison compétitive – apparaissaient comme des bénéfices nets, ce qui lui permit de s'acheter une voiture, lui conférant une importance certaine dans l'institution.

configuration idéelle. Issus de milieux populaires, les stagiaires de l'INA sont complètement dépendants de la structure à laquelle ils doivent tout, à commencer par la possibilité de (se) vivre comme coureurs. En découle que tous sont structurellement conduits à accepter de se conformer aux exigences de cette dernière, et notamment de se soumettre à un champion reconnu qui, en même temps qu'il oblige à la sujétion, assure aussi son soutien à ses plus fidèles serviteurs. Nombre de stagiaires à l'INA voient ainsi leur vie dans l'institution facilitée et prolongée par le simple fait qu'ils bénéficient de l'onction d'un leader.

Quand bien même ce qu'elle assure sur ce plan est fondamental, la protection offerte par le champion n'est pas seulement matérielle. Elle prend aussi la forme de gratifications symboliques comme celle qui consiste pour un lièvre à se réaliser à travers les performances de celui qu'il assiste. Cet effet de compensation – qui consiste pour Aziz à aimer en son leader ce dont il n'est pas capable lui-même – est sans doute ce qui explique l'ambiguïté de sa perception à l'égard du champion qu'il sert, oscillant sans cesse entre ferveur et ressentiment. Tour à tour capable de la plus grande admiration et de la critique la plus virulente, Aziz finit toujours par pencher du côté de la fascination et des servitudes qu'elle autorise. Reprochant à son leader d'être ce qu'il n'est lui-même pas devenu, Aziz déteste surtout en l'autre ses propres manquements qui apparaissent en creux. Tout en imputant au champion la responsabilité de son échec personnel – « Si je ne suis pas devenu un champion, c'est parce que j'ai été obligé de faire lièvre » –, Aziz ne peut véritablement le rejeter car il constitue en quelque sorte son prolongement, l'incarnation de ce que lui-même espérait et qu'il n'a pas réussi à concrétiser. Ferment négatif du regard qu'il porte sur lui-même, les réussites de son leader sont aussi, de façon indissociable, une source positive pour Aziz, qui s'approprie une partie des succès qu'il contribue à rendre possibles chez celui qu'il sert.

Les formes d'interdépendances qui lient le lièvre au champion relevant de l'articulation du matériel et du symbolique [17], c'est donc, au final, à la seule condition de voir comment ces deux dimensions s'enchâssent que l'on peut comprendre véritablement ce qui sous-tend l'adhésion intéressée des lièvres au principe de leur propre soumission.

17. Sur cette nécessaire articulation, lire Max Weber, *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Flammarion, 2002.

Miroir grossissant de la relation généralisée entre les coureurs de second rang et les « dieux du stade », le cas des lièvres constitue, plus généralement, une voie d'entrée pour comprendre ce qui régit l'économie des investissements athlétiques. La pratique étant conçue sur le mode de la vocation, les athlètes ordinaires sont disposés à ne pas voir qu'ils ne sont qu'un rouage d'une organisation hiérarchique qui n'a pour but que de soutenir une élite, leur passion sportive étant ce médiateur spécifique qui transfigure leur situation de domination objective en une « glorieuse incertitude » vécue positivement et érigée en moteur subjectif.

MANUEL SCHOTTÉ

Solidarité bien ordonnée

Un accueil moderne dans une Caisse primaire d'assurance maladie

Depuis sa création en 1945, l'assurance maladie du régime général de sécurité sociale revêt un caractère ambivalent. Elle intègre en effet des éléments issus de l'assistance (réservée aux plus pauvres) tout en promouvant une assurance maladie étendue à l'ensemble de la population, dont le financement est essentiellement assuré par des cotisations prélevées sur les salaires. L'institution est fondée sur le principe de solidarité pour mettre chaque individu à l'abri de l'insécurité sociale. À terme, l'assistance était censée disparaître.

À partir du milieu des années 1970, on observe un effritement de l'État social. Depuis cette date, les pouvoirs publics n'ont de cesse de proposer des réformes censées garantir l'avenir de la sécurité sociale.

De manière un peu trop consensuelle, la création, en 1995-1996, de la Couverture maladie universelle (CMU) a été présentée comme le parachèvement de l'édifice conçu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il tombait quasiment sous le sens que la mise en œuvre de la CMU marquait une confirmation voire une consolidation du système français de protection sociale.

Cependant, depuis l'annonce de sa création, sa mise en œuvre concrète (de 1997 à 2000) et la « réforme » d'août 2004, des transformations substantielles semblent entrer en dissonance avec le chœur unanime célébrant l'avènement de la CMU. Son objectif avoué est de permettre à l'ensemble de la population présente sur le territoire d'avoir accès à une

Agone, 2007, 37 : 163-179

couverture sociale ; or, elle cible les personnes les plus démunies en réservant l'accès à une partie des prestations sous condition de ressources. Ce dernier principe relève non plus de la logique de l'assurance mais bien de celle de l'assistance. De plus, à la différence de l'assurance maladie, la CMU est prise en charge par l'État.

Après le plan Juppé de 1995, la loi du 13 août 2004 marque une étape importante dans la réforme de l'assurance maladie. Un processus d'individualisation des prestations (et de décollectivisation de la protection sociale) s'articule à la mise en place d'un véritable dispositif disciplinaire. La CMU induit une logique d'individualisation et de rationalisation sous-tendue par la mise en œuvre d'un « bio-pouvoir libéral » [1].

On décrira ici, plus particulièrement, la restructuration de l'accueil physique des assurés dans un centre de sécurité sociale de la banlieue parisienne au sein d'un département très touché par le chômage et la précarité. Cette restructuration est présentée officiellement comme une réponse à l'afflux des bénéficiaires de la CMU ; la direction s'enorgueillit d'avoir su éviter la stigmatisation de ces publics.

L'individualisation en marche

Les premières conséquences directement visibles de la réforme d'août 2004 concernent la mise en œuvre du parcours de soins coordonné. À partir de janvier 2005 est instauré le forfait de un euro par acte médical : non remboursable, il reste à la charge du patient. Mis à part les cas d'exonération (dont font partie les bénéficiaires de la CMU), cela signifie que, plus le bénéficiaire a recours au système de santé, plus la part restant à sa charge augmente.

À cette même date est mis en œuvre le dispositif du « médecin traitant ». Tout bénéficiaire de l'assurance maladie (à partir de seize ans) est invité à choisir un médecin traitant qu'il s'engage à consulter en première instance avant de se rendre chez un médecin spécialiste [2]. À défaut

1. Au sens de Michel Foucault, le bio-pouvoir libéral instaure une gestion à distance des conduites et des vies des individus au service de l'économie.
2. Sont exclus les pédiatres, les ophtalmologistes, les gynécologues et les psychiatres pour les patients jusqu'à vingt-six ans.

d'opter pour cette procédure et d'en respecter scrupuleusement les modalités, les assurés encourent des pénalités financières appliquées à dater du 1er janvier 2006 [3]. Par opposition aux ménages à faibles ressources économiques, les assurés aisés peuvent sans doute plus facilement se passer de tout ou partie du remboursement si, en échange, leur demande de soins est satisfaite plus rapidement ou plus complètement. Au moment des discussions sur ce projet, certains syndicats de médecins généralistes avaient souligné un effet pervers de ce système susceptible de creuser les inégalités en terme d'accès aux soins : les spécialistes concernés pourraient privilégier, au moment de la prise de rendez-vous par les patients, les assurés susceptibles d'accepter les majorations d'honoraires les plus importantes. Ce phénomène a été observé dès 2005 dans un certain nombre de cabinets dentaires où étaient relégués à des dates très éloignées – voire complètement exclus – les patients bénéficiaires de la CMU, pour lesquels la dispense d'avance des frais [4] est prévue et le dépassement d'honoraires proscrit (dans la mesure où il n'est pas pris en charge par l'assurance maladie.) Ces dérives dévoilent les risques inhérents à la prédominance d'une logique marchande, où la priorité est accordée aux assurés solvables économiquement. Le praticien participe ainsi à l'instauration d'un système de santé à plusieurs vitesses.

De fait, ces réserves se sont avérées fondées. Le constat est aujourd'hui accablant : une récente enquête révèle que 41 % des médecins spécialistes discriminent les bénéficiaires de la CMU, le taux de refus de soins à l'égard de ces derniers étant le plus élevé chez les médecins spécialistes et les dentistes – le maximum étant enregistré chez les psychiatres [5].

3. L'application de ces pénalités, entrée en vigueur en 2006, se traduit par une majoration de 10 % du ticket modérateur et d'un dépassement d'honoraires consenti aux médecins (jusqu'à sept euros). De plus, ces majorations sont prévues pour demeurer à la charge exclusive de l'assuré : elles ne seront pas prises en charge par les mutuelles.

4. La dispense d'avance des frais permet au patient de ne pas payer les honoraires. Ceux-ci sont remboursés directement aux professionnels de la santé sur inscription de leurs honoraires sur une feuille de soins.

5. DIES - fond CMU, synthèse du rapport final, mai 2006.

L'accueil physique : un dispositif disciplinaire

Il existe, au sein de l'organisme, deux formes distinctes d'accueil : physique et téléphonique. Les éléments d'enquête rassemblés ici ne portent que sur le premier. Les motifs les plus fréquents des déplacements à l'accueil sont, hormis les demandes de renseignements relativement simples à traiter, le paiement des indemnités journalières pour les personnes en arrêt de travail (pour cause de maladie, maternité ou accident du travail) et la CMU/aide médicale de l'État (AME).

Pour l'accueil physique, c'est la perception visuelle qui prévaut, un regard qui classe les individus. L'agent d'accueil se construit une représentation de l'usager à partir de la personne physique et des éléments contenus dans le dossier de l'assuré. Ce n'est qu'après avoir réclamé à l'intéressé sa carte Vitale [6] que le guichetier peut consulter le dossier informatique.

Un agent suspecte certaines personnes qui bénéficient de la CMU de ne pas déclarer l'ensemble de leurs ressources. Lorsqu'on lui pose la question de savoir comment il peut être aussi sûr de lui, il répond : « Ça se voit. » Il décrit la tenue vestimentaire, les bijoux portés, le véhicule dans lequel l'usager circule.

À la dimension visuelle vient parfois s'ajouter une dimension « olfactive » – mieux vaut « être en odeur de sainteté »… – qui, dès lors qu'elle est mentionnée par les agents d'accueil, est immanquablement un attribut négatif : sentir « mauvais », l'alcool ou le tabac – ce que l'agent juge incommodant.

Dans la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) où se déroule cette enquête de terrain, on observe une sur-représentation des positions sociales les plus basses parmi les usagers qui se rendent à l'accueil. La proportion d'étrangers ou d'usagers issus de l'immigration est très importante, notamment pour la CMU et l'AME. Le dispositif mis en œuvre sépare et classe les individus selon leur origine sociale.

6. Carte à puce contenant les informations administratives relatives aux bénéficiaires de l'assurance maladie. En projet, la carte Vitale 2 prévoit d'intégrer la photographie et le dossier médical du bénéficiaire. Ainsi, les antécédents médicaux du patient seraient enregistrés et consultables par tout médecin appelé à dispenser des soins.

Dressage des corps

Le préaccueil, un partage signifiant

Journal de terrain, jeudi 18 novembre 2004
(Voir ci-après le schéma reproduisant l'espace accueil du centre)

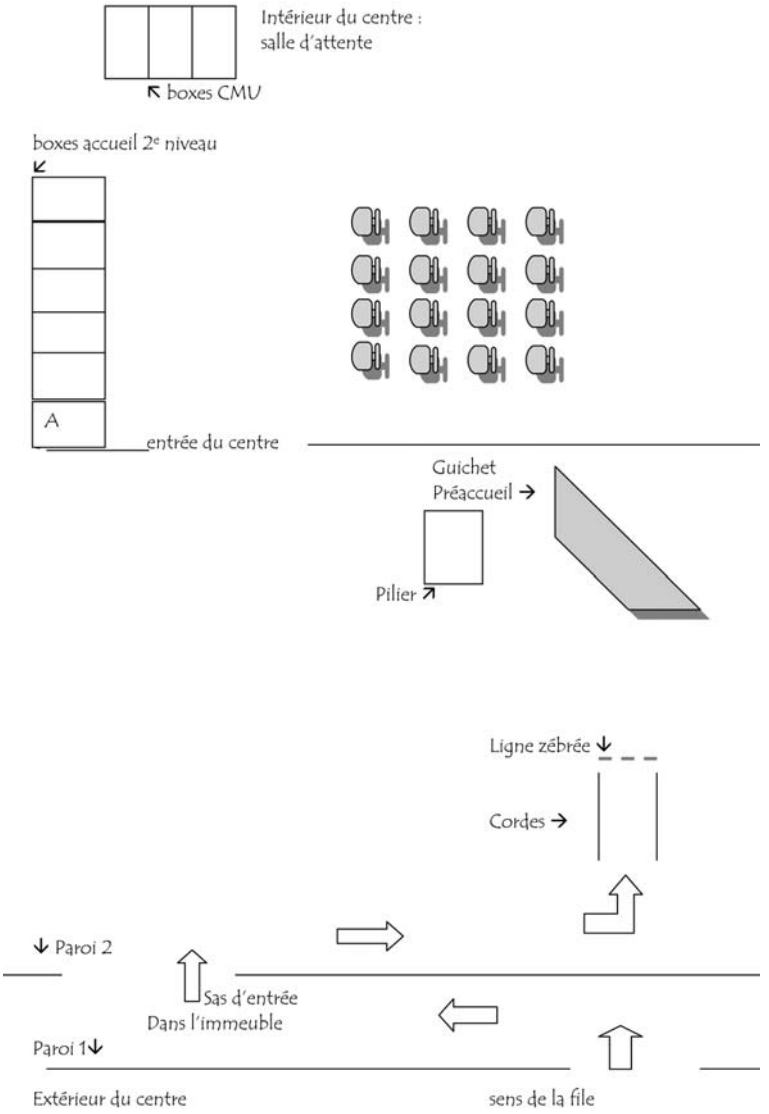
L'entrée s'effectue par la cour adjacente à l'immeuble, qui tient aussi lieu de parking privé pour les agents. Le bâtiment contient un centre d'assurance maladie, le centre de risques professionnels (accidents du travail et maladies professionnelles), le service du contrôle médical. Il est 9 heures 15. Déjà, une trentaine de personnes forment une file d'attente qui déborde à l'extérieur du centre. Elles sont silencieuses – comme si elles se résignaient à ce qui les attend.

L'entrée du bâtiment est matérialisée par un sas vitré. L'entrée dans le sas s'effectue par le côté droit (*paroi n° 1 sur le schéma)*. La porte vitrée automatique est bloquée en position ouverte. Sur la vitre extérieure du sas, une affiche imprimée signale que le centre est fermé le mercredi toute la journée.

À l'intérieur du sas, la file d'attente serpente depuis l'extérieur. Pour pénétrer dans le hall d'accueil, il faut se faufiler sur le côté gauche en longeant la vitre du sas *(paroi n° 1)*.

L'accès dans le hall d'accueil s'effectue par la porte vitrée située à l'extrémité gauche de la paroi n° 2. Autrement dit, les deux ouvertures par lesquelles il faut passer sont placées à deux points diamétralement opposés – ce qui donne une forme précise à l'alignement des corps. Le sens de la marche est indiqué par une flèche orange dessinée au feutre sur une feuille blanche, scotchée sur la vitre intérieure du sas *(paroi n° 2)*. La file d'attente prend corps et prend les corps.

En arrivant dans le hall d'accueil, il faut encore remonter sur le côté droit du sas *(paroi n° 2)* pour pouvoir emprunter, en effectuant une rotation sur la gauche, la dernière ligne droite bordée par un serpentin : deux cordes parallèles gainées de velours peau-de-pêche rouge reliant des plots métalliques dorés. La file d'attente s'étend jusqu'à la « ligne d'arrivée », matérialisée au sol par une bande autocollante (environ cinquante centimètres) zébrée rouge et blanc dont les couleurs sont usées par les piétinements. « À vos marques !… Prêts !… Accueil ! » Le guichet du préaccueil est situé à cinq ou six mètres.


Intérieur du centre :
salle d'attente
boxes CMU
boxes accueil 2e niveau
A
entrée du centre
Guichet
Préaccueil
Pilier
Ligne zébrée
Cordes
Paroi 2
Sas d'entrée
Dans l'immeuble
Paroi 1
Extérieur du centre
sens de la file

À l'entrée du hall à droite trône une borne verte pour la mise à jour des cartes Vitale. À gauche se présentent deux portes grises, fermées, réservées au personnel. Un peu plus loin, un escalier conduit à l'étage où se trouve le centre de risques professionnels (interdit au public). En face, les portes du centre d'assurance maladie sont insolemment grandes ouvertes.

La file d'attente du public est décalée sur la droite par rapport à l'entrée du centre, comme tenue à l'écart, maintenue à distance de cette ouverture béante donnant sur la salle d'attente. Avant d'être invités à y pénétrer, le cas échéant, les usagers doivent, en premier lieu, alterner piétinement et stationnement pour s'acheminer patiemment et silencieusement jusqu'à la ligne d'arrivée, dans l'attente d'une sèche invitation cependant libératrice : « La personne suivante… »

Cette première étape obligatoire constitue ce que l'on nomme « le préaccueil ». Il est prévu pour satisfaire des demandes ou des renseignements simples, c'est-à-dire ne nécessitant pas une recherche approfondie. Une durée d'entretien spécifique est impartie à chaque niveau d'accueil. Pour le préaccueil, trois agents du centre sont assis derrière un haut comptoir. Ce dernier est installé en biais, à droite au fond du hall. Autrement dit, les agents d'accueil ne sont pas placés en face du public, si bien que, lorsque l'agent appelle « la personne suivante », il ne la voit généralement pas. L'agent dispose d'un ordinateur et de différents outils informatiques pour une consultation rapide du dossier de l'assuré. Parmi ceux-ci, un logiciel « gère » la file d'attente. Dès que l'agent est prêt, il déclenche ce logiciel : « La personne suivante » – top chronomètre.

L'usager se présente et reste posté debout derrière le comptoir face à l'agent qui a lancé « La personne suivante » (un « Au suivant ! » à peine euphémisé). L'agent lui demande avant toute chose sa carte Vitale.

Les agents sont assis le dos quasiment contre le mur du fond. Faïza (26 ans, technicienne accueil) décrit cet emplacement comme un « coin sombre », « mal éclairé ». Le grand comptoir jaune forme une sorte de mur – ou encore une carapace – où sont encastrés les ordinateurs comme dans un tableau de bord. Une grande tablette horizontale est prévue comme support pour les claviers d'ordinateurs et pour l'écriture. Entre le deuxième et le troisième poste informatique, un distributeur de tickets, jaune lui aussi, est posé comme un gros insecte qui produit un son strident avant de cracher un ticket comportant le numéro d'inscription de l'usager dans la file d'attente dès lors que sa demande a été « jugée » par l'agent à l'accueil comme justifiant le passage à l'accueil de second niveau.

Cette étape étant franchie, soit l'assuré peut s'en aller ; soit il doit, muni de son ticket, contourner un pilier rectangulaire placé dans son dos pour franchir le seuil de la salle d'attente où il pourra enfin s'asseoir.

Le second niveau d'accueil

Les guichets A à F sont disposés tout le long du côté gauche dès l'entrée dans la salle d'attente. Ils sont consacrés à l'accueil de second niveau. L'accueil CMU s'effectue dans les boxes G à I placés au fond de la salle. Les boxes A et B sont des espaces fermés ainsi que les boxes G et H : ils forment comme des abris. Les autres sont des espaces ouverts séparés par de fines cloisons. À l'intérieur, un bureau avec un ou deux sièges réservés au public.

L'appel des numéros correspondant aux tickets s'égrène sur un écran lumineux placé au-dessus des boxes. À chaque nouvel appel, un signal sonore nasillard retentit. L'appel est déclenché par un des agents d'accueil à partir d'une commande du logiciel qui affiche sur l'écran de l'ordinateur : le numéro appelé, les nom et prénom de l'assuré.

Derrière les boxes se trouvent les coulisses du centre. Les expressions indigènes pour qualifier cet espace – « travailler à l'arrière » ou « derrière » – sont remplacées par le terme de « *back office* » en langue managériale.

Le reste de la salle est occupé par des chaises de bureau réparties sur quatre lignes et placées de façon à faire face aux boxes. C'est ici que viennent se poser et se reposer – de l'épreuve du préaccueil notamment – les personnes à accueillir en attendant que leur numéro s'affiche sur l'écran.

Ce qui est frappant au préaccueil, c'est la présence incontournable des corps. Après le dressage inaugural, l'alignement discipliné des corps, c'est leur aspect figé et leur silence qui surprend. Comme si ces corps ressentaient qu'ils sont indésirables, qu'ils doivent se montrer dociles, se tenir et se contenir, pour ainsi dire se rendre invisibles, inodores. Faïza m'a dit qu'il fallait régulièrement aérer la salle « à cause des odeurs » qui rendraient sinon l'atmosphère irrespirable.

Quant à la longueur de la file d'attente, elle varie considérablement d'un centre à l'autre ; mais elle est, ici, impressionnante : en moyenne 600 personnes par jour. Pierre (44 ans, référent technique à l'accueil) compare la file d'attente du centre à celle d'Eurodisney.

Le fait que la file d'attente soit comme recroquevillée sur la partie la plus en marge et proche du dehors constitue, dans l'espace, un élément de

construction de la distance sociale. Cette distance (sociale et spatiale) s'articule à un quadrillage systématique du temps qui a pour effet de la redoubler.

Classement des « clients » & quadrillage du temps : une tension entre assurance et assistance

L'accueil physique distingue trois niveaux avec une durée limitée d'entretien. Appelé préaccueil, le premier est limité à trois minutes par assuré. Tous les usagers qui se sont déplacés passent immanquablement par le préaccueil. Si la demande de l'intéressé peut être traitée dans ce laps de temps, l'agent d'accueil s'exécute prestement. À ce stade, seules les demandes les plus simples peuvent obtenir satisfaction.

Dès que l'agent pressent que le cas présenté excédera le temps imparti, il l'oriente vers le deuxième niveau, dont la durée totale (attente comprise) ne doit pas excéder vingt minutes. C'est la raison qui conduit maints guichetiers à considérer qu'ils ne disposent, en réalité, que de dix minutes d'entretien. Les assurés reçus au deuxième niveau relèvent quasiment tous de la logique « assurancielle ». Autrement dit, ils ont travaillé et cotisé suffisamment pour pouvoir bénéficier d'une ouverture de droits à la sécurité sociale.

Le troisième niveau est spécifique aux demandeurs de la CMU. Cette couverture sociale s'inscrit dans une logique « assistantielle » : elle s'adresse aux personnes privées de protection sociale (de base et/ou complémentaire) et elle est soumise à des conditions de ressources. L'accueil CMU se déroule essentiellement sur rendez-vous. Ces rendez-vous peuvent se prendre soit au préaccueil soit en contactant la plate-forme téléphonique. Suivant les centres, l'amplitude de cet accueil peut varier de deux à quatre jours par semaine avec une fréquence de rendez-vous fixée toutes les trente minutes. Cette durée inclut en principe l'instruction complète du dossier jusqu'à la décision d'accord ou de refus de la CMU pour l'intéressé.

L'organisation actuelle tend à généraliser l'accueil sur rendez-vous pour remplacer, à terme, l'accueil de deuxième niveau : des consignes sont données pour inciter les usagers à prendre rendez-vous.

À ce stade, la plupart des centres pratiquent l'accueil sur rendez-vous, en moyenne un jour dans la semaine. Généralement, il n'y a pas alors d'accueil de second niveau. Sa suppression a pour effet d'exiger du pré-

accueil de suppléer à cette lacune. Le préaccueil et l'accueil deuxième niveau fonctionnent les autres jours. Cependant, certaines unités ont directement substitué l'accueil sur rendez-vous à l'accueil second niveau.

L'accueil sur rendez-vous a pour effet de différer la réception de l'assuré et, ainsi, la satisfaction de sa demande. Les délais d'obtention d'un rendez-vous (en remplacement du second niveau) sont variables mais, pour l'instant, semblent limités à trois ou quatre jours. Autrement dit, la pratique du rendez-vous instaurée pour la CMU est étendue à une partie plus large des assurés qui se déplacent à l'accueil. Toutefois, les délais de rendez-vous pour les premiers sont relativement plus longs que pour les seconds.

Cela illustre bien comment la CMU peut servir à enclencher un nouveau dispositif qui est ensuite étendu à un public plus vaste. Néanmoins, la distinction entre assurés et assistés connaît une translation qui reproduit les mêmes écarts entre les deux groupes. À cet égard, il paraît très significatif que l'instruction des dossiers des demandeurs de l'AME (étrangers en situation irrégulière) soit exclue de l'accueil alors que ses bénéficiaires comptent sans doute parmi les plus précaires. En effet, seule la liste des documents à fournir leur est remise au préaccueil. L'instruction et la gestion du dossier sont centralisées au siège, et il faut compter deux à trois mois pour obtenir une réponse.

Le premier niveau d'accueil a pour objectif de traiter 80 % des demandes. Cette contrainte pèse très lourdement sur l'activité à l'accueil, d'autant que tous les temps d'entretien sont mesurés par le logiciel informatique prévu pour la « gestion de la file d'attente ». Si la norme des 80 % au préaccueil n'est pas respectée, cela a des répercussions sur le deuxième niveau. Pour une durée d'attente maximale fixée à vingt minutes, avec dix minutes par entretien, sitôt que plus de deux assurés attendent pour le deuxième niveau, les délais ne peuvent être tenus.

Il existe une distinction entre les « bons » clients : les assurés qui ont suffisamment travaillé et cotisé pour relever de l'assurance ; et ceux que l'État assiste : les « mauvais » clients, qui ne travaillent ni ne cotisent – les « inutiles au monde » décrits par Robert Castel.

Il y a, pour ainsi dire, un renversement de l'ordre des priorités, où l'économique supplante le social. Celui qui travaille et cotise est servi plus rapidement que celui qui, ne disposant pas de ces attributs, est relégué vers les formes d'accueil dont les délais d'attente sont les plus importants alors même que sa situation sociale et/ou médicale justifierait souvent une réponse immédiate.

De surcroît, le rapport au temps des personnes en grande précarité n'est pas toujours compatible avec une gestion du temps rationalisée, celle d'un « emploi du temps » qui induit une projection dans l'avenir et suppose une bonne maîtrise du présent. Même la fixation d'un rendez-vous peut poser problème.

L'inconfort moderne

Dans Algérie 1960*, Pierre Bourdieu évoque les difficultés soulevées par l'accès à un appartement moderne pour les anciens habitants d'un bidonville : « L'appartement moderne est un élément d'un système et, à ce titre, il exige de ceux qui ont à l'occuper l'adoption d'un certain style de vie, il suppose et appelle l'adoption de tout un complexe de pratiques et de représentations. […] L'accession à l'habitat requiert une véritable métamorphose culturelle dont tous les relogés ne sont pas capables parce qu'ils ne détiennent ni les moyens économiques de l'accomplir ni les dispositions qui ne peuvent se constituer en l'absence de ces moyens. L'appartement moderne est un espace déjà structuré et portant dans son organisation, son étendue, sa forme, l'indication de l'utilisation future qui pourra en être faite, du type d'occupation qu'il réclame, etc. […] Il apparaît à la fois comme le lieu d'exigences qu'il faut combler et aussi comme un espace étranger qu'il s'agit de défricher, d'humaniser, c'est-à-dire de posséder, et qui résiste. "Moderne", fait pour un homme "moderne", l'appartement exige un comportement d'homme "moderne". Pour celui qui n'a pas les moyens de l'occuper et de l'habiter, il devient une sorte de monde étranger auquel on ne peut imprimer sa marque et dont on ne sait comment remplir les attentes.* [7] »

De la même façon, l'accueil de la caisse d'assurance maladie est un espace structuré dont l'organisation induit le type d'utilisation qui peut en être fait et, de surcroît, le type de public auquel elle s'adresse. L'accueil, dans sa configuration même, exige de la tenue, voire de la retenue. Il induit des contraintes qui disqualifient les individus incapables de s'y conformer.

À la valeur que les agents d'accueil sont amenés à accorder au temps de l'assuré – qui exprime la valeur sociale que l'institution accorde à l'assuré

7. Pierre Bourdieu, *Algérie 1960*, Minuit, 1977, p. 107-108.

lui-même – vient s'adosser la valeur du temps passé par l'agent à l'accueil pour servir l'assuré. Cela tend à construire des niveaux de légitimité. Eu égard à l'utilité sociale et à la légitimité dont sont créditées les différentes catégories d'assurés, on observe un traitement différentiel.

Parfois, un assuré sans travail, manifestant son mécontentement d'avoir attendu pour rien (en cas de non-satisfaction de sa demande), ou rechignant pour se déplacer à nouveau ou prendre un rendez-vous, peut s'entendre répondre par l'agent : « Pourquoi, vous travaillez ?! » Ces assurés sont censés être disponibles pour toute démarche requise par l'institution puisqu'ils ne travaillent pas (au sens de l'exercice d'une activité salariée). Le travail prend ici toute sa valeur d'utilité sociale reconnue. Ainsi, Pierre, à propos du développement de l'accueil sur rendez-vous : « Les gens qui bossent, tout ça, au moins ils vont pas perdre leur demi-journée pour rien, ou leur journée, ou deux heures de leur temps pour rien. »

Ces différences de traitement dans l'accès au droit trouvent un prolongement dans la pratique de beaucoup de professionnels de santé. Une enquête réalisée en 2002 auprès des médecins généralistes libéraux permet d'établir une corrélation entre les durées de consultation et les catégories sociales. Ainsi, la durée moyenne de la consultation tend à décroître dès lors que la catégorie sociale est plus basse : le « record » de l'acte le plus court est réservé aux bénéficiaires de la CMU [8].

Plus l'usager relève de la logique de l'assistance, plus le délai d'attente d'accès au droit (prise en charge de la demande) tend à s'accroître tandis que, à l'inverse, la durée de la consultation médicale tend à diminuer.

Un mécanisme de domination

La volonté est désormais claire de contenir le nombre de visiteurs à l'accueil, de repousser vers l'extérieur pour invisibiliser la file d'attente – et, par voie de conséquence, les corps des pauvres qui la constituent majoritairement –, en proposant de plus en plus systématiquement soit l'accueil sur rendez-vous, soit le dépôt du dossier « dans la boîte », soit l'utilisation d'outils comme Internet. Parfois, certains guichetiers invitent l'assuré à appeler la plate-forme téléphonique au lieu de se déplacer.

8. DREES, *Études et résultats*, n° 481, avril 2006

À propos de l'élargissement de l'accueil sur rendez-vous pour les dossiers compliqués, Fatou (26 ans, emploi-jeune) précise : « On ne veut pas avoir de monde dans la salle. Il n'y a plus de chaises, nous avons enlevé les chaises. Maintenant, les gens restent debout. »

L'agent de l'accueil est plus ou moins bien disposé à l'égard de l'assuré, en fonction de la perception qu'il a de lui (comportement, élocution, aspect physique etc.). Les conditions du préaccueil sont très inconfortables tant pour ceux qui accueillent que ceux qui sont accueillis. Ainsi une assurée âgée à l'accueil : « Je suis contre cette queue devant. C'est des gens… les laisser dehors comme ça ! »

L'organisation de l'espace administratif (aménagement des guichets, tickets et numéros d'attente) et les pratiques d'encadrement qu'ils autorisent visent à placer l'individu seul face à l'administration.

Au préaccueil, les assurés parlent généralement à voix basse pour garder un peu de confidentialité. Trois assurés attendent souvent en même temps, et se tiennent côte-à-côte. Les « récalcitrants », ceux qui se présentent devant le guichetier dès que l'usager précédent laisse la place libre, sont fréquemment sermonnés : « Il faut patienter et attendre qu'on vous appelle ! » L'assuré retourne, après s'être confondu en excuses, derrière la ligne zébrée. Ceux qui n'obtempèrent pas immédiatement peuvent être éconduits plus sèchement par l'agent qui les enjoint de retourner *à leur place*.

Pénétré du sentiment de légitimité conférée par l'institution, l'agent d'accueil impose souvent son point de vue, même en cas d'erreur de sa part. Une servitude implicite est imposée aux usagers, qui sont placés en situation de dépendance par rapport à l'institution (urgence sociale, problèmes liés à la précarité etc.), renforcé par leur méconnaissance du système et/ou du fait que le versement des prestations peut constituer une part essentielle de leurs ressources. On a ainsi affaire à une « relation inégalitaire [9] ».

Parfois, cette inégalité est redoublée par l'effet stigmatisant d'une demande implicite à laquelle l'assuré ne peut répondre.

La scène se déroule au préaccueil : l'assuré, un Maghrébin d'environ quarante-cinq ans, froisse son imprimé après que l'agent d'accueil (un conseiller assurance maladie) lui a demandé de le compléter sur-le-champ. L'assuré se plaint : « Faut toujours remplir des papiers, j'en ai marre. » L'agent lui rétorque : « Ne soyez pas méchant. » L'assuré, excédé, préfère

9. Vincent Dubois, *La Vie au guichet*, Economica, 2003, p. 53-57.

se retirer : il quitte l'accueil en fulminant « Je ne veux pas être méchant. » L'agent, triomphant, lance : « Allez, au revoir. Au revoir, monsieur. » Après son départ, l'agent s'exclame : « Il ferait mieux d'aller se faire soigner. Il s'énerve parce qu'il ne sait pas écrire. »

Plus tard, je demande à l'agent de m'expliquer ce qui s'est passé. Le centre a adressé à l'assuré (victime d'un accident du travail) une déclaration de changement de situation à compléter. Mais il y a eut un problème d'adresse dans son dossier. L'assuré a donc confirmé son adresse : « Il a même marqué "6 rue…" ; et c'est là qu'il n'a pas pu écrire. Je sais, c'est pour ça qu'il s'énerve : parce qu'il ne sait pas écrire. Donc, il s'est énervé : il est parti. »

Les usagers sont accueillis par des emplois-jeunes assurance maladie (EJAM), souvent des « étrangers de l'intérieur » (une grande partie d'entre eux sont issus de l'immigration post-coloniale), des techniciens nouvellement embauchés et des conseillers en assurance maladie (CAM). Ces derniers, les plus anciens dans l'organisme, cherchent à se tenir à distance – voire à se protéger - des fractions les plus démunies du public (pré-accueil et accueil CMU) en cantonnant (avec l'accord de la hiérarchie) les personnels de niveau 2 et 3 dans la position la plus exposée à la misère et en cherchant refuge à l'*intérieur* du centre. Les agents les plus anciens préfèrent s'identifier aux assurés sociaux inscrits dans la « société salariale », qui relèvent de l'assurance. De ce fait, ils cherchent à se replier sur le second niveau d'accueil. Les nouveaux (à la base, il s'agit d'« emplois-jeunes » recrutés spécifiquement pour remplir cette mission) sont cantonnés aux niveaux d'accueil où le dispositif assistantiel est présent, avec son lot d'« exclus », d'« inutiles au monde » et d'« assistés ».

Les usagers relevant de l'assurance sont considérés comme les usagers légitimes, tandis que ceux qui relèvent de l'assistance sont stigmatisés et souvent pensés comme moins légitimes, voire illégitimes. Cette partition est reproduite au sein de l'équipe d'accueil. Les agents les mieux intégrés professionnellement sont légitimés à traiter à l'accueil les dossiers des usagers comparativement les mieux intégrés dans la société. Le fait de travailler à l'accueil est ressenti comme un déclassement (une chute). Ce rapprochement avec des populations déclassées s'apparente à l'expression d'une précarité dont beaucoup d'agents préfèrent se tenir à distance pour mieux s'en différencier.

À ceux qui n'ont pas le choix, qui sont tenus de faire face à l'accueil des assurés les plus démunis, reste la possibilité d'un retournement du

stigmate par l'invocation de l'« utilité sociale » de leur travail. Pour ce faire, ils revendiquent une « vocation » et s'investissent personnellement pour les usagers en essayant de valoriser la fonction d'accueil.

Dans les deux centres visités, au sein d'une équipe accueil composée d'environ dix personnes, deux ou trois personnes sont « blanches ». Hormis les agents d'origine antillaise, présents dans l'organisme depuis de nombreuses années, que nous retrouvons dans tous les pôles, les autres agents d'origine étrangère sont presque exclusivement placés à l'accueil. Ce qui a pour effet de les positionner comme des « étrangers de l'intérieur ». De plus, un certain nombre d'entre eux, parmi les plus jeunes, disposant d'un niveau scolaire supérieur aux plus anciens, correspondent à ce que Pierre Bourdieu décrit, en référence au système scolaire, comme les « exclus de l'intérieur » [10].

Performance rationnelle *vs* performance sociale

Assis au préaccueil aux côtés de Juliette, agent d'accueil, j'assiste à l'arrivée d'une femme d'une cinquantaine d'années, qui demande le renouvellement de l'attestation de droits pour son fils. Elle remet à Juliette deux documents : l'attestation Vitale expirée et un document de la caisse d'allocations familiales. Juliette lui rend immédiatement le second en disant que ce document ne la concerne pas. La femme s'excuse pour cette erreur : c'est parce qu'elle ne sait pas lire, dit-elle. Elle range son papier dans un grand sac plastique portant la marque d'une grande surface. Juliette consulte le dossier de l'assuré sur l'ordinateur. La femme explique qu'elle vient « pour [son] fils handicapé ». Juliette voit d'anciennes fiches de paie enregistrées. Elle demande à la femme si son fils travaille toujours. La femme confirme : il travaille dans un CAT. Juliette réclame alors ses dernières fiches de paie pour prolonger ses droits. La femme n'a pas apporté ces documents. La femme ayant indiqué que son fils était handicapé et qu'il travaillait en CAT, j'interviens pour que Juliette s'assure du régime de l'assuré. Car il devrait être identifié au régime des adultes handicapés et disposer de droits permanents sans autre justificatif. L'assuré

10. Pierre Bourdieu, *La Misère du monde*, Seuil, 1993, p. 912-923.

est affilié au régime des adultes handicapés. Juliette, gênée, reconnaît qu'elle n'a pas fait attention. Elle me demande la signification du terme CAT : il s'agit des « centres d'aide par le travail », où peuvent travailler les personnes handicapées.

Cet exemple montre comment le temps imparti à l'accueil conduit l'agent à déterminer au plus vite le « problème » de l'intéressé sans prêter vraiment attention aux éléments fournis par l'usager. Le document de la CAF présenté par la femme indiquait peut-être la perception par son fils de l'allocation d'adulte handicapé. De plus, pendant que Juliette consulte son écran d'ordinateur, la femme apporte des informations capitales (handicapé, CAT) qui lui échappent complètement. Cette omission atteste la prédominance des informations perçues visuellement à l'écran sur la parole de l'usager. La consultation du dossier sur l'ordinateur capte l'attention de l'agent, qui n'écoute plus vraiment son interlocuteur. Il y a indéniablement un effet de stress, occasionné par la limitation de la durée d'entretien à trois minutes. (Effet qui peut toutefois, dans l'exemple donné, être amplifié par ma présence : en situation de formateur, je suis susceptible d'évaluer la qualité des renseignements dispensés par l'agent d'accueil.)

La séparation des registres privé et public de la vie des assurés est infime. Bon nombre de questions posées par l'agent d'accueil oscillent entre les deux. Suivant les cas, le franchissement de cette limite ténue est le fait de l'agent d'accueil ou de l'assuré lui-même. Pour l'usager, le récit de sa vie, les confidences sur soi peuvent constituer des moyens de « payer » de sa personne pour bénéficier de certains droits ou de certaines prestations. L'exposition de son intimité, de son corps souffrant vont souvent de pair avec la précarité, dans le sens où il s'agit de faire la preuve de sa « peine à vivre », de payer en « monnaie vivante » [11].

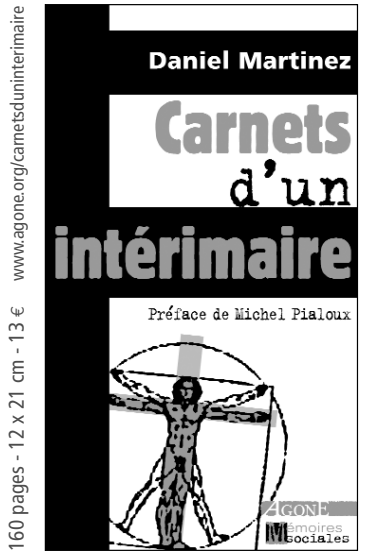
L'assuré produit un récit de soi en référence à ce qu'il perçoit comme étant attendu généralement par les services sociaux en pareille situation. Il a intégré le fait qu'il faut dévoiler ses souffrances. À défaut d'être assuré social après s'être acquitté de cotisations, il convient, en contrepartie, de régler la note autrement. Ces deux formes de « paiement » renvoient

11. Monique Moulière et Numa Murard, « Le travail des uns et le souci des autres. Approche biographique des agents et des usagers de la CAF », *Recherches et prévisions*, décembre 1998, n° 54, p. 7-23.

encore à l'opposition des deux logiques de l'assurance (cotisations sociales) et de l'assistance (récit de soi pour apporter la preuve de sa pauvreté) : pour être aidé et obtenir une reconnaissance sociale (être admis en tant que « bon » pauvre), l'usager démuni doit payer du dernier bien qu'il possède : sa personne.

PASCAL MARTIN

Doctorant en sociologie (rattaché au CSE-EHESS), Pascal Martin est également formateur dans une caisse primaire d'assurance maladie en région parisienne ; l'organisme en question constitue son terrain d'enquête.



Lorsque j'ai accepté cette mission, l'agence Bis m'avait dit qu'il ne s'agissait que d'un nettoyage de chantier. Au départ, il n'était aucunement question d'un quelconque transport de cloisons vitrées. Mais « les intérimaires peuvent tout supporter »… On nous fait transporter des portes ignifugées d'un gabarit assez impressionnant. Les vitriers utilisent des poignées avec de puissantes ventouses, que nous n'avons pas. Ils bénéficient d'un taux horaire de cinquante francs en qualité d'ouvriers qualifiés ; nous touchons le SMIC.

Exténués, abrutis moralement et physiquement, nous débauchons à 18 heures. Je m'empresse de téléphoner à l'agence pour réclamer la prime de risque dont nous ont parlé les vitriers. Silence gêné. Réponses évasives. Le sous-traitant qui nous emploie n'a pas prévu cette mesure dans son budget. J'ai besoin de fric, j'ai besoin de bouffer. Je ne peux que fermer ma gueule. Combien ai-je côtoyé de copains d'infortune qui travaillaient sans chaussures adéquates ou harnais de sécurité alors que ceux-ci étaient obligatoires ? Combien en ai-je rencontré qui conduisaient un chariot élévateur sans permis de cariste ? À quoi sert l'Inspection du travail ?

Daniel Martinez a consigné ici son quotidien de travailleur intérimaire dans la région de Bordeaux. Récits de chantiers, réflexions et colère devant le piège qui se referme, ces Carnets témoignent d'une vie au risque de la précarité.

Nous atteignons aux premières fraîcheurs de l'automne, ponctuées en Gironde par d'abondantes précipitations. De la flotte, encore et toujours, pour ajouter à la déprime renforcée par les boulots à la con des missions intérimaires… J'effectue depuis trois jours, en compagnie d'un autre employé temporaire, un travail de nettoyage et de rangement au sein des établissements Sogen, situés en aval du bourg d'Eysines. Je remplace un intérimaire qui n'a pas été au terme de cette mission, tellement ce boulot est passionnant. C'est du moins ce qu'affirme mon collègue de travail. Il est du genre peu loquace et m'apparaît particulièrement démoralisé par les tâches peu valorisantes que nous effectuons. Cette entreprise de moyenne importance a pour spécialité la réparation et la remise en état des pompes à essence. En l'occurrence, il est de notre ressort de nettoyer les dépendances et les arrières des bâtiments de ce site dans lesquels sont entreposées, entre autres objets hétéroclites, de vieilles pompes, tantôt quasiment pourries, tantôt sérieusement amochées ou atteintes par la limite d'âge. Évidemment, comme tout est prévu pour faciliter les conditions de travail, le matériel de manutention est également restreint. Même pas un transpalette manuel à notre disposition. On nous a dégotté un diable pour chacun. Ces appareils nous servent à déplacer les pompes à essence afin de les ranger, les stocker et, si possible, les classer selon leur état d'usure. Certaines seront réparées, d'autres partiront à la casse ou bien seront récupérées par un ferrailleur.

Le cadre de notre travail est tout à fait sinistre. Nous évoluons dans une espèce de vaste arrière-cour crasseuse où errent quantité de morceaux de ferraille et de débris hétéroclites, parfois dans une allée centrale, parfois empilés dans de minuscules hangars ou sous des auvents. Vieux pneus, tôles, cornières en aluminium, boulons, vis, antiques chaînes rouillées et panneaux de fer jonchent le sol ou sont paresseusement accoudés contre les murs. La dernière touche glauque de ce champ de ruines a été apportée par les pluies de ces dernières semaines : tout suinte une humidité putride et d'énormes flaques d'eau ont élu domicile dans les ornières qui rongent le sol, établissant une cohabitation pacifique avec un épais tapis de feuilles

de chêne qui agonisent sur cette terre ingrate. Parmi ce fatras surréaliste de pompes, quelques-unes permettront de récupérer dans leurs entrailles des pièces susceptibles d'en dépanner d'autres. Une sorte de « don d'organes »… Laissant vagabonder notre imagination, nous voyons ces appareils totalement dénués de charme et de vie comme des robots infirmes, rescapés d'un terrible conflit ayant pour enjeu la possession du carburant.

Un sourire narquois à la commissure des lèvres, la moustache frémissante, un éclair de vice dans la prunelle, l'épouvantail gonflé de suffisance qui fait office de chef nous explique sur un ton emphatique, un fort accent charentais à l'appui, que nous devons remettre « de l'ordre et de la propreté dans tout ce capharnaüm ». Ce mec a le look du parfait adjudant de carrière. Dès notre prise de contact, je ne l'avais pas senti. Il ne souffre aucune prise d'initiative de notre part. Nous devons exécuter ses ordres. Point final. Cette mission sera encore une véritable partie de plaisir. Non seulement ce travail est à chier mais, en prime, nous allons devoir supporter ce mongolien ! Une idée s'incruste peu à peu dans mon cerveau lorsque j'analyse la nature de notre travail, le lieu où nous évoluons et tout ce qui gravite autour, jusqu'aux éléments naturels et cette pluie qui n'arrête pas de tomber depuis plusieurs jours. Une impression de crasse. Comment des ouvriers peuvent-ils accepter de travailler dans de telles conditions ? Les locaux sont vétustes, tout respire la négligence, l'abandon, la saleté, l'insalubrité. Les diverses pièces, les anciennes pompes à essence sont stockées en dépit du bon sens. Jusqu'à des ronces énormes qui se sont faufilées, rampant et enlaçant caisses et poteaux… Jour après jour, nous nettoyons, trions, classons, désherbons. Un espace non négligeable dans la grande arrière-cour se trouvait pratiquement en état de friche, envahi par une végétation des plus hétéroclites, composée de hautes herbes sauvages, de ronciers et de cannes de bambous qui avaient proliféré dans cet endroit particulièrement humide. Sur notre insistance, le « chef » nous fournit des bêches et un râteau. Parmi les matériaux, tout ce qui s'avère irrécupérable est acheminé par nos soins dans une benne à ordures commandée par l'entreprise. Mon collègue, toujours aussi peu loquace, en convient : il s'agit là d'un des boulots les plus dégueulasses qu'il nous ait été demandé d'accomplir.

Bien m'en a pris de m'équiper de gants de manutention, de bleus de travail et de chaussures de sécurité – fournies par l'agence intérimaire, mais souvent au prix de quelles tractations ! Certaines boîtes d'intérim demandent à leurs employés de les payer, mais dès qu'ils gueulent, celles-ci font marche arrière car cet équipement doit nous être attribué en fonction des risques que nous courons sur certaines missions. À l'inverse, mon compagnon de travail – il ne brille pas d'un humour particulier et sa conversation a principalement

trait aux bagnoles ou à la chasse, bref le genre de conneries que je déteste – travaille en jeans élégamment coupés et chaussé de somptueuses Adidas pour mieux patauger dans toute cette merde. La semaine dernière, je l'ai vu rappliquer en exhibant une paire de Nike Air Jordan – à un prix déraisonnable pour la bourse d'un ouvrier, mais c'est celui à payer pour s'identifier au rêve américain…

(Étrange journée. Mon esprit est traversé de pensées confuses. L'atmosphère est moite, un timide soleil tente désespérément de percer les nuages gris. Mon dernier jour de repos… Nous sommes partis nous balader. Assis dans une clairière, nous avons un peu lu et j'ai laissé reposer ma tête sur ses genoux pendant qu'elle caressait mes cheveux. C'est incroyable ce qu'elle peut m'apaiser dans ces moments-là. J'aime éperdument ma femme. Elle sait me faire oublier le monstrueux ratage que je traverse. Pour elle, j'ai encore très envie de me battre, de lui prouver que je ne serai pas toujours un perdant. Dialogue. Mots simples. On peut se réfugier derrière des prétextes ou se trouver des excuses, mais on peut aussi tenter d'analyser une situation avec plus ou moins de lucidité, penser qu'il est nécessaire, en certaines périodes difficiles de l'existence, de rentrer en soi, de réapprendre une véritable humilité, de se dire qu'on peut ressortir grandi de douloureuses épreuves ou de cinglantes défaites. Nous sommes conscients que l'injustice est là, quotidiennement présente, que nous la subissons en même temps qu'une intolérable exploitation au service d'une classe de nantis. Nous devons trop souvent nous plier aux injonctions d'une hiérarchie qui ne possède pas une once de psychologie ni de pédagogie. Ces petits chefs ne sont que les valets serviles d'une classe dirigeante qui daigne leur laisser sucer les os des reliefs du festin. Un festin qui se bâtit sur notre dos, avec les peines, l'abnégation et la sueur des classes laborieuses. Pourquoi, dans cette période de crise – alors que « tous les experts s'interrogent pour trouver des remèdes contre le chômage » – se forcer à accomplir ces travaux dégradants et mal payés ? Tout simplement parce que nous avons besoin de bouffer, que les prétendues mesures appliquées par les gouvernements successifs s'avèrent ni plus ni moins que des emplâtres sur des jambes de bois et que les « experts » sont tout ce que l'on veut, sauf des hommes ou des femmes de terrain ! Ils s'en contrefoutent, les « experts », que les banlieues crèvent de leur mal de vivre et que la révolte gronde, pourvu qu'ils puissent se remplir la gueule, entre eux, dans des restaurants gastronomiques.)

[…]

Où suis-je tombé ? dans le XIX^e^ siècle si bien décrit par Zola ? Comment peut-

on encore traiter ainsi des ouvriers ? […] J'ai beau me répéter inlassablement que nous avons besoin d'argent et me repasser en tête toutes les sempiternelles raisons qui font que nous avons besoin de bosser afin de pouvoir « joindre les deux bouts », je me dis que le monde du travail ne peut pas être que « ça ». Il me semble au contraire que l'accomplissement d'une quelconque tâche doit, au moins de temps en temps, procurer une forme d'épanouissement, la satisfaction d'avoir accompli une action utile, d'avoir réalisé et créé à la manière d'un artisan, d'avoir apporté avec humilité sa contribution, sa pierre à l'édifice.

Mais ici, dans cet endroit lugubre, nous atteignons au paroxysme de l'absurde et du néant. Après la pause, l'après-midi va se dérouler sur le même tempo. Nous serons obligés de subir les élucubrations du contremaître, ponctuées de jurons et d'un registre impressionnant de grossièretés. Tout cela baignant dans les ferrures, les boulons, les écrous, le bruit, la poussière, la crasse… Quatre longues heures interminables placées sous le signe de la poésie courtoise. Lorsque je repense à ce « chef », je me dis qu'il est probablement issu de la grande muette – peut-être un adjudant de carrière à la retraite ayant droit à un « emploi réservé » dans le civil, piquant ainsi le travail d'un chômeur. D'un commun accord, notre groupe a décidé de ralentir le rythme de travail. Le « chef » est vert de rage. Pauvre type. Pauvre larbin. Je me dis qu'il est heureux que, dans notre équipe de quatre personnes, je ne sois pas tombé sur des lèche-bottes asservis à la volonté de la maîtrise.

DANIEL MARTINEZ
Extrait de Carnets d'un intérimaire
Préface de Michel Pialoux, Agone, 2003

Le texte ci-contre s'appuie sur différentes enquêtes menées au Centre d'études de l'emploi entre 1972 et 2002 dans la région parisienne et la région grenobloise. Jean-Pierre Faguer est chargé de recherches au Centre de sociologie européenne (CNRS). Il a notamment publié *Khâgneux pour la vie. Une histoire des années soixante*, La Documentation française, 1995 ; et « Épouse et collaboratrice », *in* Pierre Bourdieu (dir.) *La Misère du monde*, Seuil, 1993.

Le « relationnel » comme pratique & comme croyance

LA PRÉCARITÉ CONTRIBUE à la transformation des modes de domination au travail vers plus de polyvalence et d'assujettissement. La diffusion des nouvelles formes de management « participatif » réactualise, dans le cadre d'un capitalisme plus « moderne » et dont la force s'appuie sur la croyance dans le progrès technique, des formes d'exploitation économiques qui caractérisaient, dans les années 1960, le travail des jeunes sans qualification. Paradoxe qu'il faut expliquer : malgré la « démocratisation » de l'école, les formes les plus archaïques de la domination sont en train de se généraliser à l'ensemble du salariat, y compris pour les emplois du monde intellectuel. Aujourd'hui, les « relations de services » ne concernent plus uniquement les emplois de service : elles peuvent être observées sur tous les sites de travail, dans les usines, les bureaux, les hôpitaux, les supermarchés, mais aussi à l'université et dans les médias. L'incertitude par rapport à l'avenir liée à la multiplication des statuts précaires (et donc à la peur de perdre son emploi) implique disponibilité et flexibilité, auto-évaluation et reconversion permanentes. Il est exigé en effet de l'ensemble des salariés, même sans qualification, une part de plus en plus importante d'activité de service et de « communication ». Chaque poste, en même temps qu'il suppose la maîtrise d'une compétence technique spécifique, fait appel aux qualités exigées d'un personnel de service. En devenant apparemment plus autonome, chacun doit faire preuve des qualités contradictoires impliquées par la maîtrise technique du poste et par la prise en compte

des relations entre collègues et même assumer des tâches d'encadrement. Il faut savoir négocier son travail, s'auto-évaluer, « se vendre ».

La dévaluation des diplômes a produit à la fois une massification et une dévalorisation des tâches intellectuelles ; la généralisation de la précarité introduit dans le monde de la culture l'esprit du capitalisme. Mais, d'un autre côté, la « scolarisation » des professions engendrées par la diversification de la division du travail intellectuel crée une hybridation sociale et scolaire des candidats ; elle conduit à une « mixité » des qualités populaires et « classes moyennes » sur un même lieu de travail. Cette mise en concurrence de candidats différents par l'origine sociale a pour effet que l'« exploitation économique » s'accompagne ordinairement d'un travail de rectification morale des comportements « populaires ». Exemple peut-être le plus caractéristique, la sélection des candidats dans les emplois de service ayant une fonction de « représentation » est inséparable d'un travail de socialisation à la fois morale et corporelle : « Les *écoles spécialisées* dans la formation des "hôtesses" font subir aux jeunes filles des classes populaires qui se sélectionnent en fonction de leur beauté "naturelle" une transformation radicale dans leur manière de marcher, de s'asseoir, de rire, de sourire, de parler, de s'habiller, de se maquiller, etc. [1] »

La vision du monde du travail véhiculée par les enquêtes sur l'insertion professionnelle risque de faire oublier que la notion de « marché » reste une abstraction aussi longtemps que l'analyse économique refuse de prendre en compte les rapports de forces qui sont au principe de la relation entre employeurs et employés. Le monde économique s'organise comme un champ de luttes qui se hiérarchise selon les qualités sociales des personnes mises en concurrence dans chacun des univers sociaux : « Quant à ces qualités, rappelle Max Weber, ce sont les conditions de la lutte et de la concurrence qui en décident : il faudra posséder une plus grande force physique ou une ruse dépourvue de scrupules, de plus grandes capacités intellectuelles, ou de meilleurs poumons, ou une meilleure technique démagogique, être plus obséquieux envers ses supérieurs ou savoir mieux flatter les masses, être plus original dans l'organisation ou plus apte à s'adapter socialement, posséder des qualités extraordinaires ou d'autres qui ne dépassent pas le niveau moyen de la masse. [2] »

1. Pierre Bourdieu, *La Distinction, critique sociale du jugement*, Minuit, 1979, p. 227.
2. Max Weber, « Concept de la lutte », *Économie et société*, Plon, 1971, t. 1, p. 74.

Le « relationnel » : qualité morale ou compétence ?

La notion de « relationnel » tend à s'imposer dans le monde du travail pour indiquer ce qui, dans un poste, est susceptible de « valoriser » la personne qui l'occupe. Elle sert à nommer ce qu'un salarié doit savoir faire lorsqu'il n'y a rien dans l'emploi de particulier à valoriser, par exemple lorsqu'il s'agit d'emplois mal payés, sans qualification précise. C'est souvent une manière de rappeler que les employés subalternes, principalement dans le secteur des services, se doivent, avant tout, « d'être au service » (d'un patron, des collègues, des clients, etc.). Mais c'est aussi le « presque rien » qui, attaché aux qualités de la personne, agit comme les zéros ajoutés à la droite d'un nombre : il en est le pouvoir multiplicateur, il confère au poste même le plus humble une dimension sociale, « relationnelle », attachée à la personne. Il souligne l'importance des manières de faire et des qualités qui « vont avec » la personne : la confiance, les qualités morales, la présentation, l'éducation, etc. ; bref, tout ce qui ne peut pas faire l'objet d'un contrat de travail mais qui est impliqué, au-delà de la formalisation du contrat, dans le processus de sélection de la main-d'œuvre.

Cette notion est souvent mise en avant dans la littérature sur le management pour définir la compétence professionnelle des débutants et des travailleurs des services les moins qualifiés, ceux qui ne peuvent faire preuve d'aucune compétence spécifique (expérience professionnelle valorisante, diplômes, recommandations) mais qui, sans avoir de relations ni de qualification reconnue par un diplôme ou par des conventions collectives, ont toutefois un peu de tout cela, suffisamment pour mettre en valeur, dans certaines circonstances, sur le marché du travail, un certain « capital de position » qui est le produit de leur histoire familiale et professionnelle, et qui correspond à ce que recherchent les employeurs quand ils exigent des candidats, surtout non-diplômés, une bonne présentation ou une bonne moralité.

Car cette notion a aussi un autre sens qui rend attentif à la dimension « interactionniste » d'un emploi : le relationnel « met en relation », par l'intermédiaire du poste, celui qui l'occupe avec l'ensemble des personnes qui sont liées par la même activité professionnelle ; par son travail, chaque salarié entre dans un système d'interdépendances qui le lie non seulement à son employeur (ou, lorsque la division du travail est plus diversifiée, à

ses cadres directs, à des cadres plus éloignés, au service du personnel, etc.) mais aussi à ses collègues, aux clients, etc. En travaillant, il est donc conduit à faire « travailler » en même temps les liens avec les différents agents liés par leur travail à sa propre activité. C'est en agissant sur cette « configuration », pour reprendre la formulation d'Elias, qu'il peut transformer son poste, et, plus largement, trouver les moyens « d'évoluer » dans son entreprise (comme disent parfois les employeurs), c'est-à-dire faire preuve d'une certaine polyvalence qui est toujours très « chargée » de relationnel.

Mais la « relation de service » implique plus encore une forme de familiarité plus ou moins distante mais indispensable entre l'employé et l'employeur, qui peut se traduire par au moins trois critères de définition de la compétence : tout d'abord, il faut faire preuve d'une aptitude à la soumission, au moins formelle, envers une personne singulière (et, indirectement, envers ses proches, ses « relations professionnelles » ou ses clients), aptitude à maîtriser, en particulier, la relation par rapport à ses « attentes », ses « imperfections », ses incompétences et ses humeurs [3]. C'est, en second lieu, un savoir qui n'est pas transmissible par l'école. Non seulement le travail ne peut s'apprendre que sur le tas, mais, à l'exemple du travail de la ménagère, il doit être « réappris » chaque jour. Il faut tenir compte, enfin, de l'importance de la dimension symbolique du corps, inséparable de la dimension physique des tâches. Le corps est l'outil primordial de tous les employés de service, il est chargé de faire le « liant » entre la dimension technique et la dimension morale du poste. Il faut « faire corps » avec son travail non seulement pour accomplir un certain nombre de tâches manuelles mais aussi pour « mettre de la distance » avec l'employeur, les collègues ou les clients. Apprendre à travailler sous le regard des autres, c'est apprendre à contrôler ses émotions et, éventuellement, à les rendre « expressives », à les « théâtraliser ».

La relation de service, forme euphémisée de la violence économique

Une enquête réalisée en 1971 sur les pratiques de recrutement de petits patrons parisiens utilisateurs de jeunes sans qualification [4] – un milieu perçu à l'époque comme « archaïque » et voué à une disparition prochaine –

3. Josiane Pinto, « Une relation enchantée : la secrétaire et son patron », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, n° 84.
4. Gabrielle Balazs et Jean-Pierre Faguer, « Jeunes à tout faire et petit patronat en déclin », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1979, n° 26-27.

décrivait des formes de domination, en définitive, proches de celles que nous pouvons observer aujourd'hui jusque dans les univers professionnels les plus confrontés au progrès technique ou dans les univers culturels : malgré leur différence de statut, le personnel de service et les travailleurs subalternes du champ intellectuel ou de production des biens culturels sont, de plus en plus souvent, soumis aux mêmes contraintes (par exemple, la précarité), comme s'ils constituaient les deux versants d'un même marché du travail.

Cette enquête présentait l'intérêt d'observer un marché du travail liant intimement les postes aux caractéristiques non seulement économiques mais aussi personnelles des employeurs. Les critères d'embauche ainsi que l'observation des lieux de travail montraient que les emplois proposés aux jeunes sans qualification ne correspondaient pas à des tâches techniques précises. Ces emplois étaient dans l'ensemble polyvalents et interchangeables. Ils se résumaient au savoir-faire ordinairement attendu d'un coursier ou d'un manutentionnaire pour les garçons, d'une vendeuse pour les filles. Le dénominateur commun des exigences de ces employeurs, souvent âgés et travaillant dans des branches en déclin (habillement, textile, petits métiers de l'artisanat), correspondait à l'idée stéréotypée des qualités attribuées à la jeunesse : docilité, souplesse facilitant la polyvalence des tâches, instabilité relative ajustée à la précarité de postes n'offrant ni réelle formation ni avenir professionnel. Ce qui était implicitement exprimé à travers la définition de ces emplois aux limites floues (répondre au téléphone et faire quelques paquets, assurer un peu de vente et balayer, faire les courses et donner des coups de main au patron), mêlant étroitement évaluation « technique » (savoir lire une facture, écrire un bordereau), morale (sérieux, bien élevé, affable avec les clients, capable de rendre service) et physique ou ethnique [5], était l'exigence d'un rapport d'adaptabilité au patron et au milieu de travail plutôt que d'un ajustement de la compétence à une définition précise des tâches.

Les invariants des emplois-jeunes : la polyvalence des tâches [6]
La dénomination de l'emploi offert aux jeunes est secondaire.
L'intitulé varie selon les secteurs : dans les bureaux, on parlera

5. Environ une offre sur cinq précisait : « Français de France », « métropolitain uniquement » ou « accepte étranger mais à peau blanche ».
6. Gabrielle Balazs et Jean-Pierre Faguer, « Jeunes à tout faire et petit patronat en déclin », *art. cit.*

d' « archivistes », de « grouillots », de « réceptionnistes/petites écritures », dans le commerce de « grooms », de « commis », de « vendeuses », de « coursiers/petits travaux », dans l'artisanat de « manutentionnaires livreurs », d'« aides monteurs ». Mais ce sont en fait les mêmes tâches de base qui sont désignées sous les différentes dénominations. Ce qui est commun à tous les emplois, c'est la diversité des tâches. L'appellation ne mentionne qu'une partie de l'emploi, celle qui porte un nom de métier et cache ce qu'elle exige véritablement, la partie commune à tous les emplois, difficile à définir en termes de poste puisqu'il s'agit d'une multitude de tâches comparables à celles d'une femme de ménage ou au travail domestique.

Comme l'explique le gérant d'une fabrique en gros de joaillerie du quartier des Halles : « J'ai demandé un manutentionnaire, non, plutôt un coursier, c'est-à-dire une course dans la journée, c'est plutôt un emploi de bureau sans l'être, un homme à tout faire, quoi. » De même, le responsable d'un commerce important d'épicerie fine (« On n'est pas Fauchon, mais on est au-dessus de la grande surface ») n'emploie pas de vendeurs parce que « le travail est trop divers pour intéresser un vendeur ; par exemple, pour les fruits et légumes, il n'y a pas quelqu'un en permanence sur ce rayon. Il faut apprendre au jeune à être polyvalent. […] Il remonte les caisses de la cave, il approvisionne la boutique et fait le nettoyage des bouteilles, il aide à la vente, je lui ai appris à se servir d'une balance. C'est pas difficile, les prix sont marqués. »

Contrairement à la division du travail dans le secteur industriel, la multiplicité et la confusion relative des tâches qui caractérisent le mode de production familial impliquent qu'une même personne occupe plusieurs postes. Dans un atelier d'articles métalliques où travaillent le mari, la femme, le fils et une employée, on cherche un manutentionnaire jeune « pour l'entretien du magasin, les courses et quelques travaux d'atelier ». « Si je lui fais faire de la manutention, explique le mari, l'adulte va dire : "Non, ce n'est pas mon travail." Si je l'emploie comme livreur, ça ne va pas, il faut qu'il fasse les deux. » Autres exemples de cette multiplicité des tâches demandées aux jeunes, une brasserie recherche un manœuvre « pour le nettoyage, l'entretien, ainsi que la préparation des hors-d'œuvre » ; une entreprise de tissus d'ameublement

demande « un manutentionnaire assez robuste, ayant une écriture correcte » ; un commerçant d'accessoires-auto précise que « le jeune sera formé comme employé de commerce, il sera chargé de la tenue du stock, des écritures, du téléphone et de la réception de la clientèle » ; un vendeur doit faire aussi « de la manutention, quelques courses dans le quartier et des livraisons à domicile ».

Un type de relations qui s'apparente à la famille et la domesticité

La relation à l'employeur, aux collègues, à la clientèle et au « site » de travail (le quartier, l'atelier ou la boutique, etc.) – en particulier l'aptitude à « s'adapter » au milieu, à faire en sorte de ne pas être rejeté non seulement par le patron mais aussi par sa famille, les collègues de travail et les clients – était la condition première de l'embauche. Une telle relation de « service » apparente ce type d'emploi à des interactions proches de celles de la famille et de la domesticité et s'explique par l'existence d'un monde professionnel dans lequel la séparation entre le cadre de la vie privée du patron (et des siens) et la boutique ou l'atelier n'est jamais totalement réalisée. Les rapports de travail entre patron et employé impliquent confiance, complémentarité, voire complicité. Ce cas limite a le mérite de souligner l'existence d'un mode de domination qui est au principe, aujourd'hui, de la segmentation à une plus large échelle des marchés du travail des diplômés.

De plus en plus souvent, les caractéristiques biographiques sont utilisées, en effet, comme des critères d'embauche (les « qualités privées », la « situation personnelle ou matrimoniale », les « expériences professionnelles »), avec ce qu'elles « annoncent » de la dimension « relationnelle » des postes, même les plus techniques. Elles apparaissent comme l'un des facteurs les plus déterminants de la segmentation des marchés du travail, bien au-delà des limites de ces marchés perçus par beaucoup d'économistes comme l'état « résiduel » d'un mode de production antérieur. Des relations de ce type sont pourtant aujourd'hui visibles dans l'ensemble du monde professionnel, y compris dans les entreprises industrielles productrices de « technologies nouvelles », comme l'informatique, et sur les différents marchés du travail intellectuel.

Le capital de « confiance » qui permet de construire des relations durables dans le monde professionnel n'est réductible ni au diplôme, ni à

l'expérience professionnelle. Il n'est pas pour autant le produit de la maîtrise pratique des « nouvelles technologies » ni de la diffusion de l'ethos professionnel des techniciens dont la « valeur sociale » dépend moins de l'efficacité qui leur est reconnue dans l'exécution de leurs tâches que de la « place » d'intermédiaire (« ni ingénieur, ni ouvrier ») qu'ils occupent dans la hiérarchie des classes [7]. La confiance est le produit d'un mélange de savoir-faire et d'attitude morale facilitant les négociations, la redéfinition des postes, des tâches, l'invention de nouveaux rôles professionnels, l'aptitude à « exister » et à trouver sa place dans un espace professionnel ; ce que les « experts » des théories du management appellent, lorsqu'ils évoquent la « valorisation des tâches » mineures mais indispensables au bon déroulement du travail, la « disponibilité », « l'expérience », le « potentiel », bref, le « relationnel ».

« Le relationnel », c'est aussi physique [8]

Les emplois de manutentionnaire pour les garçons, de vendeuse pour les filles semblent être typiques des emplois assignés aux jeunes. L'emploi de manutentionnaire fait référence aux tâches manuelles et laisse dans l'ombre le surplus de qualification. Si le manutentionnaire est effectivement un « homme à tout faire » dont le travail de base est manuel, il peut être également chargé d'autres travaux réclamant une qualification nettement au-dessus de celle qui est habituellement exigée d'un manœuvre. L'emploi de vendeuse qui se définit surtout par les tâches de service dissimule souvent un surplus de travail, car, ainsi que l'explique une crémière d'une rue commerçante, il comprend à la fois des tâches manuelles et non manuelles : « Il faut qu'elle sache compter, faire une addition, une multiplication, une division, […] il faut être aimable, propre, avoir de la tête, savoir retenir, avoir du réflexe, savoir reconnaître les clientes ("Un camembert comme d'habitude", elle le veut bien fait.) […] Quand on lave par terre comme ça chez moi, c'est comme ça et pas comme ailleurs, et si je veux qu'elle coupe le fromage de cette manière, il vaut mieux qu'elle n'ait pas appris ailleurs autrement. Vous comprenez, savoir juste vendre des œufs, ça ne sert à rien, il

7. Jean-Pierre Faguer, « Le bac E et le mythe du technicien », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1983, n° 50.

8. Gabrielle Balazs, Jean-Pierre Faguer, « Jeunes à tout faire… », *art. cit.*

faut savoir tout vendre. » Une main-d'œuvre non définie – sinon par l'âge, c'est-à-dire implicitement par l'origine sociale dont la spécificité est d'être sans spécialisation – présente l'avantage d'être adaptable à tous les types de travaux. Un jeune professionnellement indéterminé équivaut à un travailleur étranger (usage de la force physique, rôle masculin) ou à une femme (travail symbolique, rôle féminin). Il est interchangeable. Perçu par les employeurs comme un salarié ne sachant rien faire, le jeune peut donc tout faire.

Le dirty work *& la division « morale » du travail*

Pour comprendre toute l'ambiguïté de la notion « relationnel », il ne faut pas oublier que la division du travail n'est jamais uniquement technique : c'est une réalité très souvent observée que les « cadres » – à chaque échelon de la hiérarchie sociale – ont tendance à déléguer à leurs subalternes ce que Everet Hughes appelle le *dirty work*, le sale boulot, c'est-à-dire le travail à risque, à la fois le plus dévalorisé et le plus dangereux, là où sont importants les risques d'erreurs et donc de fautes professionnelles : « Dans une certaine mesure, en effet, nous engageons des gens pour faire des erreurs à notre place. La division du travail dans la société n'est pas purement technique, comme on le suggère souvent. Elle est aussi psychologique et morale. Nous déléguons à d'autres certaines choses, non seulement parce que nous ne pouvons pas les faire, mais aussi parce que nous ne souhaitons pas prendre le risque de faire une erreur. La culpabilité en cas d'échec serait trop lourde. [9] » C'est pourquoi la division « morale » du travail s'appuie sur le « tricotage » d'une collaboration unissant travail légitime (faisant souvent l'objet de protocoles écrits) et travail relationnel : activités niées en tant que travail, des plus conviviales, sources, pour les supérieurs, de « perte de temps », (« bavardage », écoute des plaintes des collègues, invitations, etc.) aux plus techniques (formation ou prise en charge d'un débutant, remplacement momentané ou durable d'un collègue défaillant) ; c'est le travail « invisible », en général celui des femmes, des dominés, qui fait le « lien » (et le « liant ») entre les différentes « branches » de la division du travail et permet de le rendre plus « collectif ». Cette forme de travail fondée sur une compétence qui est le fruit à la fois de

9. Everet C. Hughes, *Le Regard sociologique. Essais choisis*, EHESS, 1996.

« l'expérience » et de « l'écoute », mêle inséparablement les qualités (et les qualifications) du « technicien » et du « travailleur social » dans la même personne [10]. On peut observer sur chaque lieu de travail l'importance centrale de ceux qui font ce qu'on peut appeler le « travail du travail », c'est-à-dire ce processus « d'encadrement moral » du travail sans lequel le fait de « travailler ensemble » perdrait force et efficacité : délégué syndical, infirmière « réparatrice » des effets du stress dans les entreprises où la compétition est intense [11], moniteur, assistante sociale, employé du service du personnel ou enseignant en formation permanente.

Du déclassement des personnes au déclassement des métiers

L'histoire sociale de l'apprentissage de l'informatique sur le tas – l'un des phénomènes les plus déterminants de la transformation de l'organisation du travail et de la remise en question des hiérarchies professionnelles entre le milieu des années 1980 et des années 1990 – nous enseigne que ce ne sont ni des enseignants à temps plein ni les cadres mais les travailleurs « de base », lorsqu'ils étaient bien intégrés à leur milieu professionnel du fait de leurs compétences et de leur ancienneté, qui ont contribué de la manière la plus efficace à la formation de leurs collègues ; par exemple, les secrétaires qui enseignaient le traitement de texte à d'autres secrétaires étaient sensibles non seulement à l'aspect « technique » de l'apprentissage mais aussi aux problèmes relationnels de leurs collègues vis-à-vis de leurs supérieurs (notamment produits par les contraintes liées au rythme de travail,

10. Les conditions biographiques nécessaires à l'accumulation de ce qui peut être défini comme un « capital moral » évoquent les conditions d'accumulation de la qualification religieuse. Historien spécialiste de l'histoire de l'Antiquité tardive, Peter Brown a repéré quatre propriétés biographiques qui peuvent être au principe de l'autorité morale des « saints » dans le cadre d'une religiosité qui reste proche de la demande populaire telle qu'elle se manifestait dans les campagnes des provinces orientales de l'Empire romain de la fin du IVe siècle : la disponibilité, le « don de soi », le pouvoir de « calmer l'angoisse », enfin le statut d'« étranger » qui permet d'occuper une position d'arbitre *a priori* neutre et bienveillant dans les conflits locaux (*Le Culte des Saints : son essor et sa fonction dans la chrétienté latine*, Le Cerf, 1996.)

11. Gabrielle Balazs et Jean-Pierre Faguer, « Une nouvelle forme de management, l'évaluation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, n° 114.

aux horaires, etc.) et donc plus susceptibles que des enseignants venus de l'extérieur de comprendre les blocages, voire les « résistances » que l'apprentissage de techniques nouvelles pouvait susciter. Autrement dit, dans ce cas, des autodidactes se sont révélés plus compétents que des enseignants professionnels pour former sur leur lieu de travail d'autres autodidactes [12].

L'informatique & la professionnalisation de la sphère de la vie personnelle

La démocratisation de l'informatique a été facilitée par sa diffusion dans le monde du travail grâce à l'invention d'ordinateurs personnels qui ont contribué à rendre les utilisateurs plus indépendants du lieu de travail, qui impliquait jusque-là un labeur collectif, extrêmement rigide et hiérarchisé [13]. Mais, en même temps, l'informatique tendait dès lors à pénétrer le monde de la vie privée, à professionnaliser la sphère de la vie personnelle. C'est ce qui explique que le développement de l'informatique personnelle ait été particulièrement tributaire des rapports de domination dans le travail. En revanche, elle s'est diffusée à un rythme beaucoup moins rapide dans les ménages – vers la fin des années 1990, surtout après 1995, qui marque le début des équipements multimédia ; et la démocratisation de son apprentissage s'est effectuée très lentement dans le monde de l'école. La littérature consacrée à l'émergence de l'informatique comme discipline universitaire et comme pratique professionnelle traite son objet comme s'il était « sans histoire ». De leur côté, les entreprises présentent son apprentissage comme allant de soi – un « besoin », le « progrès technique », la soumission à la recherche du rendement ou de l'efficacité, etc. Tout se passe comme si les politiques de formation des entreprises faisaient « l'économie » de l'évaluation du travail que représente l'appren-

12. François Bonvin et Jean-Pierre Faguer, « Une génération d'autodidactes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2000, n° 134.

13. Dans un livre qui compare les conditions de développement de l'informatique sur la côte Est des États-Unis et en Californie, Annelee Saxenian décrit comment l'invention des micro-ordinateurs a été possible dans un environnement industriel et culturel en rupture avec les grandes unités (et programmes, militaires notamment) qui avaient permis le développement de l'informatique « lourde » dans la région de Boston (*Regional advantage, culture and competition in Silicon Valley and Route 128*, Harvad UP, 1994).

tissage en tant qu'investissement pédagogique. C'est particulièrement frappant lorsqu'on observe qu'elles confient le plus souvent cet enseignement à des personnes dont la fonction principale n'a jamais été celle d'enseigner. Ces formateurs, qui ne disposent pas d'une grande autonomie dans la manière d'exercer leur fonction, effectuent un travail relativement invisible, non reconnu comme tel et peu valorisé. De même, la brièveté des formations, parfois réduites à quelques jours, signifie que l'apprentissage n'est qu'une adaptation, un ajustement qui ne doit pas prendre de temps, qui « se fait tout seul », et dont l'exemple le plus typique est l'apprentissage du traitement de texte enseigné à des secrétaires par des secrétaires. La frontière entre les informaticiens et les usagers tend ainsi à devenir moins hermétique : avec l'informatique personnelle, l'utilisateur ordinaire a pu accéder aux savoirs des experts et être en mesure de remettre en question la légitimité de leur autorité.

Situation paradoxale pour cette génération : comment apprendre une discipline qui n'existe pas ? Cet enseignement ne bénéficiait alors en effet ni d'enseignants « homologués », ni de corpus de savoirs et de savoir-faire stabilisés. Il faut revenir aux facteurs sociaux de construction d'une croyance partagée dans les bénéfices d'un apprentissage collectif qui favorise les employés les mieux intégrés. Trois ensembles de facteurs doivent être pris en compte pour comprendre comment les utilisateurs, surtout les moins scolarisés, ont pu bénéficier de cet apprentissage.

Un apprentissage collectif

Tout d'abord, la maîtrise des machines s'appuie, dans leur cas, moins sur des apprentissages théoriques que sur une mémoire gestuelle et corporelle ; le corps est « corps mémoire », les exercices s'effectuent par une série de manipulations de touches, conditions de progrès en précision et en rapidité, en particulier par un travail sur les « enchaînements » qui rapproche ce type de savoir de l'apprentissage musical ou de l'entraînement sportif : le corps se soumet à la logique de la machine. Ils finissent par travailler ensemble, à constituer un « couple » complémentaire.

Mais cet apprentissage ne se limite pas à la relation entre l'homme et la machine. C'est avant tout, au moins jusqu'à un certain niveau, un apprentissage collectif qui s'appuie sur la pédagogie propre à tous les apprentissages mutuels ; sur un même lieu de travail, ceux qui en savent un peu plus montrent aux autres ce qu'ils savent faire. Très souvent, les progrès

s'effectuent par observations plutôt que de manière discursive, à l'inverse de ceux de l'utilisateur plus savant, qui consulte une documentation, un mode d'emploi. Les progrès s'appuient sur les rapports amicaux entre collègues. Ils font partie des échanges d'informations, de savoir-faire, de services : la demande d'aide peut apparaître dans ce système comme un rituel de confirmation de l'estime et de la confiance accumulées par un salarié auprès de ses collègues.

Enfin, l'apprentissage s'appuie sur la reconversion de l'expérience professionnelle et du capital professionnel. L'utilisateur débutant est conduit à reconvertir des ressources, des savoir-faire à une autre échelle, avec d'autres moyens. Il « comprend » les usages possibles d'un logiciel, comme un tableur ou une base de données, parce qu'il sait déjà faire ce type de travail manuellement. Celui qui sait pour quels usages un logiciel a été créé perçoit ce qu'il permet de faire de manière plus rapide, plus systématique et plus sûre. Les enjeux de l'apprentissage sont appris d'autant plus rapidement que l'utilisateur sait déjà faire autrement ce que la machine propose de faire, parce qu'il avait déjà fait la preuve de la maîtrise des catégories de pensée qui sont au principe de la maîtrise de son activité professionnelle ordinaire.

Parce que cet enseignement est, le plus souvent, mis en place dans l'urgence, les enseignants ont des propriétés sociales singulières qui les rendent d'instinct sensibles non seulement aux difficultés techniques que les utilisateurs doivent surmonter mais aussi aux blocages auxquels ils ont été eux-mêmes confrontés. C'est ce qu'illustre le projet de formation au traitement de texte mis en place, au début des années 1990, dans l'un des établissements, en région parisienne, d'une multinationale du secteur de la chimie. La concentration des services de recherche et d'application à la fabrication (chercheurs, ingénieurs, techniciens) a conduit à la délocalisation du conditionnement. L'enseignement décrit ici doit donc être situé dans le cadre plus large d'un projet concernant l'ensemble des salariés les moins qualifiés : pour les ouvriers qui ne peuvent suivre la délocalisation, afin d'éviter leur « licenciement sec », un plan de reconversion sur place a été proposé. Ils reçoivent une formation à l'informatique qui les prépare à entrer dans le service des « petites commandes » en cours de réorganisation et qui les met directement au service des chercheurs. Dans la même période, des actions de formations ont été rendues nécessaires pour que les ouvriers « animaliers » puissent satisfaire aux nouvelles exigences de la législation en matière d'application des

consignes (transmission écrite) ; de même, des actions de formation à la chimie sont proposées aux femmes de ménage afin d'améliorer leur compréhension des règles de sécurité. Selon le responsable des ressources humaines (lui-même entré dans l'entreprise avec le niveau du bac mais qui a suivi ensuite une formation en psychologie et en pédagogie), cette expérience a conforté l'hypothèse que l'apprentissage des adultes nécessite une manière de faire spécifique : « Apprendre à apprendre de nouveau à des gens qui ont une expérience désastreuse de l'école, qui ont peur de l'enseignement, qui restent muets devant l'enseignant et pensent qu'ils sont incapables. » C'est pourquoi il évite de faire appel à des formations sous-traitées à l'extérieur qui sont fréquemment trop éloignées de l'expérience professionnelle des personnels qu'ils « mettent en difficulté ». Le succès de la formation tient à sa prise en charge par des enseignants qui connaissent bien le travail quotidien. En ce qui concerne l'informatique, des « sessions de découverte », qui ont eu beaucoup de succès auprès des diverses catégories de personnel, ont été organisées pour faire découvrir comment cette nouvelle technologie permet de réaliser plus rapidement et plus facilement les opérations de la vie quotidienne (par exemple, modifier un budget en fonction d'une dépense imprévue). C'est dans ce contexte qu'a été choisie comme coordinatrice de la formation au traitement de texte une secrétaire qui a elle-même éprouvé la relative inadaptation des stages proposés à l'extérieur et qui, ayant plus facilement assimilé les enseignements, a été l'objet de demandes d'aide de la part de ses collègues. Elle a elle-même proposé ses services au responsable qu'elle a personnellement connu au cours de multiples sessions de formation à l'expression orale ou écrite. Cette femme qui possède un CAP de bureau exerce cette nouvelle fonction à temps plein. Les stages qui s'adressent aux salariés des différents services de l'entreprise, se limitent à de petits groupes homogènes de participants. Pendant l'interview, acceptée en fin de journée après les cours, elle est interrompue à plusieurs reprises par le téléphone : il s'agit de demandes de dépannage en urgence. Ses questions, brèves et précises, ont pour fonction d'établir un diagnostic de manière à régler sur-le-champ les pannes ou les procédures qui bloquaient le travail en cours et à donner rendez-vous à la personne dans la semaine pour les problèmes de fond. Mais plus qu'une compétence technique, la force de son savoir-faire s'appuie avant tout sur sa connaissance pratique des besoins des utilisateurs, ses anciennes collègues : sa « proximité » morale et la fami-

liarité non seulement avec leurs problèmes de travail mais aussi avec les enjeux professionnels qu'ils voilent, constituent les principales ressources qui sont au principe de sa pédagogie.

La diversification des pratiques d'embauche

Le processus de déclassement des emplois de débutants dans les services, l'artisanat et les petites entreprises, déjà ancien, s'est accentué à mesure que les diplômes du technique et de l'enseignement secondaire professionnel subissaient une dévaluation par rapport à l'enseignement général. Une enquête par entretiens auprès des employeurs de main-d'œuvre jeune a été réalisée en 1979, dans une grande ville universitaire, pour comparer la diversification des pratiques d'embauche, facteur d'une segmentation progressive du marché du travail [14].

Les exigences étaient différentes pour des emplois apparemment identiques mais en contact avec une clientèle spécifique. Par exemple, le responsable du personnel d'une librairie « centre-ville » justifiait par les caractéristiques d'une clientèle principalement étudiante le « profil » de ses employés même les moins qualifiés : « Nos caissières n'ont pas du tout la tête des caissières des hypermarchés. […] Ici, la caissière, on lui demande d'être polie, d'être gentille, de faire un sourire, d'avoir une certaine éducation, au moins extérieure ; on ne cherche pas uniquement le rendement à la machine. » De même, le responsable du recrutement, dans une banque nationalisée, avait tenu à préciser « qu'à partir de la fonction de cadre » le personnel – choisi encore à cette époque parmi les employés de l'établissement grâce à la promotion interne – devait posséder « une espèce de tenue et de correction qui n'est pas innée, mais qui se fait d'elle-même ». Ces « qualités de classe » pour les emplois de service sont donc sensiblement différentes selon les milieux professionnels, elles impliquent des modes de recrutement diversifiés qui, parfois, peuvent être facilités par les contacts de la vie quotidienne. Dans un supermarché, une secrétaire chargée de l'embauche des caissières, recrutées auparavant « de temps en temps à l'ANPE », préférait s'adresser directement aux femmes qui fai-

14. Jean-Pierre Faguer, « L'embauche des jeunes en période de chômage », *Cahier du Centre d'étude de l'emploi*, 1983, n° 26.

saient leurs courses dans le magasin : « On met maintenant une affiche en bas, tout simplement. » Un système d'embauche qui fait appel aux liens de voisinage du personnel de l'entreprise est traditionnel dans les industries anciennes, pour les métiers de type artisanal qui s'apprennent sur le tas : dans une tannerie, le chef du personnel, qui était aussi chef de fabrication et directeur, avait observé que parmi les ouvriers, immigrés pour la plupart, « beaucoup venaient de la famille, des cousins. […] Il suffit de dire dans l'usine qu'on embauche quelqu'un et il y en a dix qui se présentent. Les gens rouspètent mais ils sont bien contents d'être là. » Dans une papeterie située à l'extérieur de l'agglomération et qui occupait une centaine de salariés, toutes les personnes qui avaient été recrutées durant les six mois précédents étaient liées par leur famille à l'entreprise. Le PDG avait souligné que le recrutement par l'intermédiaire « du milieu professionnel local » était « la solution de loin la plus valable : c'est évident, l'ANPE, c'est anonyme. »

« On est obligé malgré tout de retomber dans la femme qui est mariée »

Pour la secrétaire responsable de l'embauche des caissières et des manutentionnaires dans un supermarché, les jeunes femmes étaient exclues de fait : « De toute façon, chez nous, depuis un an, notre politique, c'est toutes à temps partiel. […] Pour vivre, ça ne leur suffit pas, on est obligé malgré tout de retomber dans la femme qui est mariée. » Profil du poste : des femmes âgées d'environ quarante ans, ayant de grands enfants. Elles présentent, en outre, l'avantage de ne pas « avoir d'accrochages » avec les clients comme ça serait parfois le cas avec les jeunes. Parmi ceux-ci, les seuls qui ne leur posaient pas de problèmes étaient les étudiants embauchés l'été en deux vagues de quatre semaines durant les vacances du personnel permanent.

Dans la même enquête, on pouvait constater que les caractéristiques scolaires et sociales des débutants employés sur des postes à rotation variaient moins en fonction des caractéristiques techniques des postes que de la position plus ou moins dominée des entreprises dans le champ économique : faisant de la rotation permanente de la main-d'œuvre la base de leur politique de l'emploi, beaucoup de petits patrons recrutaient uniquement des jeunes sans diplômes à la recherche à la fois d'un emploi et d'une formation professionnelle. L'acquisition de la formation pouvait alors

servir d'alibi aux bas salaires et à l'absence de débouchés dans l'entreprise : « Je forme des apprentis, après ils vont apprendre ailleurs, c'est mieux » (patron pâtissier) ; un garagiste qui employait trois ouvriers, un apprenti et « accessoirement » deux stagiaires en alternance justifiait ainsi la mise en place « d'une sorte de rotation » : « Si vous conservez tous les jeunes que vous avez formés, si vous êtes parti avec un, au bout de dix ans, vous en avez dix. […] Le mot est peut-être un peu fort, mais c'est un peu le rebut de la scolarité, ceux qui n'ont pu aller ni dans un CES, ni dans un CET, ni poursuivre des études secondaires. »

Le « style étudiant » comme justification morale du travail précaire

Les étudiants apparaissaient au contraire bien adaptés aux postes de vente ou de contact avec une clientèle « classe moyenne ». Pour la responsable de l'embauche, dans un grand magasin, les qualités des étudiants tenaient à leur aptitude « à jouer le jeu », à ne pas se sentir « déclassés » par un emploi qu'ils n'occuperaient qu'un temps limité et auquel ils n'identifiaient pas leur position sociale, mais aussi à la facilité et la rapidité avec lesquelles ils pouvaient maîtriser leurs tâches professionnelles, surtout « relationnelles », du fait de leur origine sociale et de leur niveau d'études : « Les débutants sans diplôme, je crois que sans dossier on peut les reconnaître en trente secondes. C'est très visible. Je parle évidemment de la petite fille qui a un certificat d'études et qui ne sait pas quoi faire comparée à la fille ou au garçon qui est en deuxième année de licence. […] Vous savez, vendeuse, finalement c'est un jeu, ça les amuse à la limite. » Les caractéristiques des postes proposés aux étudiants ne sont pas liées spécifiquement à la condition étudiante mais plutôt au style de vie des classes moyennes qui les conduit à accepter provisoirement des emplois beaucoup moins qualifiés que ceux auxquels ils pourraient prétendre en tant que « débutants » même si, pour certains, ce type d'emploi peut devenir un emploi « à vie » – ce qui est le cas, par exemple, de ceux qui, après avoir abandonné leurs études, peuvent rester en contact avec le milieu étudiant en occupant des emplois dans le monde du sport, des

15. Sur la tension entre étude et pérennisation d'un emploi précaire, lire Vanessa Pinto, « Servir au fast-food. "Petit boulot" & engagement dans le travail », *infra*, p. 205-219.

loisirs, des biens culturels [15].

La « crise » comme expression de la violence économique refoulée

La prise en compte de la transformation du mode de reproduction sociale est inséparable de l'observation de la « dégradation » du marché. À mesure que l'embauche devient plus sélective, les employeurs se montrent plus exigeants du point de vue des caractéristiques sociales, y compris pour les candidats aux postes sans qualification. Ils peuvent les sélectionner, « à formation égale », non seulement en fonction de leur bonne volonté mais aussi de leurs caractéristiques biographiques (jeune, femme, célibataire, etc.). Le travail précaire a ainsi pu être alimenté tout à la fois par les efforts entrepris par les étudiants d'origine populaire pour « valoriser » leur formation et par la multiplication des « emplois provisoires » occupés par les déclassés de la petite bourgeoisie rejetés des filières les plus sélectives de l'enseignement supérieur. La crise de l'emploi est inséparable d'une crise du système scolaire ; c'est ce qui incite à étudier ensemble l'école et le marché du travail, les stratégies de reconversion de la petite bourgeoisie à capital économique vers le salariat et la prolifération des formes d'emploi précaire ; autrement dit, les transformations du mode de reproduction sociale avec les « dérèglements » que peut apporter au fonctionnement du marché du travail la résistance des déclassés à leur propre déclassement. On pourrait ainsi décrire différentes phases de l'histoire du travail précaire qui, peu à peu, a transformé une forme d'emploi liée à l'existence d'un marché du travail relativement marginal en forme de sélection sur le tas et surtout de pression sur les salariés pour les contraindre à se soumettre plus facilement aux exigences de l'intensification du travail. Cantonnés dans la sphère des petits emplois artisanaux pour les jeunes des classes populaires sans diplômes, les emplois précaires ont ensuite affecté la grande majorité des débutants qui quittaient l'école entre seize et dix-huit ans ; aujourd'hui, ils concernent presque l'ensemble des débutants d'une même classe d'âge. De plus, le « modèle » de la précarité tend à justifier les nouveaux modes de management qui s'imposent sur tous les marchés du travail comme si les qualités de la jeunesse devaient être partagées par l'ensemble des salariés quel que soit leur âge et les effets du déclassement professionnel par rapport à leurs attentes.

Au début des années 2000, des menaces de licenciements sont apparues dans le monde de l'informatique et des hautes technologies, milieu qui échappait jusque là aux effets les plus brutaux de la crise : les salariés de ce secteur ont découvert à leur tour que la compétition pour la recherche d'un emploi stable ne concernait plus seulement les salariés jeunes et titulaires des diplômes les plus dévalués mais aussi les diplômés des secteurs considérés comme les plus qualifiés et porteurs des valeurs d'avenir. Toutefois, dans ce secteur, la lutte s'est manifestée sous des formes différentes. À la précarité des chômeurs et des intérimaires, ou des travailleurs manuels et des services voués aux petits boulots sans avenir, correspondaient dans les grandes entreprises l'anxiété, le stress et l'incertitude de l'avenir de salariés soumis à l'intensification du travail [16] ; à la violence brutale de l'usine s'opposait la « violence douce » des nouvelles formes de management. Autrement dit, on pouvait observer la formation dans le salariat de deux populations subissant respectivement les effets de deux logiques antagonistes de gestion du personnel : d'un côté des personnes qui n'ont pas de travail (ou qui n'ont pas assez de travail pour vivre de leur travail) ; et, de l'autre, des personnes qui en ont trop [17]. La généralisation des formes de management fondées sur la mise en concurrence des salariés selon leurs caractéristiques sociales et biographiques contribue à diviser et démobiliser les salariés. Cette démobilisation dans le travail se traduit par une démobilisation politique. Si les formes peuvent être multiples – désengagement syndical ou militant, abstention ou attirance pour les thèmes de l'extrême droite, etc. –, elles sont le produit d'une même cause : la perte de croyance par les familles des classes populaires ou issues de la petite bourgeoisie en déclin dans les valeurs de l'école comme moteur de la mobilité sociale.

JEAN-PIERRE FAGUER

16. Gabrielle Balazs et Jean-Pierre Faguer, « L'évaluation : un outil au service des politiques des entreprises », *in* Marie-Christine Bureau et Emmanuelle Marchal (dir.) *Au risque de l'évaluation*, *salariés et candidats à l'emploi soumis aux aléas du jugement*, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
17. Pierre Bourdieu, « La précarité est aujourd'hui partout », *Contre-feux*, Raisons d'agir, 1998.

McDONALD'S RECRUTE

Photo

NOM _____ Prénom _____

Date et lieu de naissance _____

_____

Nationalité _____

Situation de famille _____

Adresse _____

_____ Tél. _____

Quel moyen de transport utilisez-vous ? _____

Votre situation à ce jour : _____

Nombre d'heures disponibles par semaine : _____

S'agit-il d'un premier emploi ? _____

Avez-vous déjà travaillé chez McDonald's ? _____

Vous souhaitez travailler chez McDonald's :

- ❑ pour combler vos heures creuses
- ❑ pour payer vos études
- ❑ dans l'attente d'un autre travail
- ❑ par intérêt pour McDonald's
- ❑ en attendant de partir au service
- ❑ Autres motifs _____

_____

MES HEURES LIBRES SONT		
Lundi	de	à
Mardi	de	à
Mercredi	de	à
Jeudi	de	à
Vendredi	de	à
Samedi	de	à
Dimanche	de	à

A bientôt dans notre équipe.

Cette fiche est à retourner
à votre restaurant McDonald's le plus proche.

Ça se passe comme ça chez McDonald's

MEDIAPA IMC harnème B 309960364 Imprimé en Belgique

POUR QUE VOTRE TEMPS LIBRE NE SOIT PAS DU TEMPS PERDU, OFFREZ-VOUS...

... UNE DOUBLE VIE AVEC McDONALD'S

EQUIPIER, UN VERITABLE EMPLOI A TEMPS PARTIEL

Étudiants, mères de famille, vos occupations sont très différentes. Et pourtant, elles ont un point commun : le temps libre qu'elles vous laissent. Pour faire en sorte que ce temps libre ne soit pas du temps perdu, **devenez équipier McDonald's à temps partiel,** quelques heures par jour ou quelques jours par semaine. Vous profiterez ainsi du dynamisme des équipes **McDonald's,** avec en plus plein d'avantages, comme **de réelles possibilités d'évolution,** encore **des horaires qui s'adaptent à vos disponibilités.** Par exemple, les mères de famille bénéficient des week-ends et des vacances à leur gré. **Avec McDonald's, une double vie professionnelle est possible.** Pour cela, merci de remplir la fiche de candidature au verso et de la remettre au manager de votre restaurant McDonald's.

Ça se passe comme ça chez McDonald's

Servir au fast-food

« Petit boulot » & engagement dans le travail

DANS LE SECTEUR DES « SERVICES », certaines entreprises recourent de façon massive à la main-d'œuvre étudiante. Parmi les emplois concernés, celui d'« équipier » en fast-food conduit l'enquêteur à s'interroger sur les modalités de l'investissement dans un travail souvent exercé de façon temporaire et à temps partiel. Il peut en effet sembler surprenant, voire paradoxal, que l'exercice du « petit boulot » puisse être vécu sur le mode d'un véritable engagement dans le travail, d'autant plus que, intense et éprouvant, ce travail peu qualifié recouvre des activités non valorisées (comme les tâches d'entretien) et fait l'objet d'un dénigrement selon les stéréotypes courants (« Bosser chez McDo »). Pourtant, l'enquête ethnographique met en évidence des formes d'investissement qui ne peuvent être la simple application de prescriptions managériales. En fait, l'implication des équipiers est requise par l'ensemble des contraintes objectives inscrites dans l'organisation des fast-foods. En fonction des dispositions et des trajectoires de ces jeunes, elle est investie subjectivement de façon diverse : l'ajustement entre les exigences de ces postes et les caractéristiques de cette main-d'œuvre s'opère tantôt sur un mode ludique, tantôt sur un mode où les enjeux classiques du travail ne sont plus déniés et où les rapports de domination peuvent être perçus et donc combattus collectivement.

AGONE, 2007, 37 : 205-219

SERVIR EN CADENCE

Activité de service, le travail en fast-food repose également sur des principes tayloriens [1]. Si, au sein des restaurants – petites unités d'une quarantaine de salariés en général –, les relations entre salariés s'apparentent à celles des PME de services aux particuliers, on constate aussi une organisation de type industriel. Les équipiers, dont le travail recouvre à la fois la production, le service en caisse, le nettoyage et la manutention, sont soumis à des contraintes qui rythment leur activité [2]. Ces contraintes proviennent d'abord des normes prescrites, définies par le siège et décrites en détail dans des manuels : les tâches sont rationalisées, codifiées et reproductibles d'un restaurant à l'autre. Par exemple, la fabrication d'un hamburger doit se faire selon une procédure précise, avec des quantités dosées et dans des délais minutés. En outre, tout en assurant le respect des normes, les machines (telles que les diverses friteuses), programmées, impulsent une cadence au flux productif. Ensuite, chaque poste étant dépendant des autres, tout équipier se doit de ne pas ralentir le rythme, sous peine de mettre ses collègues en difficulté. Autre contrainte, celle engendrée par la demande des clients, et qui détermine toute l'activité de la chaîne productive. En effet, les sandwichs sont préparés en fonction de la demande, soit selon les commandes directes des clients (avec parfois quelques exigences, comme l'absence d'un ingrédient), soit par anticipation. Celle-ci doit être la plus fine possible : les « stocks tampons » que constituent les sandwichs disposés dans le « *bin* », sorte de présentoir situé entre les caisses et les cuisines, doivent être les plus ajustés possibles afin de minimiser les pertes tout en réduisant l'attente en caisse (les produits étant immédiatement disponibles). Là aussi, des délais doivent être respectés : un sandwich ne peut, théoriquement, être vendu au-delà de dix minutes. Ce lieu stratégique est souvent tenu par un « *swing manager* [3] » qui, tout en demandant aux cuisiniers de fabriquer certains sandwichs (en fonction de critères prévisionnels comme l'heure

1. Lire Vanessa Pinto, Damien Cartron, Guillaume Burnod, « Étudiants en fast-food : les usages sociaux d'un "petit boulot" », *Travail et Emploi*, juillet 2000, n° 83.
2. Lire Guillaume Duval, *L'Entreprise efficace à l'heure de Swatch et de McDonald's. La seconde vie du taylorisme*, Syros, 1998.
3. Échelon hiérarchique intermédiaire entre l'équipier et le « manager ».

ou le temps qu'il fait), garde un œil sur les cuisines et sur les caisses. L'intensité et la fluidité des cadences, déjà largement garanties par l'astreinte des machines et l'interdépendance des équipiers, sont ainsi assurées par la surveillance hiérarchique. Plus ou moins visible, celle-ci se fait soit directement (lorsque, au cours des « *rushs* », les « managers » secondent les équipiers en faisant leur « *back-up* », c'est-à-dire en assemblant les produits) soit par le biais de l'informatique (qui permet de chronométrer les commandes et de mesurer le chiffre d'affaires d'un équipier) ou des caméras reliées aux bureaux.

Essentiel dans l'organisation du processus productif, le principe du « juste-à-temps » s'applique aussi à la gestion des horaires de travail des équipiers, embauchés à temps partiel. Évaluer au plus juste les besoins en main-d'œuvre représente un enjeu important pour les franchisés, puisque, hormis dans la gestion du personnel, ils disposent de faibles marges pour accroître leur profit [4]. Les plannings sont prévus selon une hypothèse de fréquentation basse, afin de maximiser la productivité. En cas de besoin, l'encadrement demande aux équipiers en poste de rester plus longtemps ; il peut aussi prêter main forte aux équipiers, ou encore faire appel à des équipiers présents chez eux ou travaillant dans d'autres restaurants. Or, cet ajustement de l'organisation du travail et du temps de travail à l'afflux de la clientèle rend le travail particulièrement intense lors des heures de pointe et laisse peu de temps morts, puisque les effectifs sont évalués au plus juste, voire sous-évalués. En outre, la polyvalence permet l'occupation permanente des équipiers : amenés à effectuer des tâches diverses

4. D'après les chiffres de McDonald's, au 31 décembre 2004, sur les 1 035 restaurants implantés en France, 860 sont des franchises gérées par 260 franchisés. Selon le principe de la franchise tel qu'il est défini par McDonald's, la firme achète le terrain et construit le restaurant tout en proposant au franchisé un contrat de vingt ans en location gérance. Dans le cadre du système d'obligations ainsi engendré, ce dernier prend en charge les équipements mobiliers, les frais de formation des équipes et les frais de publicité liés à l'ouverture de son restaurant ; il finance aussi un loyer indexé sur les ventes, 5 % de son chiffre d'affaires pour le droit à l'utilisation de l'enseigne et 4,5 % pour les activités de publicité et de communication. Il s'engage également à respecter les normes productives et les méthodes de gestion propres à l'enseigne. Par ailleurs, « McDo ne fabrique rien et ne vend rien à ses franchisés » (*ibid.*) : il se contente de sélectionner les fournisseurs (aliments, emballages) et de négocier les prix ; de même, concernant la livraison, la logistique est confiée à des sociétés extérieures.

(fabrication des produits, entretien des machines, manutention, service en caisse, réapprovisionnement des comptoirs, nettoyage du restaurant voire du trottoir, broyage des déchets, etc.), ils peuvent même tenir plusieurs postes lorsque l'affluence diminue. Cette définition extensive des tâches attribuées aux « équipiers », établie dans le contrat de travail, permet d'ailleurs de restreindre l'embauche de personnel d'entretien. Par conséquent, déterminé par un ensemble de pressions productives et temporelles, le travail d'équipier – travail de mémorisation, d'échanges fonctionnels, d'organisation, de déplacements et de gestes rapides – requiert une certaine implication.

« Sourire. Bonjour. Au revoir. Merci [5] »

Au sein des fast-foods, les contraintes inscrites dans l'organisation du travail impliquent une relation de service particulière, dont le travail en caisse est le lieu stratégique. D'une part, le principe de la polyvalence se retrouve sur ce poste, qui, à côté de l'échange avec le client (prendre la commande de celui-ci en l'informant éventuellement, lui servir les produits et tenir les caisses) comporte, pour une part importante, un travail de production (frites et fritures, boissons et glaces), de nettoyage et d'approvisionnement. D'autre part, de même que la fabrication d'un hamburger, l'échange avec le client doit obéir à une procédure standardisée (décrite dans la « fiche de poste » du service au comptoir) ; le service doit être « fiable, amical, rapide ». Prescrite, la routinisation de la relation de vente est d'ailleurs intégrée par les équipiers en raison de son caractère fonctionnel. Enfin, la relation de service se joue ici entre quatre pôles interdépendants : les caissiers, les cuisiniers, les clients et les managers.

Les rapports entre cuisiniers et caissiers sont, comme on l'a vu, structurés selon les demandes des clients : les premiers dépendent des com-

5. On trouve chez McDonald's une norme du type « SBAM », courante dans la grande distribution. Le service au comptoir doit en effet respecter « les six étapes d'un bon service », affichées près des caisses : « Accueillir le client et sourire ; prendre la commande (conseiller un article complémentaire) ; assembler la commande ; présenter la commande ; recevoir le paiement ; remercier le client et l'inviter à revenir. »

mandes transmises par les seconds, tandis que les seconds dépendent de la production des premiers (c'est-à-dire de la composition des stocks fabriqués et de la vitesse de fabrication des sandwichs commandés directement). Les retards en cuisine engendrent ainsi des conflits fréquents entre les cuisiniers et les caissiers, qui doivent alors faire patienter les clients [6]. Dans ce cas, les managers invoquent souvent les difficultés des caissiers, situés en première ligne, pour accélérer les cadences des cuisiniers compatissants.

La présence des managers est ici fondamentale pour comprendre la relation de service, irréductible au rapport entre le caissier et le client : soumis à la pression de la clientèle, les caissiers doivent aussi composer avec les exigences des managers, qui les surveillent sans cesse. Or, les attentes des uns et des autres divergent souvent, à tel point que, dans les propos tenus par les managers aux équipiers, les clients sont plus souvent considérés comme des éléments hostiles à « gérer » que comme des consommateurs à satisfaire. Les demandes des clients (modifier le sandwich inclus dans une offre promotionnelle, obtenir une sauce supplémentaire) peuvent même entrer en contradiction avec les intérêts du restaurant tels qu'ils sont défendus par la direction. Telle équipière déclare ainsi : « On est pris entre le client à qui tu as envie plus ou moins de faire plaisir pour qu'il soit content de ton service, et le manager à qui il faut que tu fasses plaisir parce que c'est ton manager. » Telle autre déplore les « tendances radines » des managers, qui cherchent à « entuber » le client (par exemple, en remplissant à peine les cornets de frites) ; et elle ajoute : « Moi, j'essaie de satisfaire au plus les clients, et ça, je peux le faire que quand les managers sont pas derrière. » Ainsi, les managers sont paradoxalement critiqués pour leur absence de sens commercial et perçus comme une gêne dans l'accomplissement du service – « En plein *rush*, ce qui nous empêche le plus de travailler vite, c'est vraiment les managers ». En particulier, le *back-up* (prise en charge d'une partie de la commande) réalisé par les managers est peu apprécié des équipiers, dont le travail est alors désorganisé (ce qui les oblige à « s'excuser pour les

6. Les décalages entre les demandes des clients et les produits disponibles créent également des tensions entre les caissiers, puisque ceux-ci entrent en concurrence pour l'obtention d'un produit : le caissier qui n'est pas assez rapide pour retirer un sandwich commandé dans le *bin* devra passer une nouvelle commande et faire attendre le client.

managers »). En outre, cette méthode de travail permet aux managers de contrôler de près les équipiers. Le renforcement de la surveillance hiérarchique est d'ailleurs, avec la présence des clients (parfois agressifs), une des raisons pour lesquelles de nombreux équipiers préfèrent les cuisines aux caisses.

En fait, la position des managers vis-à-vis des équipiers varie sensiblement selon les caractéristiques sociales des clients. Si, en cas d'accrochage avec le client, les managers peuvent octroyer des « blâmes » aux équipiers, il leur arrive aussi de prendre la défense de ceux-ci, notamment lorsque le client est d'un statut social inférieur au leur. En voici un exemple, relaté par Laëtitia, une équipière : « Souvent, c'est des petits cons qui disent… Un jour j'ai eu deux petits… dix-douze ans… et ils ont passé leur commande […], et l'un des deux me fait : "Alors, c'est marrant de jouer à la caissière chez McDo ?" Je le regarde, je fais : "Oui, pour voir des crétins dans ton genre y a pas de problème !" Enfin, le jeune ça l'a mouché, il était pas content. [*Suit un échange de vannes du même genre entre Laëtitia et les deux jeunes, avant qu'un* swing manager*, Tan, lui-même ancien équipier, intervienne*.] Et puis Tan qui arrive derrière moi, qui fait : "Bon maintenant tu vas te calmer… ta commande est terminée, casse-toi." […] Le gamin était dégoûté… il était dégoûté… ça, c'est bien fait pour lui. »

Ces accrochages offrent à l'encadrement l'occasion de se montrer protecteur vis-à-vis des salariés, ce qui contribue à masquer les rapports de domination (déjà brouillés par le tutoiement, l'usage du prénom et la proximité en âge) et peut favoriser l'engagement productif. Afin de se prémunir d'éventuels dérapages, les équipiers font d'ailleurs eux-mêmes appel aux managers lorsque certains clients commencent à sortir du cadre autorisé de la relation commerciale. Laëtitia prévient par exemple un supérieur hiérarchique lorsque certains jeunes tentent d'obtenir un produit supplémentaire par le copinage et l'usage du prénom (visible sur les badges portés par les équipiers, ce que ceux-ci dénoncent).

Prendre ses distances avec ce type de clientèle est aussi une façon pour elle de valoriser son travail et de défendre son restaurant. À l'inverse, les employés d'autres restaurants seraient, selon elle, ajustés à ces clients : « Dans [ces] restaurants, c'est rien que de la racaille […], des Arabes, des Noirs, […] qui viennent de la banlieue quoi. […] Et en plus, comme ils ont une clientèle qui leur ressemble, et comme des fois ils ont des frictions, ben il y a pas de problème, ils savent se calmer mutuellement. […] Et

puis déjà quand ils parlent… on le sent déjà quoi donc. […] C'est le McDo qui va avec les Halles. [7] ». La relation de service ne peut être réduite à un échange entre des individus génériques, socialement indéterminés. Ceux qui servent peuvent se sentir mis en question à travers les propriétés sociales de ceux qui sont servis. Or, le refus de la disqualification explique en partie l'investissement dans le travail. En effet, l'efficacité productive, issue de la rencontre entre une population particulière et un type de travail, repose pour une part sur des facteurs extérieurs au cadre de l'entreprise, tels que les dispositions socialement constituées des travailleurs, qui sont au principe de leur rapport au travail, aux études et à l'avenir [8].

Les casquettes des équipiers : étudiants ou salariés ?

Les équipiers sont âgés pour la plupart de dix-huit à vingt-cinq ans et, pour 60 % d'entre eux, ce sont des filles. Ils sont d'origine plutôt populaire (parents ouvriers ou employés, faiblement dotés scolairement) et sont fréquemment issus de l'immigration. Les équipiers étudiants – près de 60 % des équipiers au niveau national, la plupart de ceux du restaurant parisien étudié – font souvent partie des publics les plus culturellement

7. Situé au centre de Paris, à la jonction de lignes de RER de banlieue, le quartier des Halles est non seulement un quartier touristique et commerçant mais aussi un lieu fréquenté par des jeunes des « cités », qui constituent à la fois une partie de la main-d'œuvre du McDonald's local et une partie de sa clientèle. Ce restaurant – comme ceux des Champs-Élysées et du quartier assez populaire de Strasbourg-Saint-Denis, connus de quelques équipiers du restaurant étudié (qui y ont travaillé auparavant) – est dénigré par certains comme un univers « rude » (pour la relation entre les équipiers et avec les clients) et apprécié par d'autres pour les liens amicaux qu'ils y ont noués. Le restaurant étudié est ainsi défendu par une partie des équipiers, qui en accentue les spécificités : sa taille un peu plus réduite et sa localisation géographique un peu moins dépréciée.

8. Lire Michel Pialoux, « Jeunes sans avenir et travail intérimaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars-avril 1979, n° 26-27.

9. Selon l'enquête statistique de l'Observatoire de la vie étudiante, si les étudiants issus des classes populaires n'exercent pas plus fréquemment une activité rémunérée que les étudiants issus des classes supérieures, les uns et les autres n'exercent pas le même type d'activités. Les étudiants issus des classes supérieures exercent plutôt, de façon occasionnelle, des jobs au service de particuliers (baby-sitting,

McDonald's en France

avec McDonald's

assurez votre présent

préparez votre avenir.

Un vrai parcours professionnel

Quel que soit mon niveau de fin d'études* et après une période de formation, j'ai suivi un parcours professionnel **adapté :** assistant de direction, directeur adjoint et, demain peut-être, **DIRECTEUR de restaurant.**

A ce moment là, je pourrai **DIRIGER** un centre de profit, AVEC UNE EQUIPE D'ENVIRON **45 personnes.**

Chez McDonald's, les responsabilités se vivent au quotidien.

*Certains de nos directeurs de restaurants ont des Bac+2 à Bac+5, d'autres sont autodidactes.

McDonald's recrute

Je profite des **3000 emplois** que McDonald's crée chaque année en France. J'ESPÈRE **y faire carrière :** 60% DE L'ENCADREMENT EN RESTAURANTS a débuté comme EQUIPIER.

Et même si je ne reste pas chez McDonald's, j'aurai un **atout de plus sur mon CV,** surtout pour les métiers de service comme le commerce, le tourisme ou la restauration.

McDonald's,

1 emploi + 1 carte de visite

Aux étudiants, McDonald's offre des emplois à temps partiel, et cela se comprend car l'activité en restaurant est essentiellement concentrée sur les tranches horaires de 12h à 14h et de 19h à 21h.

Un passage chez McDonald's, même à temps partiel, est une première expérience pour entrer dans le monde du travail. Cette première expérience permet d'apprendre le travail en équipe, l'adaptation aux situations imprévues, la gestion du temps, le contact commercial. L'équipier a franchi un grand pas dans la vie professionnelle.
Assistant de direction, directeur adjoint et directeur de restaurant, occupant des postes à temps plein, ont acquis des compétences en management et en gestion qui sont très appréciées de tous les employeurs.

Le saviez-vous ? : 77 % de ceux qui quittent McDonald's trouvent un emploi dans le mois qui suit leur départ.

C'est quoi un emploi étudiant chez McDonald's ?

C'est le moyen de m'aider à **financer mes études.** Grâce à un **emploi du temps COMPATIBLE avec mes horaires,** je souhaite **aller loin** dans mes études.

Je ne suis pas seul dans mon cas, plus de **LA MOITIÉ** des jeunes qui travaillent chez McDonald's **sont étudiants.**

C'est un véritable emploi, avec un contrat **à durée indéterminée.**

C'est quoi McDonald's ?

Dans mon restaurant, comme dans les 780 autres en France, **ON NE CONNAÎT QU'UN SEUL OBJECTIF:**

satisfaire le client.

J'Y AI DÉCOUVERT LE TRAVAIL EN ÉQUIPE, j'ai appris **À MAÎTRISER DES STANDARDS en matière de qualité, de service** ET DE PROPRETÉ.

tous ensemble, on travaille sérieusement et il y a vraiment une bonne ambiance.

L'équipe du restaurant

- **Les équipiers,** participent au quotidien à l'activité du restaurant, en assurant plus particulièrement la préparation des produits, le service à la clientèle ou l'accueil.
- **Les responsables de zone,** sont d'anciens équipiers. Ils participent à l'animation des équipes dans l'une des trois zones du restaurant (cuisine, comptoir et service au volant).
- **Les assistants de direction,** à la fois opérationnels et gestionnaires, ont la responsabilité du fonctionnement pendant une tranche horaire (Ouverture/Journée/Fermeture). Ils prennent toutes les décisions pour un fonctionnement optimal du restaurant.
- **Le directeur,** patron du restaurant, est responsable de son organisation et de la formation des assistants de direction. Il gère les ressources humaines et met en œuvre les actions nécessaires pour développer les ventes.

démunis de l'Université, produits de sa « démocratisation » [9]. « Orientés » par défaut, ils suivent les filières les plus dévalorisées ou les plus floues quant à leurs débouchés et font preuve d'une faible maîtrise des règles du jeu universitaire. Ils semblent extérieurs au monde académique, du fait à la fois de leur deuxième vie de salarié et de la faiblesse de leurs ressources culturelles héritées. Plusieurs d'entre eux entretiennent un rapport ambivalent à leur statut provisoire d'étudiant et accordent à leur « petit boulot » une place qui peut se révéler, avec le temps, ambiguë.

Étudiants de première génération, donc en ascension scolaire par rapport à leurs parents, au moins nominalement, la plupart revendiquent leur statut d'étudiant et présentent cet emploi comme temporaire en l'opposant au travail qualifié (défini de manière plus ou moins précise) qu'ils escomptent exercer. Dès lors, il s'agit pour eux de mettre à distance le travail, ce qui engendre paradoxalement une efficacité productive. Ils manifestent ainsi une suractivité ludique : la frénésie des *rushs* est appréciée et la vitesse valorisée ; de même, l'insouciance est cultivée, notamment lors de parties de rigolades. Les relations « de coulisses » (au sens de Erving Goffman), constituées de commentaires parfois humoristiques sur les clients ou le travail lui-même, étayent cette mise à distance. Par ailleurs, les échanges entre caissières et cuisiniers [10] peuvent prendre la forme de rapports amicaux, voire de séduction. En fait, il s'agit pour les équipiers de prendre le travail comme une sorte de jeu et de s'y engager sur ce mode : à travers les mises au défi, les blagues et les vannes, c'est la légèreté d'un « boulot de jeunes » qui est revendiquée. Cependant, si ce mode d'investissement dans un travail considéré comme provisoire peut être partagé par une part importante des équipiers [11], il pose problème dès lors que cet emploi est occupé durablement. En effet, leur ave-

---

cours particuliers) ; avec l'avancement en âge et dans le cursus, ils bénéficient plus fréquemment que les autres d'emplois intégrés aux études (internes, ATER). Les étudiants d'origine populaire exercent plutôt des emplois d'ouvriers ou de service, puis de surveillants. (Lire Claude Grignon, Louis Gruel, *La Vie étudiante*, PUF, 1999.)

10. Les garçons sont en général affectés aux cuisines et les filles aux caisses, selon l'opposition traditionnelle entre travaux de force, de production d'une part et travail relationnel, de service et d'accueil d'autre part.

11. Selon les chiffres de McDonald's datés de décembre 2004, le *turn-over* serait de 80 % et 56 % des équipiers auraient moins d'un an d'ancienneté.

nir professionnel peut paraître à certains salariés aussi flou et incertain que leur réussite universitaire, surtout lorsqu'ils rencontrent des difficultés à l'Université – qui peuvent d'ailleurs découler en partie de leur emploi d'équipier, fatigant et dont les horaires sont parfois extensibles. L'emploi en fast-food leur fait alors entrevoir la valeur de leurs titres sur le marché du travail et peut leur faire craindre de se voir condamnés à des emplois déqualifiés.

C'est ainsi que Laëtitia apparaît comme l'une des équipières les moins enjouées du restaurant étudié. Son attitude au travail, presque désabusée, n'est justement pas sans rapport avec son parcours scolaire. Âgée de vingt-trois ans au moment de l'enquête, elle est étudiante en DEUG de sociologie à l'université de Saint-Denis [12] et travaille chez McDonald's depuis deux ans [13]. Elle se qualifie elle-même de « cancre », du moins par rapport à son frère, âgé de 21 ans, qui prépare un bac pro d'hôtellerie. Elle présente son parcours comme une suite d'occasions manquées de travailler dans le secteur médico-social ; elle a choisi la sociologie par défaut et parce que le « titre » était « intéressant ». Suite à des échecs répétés, elle souhaite abandonner ce cursus, tout en ayant un vague projet de formation dans le secteur médico-social. Or, cet abandon des études et la perte du statut symbolique qui y était associé semblent modifier son rapport au travail chez McDonald's, où elle souhaite désormais devenir chef d'équipe : en perdant son caractère temporaire, son emploi perd ici sa légèreté et une partie de son attrait. La relation de vente revêt alors un enjeu particulier à ses yeux : « Certains clients, dans leur attitude, ou dans leur pensée, ils croient que, sachant qu'on travaille chez McDo, c'est que parfois on est des nuls, on a raté nos études. […] Moi je sais que j'en ai mouché plusieurs, en disant : "Excusez-moi mais j'ai pas raté mon bac, je fais un

12. Pour une étude des publics différenciés de cette université, lire Brice Le Gall et Charles Soulié, « Des usages sociaux du DEUG de Paris 8 : ségrégation sociale, attentes pédagogiques et habitus disciplinaires », *in* Maria Drosile Vasconcellos (dir.), *Obstacles et succès scolaires*, Editions du Conseil scientifique de l'université Lille 3, 2006.

13. Originaire de Madagascar, son père, décédé, ne possédait aucun diplôme et a exercé plusieurs emplois comme électricien ou ambulancier – suite à un stage de réinsertion. Employée au service du personnel d'une grande entreprise d'assurances, sa mère détient le brevet de fin d'études.

DEUG de socio et puis voilà…" Ben les mecs, ça les mouchait. »

Chez ces équipiers, de multiples raisons expliquent la prise au piège de cet emploi à durée indéterminée. La nécessité financière ou le souhait d'accéder à certains biens de consommation en pousse quelques-uns à garder ce « job », voire à accumuler les heures complémentaires (qui ne sont pas mieux rémunérées, d'ailleurs, que les heures contractuelles). Tels sont les propos de Laëtitia, qui vit chez sa mère et consacre son salaire (équivalent au Smic) à ses dépenses personnelles et à des économies pour, plus tard, passer le permis de conduire et louer un appartement : « Je pensais pas y rester mais j'y reste. […] Je pensais que ça aurait été un petit travail temporaire et tout, juste le temps de me faire un petit peu de thune, et en fait, ben j'y reste parce que, quand on a besoin d'argent, ben on reste où il y a de quoi trouver de la thune. » Quelques privilèges matériels et surtout symboliques de l'ancienneté, ainsi qu'une familiarité accrue avec les managers et avec le travail lui-même renforcent également cette accoutumance. Les « anciens » ou les équipiers les plus arrangeants (notamment pour effectuer des heures complémentaires) choisissent plus facilement leurs postes et leurs horaires, et de petites responsabilités leur sont confiées.

Ainsi, certains étudiants « s'éternisent » malgré eux dans un travail qui peut exercer sur eux une emprise d'autant plus grande qu'ils se sentent en porte-à-faux à l'université. Ils se prennent au jeu de leur « petit boulot », de telle sorte que cet emploi, qui était pourtant censé assurer les conditions matérielles d'une réussite universitaire, réduit la place des études dans leurs occupations et leurs préoccupations quotidiennes. Les profits qu'ils retirent ou escomptent de leurs études leurs paraissent alors moins importants que l'attrait du travail en fast-food. En effet, cette activité rémunérée leur apporte une rétribution immédiate (financière et éventuellement symbolique en cas de promotion), alors que les études représentent un investissement à long terme et aux gratifications incertaines. À l'inverse de l'université, le fast-food leur apparaît comme un lieu de sociabilité et d'intégration – Laëtitia parle de « petite famille ». Il offre aussi un cadre structurant, qui tranche avec le faible encadrement pédagogique et le temps peu structuré de l'université [14]. Enfin, il accorde une reconnaissance (même implicite) de dispositions non valorisées à l'Université : la force et l'habileté physiques, la « tchatche » et le sens de la répartie, etc.

14. Lire Stéphane Beaud, « Un temps élastique. Étudiants des "cités" et examens universitaires », *Terrain*, septembre 1997, n° 29.

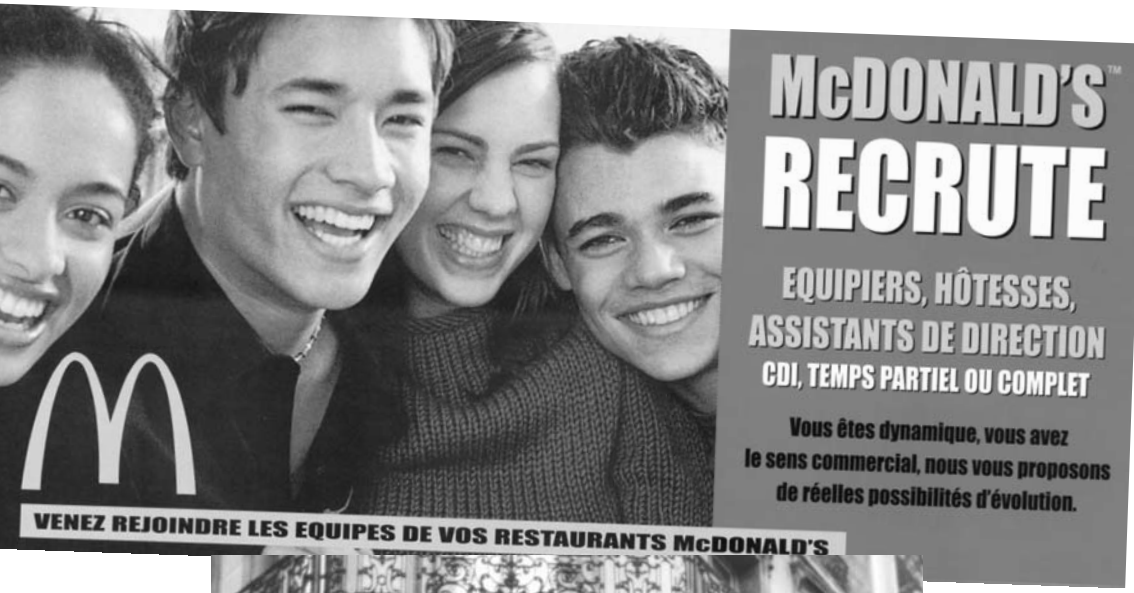


Photo V. Pinto

« On n'est pas des steaks hachés ! » [15]

Dès lors que leur « petit boulot » devient « travail », certains équipiers peuvent prendre peu à peu conscience des enjeux de la relation salariale, surtout si leurs attentes de promotion ne sont pas satisfaites ni leurs efforts récompensés. Leur mécontentement peut alors s'exprimer dans le cadre de mobilisations collectives, principalement menées par des « anciens » non ou peu diplômés, équipiers ou managers. Cette résistance est toutefois rendue difficile par le fort *turn-over* et la diversité des plannings, qui empêchent la constitution d'un véritable collectif de travail. Mais surtout, une résistance, notamment syndicale, suppose de prendre le travail au sérieux, de se sentir concerné par ses enjeux et de s'y investir durablement.

Or, des conflits parfois longs (et victorieux) ont eu lieu dans plusieurs fast-foods [16]. En décembre 2000 au McDonald's Saint-Germain, géré par l'enseigne, une grève de quatorze jours concerne des augmentations de salaire et le versement d'une prime de fin d'année. En octobre 2001, au McDonald's franchisé de Strasbourg-Saint-Denis, les grévistes réclament, durant quatre mois, la réintégration de cinq salariés accusés de vol et abusivement licenciés par le nouveau gérant alors qu'approchaient les élections des délégués du personnel ; ces salariés, des managers surtout, comptent parmi eux un délégué syndical, que le franchisé avait déjà tenté de licencier. Dans ce même restaurant, à partir de mars 2003, un an de conflit porte sur la réintégration du sous-directeur (également délégué syndical) et le départ d'un autre gérant contesté, arrivé en 2002.

Ces luttes s'expliquent d'abord par la constitution progressive, dans certains restaurants, d'un noyau d'anciens et par l'existence de liens forts entre les salariés, souvent des proches ou des amis d'enfance : si l'esprit de « bande de copains », d'ailleurs entretenu par McDonald's, contribue à la productivité, il peut aussi se manifester dans les luttes. C'est ainsi qu'en

15. Slogan utilisé par les grévistes de McDonald's.
16. Lire Jean Ducange, Alexandre Mamarbachi, Étienne Pénissat, Vanessa Pinto, « Les étudiants salariés, entre précarité et résistance », *in* ATTAC, *Travailleurs précaires, unissez-vous !*, Mille et une nuits, 2003.

2001 le licenciement des cinq salariés entraîne le débrayage de la quasi-totalité de leurs collègues, des équipiers aux managers du McDonald's de Strasbourg-Saint-Denis.

Ensuite, comme on commence à le percevoir chez Laëtitia, les « anciens » attachent manifestement à leur travail et à leurs droits (qu'ils ont découvert peu à peu) une importance plus grande que les étudiants de passage. Pour eux, en effet, cet emploi n'est pas, ou plus, strictement temporaire et parallèle aux études ; il définit quasi exclusivement leur position et constitue leur principal horizon d'avenir. Portés par le discours méritocratique de l'entreprise, que créditent les parcours exemplaires de certains managers issus du rang, ils espèrent alors une promotion, possible mais pas systématique. Or, une éventuelle stagnation au poste d'équipier favorise le désenchantement du travail. Quant aux managers, qui effectuent des journées sans limite horaire et relativement mal rémunérées, leur désillusion peut apparaître lorsque leur investissement n'est pas reconnu et que leur loyauté est mise en doute.

Ainsi, l'accusation de vol, qui, en octobre 2001, déclenche au McDonald's Strasbourg-Saint-Denis le débrayage des salariés, a suscité chez les salariés des sentiments de dignité bafouée et de solidarité. Pour ces jeunes des « cités », souvent issus de l'immigration, il est difficilement tolérable de se voir stigmatisés de la sorte, alors qu'ils escomptaient de cet emploi des gratifications symboliques, une forme de reconnaissance ou de validation morale de leur bonne conduite au travail. Par ailleurs, les méthodes peu légales du nouveau gérant, voire de McDonald's France – intimidations par téléphone, tentatives de division des employés, etc. –, ont contribué à remettre en question leur légitimité auprès de ces salariés.

Enfin, des éléments comme la présence d'un comité de soutien permettent de comprendre pourquoi ces mobilisations ont pu tenir dans la durée et aboutir à des avancées pour les salariés. Des militants appartenant à des organisations très diverses sont mobilisés par le collectif CGT de la restauration rapide, qui regroupe des délégués syndicaux d'autres enseignes du secteur (comme Quick ou Pizza Hut), puis par le réseau Stop Précarité. Au contact de ces militants expérimentés – issus notamment de différentes sections CGT, de SUD, de l'UNEF, d'ATTAC, d'AC ! et de la CNT –, les grévistes font l'apprentissage de l'action collective. Face à une direction rigide et répressive, la présence de ces militants, qui aident, en particulier, à reformuler les revendications, concourt à la structuration du mouvement. Logistique et juridique, l'appui est également financier :

de nombreuses collectes en soutien aux grévistes sont effectuées à l'occasion de grandes manifestations ou d'événements comme le « Zénith d'ATTAC ». En outre, des actions à portée à la fois financière (baisse du chiffre d'affaires) et symbolique (atteinte à l'image de McDonald's) sont organisées tous les samedis avec les grévistes : occupation de restaurants, dont celui, emblématique, des Champs-Élysées, manifestations dans des centres commerciaux, etc. Enfin, la médiatisation de ces luttes, accentuée par le contexte de la campagne pour les présidentielles, marqué par les visites de plusieurs candidats, a pu, dans une certaine mesure, influer sur le rapport de forces engagé entre les salariés et leurs employeurs.

Requise par l'organisation du travail, qui encadre et astreint l'activité des salariés et assure une productivité maximale, l'implication des équipiers renvoie donc à différents degrés et modalités d'investissement subjectif dans le travail, si tant est qu'elle soit suffisamment acceptée pour que le poste soit tenu, même temporairement (les départs dès les premières semaines sont fréquents). Parmi eux, certains étudiants d'origine populaire condensent toutes les tensions et les ambivalences de l'engagement dans un « petit boulot » provisoire : s'ils (se) répètent qu'ils ne vont pas « rester au McDo toute leur vie », ils perçoivent néanmoins confusément que cet avenir risque d'être le leur ; pris au jeu de leur travail, celui-ci exerce sur eux une véritable emprise, à la mesure de leur désengagement dans des études apparemment moins attractives. Dès lors, partageant la condition de leurs collègues non ou peu diplômés, celle de salarié « non qualifié » et celle de jeune d'origine populaire souvent issu de l'immigration, ils peuvent, notamment à travers un engagement sur un mode syndical, se montrer solidaires de ces « anciens » attachés (au double sens) à leur travail et ne plus jouer le jeu d'une domination déniée.

VANESSA PINTO

Doctorante à l'EHESS et ATER en sociologie à l'Université Lille 3, Vanessa Pinto fut recrutée comme équipière durant deux mois dans un McDonald's parisien. Elle a mené une observation participante et réalisé conjointement des entretiens avec des salariés rencontrés dans ce cadre ; enquête complétée ultérieurement

HISTOIRE RADICALE

Situation du mouvement ouvrier & du socialisme (1943)
par *Julián Gorkin* ; présentation *Charles Jacquier*
traduction de l'espagnol *Miguel Chueca* 223

Situation du mouvement ouvrier & du socialisme

NÉ DANS LA PROVINCE DE VALENCE, Julián Gómez García (1901-1987) adopte lors de son entrée en politique le pseudonyme de « Gorkin », contraction des noms de Maxime Gorki et de Lénine [1]. *Militant des Jeunesses socialistes de Valence, il en devient le secrétaire général en 1918 alors qu'il n'a que dix-sept ans. Devant le refus du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) d'adhérer à l'Internationale communiste, les petits groupes qui la soutiennent en sont exclus : Gorkin participe alors à la création de la Fédération communiste du Levant, associé au parti communiste espagnol (PCE). En accord avec son parti, il choisit de s'exiler en France au moment de la guerre du Maroc. À Paris, il fréquente la nombreuse et diverse communauté exilée hostile au régime de Primo de Rivera. Il est alors ce que l'on nomme un « révolutionnaire professionnel » – un agent de l'Internationale communiste chargé des divers périodiques destinés à l'émigration espagnole en Europe. Sous la pression du gouvernement espagnol, il est expulsé vers la Belgique, où il poursuit son activité propagandiste, mais ses sympathies pour les thèses dissidentes à l'intérieur de l'Internationale aboutissent à son exclusion en 1929.*

Il se consacre alors à la littérature avec des travaux de traduction et l'écriture de pièces de théâtre social. Il travaille aussi pour Monde *et publie son premier roman,* Días de bohemia, *inspiré par sa vie de l'époque à Paris et*

1. Les informations biographiques présentées ici sont tirées du texte de Marc Ferri Ramírez « Julián Gorkin, la vida de un luchador », *in* Julián Gorkin, *Contra el estalinismo*, Barcelona, Editorial Laertes, 2001.

publié en Espagne en 1930. De retour en Espagne après la chute de Primo de Riveira, il poursuit ses travaux littéraires mais n'abandonne pas la vie politique active, participant à la fondation du groupe d'opposition Federación Comunista Ibérica (1932), qui rejoint l'année suivante le Bloc Obrero y Campesino de Joaquín Maurín, le principal parti communiste indépendant du PCE. Obligé de s'exiler à nouveau à Paris pour échapper à la répression qui suit la révolte des Asturies en 1934, il retourne en Espagne l'année suivante et participe à la fondation du Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM) en septembre 1935, suite à la fusion entre le Bloc Obrero y Campesino et l'Izquierda Comunista d'Andrés Nin.

Après le 19 juillet 1936, et l'arrestation de Maurín dans la zone franquiste, Gorkin prend en charge la direction du journal du POUM, La Batalla, *tout en s'occupant du secrétariat international du parti. Après les journées de Barcelone de mai 1937, le POUM est dissous par le gouvernement républicain et Gorkin arrêté, jugé, condamné et emprisonné comme membre de sa direction. Il parvient à s'échapper lors de la chute de la Catalogne et à traverser la frontière française, entamant dès lors un exil définitif, d'abord à Paris, puis au Mexique.*

À Mexico, il dirige la revue du POUM en exil et fonde les revues Análisis (Revista de Hechos e Ideas) *et* Mundo (Socialismo y libertad) *ainsi que plusieurs maisons d'édition avec Bartolomeu Costa Amic* [2]. *Durant ces années, il se consacre à des essais politiques visant à dénoncer le stalinisme, qui rencontre alors la sympathie de très larges secteurs de la gauche internationale. Il publie ainsi en 1941* Caníbales políticos (Hitler y Stalin en España), *où il analyse pour la première fois la guerre et la révolution espagnoles, et* La GPU prepara un nuevo crimen *(1942), avec l'écrivain allemand exilé au Mexique Gustav Regler, où il dénonce le climat de terreur auquel sont soumis les militants antistaliniens – lui-même est blessé l'année suivante par un groupe de communistes durant un meeting organisé pour dénoncer l'assassinat par Staline des deux leaders polonais d'origine juive du Bund* [3].

En 1944, il publie aussi, avec Paul Chevalier, Marceau Pivert et Victor Serge, Los problemas del socialismo en nuestro tiempo. *C'est sa contribution à ce livre collectif, traduite pour la première fois en français, que nous reproduisons*

2. Sur l'itinéraire de Bartolomeu Costa Amic, lire <www.fundanin.org/costa-amic.htm>

3. C'est aussi au Mexique que fut assassiné Trotski le 20 août 1940. Avec Victor Serge, Gorkin fut le premier à entreprendre une enquête, qui aboutit à la publication, en 1948, de *L'Assassinat de Trotski* (Le Livre de poche, 1973).

ici. L'auteur s'y livre à une étude sans concessions des causes de l'échec des grandes organisations du mouvement ouvrier (social-démocratie et bolchevisme) à partir de la Première Guerre mondiale. Mais il présente également un bilan lucide et circonstancié de ses différentes minorités : l'impuissance d'un trotskisme miné par le sectarisme ; l'échec de l'anarchisme malgré l'idéalisme et le courage de ses militants. Quant au socialisme révolutionnaire indépendant, il évoque des courants politiques significatifs de la période mais totalement oubliés aujourd'hui, tout en s'illusionnant sur leur capacité d'intervention dans l'après-guerre alors que la rivalité entre les vainqueurs du nazisme réduira à la portion congrue l'autonomie d'un mouvement ouvrier contraint de rallier l'un ou l'autre camp, tandis que ses secteurs les plus actifs sont largement dominés par le stalinisme. C'est d'ailleurs au début de la guerre froide que Gorkin modifiera son orientation politique pour travailler avec le Congrès pour la liberté de la culture en dirigeant la revue Cuadernos *financée par des « fondations américaines » – en fait la CIA –, mais c'est une autre histoire* [4].

Pourquoi exhumer pareil texte aujourd'hui ? Parce qu'« il faut reprendre l'étude du mouvement ouvrier classique d'une manière désabusée, et d'abord désabusée quant à ses diverses sortes d'héritiers politiques ou pseudo-théoriques, car ils ne possèdent que l'héritage de son échec. Les succès apparents de ce mouvement sont ses échecs fondamentaux (le réformisme ou l'installation au pouvoir d'une bureaucratie étatique) et ses échecs (la Commune ou la révolte des Asturies) sont jusqu'ici ses succès ouverts, pour nous et pour l'avenir [5] ».

CHARLES JACQUIER

4. Histoire en train de s'écrire loin des polémiques partisanes, comme en témoigne le récent article de Marta Ruiz Galvete, « Cuadernos del Congreso por la Libertad de la Cultura : anticomunismo y guerra fría en América Latina » (*El Argonauta Español*, 2006, n° 3, <http://argonauta.imageson.org/mot521.html>).

5. « Les mauvais jours finiront », *Internationale situationniste*, avril 1962, n° 7, p. 12.

I. Une crise à la fois catastrophique & porteuse de promesses

Une étude consacrée à la situation actuelle du mouvement ouvrier et du socialisme doit commencer par cette constatation sincère : la crise profonde, presque générale, où ils se trouvent tous les deux. Je ne fais pas seulement allusion à leur collapsus physique ou organique mais à une crise morale, doctrinale et tactique. C'est là que réside, à mon sens, l'importance cruciale du problème. Tous ceux qui croient que, une fois la guerre terminée, le socialisme et le mouvement ouvrier se reconstruiront comme avant, comme s'il suffisait de tourner une page et de tout recommencer à zéro, ceux-là démontrent une cécité qui les rend incapables de tenir un rôle progressiste et révolutionnaire à l'avenir.

Les chefs socialistes espagnols résidant au Mexique, les leaders du travaillisme anglais et ceux du socialisme français présents à Londres – pour ne citer que ceux-là – nous offrent trois exemples significatifs de cet état d'esprit. Après la guerre civile espagnole et l'effondrement de la République, dont les riches expériences ont une valeur universelle, et face à la crise – profonde quoique naturelle – que traverse le socialisme espagnol, les chefs officiels du mouvement opposent une résistance obstinée à toute discussion, sous prétexte que le programme et les statuts du vieux PSOE ont une valeur permanente. Ils prétendent ainsi éviter l'extériorisation et le développement naturel de la crise vers une clarification et une différentiation de la pensée et de la tactique qui nous paraissent pourtant absolument inévitables. Inévitables et pas seulement saines et porteuses de progrès : salvatrices même. En effet, pendant que les socialistes de gauche envisagent de plus en plus clairement les problèmes espagnols et ceux du monde entier à partir d'un point de vue internationaliste et de classe, les socialistes modérés – plus nationalistes et libéraux que socialistes – réduisent le socialisme à un problème d'assurances sociales – la panacée Beveridge – et s'opposent à la lutte des classes, au châtiment révolutionnaire et à la justice sociale, c'est-à-dire à la liquidation de toutes les forces économiques, sociales et politiques qui ont rendu possible le

franquisme, et cela au nom d'une opposition sentimentale à toute effusion de sang et d'une patriotique paix sociale menée sous l'égide du « socialiste » Jésus de Nazareth (Indalecio Prieto [1]). Cela équivaut à ne pas comprendre que ce refus de l'effusion de sang de la part des anciens soutiens de la monarchie des Bourbons et ces prétentions à l'établissement d'une patriotique paix sociale dans le cadre d'une république conservatrice et monarchisante ont ouvert la voie à la plus sanglante des guerres civiles que connaisse l'histoire, et que ce chemin nous conduirait fatalement vers une situation semblable, sinon pire [2].

À en juger par leur attitude, les leaders du travaillisme britannique semblent disposés à tout sacrifier à l'« intérêt » national, à l'« unité » nationale – ou plutôt impériale – et, en somme, à une « trêve » qui, si cela ne tenait qu'à eux, pourrait ne jamais finir. Beaucoup d'entre eux tiennent même le plan Beveridge pour trop avancé. Et ils sont d'accord, puisqu'ils l'ont appuyé à fond, avec la politique conservatrice et impérialiste conduite en Inde par Winston Churchill. Face aux aspirations profondes des masses britanniques et celles des peuples colonisés, et face aux courants foncièrement transformateurs et révolutionnaires des temps présents, ces hommes, d'une formation et d'une mentalité légalistes et conservatrices – ils ne savent même plus être des réformistes –, ne semblent aspirer qu'à prendre la succession des conservateurs et à être les sauveurs de l'impérialisme britannique. Une expérience tragique nous enseigne, en effet, que ceux qui, en temps de guerre, sacrifient toute différentiation de classe et toute politique indépendante au nom de l'« union sacrée » sont, en temps de paix, un frein pour les masses et n'hésitent pas à sacrifier leurs propres intérêts à l'unité et à la reconstruction de la patrie capitaliste.

De même, les chefs du socialisme français présents à Londres, faisant montre d'une totale incompréhension des causes de l'échec de leur

1. Leader, dans les années 1930, de l'aile droite du PSOE. [ndt]

2. Indalecio Prieto a expliqué que le manque de véritables partis républicains, avant et après la proclamation de la seconde République espagnole, a contraint le PSOE à changer de nature en remplissant le rôle de ces partis républicains. L'explication est juste. Mais il n'est pas moins vrai que cela a eu des conséquences catastrophiques pour le prolétariat espagnol, en le privant – quand il en avait le plus besoin – d'un véritable et fort parti révolutionnaire. Si le PSOE, fidèle à cet opportunisme qui le mène à changer sa nature, doit continuer à remplir le rôle des partis républicains, il faudra alors envisager l'organisation d'un véritable parti socialiste révolutionnaire en Espagne comme une nécessité historique inéluctable. [nda]

politique habituelle, de la faillite du Front populaire [3] et du collapsus historique connu par la France, ne semblent aujourd'hui se soucier que de l'organisation des élections à venir, du fonctionnement du futur Parlement et autres modalités de la « souveraineté populaire » dans une « France démocratique reconquise ». C'est du moins ce qui apparaît à la lecture des documents qu'il nous a été possible de connaître et de leur attitude au sein du mouvement gaulliste, un mouvement – vaste et naturel – de front unique, porteur de valeurs importantes et explosives et d'un futur progressiste à condition toutefois que les représentants du peuple – concrètement, les socialistes et les syndicalistes – n'y passent pas des engagements permanents et qu'ils ne sacrifient pas demain la différentiation et l'indépendance des classes laborieuses au nom de l'unité nationale et de la sauvegarde de l'empire. Qu'ils puissent remplir un rôle révolutionnaire ou qu'au contraire ils constituent un facteur réactionnaire, cela dépend, en somme, de l'attitude qu'ils vont adopter dès à présent.

Tous ces personnages routiniers et sceptiques, pour lesquels les leçons des luttes des vingt-cinq dernières années ne sont que des exemples *a contrario* et qui évoluent dans un sens toujours plus conservateur et réactionnaire, sont, à côté des staliniens – et en dépit de la différence de leurs méthodes et de la haine qu'ils éprouvent à l'égard des inqualifiables méthodes de ces derniers –, les principaux responsables de la crise actuelle du mouvement ouvrier et du socialisme. Ils seront un obstacle, demain, à sa reconstruction. Il en ira de même pour tous ceux qui se sont habitués à voir dans le socialisme un idéal éternel, une sorte de religion ou de dogme absolu, appelé à triompher fatalement, un jour ou l'autre, par la seule force de sa raison ou de la bonté de ses principes. Face aux uns et aux autres, ce qui s'impose surtout et avant tout est un retour à la pensée vivante et à la dialectique, un redressement et un renforcement de cette pensée. Cela n'est possible, à nos yeux, que par une révision ou une reconsidération profonde des principes doctrinaux et tactiques du socialisme, menée à la lumière des expériences historiques les plus riches, de la situation réelle du monde et des perspectives qu'ouvre devant nous la période la plus riche en problèmes et en luttes qu'ait jamais connue l'humanité.

Il s'agit là d'une révision révolutionnaire et progressiste, qui n'équivaut pas le moins du monde à tomber dans un révisionnisme vulgaire,

3. Lire Jean Bernier, « La fin misérable de l'expérience Blum » [1937], *Agone*, 2003, n° 28, p. 255-258. [Sauf indication contraire, toutes les notes sont de l'éditeur.]

l'opportunisme ou la trahison suicidaires, dont les cinq lustres passés nous offrent de si nombreux exemples. La première tâche qui se présente à nous est d'en finir avec les dogmatismes bornés, les fétichismes légués par la tradition, les préjugés liés aux appellations et même aux partis. Sans abandonner ce qui existe ni trahir les acquis du mouvement, nous devons rechercher audacieusement un nouveau point de départ, un cours nouveau, en ajoutant de nouvelles valeurs à ce qui possède encore une réelle valeur historique. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrons dépasser la gravissime crise actuelle du mouvement ouvrier et du socialisme.

Il n'est pas possible de rejeter la faute de cette crise sur la guerre, comme le font très commodément tous ceux qui se refusent à voir les causes de l'échec en eux-mêmes et en leurs fausses positions. La crise est bien antérieure à l'ouverture des hostilités. Nous devons même proclamer que c'est la guerre qui a été la conséquence de la grande crise du mouvement ouvrier international et de l'impuissance du socialisme. Nulle part, à l'exception – à cause de circonstances très particulières – de l'Espagne, le mouvement ouvrier n'a été capable d'opposer une véritable résistance aux préparatifs puis au déclenchement de la guerre. Quant à la classe ouvrière espagnole elle-même, privée d'une pensée révolutionnaire consciente, d'un parti socialiste idéologiquement et physiquement puissant, abandonnée à son sort par un prolétariat international politiquement désarmé et réduit à l'impuissance, elle n'a été capable que d'une héroïque et magnifique défaite. Cette résistance vaincue a servi à montrer au capitalisme mondial, et en premier lieu au nazi-fascisme, qu'il pouvait impunément entrer en guerre sans avoir à craindre une résistance immédiate de la part du prolétariat international. La guerre n'a fait que manifester au grand jour, de façon catastrophique, l'impuissance et l'échec du mouvement ouvrier, et l'a détruit physiquement dans ses organisations. Mais avant, bien avant, il était déjà dans une situation sans issue et se débattait au milieu de contradictions tragiques, dont il ne pouvait plus sortir par lui-même. En ce sens, la crise actuelle peut être regardée à la fois comme quelque chose de catastrophique et comme une situation porteuse d'avenir. Elle est catastrophique dans ses effets immédiats, puisqu'elle a conduit le mouvement ouvrier lui-même et toute l'humanité à la catastrophe du nazi-fascisme et à la guerre. Mais elle est porteuse d'avenir parce que, grâce à elle, le mouvement ouvrier et le socialisme pourront sortir du marasme, de la putréfaction et de l'impuissance où ils se débattaient, et entamer un nouveau cours jusqu'à la victoire.

II. Les responsabilités historiques de la social-démocratie

La mise en œuvre de ce nouveau cours exige de nous, avant tout, un bilan synthétique des erreurs et des responsabilités du passé. Il n'est pas possible, en effet, de préparer l'avenir sans prendre ses distances, de façon sévère et claire, avec le passé.

Commençons par la social-démocratie et le socialisme réformiste. Leurs responsabilités sont, à nos yeux, écrasantes et accablantes. Après son collapsus durant l'autre guerre impérialiste, la social-démocratie ne pouvait plus survivre à elle-même qu'en faisant fi des intérêts du prolétariat et du socialisme. Le bilan qu'elle présente depuis ne peut pas être plus tragique. Il ne s'agit pas de discuter la bonne foi, les sentiments et la sincérité de certains militants socialistes, parmi lesquels on trouve de magnifiques exemples d'humanité : nous ne tomberons pas ici dans le travers typiquement sectaire qui consisterait à les présenter comme des types humains personnellement odieux. Ce dont il est question ici est de juger, à la lumière de l'expérience historique et de ses résultats pour le prolétariat et l'humanité, de leurs positions politiques et des conséquences de ces positions. À quelques exceptions près, ils tombèrent, au cours de l'autre guerre, dans le piège du patriotisme et de l'union sacrée. Pendant la période de profonde crise révolutionnaire qui suivit la guerre, ils consacrèrent leur talent et leurs énergies à étouffer la révolution prolétarienne en Europe au nom de la reconstruction économique de leurs patries capitalistes respectives et du salut de la « démocratie » bourgeoise. Ils furent incapables de comprendre que la reconstruction de leurs économies nationales sous le signe du capitalisme pouvait conduire au renforcement des dictatures du grand capital sous une forme plus ou moins insolente et cynique et, en définitive, à la réaction politique et sociale au détriment non seulement de l'ensemble du prolétariat mais encore des partis sociaux-démocrates eux-mêmes et des organisations syndicales réformistes. Ils se firent les champions de la démocratie bourgeoise – et des réalisations réformistes en son sein – dans la période de liquidation de la démocratie traditionnelle et formelle, alors que le rôle progressiste de la bourgeoisie dans l'histoire avait pris fin et que celle-là ne pouvait plus subsister qu'en tant que classe économiquement et politiquement réactionnaire, au mépris, par conséquent, de la démocratie révolutionnaire et du progrès social. Ils ne surent pas comprendre le clair dilemme qui se posait en Europe et dans le monde entier : démocratie socialiste ou réaction fasciste.

Ils choisirent la démocratie bourgeoise, historiquement dépassée et en pleine banqueroute, en pavant du coup la voie à la réaction fasciste.

Ils avaient commencé par adopter une attitude hostile à l'unique révolution socialiste triomphante : la révolution russe. Il est vrai qu'ils ont quelques excuses à faire valoir là-dessus. Les conceptions, les pratiques dictatoriales et autoritaires des bolcheviks, non seulement en URSS mais encore au sein du mouvement ouvrier international, contribuèrent puissamment à l'adoption de fausses positions démocratico-bourgeoises et antirévolutionnaires de la part d'un grand nombre de socialistes sincères. La scission au sein du mouvement socialiste international, juste d'un point de vue révolutionnaire et, en principe, porteuse d'avenir mais imposée mécaniquement par Moscou en conformité avec les besoins et les canons établis par les bolcheviks, suscita contre la révolution russe et le communisme le refus décidé de toute une série d'excellents militants socialistes qui sympathisaient avec l'un et l'autre. À en juger par sa polémique avec Lénine en 1904 et par sa brochure prophétique sur la révolution russe, écrite quelques mois seulement avant son assassinat, il est plus que probable que Rosa Luxemburg elle-même, la figure socialiste la plus éminente depuis Marx et Engels, n'aurait pas donné son adhésion à l'Internationale communiste ou qu'elle y serait entrée très vite en conflit avec les chefs bolcheviks russes. Cependant, ces considérations, aussi justes qu'elles soient, ne peuvent faire oublier les grandes responsabilités historiques de la social-démocratie dans son ensemble. En Allemagne, les sociaux-démocrates furent les principaux acteurs de l'écrasement de la révolution salvatrice, dont dépendait le destin même de la révolution russe et de la révolution européenne, en ouvrant la voie à l'hitlérisme. Les prolétaires allemands – à commencer par les ouvriers sociaux-démocrates eux-mêmes – donnèrent toutefois de multiples preuves de leur volonté de lutte. Bien que dans des circonstances différentes et moins graves, les conséquences de la politique social-démocrate ne furent pas moins néfastes en Autriche. Malgré tout, les ouvriers socialistes autrichiens, avec une conscience qui fit défaut à leurs chefs, surent se battre héroïquement en février 1934. La politique criminelle du socialisme réformiste français durant la période du Front populaire, surtout relativement à la guerre civile espagnole, contribua grandement non seulement à la défaite du camp républicain mais aussi au désarmement moral et politique du prolétariat français, à la consolidation de la bourgeoisie réactionnaire et fascisante du pays, et, en définitive, à sa tragique défaite militaire. Et,

pourtant, ce prolétariat avait donné des preuves de son désir d'en découdre : le Front populaire ne dut d'exister qu'à cet esprit combatif et antifasciste. Quant au socialisme réformiste espagnol, il ne sut pas se montrer à la hauteur du magnifique prolétariat qu'il était chargé de diriger et que, comme force politique majoritaire, il aurait pu conduire vers d'importantes victoires au lieu de le mener à la déroute tragique de 1939. Et qui peut mettre en doute la volonté révolutionnaire de ce prolétariat – et de la masse socialiste – après les héroïques exemples d'octobre 1934 et des trente-deux mois de la guerre civile ?

Objectivement, personne ne peut contester aujourd'hui que la politique social-démocrate ait servi la bourgeoisie, le nazi-fascisme et la guerre. Mais, en même temps que nous proclamons cette vérité objective, et pour dissiper toute confusion possible, nous devons nous élever ici contre le stupide qualificatif de « social-fascistes » décerné un jour aux militants socialistes par le stalinisme. Ces militants ont toujours haï, sincèrement, le fascisme. Une majorité écrasante d'entre eux n'aurait jamais signé un pacte avec Hitler, comme le fit Staline lui-même. Ce que nous jugeons ici, c'est une politique erronée et catastrophique.

Le bilan des expériences social-démocrates a une haute valeur en matière de leçon historique, et il a le mérite d'instruire sur ce que les socialistes ne doivent pas faire. Autrement dit, ces expériences négatives peuvent se transformer en positives si elles aident le prolétariat à ne pas tomber à nouveau dans les graves et funestes erreurs du passé, la première et la plus fondamentale étant le renoncement à l'indépendance de classe et aux principes internationalistes, qui sont la base de toute politique vraiment socialiste. La social-démocratie, bien au contraire, a sacrifié l'indépendance de classe à la collaboration entre les classes, et l'internationalisme prolétarien aux visées et aux nécessités nationales. C'est ainsi qu'elle est tombée progressivement sous la dépendance de la bourgeoisie, des différentes bourgeoisies nationales, et qu'elle s'est vue entraînée par leurs contradictions. La dernière guerre, mais aussi la période de l'entre-deux-guerres, nous en donnent de multiples exemples. Et il n'est que d'en voir le résultat : dans une période de crise chronique et mondiale du capitalisme, alors que seul le socialisme pouvait offrir une issue logique à l'humanité, c'est le fascisme qui a triomphé dans les pays frappés par la crise la plus aiguë, et, par conséquent, les pays objectivement les plus révolutionnaires. Le fascisme a trouvé la seule issue qu'il pouvait trouver à la crise capitaliste : la préparation de la guerre et la guerre elle-même.

Tout n'est pas négatif, toutefois, dans l'expérience de la social-démocratie. En Allemagne, en Autriche, en Belgique, dans presque tous les pays d'Europe, elle a su se montrer une excellente organisatrice de masses. Il y a beaucoup à apprendre d'elle à cet égard. Ce qui est regrettable, c'est que cette organisation ait fini par se transformer partout en une machinerie parfaite au service presque exclusif de l'électoralisme et du parlementarisme. Par ailleurs, elle a su construire, à l'intérieur de la démocratie capitaliste, des œuvres de grande valeur pour le prolétariat, comme, par exemple, les logements ouvriers à Vienne ou encore le réseau des maisons du peuple, de coopératives, d'écoles, de salles de spectacles en Belgique. Mais tout cela avait pour contrepartie et pour défaut d'endormir la conscience du prolétariat et d'entretenir l'illusion qu'il était possible de résoudre ses problèmes au moyen de conquêtes partielles et évolutives dans le cadre du régime capitaliste. Plongé dans cette illusion, éduqué dans des pratiques réformistes et antirévolutionnaires, ce prolétariat ne soupçonnait pas le moins du monde qu'il devrait un jour défendre ses organisations et ses conquêtes, les armes à la main, contre la réaction fasciste. Ajoutons que, en dépit de cette éducation réformiste et antirévolutionnaire, les ouvriers socialistes ont su se battre, en passant pardessus la tête de leurs chefs, surtout en Autriche et en Espagne. Cela prouve au moins que les masses socialistes sont généralement saines et décidées et qu'on ne peut leur attribuer la responsabilité des défaites subies. C'est de ces masses que resurgiront sans doute, après ces grandes et enrichissantes expériences, les meilleurs cadres socialistes et révolutionnaires et les plus utiles pour l'avenir.

Est-ce que la social-démocratie pourra se relever, en tant que direction politique de masses, de la situation où l'ont laissée ses tragiques erreurs ? Il ne convient pas de se prononcer à la légère sur le sujet. Après la guerre de 1914-1918, les bolcheviks ont parlé trop légèrement du « cadavre » de la social-démocratie. Et pourtant, ce « cadavre » sans sépulture eut suffisamment de pouvoir pour faire dévier le prolétariat de sa voie révolutionnaire, pour renforcer le cordon établi autour de la révolution russe et contribuer à la préparation de la nouvelle guerre mondiale.

Il paraît difficile d'imaginer, cependant, que la social-démocratie, écrasée par le poids de ses énormes fautes, puisse relever la tête un jour. Nous ne croyons pas que la « paix sociale », les conquêtes démocratiques dans le cadre de la nation, les acquis sociaux, les pratiques légalistes et parlementaires soient capables de conquérir la direction des masses ouvrières

et paysannes après la guerre. La période des concessions démocratiques de la part de la bourgeoisie et des réformes sociales en régime capitaliste est bel et bien terminée. Dans les années à venir, il sera difficile, pour ne pas dire impossible, aux sociaux-démocrates de fonder là-dessus une politique effective. Les problèmes posés au monde par la guerre, que sa fin ne fera qu'exacerber, sont bien trop vastes pour cela. Entre le passé et l'avenir, il existe sur ce point un abîme infranchissable. Les échecs du passé démontrent à satiété que les vieux programmes et les vieilles pratiques routinières ne constituaient absolument pas une solution, mais, bien au contraire, un manque absolu de solutions. Et il faudrait être aveugle pour ne pas s'en rendre compte.

Il est presque sûr, cependant, que les impérialismes « démocratiques » vainqueurs – nous écartons la possibilité d'une victoire des totalitarismes – essaieront d'utiliser à nouveau les services de ces sociaux-démocrates endurcis et embourgeoisés auxquels la révolution fait peur, afin d'écarter une fois de plus le prolétariat de sa mission historique. Les Henri de Man, les Paul Faure, les Spinasse [4] – et autres variétés plus ou moins inédites – ont l'échine on ne peut plus souple. À mon sens, la fin de la guerre représentera la fin des autarcies économiques et des nationalismes les plus féroces, même s'il se peut que nous assistions, au début, à de fortes luttes de type nationaliste, c'est-à-dire à des combats pour la liberté nationale après la soumission forcée au nazi-fascisme triomphant. Dans les économies futures, de plus en plus étatisées et nationalisées alors même qu'elles

4. Ces trois hommes politiques socialistes s'illustrèrent à des degrés divers dans la collaboration idéologique ou politique, en France et en Belgique, durant la Seconde Guerre mondiale.

En 1940, Henri de Man (1885-1953) approuva la décision de Léopold III de ne pas suivre son gouvernement en exil, puis il rédigea quelques jours plus tard un manifeste, dit « du 28 juin 1940 », où il écrivait que le fascisme pouvait jouer un rôle révolutionnaire et appelait les militants socialistes à rejoindre un parti unique fidèle au roi afin de réaliser l'hégémonie du travail sur le capital.

Secrétaire général de la SFIO à partir du congrès de Tours jusqu'à la guerre, Paul Faure (1878-1960) accepta sa nomination au Conseil national de l'État français du maréchal Pétain.

Ministre de l'économie dans le gouvernement du Front populaire, Charles Spinasse (1893-1979) vota les pouvoirs constituants au maréchal Pétain le 10 juillet 1940 puis soutint la politique de collaboration dans le journal qu'il fonda à Paris le 1er novembre 1941, *Le Rouge et le Bleu*.

tendent à s'internationaliser, ainsi que dans les superstructures politiques de type fédéraliste (ou avec des tendances à la fédération), les sociaux-démocrates auront sans aucun doute un rôle à jouer. Ils apporteront à cette situation une touche socialisante et internationaliste. Contre eux, nous avons l'inéluctable devoir de l'intransigeance. Nous devrons, plus que jamais, démasquer leur faux socialisme et leur faux internationalisme.

Disons, pour conclure, que la social-démocratie sera plus ou moins capable de se refaire et de remplir son rôle pour autant que, nous, les socialistes révolutionnaires, nous aurons la capacité de définir des positions claires et justes, un programme de solutions constructives, et de conquérir avec eux la direction révolutionnaire du prolétariat international.

III. Jugement critique sur le bolchevisme

Considéré à la lumière de l'expérience historique et soumis à une étude d'ensemble sereine, le bolchevisme nous apparaît comme une déviation spécifiquement russe du socialisme, une déviation dont nous ne commençons à percevoir qu'aujourd'hui les graves caractéristiques. Nous devons dire d'entrée que ce jugement ne se fonde pas seulement sur le fait que la révolution russe ait conduit à la monstrueuse dictature absolutiste et totalitaire actuelle que constitue le stalinisme. La dictature stalinienne n'est pas seulement le produit d'une profonde dégénération, déterminée logiquement par la situation intérieure et extérieure au sein de laquelle se trouvait l'URSS : selon nous, ses éléments déterminants étaient déjà contenus dans le bolchevisme lui-même. Autrement dit, il nous faut aller chercher le mal originel dans les propres conceptions, politiques et organiques, du bolchevisme. Il est indéniable que ces conceptions, dues principalement à Lénine, pouvaient se justifier du point de vue de la situation russe. Les conditions objectives de la lutte en Russie rendaient très difficile, pour ne pas dire impossible, le développement du mouvement ouvrier et de son avant-garde révolutionnaire, le parti bolchevik, dans un climat de démocratie créatrice. L'autre branche de la social-démocratie russe, la fraction menchevik – sans parler des autres organisations populaires russes –, se trouvait soumise à la même situation. La conception du « révolutionnaire professionnel », du « Comité central restreint et tout-puissant » ou peu s'en faut, de la nomination ou cooptation des responsables par en haut, ainsi que l'élaboration de la pensée collective par une minorité dirigeante

au nom du parti et le caractère « conspirationniste » de celui-ci sont, du point de vue socialiste, de la démocratie socialiste vivante, de véritables monstruosités, qui ne sont guère possibles et relativement justifiables qu'à partir de la réalité de la Russie tsariste. Il n'en demeure pas moins que ces conceptions et les méthodes qui en découlent se sont révélées tragiques pour le mouvement ouvrier russe et, par extension, pour le mouvement ouvrier et socialiste international. Du point de vue des principes généraux et de la véritable et légitime doctrine socialiste, c'est Rosa Luxemburg qui était dans le vrai dans la polémique qui l'opposa en 1904 à Lénine [5], une polémique que les militants occidentaux de ma génération n'eurent l'occasion de connaître – de même que l'œuvre fondamentale de Rosa – qu'il y a un peu plus d'une dizaine d'années. Du point de vue historique, le problème consiste à faire sereinement la part de responsabilité qui revient à la pensée, aux conceptions et aux méthodes bolcheviques, et celle qui incombe aux conditions spécifiques et fatales du développement de la lutte en Russie, non seulement avant mais aussi après la révolution d'Octobre. Quoi qu'il en soit, la première et fondamentale conclusion à laquelle on arrive est la suivante : même si le bolchevisme peut être justifié, du moins jusqu'à un certain point, du point de vue de la réalité historique russe, il ne peut absolument pas l'être en général, du point de vue de la doctrine et des méthodes socialistes, et on peut encore moins justifier sa prétention à influer sur le mouvement ouvrier et socialiste international et à s'imposer à lui.

Outre la dégénérescence de la social-démocratie, son triomphe en 1917 et les conditions qui y présidèrent ont semblé justifier, d'un point de vue national et international, la politique des bolcheviks. Nous avons compris aujourd'hui que le fait de vaincre ne suffit pas à justifier une direction révolutionnaire. Il est indéniable que les bolcheviks entraînèrent derrière eux, parfois avec fanatisme, la partie la plus jeune, la plus saine et la plus impulsive du mouvement socialiste international. Comme le reconnut Rosa Luxemburg dans sa brochure sur la révolution russe – et là-dessus Lénine n'était pas fondamentalement en désaccord avec elle –, il est très

5. Il s'agit de l'article de Rosa Luxemburg « Questions d'organisation de la social-démocratie russe », paru en 1904 dans *Iskra* (l'organe de la social-démocratie russe) et dans *Die Neue Zeit* (la revue théorique de la social-démocratie allemande), en réponse aux conceptions de Lénine dans *Un pas en avant, deux pas en arrière*. Consultable sur <www.marxists.org/francais/luxembur/c_et_d/c_et_d_1.htm>.

dommageable que la première – et seule, hélas – révolution prolétarienne se soit produite et ait triomphé dans un pays économiquement et culturellement aussi retardé que la Russie. Il est hors de doute que, dans les conditions où se produisit cette révolution, la seule force socialiste organisée et consciente capable de la faire triompher fut le parti bolchevik de Lénine et Trotski. Il faut rendre à l'équipe dirigeante bolchevique l'hommage qui lui est dû. Au milieu d'une des situations les plus chaotiques de l'histoire humaine, les bolcheviks surent être les plus énergiques, les plus clairvoyants, les plus réalistes et les plus idéalistes à la fois. Sans eux, il est très possible – il est presque sûr – que la Russie serait tombée à nouveau dans la plus noire des réactions. Mais, en partie à cause de la fatalité historique et sociale et en partie à cause des conceptions traditionnelles des bolcheviks, ceux-ci ne furent pas longs à imposer leur dictature sous l'expression impropre de « dictature du prolétariat ». Les conceptions bolcheviques trouvèrent une justification fatale et tragique dans les événements qui leur permirent de supprimer la liberté de pensée, de presse et de réunion, de monopoliser le pouvoir, de supprimer et de poursuivre avec acharnement les autres partis ouvriers, d'écraser violemment les milices et les organisations anarchistes et même les propres révolutionnaires de Cronstadt, de supprimer la démocratie réelle à l'intérieur des soviets, des syndicats et autres organes de la démocratie ouvrière… En vérité, dès fin 1918-début 1919, autrement dit dès le début de la guerre civile et des interventions étrangères, il n'y eut plus de véritable démocratie ouvrière, un régime soviétique plein et libre en URSS. Cette démocratie, ce régime ont existé, en réalité, tant que les masses mises en mouvement les ont imposés. Les bolcheviks, faisant montre d'une grande clairvoyance et justesse de vues, surent mettre la situation à profit pour conquérir la majorité révolutionnaire dans les soviets et les principales garnisons. Quant à la démocratie à l'intérieur du parti bolchevik, elle expire plus ou moins à la même époque. De fait, ce parti pouvait difficilement concéder, dans la vie sociale, une démocratie effective qu'il ne pratiquait pas en son propre sein. De la sorte, l'ankylose de la pensée et la bureaucratisation des instances du parti étaient inévitables. Et ce parti unique exerçant le monopole du pouvoir, ou le pouvoir unique, l'ankylose et la bureaucratisation de tout le régime étaient inévitables. Le stalinisme n'a pas surgi du néant et comme un produit étranger au bolchevisme : à mes yeux, son défaut originel est dans les origines du bolchevisme lui-même et dans la politique exercée par ce dernier, à

partir du gouvernement, dès les premières années de la révolution. Il est, en somme, la branche dégénérée et pourrie d'un tronc qui portait déjà en lui la dégénération et la pourriture.

La révolution russe n'avait qu'une seule chance de salut : être relayée et dépassée par la révolution européenne. Nous disons « dépassée » parce que le triomphe de la révolution en Europe centrale, principalement en Allemagne, le pays qui présentait les meilleurs conditions objectives pour une révolution, se serait produite dans des conditions supérieures : grâce à son grand développement technico-industriel, la supériorité de son prolétariat – puissamment centralisé, politiquement plus cultivé, avec des organisations plus développées et plus démocratiques, avec une conception supérieure de la discipline –, une situation géographique unique… La révolution allemande, venant après la russe, aurait mis à bas tout l'échafaudage artificiel construit à Versailles et aurait sûrement provoqué la révolution dans toute l'Europe et, par voie de conséquence, dans les colonies, d'où il était possible d'attaquer et de détruire les impérialismes européens vainqueurs de la guerre. Cela, les bolcheviks le savaient parfaitement. Et ils savaient également que le triomphe de la révolution dans des pays économiquement et culturellement plus avancés aurait ôté immédiatement la direction révolutionnaire des mains d'une Russie attardée. Malheureusement pour l'humanité, ce phénomène révolutionnaire européen n'eut pas lieu – ou, du moins, pas jusqu'au bout –, ce phénomène sans lequel la révolution russe, au lieu d'avancer et de se démocratiser, devait fatalement se bureaucratiser et déboucher sur un nationalisme socialisant et une dictature totalitaire.

IV. La dissolution de l'Internationale communiste

L'Internationale communiste fut organisée pour impulser et diriger la révolution internationale, dont on tenait la révolution russe pour un chaînon, le premier de tous. La scission dont elle est issue répondait à une nécessité historique et elle fut incontestablement un facteur de progrès. En tout état de cause, elle était inévitable. Mais, plus qu'à la maturité des événements et de la conscience politique du prolétariat de chaque pays, elle obéissait mécaniquement aux besoins et aux diktats des bolcheviks russes. Ceux-ci y imprimèrent, dès le premier jour, leur pensée, leur mentalité, leurs méthodes, leurs objectifs, etc. La chose était inévitable, principalement

pour les deux raisons suivantes : 1) parce qu'ils constituaient le seul parti international homogène, discipliné, doté d'un corps de doctrine et de véritables cadres dirigeants ; 2) parce qu'ils avaient mené à son terme la première révolution prolétarienne et par l'immense répercussion qu'elle eut. Du coup, l'Internationale ne pouvait être, en réalité, qu'une extension du parti russe. Elle se disposait à diriger la révolution mondiale, certes, mais selon le modèle de la révolution bolchevique russe. Ce modèle pouvait-il servir pour les autres pays ? Pouvait-il être naturellement compris et accepté par les prolétaires allemands, français, italiens, anglais, espagnols ? La réalité a montré qu'il n'en était rien. Commençons par les fameuses vingt et une conditions : édictées pour faire barrage aux opportunistes, un objectif juste en principe, elles finirent par établir un partage mécanique entre ceux qui acceptaient la discipline imposée par Moscou et ceux qui la refusaient. D'excellents militants socialistes, qui avaient salué la révolution russe avec un enthousiasme non feint et qui étaient fermement décidés à la défendre dans leurs pays respectifs, reculèrent devant les rigides conditions du II^e^ Congrès. Leur instinct leur disait que l'acceptation des vingt et une conditions équivalait à renoncer à la liberté de pensée, d'initiative et de détermination dans le mouvement socialiste, et à tirer aussi un trait sur les nécessités et les caractéristiques de chaque pays et de chaque prolétariat. Par ailleurs, la politique gouvernementale des bolcheviks les remplissait de doutes. Comment la persécution contre les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, la suppression de la liberté de presse et de réunion auraient-elles pu attirer tous ces nombreux socialistes allemands, autrichiens, français et italiens habitués au culte de la liberté et de la démocratie au sein de leurs organisations et même dans le cadre de la société bourgeoise ? Est-ce que la tuerie de Cronstadt et la persécution contre les anarchistes pouvaient conquérir les sympathies de l'anarchisme espagnol ? Celui-ci, dès le tout début, fit connaître son adhésion à la révolution russe, avant de se prononcer contre la dictature du prolétariat, où il vit la pire des tyrannies. Les mesures bolcheviques pouvaient bien avoir toutes les justifications possibles, du point de vue de la stricte défense de la révolution et du monopole de la direction révolutionnaire. Il n'en demeure pas moins qu'une grande masse de militants socialistes internationaux ne pouvaient ni les comprendre ni les justifier.

On peut dire que l'Internationale communiste (IC) n'a jamais joui d'une véritable démocratie interne. Ce ne sont pas des partis, de véritables partis démocratiques, qu'on créa dans les différents pays, mais de

simples sections, des filiales du parti russe. Les crises au sein de ces sections étaient rarement déterminées par des raisons intérieures au pays concerné ou à la section elle-même, mais par des raisons extérieures. Chaque crise à l'intérieur du parti communiste russe avait une répercussion immédiate sur tous les autres partis de l'IC. Les militants communistes étrangers étaient obligés de mieux connaître ce qui se passait en URSS que ce qui avait lieu dans leurs pays respectifs et dans leurs propres partis. C'est Moscou – soucieux surtout de ses besoins et de ses convenances – qui désignait et destituait les dirigeants de chaque pays, déterminait la ligne politique générale de chaque parti, et fournissait à chaque parti les fonds nécessaires à sa subsistance et à sa propagande… Ces partis n'étaient pas – n'ont jamais été – des partis libres, dotés d'une personnalité et d'une initiative qui leur aient appartenu en propre, mais des sections domestiquées. Le centralisme démocratique, qui aurait dû être leur forme organique, n'a jamais été réellement appliqué, quoi qu'ait pu en penser la masse des affiliés. Une fois liquidées peu à peu, et à la fin avec une véritable férocité totalitaire, les oppositions à l'intérieur du parti russe et de l'IC, la discipline bureaucratique, le monolithisme, la « bolchevisation à cent pour cent » ont transformé l'un et l'autre en simples instruments de domination de la dictature de Staline. La GPU elle-même, fille naturelle de l'ex-Tcheka, est devenue un instrument policier totalitaire non seulement à l'intérieur de l'URSS mais aussi à l'extérieur. Déjà en 1929, Staline n'avait pas hésité à dire avec mépris que le Komintern n'était qu'une boutique pourrie où il fallait tout payer. C'était une manière brutale d'en reconnaître sa nature mercenaire, du point de vue économique et politique.

Une telle Internationale ne pouvait en aucune manière servir les intérêts généraux du prolétariat et elle ne les a pas servis. Quand Staline proclame la « réalisation du socialisme dans un seul pays », ce qu'il proclame, en réalité, c'est un nouveau nationalisme russe. Dès lors, il n'assigne au prolétariat mondial – dans les limites du pouvoir que le Komintern exerce sur lui – d'autre mission que celle de servir les intérêts du nouveau nationalisme moscovite. En 1933, quand le nazisme est sur le chemin du pouvoir, le prolétariat allemand ne considère plus l'URSS que comme un État totalitaire en formation, fondé sur la faim et la terreur. La tactique du Kremlin, à ce moment, consiste à soutenir indirectement l'hitlérisme, par haine de la social-démocratie. Puisque le communisme n'avait pas été capable de détruire la social-démocratie allemande, cette mission devait

échoir au nazisme ; ensuite, une fois ce dernier vaincu, la tâche incomberait au communisme. Staline regarde alors la démocratie et le fascisme comme des « frères jumeaux ». La montée de Hitler au pouvoir ne modifie en rien la politique de Moscou à l'égard de l'Allemagne. Staline pense même pouvoir s'entendre bien mieux avec lui qu'avec les sociaux-démocrates Ebert, Braun et Severing [6]. Mais la politique agressive de Hitler, la création du pacte anti-Komintern, par lequel il se présente au monde comme le défenseur de la « civilisation capitaliste face au bolchevisme » contraignent Staline à effectuer un virage à cent quatre-vingts degrés. Il proclame alors la ligne « démocratie contre fascisme ». Ceux-ci ont cessé d'être des « frères jumeaux » pour se transformer en « ennemis irréconciliables » bien que le fascisme n'ait pu triompher et se consolider que grâce à la complicité directe des puissances dites démocratiques. Il signe un pacte avec Laval en 1935, par le biais duquel il contracte un certain nombre d'engagements au nom des communistes français. Ceux-ci devront renoncer à leur antimilitarisme et à leur anti-impérialisme : la nation française étant l'alliée de l'URSS, ils devront se faire les champions du nationalisme. Au service du pacte franco-soviétique, épine dorsale de toute la politique extérieure russe, le VII^e^ Congrès de l'IC proclame la politique des Fronts populaires. Par elle, les communistes renoncent à leur indépendance politique. Ce faisant, Moscou inaugure sa politique de blocs avec certains impérialismes : afin d'appuyer cette politique, les communistes doivent constituer des alliances avec des partis et des organisations qu'ils avaient toujours combattus. Le VII^e^ Congrès, qui enterre l'IC comme telle, prête deux fiers services à la bourgeoisie impérialiste mondiale : il freine habilement le mouvement des grandes grèves françaises et noie dans le sang la révolution espagnole. Ce sont là les deux exploits du stalinisme avant la nouvelle guerre mondiale. Ces deux

6. Otto Braun (1872-1955) occupa divers postes ministériels dans le Landtag de Prusse sous la République de Weimar. Il émigra en Suisse en mars 1933 mais ne reprit contact avec des milieux résistants de son pays d'accueil qu'en 1943.

Friedrich Ebert (1894-1979) – à ne pas confondre avec son père Friedrich Ebert (1871-1925), l'un des principaux responsables de la répression de la révolution spartakiste avec Gustav Noske – forma le parti socialiste unifié (stalinien) en 1946 et devint bourgmestre de Berlin.

Carl Severing (1875-1952) était ministre de l'Intérieur de Prusse au moment de la destitution du gouvernement de ce Land par le Reich, dirigé par Franz von Papen ; malgré ses déclarations antérieures, Severing ne s'opposa pas à ce coup de

exploits vont de pair avec un autre, pas moins criminel : l'assassinat de sang-froid de toute la génération révolutionnaire d'Octobre 17. Contre-révolution à l'intérieur et contre-révolution à l'extérieur : les deux politiques se complètent jusqu'à n'en plus faire qu'une.

Après la liquidation politique de l'IC devait venir sa liquidation physique. Par ailleurs, l'acte d'« auto-dissolution » décrété par Staline est des plus logiques [7]. Après le pacte Hitler-Staline et l'invasion postérieure de la Russie, qui obligea Moscou à faire alliance avec Londres et Washington, le Komintern était devenu un obstacle pour la politique extérieure russe. Aux yeux du dictateur du Kremlin, ses désavantages l'emportaient sur ses avantages. Ses nouveaux et circonstanciels alliés, n'ayant jamais accepté que le gouvernement soviétique et le Komintern puissent être deux choses différentes, lui faisaient de continuels reproches à propos de la propagande communiste menée chez eux. Après tout, qu'a sacrifié Staline avec cette fameuse dissolution ? En vérité, rien du tout. L'Internationale communiste n'était plus que l'ombre de ce qu'elle avait été. Une fois disparus presque tous les partis européens – l'allemand et le français étant les seuls à avoir eu une force réelle –, il ne restait d'autres partis que l'anglais et l'américain, tous deux d'une extrême faiblesse. L'anglais soumet toute sa politique à l'entrée sans conditions dans le parti travailliste et à l'appui – du moins pour le moment – à la coalition politico-militaire présidée par Churchill. Le PC nord-américain s'est déclaré indépendant, il y a deux ans déjà, pour répondre aux impératifs du moment. Parmi les latino-américains, seul le chilien a vu augmenter sa représentation parlementaire, en alliance avec la bourgeoisie radicale et contre le parti socialiste. Aujourd'hui, il est en pourparlers avec ce dernier en vue d'une fusion. Le parti cubain a signé un accord honteux avec les résidents espagnols pro-franquistes et a intégré un gouvernement d'« union nationale » avec un ministre sans portefeuille. Le colombien s'est dissous dans une Avant-

force.

7. La dissolution de l'Internationale communiste fut annoncée dans la *Pravda* du 19 mai 1943 ; elle fait suite à un entretien de Staline, quatre jours auparavant, avec le correspondant de Reuters à destination de la presse étrangère. La revue *Mundo*, à laquelle collaborait Gorkin à Mexico, y consacra plusieurs articles et reproduisit sur deux numéros (juillet et août 1943) les interventions d'un débat entre les militants des divers courants socialistes et libertaires qui y participaient, en particulier Victor Serge, qui apportait le point de vue d'un militant ayant par-

Garde populaire bénie par l'archevêque de Bogotá. Triste enterrement, en vérité, pour l'Internationale de Lénine, Trotski, Zinoviev et Boukharine !

Staline pense tirer de multiples avantages de cette auto-dissolution, à la fois contre les gouvernements démocratiques et contre le mouvement ouvrier des pays où il peut continuer d'imposer ses manœuvres malhonnêtes. En tirer avantage aussi, comme nous le verrons plus loin, contre l'Allemagne des années à venir. Il en tirera avantage pour autant que les communistes des différents pays, déclarés indépendants et nationalistes, devront assumer directement tous les méfaits et toutes les erreurs que Moscou les obligera à commettre, puisque Moscou continuera évidemment à diriger leur politique en sous-main. Ces partis sont à ce point bureaucratisés et domestiqués qu'il suffit d'une dizaine d'agents de la GPU pour les diriger. Et enfin, dernier de tous ces avantages, le plus positif d'entre eux : le stalinisme russe peut proclamer ouvertement son nationalisme et son impérialisme et avancer d'ores et déjà toute une série de revendications territoriales et stratégiques, avant même la fin de la guerre.

Le stalinisme est la force contre-révolutionnaire la plus puissante au sein du mouvement ouvrier. Et la plus dangereuse. Elle peut compter, en même temps, sur le mythe d'une glorieuse révolution libératrice et sur les moyens matériels d'un monstrueux État totalitaire. Le stalinisme profite de la résistance héroïque du peuple russe pour sa propagande et ses inqualifiables manœuvres. Il en profitera aussi pour préparer et pour commettre de nouveaux crimes, personnels et collectifs. Il est aujourd'hui, et il restera demain, notre adversaire le plus tenace et le plus dangereux au sein du mouvement ouvrier. Notre meilleure arme contre lui sera l'adoption de positions socialistes et révolutionnaires fermes et justes, sans mépriser les armes physiques de défense.

V. L'impuissant sectarisme trotskiste

Trotski et le trotskisme n'ont jamais cessé de revendiquer, sans réserves d'aucune sorte, les doctrines et les tactiques du bolchevisme, ainsi que la politique générale du parti bolchevik durant les six premières années de la révolution russe. Ils revendiquent même les actes de violence et de terrorisme commis à l'encontre des autres forces ouvrières, ce qui est en tout point inadmissible du point de vue de la liberté et la démocratie

ouvrières. La IIIe Internationale une fois dissoute dans les conditions que nous avons vues, ils revendiquent aussi l'héritage de ses quatre premiers congrès et prétendent que la IVe Internationale soit son fidèle successeur. Par conséquent, le trotskisme est inclus dans les critiques que nous avons adressées au bolchevisme.

La formule de Trotski selon laquelle « la fin et les moyens sont dialectiquement interdépendants » ne l'ont pas empêché de proclamer que, « pour un bolchevik, le parti est tout », en plaçant, du coup, le parti pardessus sa propre conscience individuelle et les principes mêmes du socialisme (*Leur morale et la nôtre*) [8]. Dans la pratique, le trotskisme semble avoir adopté la formule jésuitico-stalinienne selon laquelle « la fin justifie les moyens ». Les trotskistes n'ont pas hésité à accuser de trahison des révolutionnaires exemplaires pour le simple fait qu'ils n'étaient pas d'accord avec eux et ils utilisent des procédés polémiques en tout point inadmissibles [9]. Rien de tout cela n'a, ne peut avoir, de justification ni de défense possible du point de vue socialiste. Le socialisme répudie purement et simplement cette maxime comme étrangère à ses moyens et à ses fins puisque accéder à des fins morales et justes par des moyens qui ne le sont pas est une chose inconcevable. L'amoralisme politique de cette conception ainsi que la négation des valeurs éternelles de raison, de vérité, de justice, de droit, de dignité, de liberté ont contribué à empoisonner et à désorienter le mouvement ouvrier depuis l'apparition du bolchevisme. Il revient à la classe ouvrière et au socialisme d'arracher ces valeurs éternelles à la bourgeoisie afin de les revendiquer et de les assimiler pleinement.

~~ticipé aux temps héroïques de la fondati~~on de l'IC.

8. On peut lire ce texte de 1938 sur <www.marxists.org/francais/trotsky/livres/morale/morale.htm>.

Rendant compte de ce livre, Boris Souvarine écrivait : « Avec ses grands airs qui n'en imposent à personne, Trotski se livre ici à un plaidoyer *pro domo sua*, tout en gardant le style accusateur et le ton sans réplique. De toute évidence, il a été piqué au vif par une critique de plus en plus fréquente selon laquelle "stalinisme et trotskisme se valent", l'un et l'autre dérivés du bolchevisme de Lénine. » (*Les Nouveaux Cahiers*, 15 avril 1939, n° 43.)

9. Julián Gorkin a très vraisemblablement à l'esprit l'attitude adoptée par Trotski et la IVe Internationale à l'égard du POUM. En français, lire Ignacio Iglesias, *Trotski et la révolution espagnole*, Éditions du Monde, Lausanne, 1974 ; et, du même auteur, en espagnol, *Experiencias de la revolución*, Editorial Laertes/Fundación Nin, 2003 – sur ce livre, lire Miguel Chueca, « Le POUM, Trotski et l'intervention soviétique

Ces valeurs appartiennent à l'une et à l'autre parce qu'eux seuls pourront leur donner un contenu légitime.

Trotski et le trotskisme ont rempli une époque pendant laquelle ils ont mérité l'appui du socialisme révolutionnaire international : ce fut la période de lutte contre la bureaucratisation du parti bolchevik, de toute l'organisation soviétique et de l'Internationale communiste. Mais, même à cette époque, le trotskisme mena le combat en revendiquant tout le passé du bolchevisme, dont le stalinisme n'est que l'enfant dégénéré. De là le négativisme fondamental de Trotski et des trotskistes du point de vue de la critique socialiste constructive. Loin de représenter une rectification fondamentale du stalinisme, le trotskisme n'est qu'un opposant et un rival du stalinisme. Au-delà des tragiques luttes de ces dernières années, ils ne sont l'un et l'autre que les deux faces d'une même médaille. Séparé de l'organisation communiste officielle, le trotskisme est tombé dans un sectarisme étroit qui l'a réduit à l'impuissance. Aujourd'hui, il ne compte pratiquement plus dans le mouvement ouvrier, ni comme organisation ni comme pensée. Il semble être, en outre, dans l'incapacité d'évoluer et de reconsidérer les problèmes du socialisme. La démocratie socialiste ne peut se défendre légitimement sans défendre le trotskisme comme une tendance du mouvement ouvrier, parce qu'il a été pourchassé férocement par le stalinisme, qui est parvenu à assassiner Trotski dans les plus viles conditions. Mais elle ne peut tabler sur lui pour faire œuvre progressiste et constructive. Au contraire, nous, les socialistes révolutionnaires, nous trouverons toujours le sectarisme consubstantiel du trotskisme sur notre chemin, du moins tant que le mouvement ouvrier et socialiste ne le fera pas disparaître.

VI. La crise de l'anarchisme

L'anarchisme comme tel ne constitue pas aujourd'hui une tendance homogène ni, par conséquent, une force spécifique organisée dans le mouvement ouvrier international. Il existe d'excellents esprits et de magnifiques exemplaires d'humanité qui se réclament de l'anarchisme et qui méritent le respect et la gratitude du mouvement ouvrier et du socialisme. Ces derniers temps, la seule force anarchiste organisée résidait en Espagne. Elle était constituée spécifiquement par la Fédération anarchiste ibérique, qui a été la tendance dirigeante d'une grande organisation syndicale, la

CNT. Elles furent une force de choc magnifique face au franquisme. Mais en l'absence d'un programme révolutionnaire constructif, elles ne furent pas capables de se poser le problème du pouvoir et, collaborant avec ces pouvoirs mixtes qui sacrifièrent progressivement la révolution, elles contribuèrent, contre l'héroïque volonté de leurs affiliés de base, à la perte de la guerre. L'anarchisme traverse depuis une saine crise, porteuse d'espoirs. La majorité écrasante des anarchistes espagnols – et pas seulement eux – comprend aujourd'hui que l'anarchisme n'est pas viable sous sa forme traditionnelle et qu'il doit se plier aux nécessités et aux méthodes de lutte des temps actuels. Il a commencé, en somme, à se poser les problèmes du mouvement ouvrier et du socialisme en tenant compte des expériences historiques et des nécessités du futur. La collaboration du socialisme révolutionnaire et de l'anarchisme, dans cette nouvelle phase qui s'ouvre pour l'un et l'autre, peut s'avérer précieuse [10]. Les anarchistes apportent avec eux deux de leurs valeurs traditionnelles les plus remarquables : leur esprit humaniste et libertaire, leur courage héroïque dans l'action. Ces valeurs, assimilées par une politique révolutionnaire et constructive, peuvent grandement contribuer à redresser et à enrichir le socialisme. Les anarchistes ont beaucoup à apprendre des marxistes et vice-versa. Un rapprochement et une meilleure intelligence entre eux, sur la base d'une discussion libre et profonde de leurs positions traditionnelles, un objectif révolutionnaire et constructif, tout cela sera d'une grande efficacité pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

~~en Espagne »~~, *Gavroche*, ~~novembre-déce~~mbre 2004, n° 138, p. 32-34.

10. Gorkin fait ici allusion au mouvement « Socialisme et liberté », qui existait alors dans plusieurs pays d'Amérique latine (Chili, Mexique et Uruguay) et réunissait des militants venus de l'anarchisme et du socialisme sur une base révolutionnaire et antistalinienne (lire la postface de Charles Jacquier au livre de Louis Mercier Vega, *La Chevauchée anonyme*, Agone, 2006 ; et le chapitre 15 du livre de Jacques Kergoat, *Marceau Pivert, « socialiste de gauche »*, L'Atelier, 1994). Ainsi, à Montevideo, l'anarchiste italienne Luce Fabbri publiait *Socialismo y Libertad* avec le marxiste hétérodoxe français Julien Coffinet (de ce dernier, lire « Modestes contributions de Julien Coffinet à l'érosion de l'imaginaire fondateur du système capitaliste », *Agone*, 2005, n° 33, p. 205-231). À Mexico, la revue *Mundo*, fondée en juin 1943, publiait des articles de Fenner Brockway, Dwight MacDonald, Jean Malaquais, Marceau Pivert, Rudolf Rocker, Gaetano Salvemini, Victor Serge, et des militants du POUM comme Gorkin lui-même, mais aussi Jordi Arquer, Enrique Gironella, etc. La revue était illustrée par le catalan Bartolí et par Vlady, le fils de

VII. Le socialisme révolutionnaire indépendant

La politique de collaboration de classes de la social-démocratie et la progressive et fatale dégénérescence du communisme ont été la cause de scissions constantes dans ces deux mouvements et de la création de groupes ou de partis socialistes et communistes indépendants au sein d'un certain nombre de pays. Ces groupes et partis minoritaires ont permis la sauvegarde des principes du socialisme révolutionnaire et le maintien, à contre-courant, de son drapeau ; mais apparus dans la vie politique dans une période de reflux révolutionnaire et de décadence générale du mouvement ouvrier, tant du point de vue doctrinal qu'organique, ils n'ont eu nulle part la possibilité de jouer un rôle important. Les circonstances ont fait que, parmi eux, ce soit le POUM (parti ouvrier d'unification marxiste) qui ait rempli le rôle le plus important en tant qu'avant-garde de la révolution espagnole en lutte contre l'opportunisme socialiste et la politique criminelle du stalinisme, qui le pourchassa de façon obstinée [11]. Force minoritaire, le POUM ne put rien faire d'autre que sauver l'honneur du socialisme révolutionnaire au cours de la guerre civile, et cela au prix du sang et de la liberté de ses principaux militants. Cependant, il ne peut pas se vanter – et il ne se vante pas – d'avoir été, par ses positions politiques, à la hauteur des magnifiques événements qu'il lui fut donné de vivre.

Au milieu de la guerre impérialiste actuelle, le parti chargé de tenir le drapeau du socialisme indépendant est l'ILP anglais (parti travailliste indépendant) [12]. C'est pourquoi un brillant avenir s'ouvre devant lui. Il voit

~~Victor Serge, devenu après-guerre un de~~s grands peintres muralistes mexicains.

11. Le POUM fut fondé le 29 septembre 1935, près de Barcelone, par la fusion de deux groupes communistes d'opposition, Izquierda Comunista (Gauche communiste), dirigé par Andrés Nin, et Bloque Obrero y Campesino (Bloc ouvrier et paysan), dirigé par Joaquín Maurín. (Lire Victor Alba, *Histoire du POUM. Le marxisme en Espagne 1919-1939* [1975], Ivrea, 2000 ; Wilebaldo Solano, *Le POUM : révolution dans la guerre d'Espagne*, Syllepse, 2002.)

12. L'Independent Labour Party fut fondé en 1893 par le syndicaliste James Keir Hardie. Pacifiste pendant la Première Guerre mondiale, il se montra très critique à l'égard des gouvernements travaillistes (1924 et 1927-1931) et se désaffilia du Labour en 1932. Il fut l'un des principaux partis socialistes indépendants qui se réunirent dans ce que l'on a appelé le Bureau de Londres (lire *infra*, note suivante). Trente-cinq de ses membres combattirent en Espagne dans les milices du POUM et George Orwell y adhéra brièvement en 1938 (lire John Newsinger, *La Politique*

d'ailleurs augmenter de jour en jour son influence et ses effectifs, face à l'opportunisme sans avenir des chefs du travaillisme et aux furieuses attaques du stalinisme, lequel pousse l'impudeur jusqu'à s'allier contre lui avec les conservateurs, les libéraux et les travaillistes de droite. Les autres partis indépendants, dont la majorité constitua le Bureau de Londres, devenu à la veille de la guerre le FOI (Front ouvrier international contre la guerre) puis le CMRI (Centre marxiste révolutionnaire international), ont connu un sort tragique [13].

Parmi ces partis occupe une place d'honneur le parti socialiste ouvrier révolutionnaire de Hollande, surgi d'une scission communiste, dont le vieux et conséquent leader, H. Sneevliet a été fusillé par les nazis [14]. Le parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), qui a surgi d'une scission dans

selon Orwell, Agone, 2006).

13. Selon Daniel Guérin, « à partir de 1932, le parti socialiste ouvrier allemand (SAP) avait, pour sortir de l'isolement, établi des liens avec de petites organisations similaires en Scandinavie et en Hollande. En 1934, ces contacts avaient donné naissance à un Bureau international pour l'unification socialiste révolutionnaire, dit Bureau de Londres. En février 1935, puis au début de novembre 1936, cet organisme avait tenu des conférences internationales, auxquelles étaient venus en renfort l'ILP britannique, le POUM espagnol, et divers petits groupes belge, américain, allemand, italien, grec, etc. » (Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée*, François Maspero, 1976, p. 237). Toujours selon lui, après la fondation du PSOP en 1938, ce dernier suggéra la création d'un organisme international d'unité d'action, le Front ouvrier international contre la guerre (FOI) qui naquit à Genève le 12 septembre 1938, en pleine crise internationale. Enfin, le Centre marxiste révolutionnaire international fut lancé à l'issue d'une conférence tenue à Paris par le FOI les 27 et 29 avril 1939 à l'initiative de Julián Gorkin lui-même et de Leo Borochowitz, représentant en Europe de l'Independent Labor League of America de Jay Lovestone (lire *infra*, note 17), provoquant débats et controverses à la veille de la guerre, dont on trouvera le détail du point de vue de Daniel Guérin dans son livre (*ibid.*, p. 261-267).

14. Hendricus (dit Henk) Sneevliet (1883-1942) fut l'un des fondateurs du parti communiste hollandais et milita en Indonésie et en Chine. Devenu oppositionnel, il créa le Revolutionair Socialistische Partij (RSP, parti socialiste révolutionnaire) en 1928, qui devint, après fusion, début 1935, avec un autre groupe d'opposition communiste, le Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij (RSAP, parti ouvrier socialiste révolutionnaire). Il apporta son soutien au POUM en butte aux critiques de Trotski et rompit avec ce dernier en 1937. En juillet 1940, il créa l'organisation clandestine « Marx-Lenin-Luxemburg Front ». Arrêté le 6 mars 1942, Sneevliet fut exécuté le 12 avril par les nazis. (Lire Fritjof Tichelman, *Henk*

le socialisme français, n'a pas eu le temps de se consolider politiquement et organiquement, a disparu presque complètement sous les coups de la guerre et de l'occupation nazie [15]. Le parti socialiste ouvrier (SAP) et l'Opposition communiste allemande (KPO), issus de deux scissions successives au sein du mouvement communiste allemand, sont maintenant réduits à l'impuissance [16]. Il en va de même du parti socialiste maximaliste italien, un parti aux effectifs réduits, mais profondément socialiste, qui a presque toujours vécu dans l'émigration. La Ligue travailliste indépendante d'Amérique (ILLA), surgie d'une scission communiste, a décidé de s'auto-dissoudre au cours d'un congrès tenu il y a deux ans, en dépit de l'opposition du secrétariat du CMRI et de la fraction minoritaire du parti lui-même [17].

Les militants des partis cités à l'instant n'ont pas renoncé pour autant à œuvrer pour le socialisme révolutionnaire, à l'instar de ceux de l'ILP anglais mais aussi du POUM, qui poursuit une action conséquente et

Sneevliet, La Brèche, 1988.)

15. Issu de la tendance « Gauche révolutionnaire » de Marceau Pivert dans la SFIO, le PSOP fut fondé le 8 juin 1938 par des militants socialistes exclus lors du congrès de Royan. Il comptait entre 8 000 et 10 000 adhérents, allant du socialisme de gauche au trotskisme en passant par le luxemburgisme et le pacifisme, mais il ne survécut pas à l'épreuve de la guerre du fait de la répression qui le frappa, mais aussi de ses contradictions internes.

16. L'aile « droite » du KPD, dont les leaders étaient Heinrich Brandler et August Thalheimer, avait été exclue en 1928 et avait fondé une organisation indépendante, le Kommunistische Partei Deutschlands [Opposition] (KPO) – parti communiste allemand oppositionnel.

17. De son vrai nom Jakob Liebstein (1898-1990), né en Lituanie et émigré aux États-Unis à l'âge de neuf ans, Jay Lovestone fut l'un des dirigeants du premier parti communiste américain. Exclu avec l'opposition brandlérienne favorable à Boukharine en 1929, il fonda alors un groupe d'opposition qui publiait le journal *Workers Age* et connut diverses appellations, la dernière étant celle d'Independent Labor League of America (ILLA) – laquelle fut à l'initiative du Centre marxiste révolutionnaire international à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Personnage déjà controversé à l'époque (lire Daniel Guérin, *Front populaire, révolution manquée, op. cit.*, p. 262), il devint par la suite un dirigeant de l'AFL-CIO caractérisé par un anticommunisme virulent. (Lire sa biographie par Ted Morgan, *A Covert Life : Jay Lovestone, Communist, Anti-Communist, and Spymaster*, Random House, New York, 1999 ; également des textes, toujours en anglais, de ce courant, pour la période 1929-1940, sur <www.marxists.org/history/

organisée en Espagne, en France et en Amérique. Les cadres des autres partis continuent d'agir dans l'émigration ou dans leurs propres pays, de manière clandestine. Ces partis n'ont pas rompu les liens de l'internationalisme prolétarien, bien qu'ils n'aient jamais constitué une Internationale. À côté d'autres groupes socialistes révolutionnaires indépendants, ils constituent cependant les cadres de la future Internationale socialiste révolutionnaire. Leur mission dans le moment actuel consiste à clarifier leurs positions théoriques et tactiques à la lumière des riches expériences des vingt-cinq dernières années, et à préparer la pensée et les bases programmatiques du futur mouvement ouvrier et socialiste international. Nous ne doutons pas une seconde que l'avenir leur réserve un rôle brillant dans l'histoire ouvrière et socialiste.

Ces partis ont, sans aucun doute, maintenu historiquement les positions socialistes les plus fermes et claires. Mais ils ne peuvent commettre, par sectarisme, l'erreur de croire qu'ils constitueront à eux seuls la base fondamentale des futurs partis socialistes révolutionnaires et de la future Internationale. Outre la fraction de gauche de l'ex-ILLA et des dissidents – des meilleurs d'entre eux en tout cas – du trotskisme américain [18], il existe aux États-Unis un parti socialiste (Norman Thomas [19]) avec lequel

usa/eam/other/lvstn/lovestonedownloads.html>.)

18. Le mouvement trotskiste américain, unifié dans le Socialist Workers Party (SWP), est, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, le parti le plus important de la IV^e^ Internationale. Il connaît une scission majeure en avril 1940, avec la fondation par sa minorité du Workers Party (WP), autour de Max Shachtmann et James Burnham, qui mettent en cause, notamment, la caractérisation de l'URSS comme « État ouvrier dégénéré ». Durant la Seconde Guerre mondiale, le WP appela à la formation d'un « troisième camp », celui des travailleurs et de la révolution socialiste, contre les impérialismes aux prises. Si Burnham évolue très vite vers la droite et Shachtmann, plus lentement, vers la social-démocratie, Dwight MacDonald se réclamera d'un anarchisme pacifiste dans la revue *Politics* ; tandis que d'autres militants, tels ceux de la « tendance Johnson-Forest » (C.L.R. James et Raya Dunayevskaya), maintiennent contre vents et marées une position révolutionnaire originale dans le mouvement trotskiste américain. Quant à Hal Draper, il se fit le théoricien du « socialisme par en bas » et fut l'initiateur du Free Speech Movement sur le campus de Berkeley en 1964.

19. Le pasteur pacifiste Norman Thomas (1884-1968) fut l'un des fondateurs de l'American Civil Liberties Union après la Première Guerre mondiale. Membre du parti socialiste, il fut son candidat au poste de gouverneur de New York, puis, après la mort d'Eugene Debs, le candidat aux élections présidentielles de 1928,

il est possible et nécessaire d'établir une collaboration de plus en plus étroite et cordiale. Le Chili dispose, incontestablement, du meilleur parti socialiste de toute l'Amérique latine [20]. Ce parti, relativement jeune et vigoureux, a fait l'expérience d'un Front populaire. Il tend à clarifier de plus en plus ses positions pour devenir peut-être – s'il sait du moins éviter les coups du répugnant opportunisme du parti stalinien, lequel n'a pas hésité à appuyer contre lui le radicalisme bourgeois – le grand parti des masses laborieuses et le centre possible de l'organisation socialiste latino-américaine. Il est d'autres noyaux ou partis socialistes en Amérique latine avec lesquels il est possible d'établir un contact de plus en plus étroit, à l'instar du parti socialiste ouvrier de Bolivie, aujourd'hui condamné à la clandestinité [21]. En tout état de cause, une organisation socialiste panaméricaine a une importance extraordinaire pour l'avenir, et il est du devoir du socialisme international d'aider à sa formation.

Nous croyons de même possible et nécessaire une collaboration avec le vieux Bund polonais, qui peut s'honorer d'un passé de luttes et jouit d'un grand prestige dans les milieux juifs avancés. L'hitlérisme d'un côté et le stalinisme de l'autre, qui se sont partagé les territoires de la Pologne, ont décimé les cadres militants du Bund [22]. De grandes luttes et de grandes épreuves attendent encore ce parti, qui ne pourra en sortir à son avantage

~~1932, 1936, 1940, 1944 et 1948. Paci~~fiste et isolationniste avant la Seconde Guerre mondiale, il se rallia à l'entrée en guerre des Etats-Unis après Pearl Harbor, tout en maintenant ses critiques sur certains aspects du gouvernement Roosevelt (notamment l'internement des citoyens américains d'origine japonaise et l'absence de contrôle des industries de guerre). Très opposé à l'URSS, il n'en dénonça pas moins après guerre la pauvreté, le racisme et l'intervention américaine au Vietnam.

20. Le parti socialiste du Chili fut fondé le 19 avril 1933 suite à la fusion de plusieurs petits partis de gauche dans le contexte de la crise économique du début des années 1930, un parti communiste existant déjà depuis le début des années 1920. Il obtint rapidement le soutien des classes laborieuses et participa au Front populaire qui amena à la présidence le radical Pedro Aguirre Cerda en 1938.

21. La Bolivie est le pays d'Amérique latine où le trotskisme aura, après guerre, une très importante implantation ouvrière. Ainsi, en 1946, le congrès de la Fédération syndicale des travailleurs des mines approuva les thèses de Guillermo Lora, par ailleurs dirigeant d'un groupe trotskiste, le parti ouvrier révolutionnaire (POR). Ce dernier joua aussi un rôle important dans la révolution de 1952-1953, avec la fondation de la grande confédération syndicale du pays, la Centrale ouvrière bolivienne.

22. Lire Henri Minczeles, *Histoire générale du Bund. Un mouvement révolutionnaire*

que grâce au contact et avec l'appui du socialisme international. Nous ne savons pas, en revanche, ce qu'il reste en URSS, après les sanglantes et continuelles purges staliniennes et de longues années d'une dictature terroriste, des anciennes oppositions de tendance démocratique. Très peu sans doute, voire rien. Cependant, la question russe reste fondamentale pour le mouvement ouvrier international. Il sera nécessaire d'aborder très à fond cette question. Pour l'heure, nous nous contenterons d'indiquer que la force de l'émigration russe avec laquelle une convergence et une collaboration sont le plus envisageables est la fraction menchevik qui, au cours de la guerre, a fermement résisté à tout opportunisme stalinisant. Nous avons à l'esprit ce groupe inspiré par le vieux et honnête militant Abramovitch [23]. Il serait trompeur d'affirmer qu'il existe déjà une convergence fondamentale entre ses positions et les nôtres, surtout relativement à la guerre. Toutefois, notre espoir est que cette collaboration sera possible dans un futur proche. De notre côté, en tout cas, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'il en soit ainsi.

Enfin, on observe un sain processus de différenciation au sein des partis socialistes eux-mêmes. Après les grandes et précieuses expériences de ces dernières vingt-cinq années, il faudrait vraiment que ces partis disparaissent pour que ledit processus avorte. Nous pensons, au contraire, qu'il ne va faire que s'accentuer et que les événements qui s'annoncent vont sans aucun doute le précipiter. Dans les milieux socialistes espagnols, probablement parce qu'on y a vécu des événements révolutionnaires de première importance, la tendance à la différenciation est beaucoup plus prononcée. Il y existe un courant de gauche aux contours de jour en jour plus nets, lequel est appelé à constituer une des bases fondamentales du grand parti socialiste révolutionnaire de demain. Cette même différentiation a commencé il y a longtemps déjà au sein de l'austro-marxisme, en réalité dès le lendemain de l'insurrection viennoise de

juif, Austral, 1995.

23. Militant bundiste en Russie avant 1914, puis membre du parti social-démocrate russe en exil et de la rédaction du périodique menchevik *Le Courrier socialiste*, Raphaël R. Abramovitch (1880-1963) publia *The Soviet revolution. 1917-1939* (International University Press, New York, 1962). Son fils, Marc Rhein-Abramovitch, était membre des Jeunesses socialistes françaises. Il disparut de l'hôtel Continental de Barcelone dans la nuit du 9 au 10 avril 1937 et fut assassiné sans doute peu après par les staliniens. (Lire Marcel Ollivier-Katia Landau, *Espagne, les fossoyeurs*

février 1934. La fraction austro-marxiste de gauche a heureusement déjà eu le temps et l'occasion de digérer l'attrait que le stalinisme avait autrefois exercé sur elle. Il est impossible que cette différentiation ne se produise pas également au sein du socialisme français et des autres mouvements européens. Étant donné la crise et la grande confusion des idées, elle devra passer par toute une série de phases et de tâtonnements. Mais, dans un avenir plus ou moins proche, l'évolution des événements et les nécessités du mouvement ouvrier seront les plus fortes et pousseront la meilleure partie et la plus consciente du mouvement socialiste vers des positions sainement révolutionnaires et internationalistes. Quoi qu'il en soit, le socialisme révolutionnaire indépendant devra compter avec elle pour la formation des futurs partis et de la future Internationale. Le chemin du rapprochement lui sera plus aisé s'il sait adopter des positions théoriques et tactiques justes, claires, réalistes sans verser dans un opportunisme poussant à la capitulation ni dans un sectarisme suicidaire, et avec une vision claire des problèmes du monde actuel ainsi que des grandes et prometteuses perspectives qui s'offrent à lui. La tâche doit être entreprise dès aujourd'hui : soyons assurés que les événements ne nous aideront que dans la mesure où nous serons préparés à les accueillir et les mettre correctement à profit.

VIII. Importance fondamentale des syndicats

Le mouvement syndical international a connu le même processus de dégénérescence que la social-démocratie et le stalinisme. D'organisations vivantes et d'action directe de classe, elles sont devenues, dans la majorité des pays, des organisations bureaucratisées, légalistes et quasi domestiques. Nous en avons l'exemple le plus achevé avec l'organisation syndicale allemande, incapable du moindre geste contre le développement du nazisme et son accession au pouvoir [24]. De leur côté, les syndicats russes se sont pliés, dès le premier jour, aux volontés du parti communiste [25]. Numériquement très forts, ils n'ont jamais joui de la

de la révolution sociale, Spartacus, 1976, p. 58-59.)

24. Lire l'édifiant récit du déroulement du 1er mai 1933 dans le livre de Franz Jung, *Le Chemin vers le bas*, traduit de l'allemand par Pierre Gallissaire, Agone, 2007.

moindre indépendance ni d'aucune force réelle : de fait, ils n'ont jamais constitué un véritable mouvement syndical. De même, l'Internationale syndicale rouge fut toujours une succursale de l'Internationale communiste. Elle vécut grâce aux communistes, appliquant automatiquement leurs consignes, et elle disparut quand ils le souhaitèrent. La CGT française, quoique à un degré moindre que les grands syndicats allemands, était pourrie elle aussi par le réformisme légaliste. Elle tomba dans toutes les erreurs politiques du Front populaire. Elle fut incapable de diriger virilement l'action des masses travailleuses contre les provocations réactionnaires et fascistes, ni durant l'occupation des usines ni au moment de la guerre civile espagnole. Les leaders de la CGT portent, avec les socialistes et les staliniens, la responsabilité des défaites ouvrières au cours de cette période, la seule favorable pourtant avant la nouvelle guerre. Les trade-unions anglaises, de même que l'AFL et le CIO américains, constituent de puissantes organisations, également bureaucratisées et semi-officielles. Elles contribuent à l'effort de guerre comme partie intégrante de l'appareil officiel [26]. En réalité, elles sont incapables de mener une politique autonome, indépendante. L'AFL et le CIO, par exemple, n'ont pas été capables de se mettre d'accord sur autre chose que l'effort de guerre. Nous considérons cependant que les organisations syndicales anglaises comme les américaines sont susceptibles de se corriger et de se radicaliser dans les années à venir, par suite de la crise révolutionnaire que prépare la fin de la guerre. On peut dire que, bien qu'elles n'aient pas su appliquer une juste politique de classe, les organisations syndicales les plus résolues et révolutionnaires ont été la CNT et l'UGT espagnoles. Elles ont fait de magnifiques efforts dans les luttes pour la proclamation de la République (1931), l'insurrection d'octobre 1934 – surtout dans les Asturies [27] – et durant la guerre civile. Le gros des troupes de choc contre le franquisme est issu de ces deux organisations. Ce sont elles qui, durant

25. Lire Salomon Schwartz, *Lénine et les syndicats*, Spartacus, 1971.

26. Ainsi Dwight MacDonald écrivait-il, juste après le lancement des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, à propos du programme nucléaire américain : « L'armée n'a-t-elle pas "chaleureusement" remercié l'AFL et la CIO pour avoir fourni "la quantité de main-d'œuvre adéquate, ce qui à certains moments semblait parfaitement impossible" » (« La bombe », *Agone*, 2005, n° 34, p. 223-236).

27. Sur ces événements, moins connus que la révolution de 1936, lire la brochure d'Ignotus traduite par André Prudhommeaux, *Asturies 1934. L'anarchisme et l'in-*

la guerre, se chargèrent d'assurer la production sous de nouvelles formes – la socialisation, en grande partie, des entreprises et, en grande partie aussi, la collectivisation des terres. Avec des dirigeants capables et des positions justes, la CNT et l'UGT, une fois alliées – et, mieux encore, unifiées –, auraient pu donner le meilleur exemple de ce que les organisations syndicales peuvent faire dans la lutte contre le régime capitaliste et en faveur du régime socialiste.

Les organisations syndicales sont appelées à remplir un rôle de tout premier ordre dans les luttes à venir. Sans elles, principalement dans les pays les plus développés, l'émancipation des classes laborieuses me semble pratiquement impossible, pour ne pas dire tout à fait impossible. Elles doivent toutefois réaliser les missions fondamentales suivantes : 1) l'organisation maximale des travailleurs ; 2) la défense permanente de leurs revendications de classe ; 3) la sauvegarde de l'indépendance de classe des producteurs et une contribution fondamentale à l'exercice du pouvoir démocratique ouvrier ; 4) la transformation de l'économie et la collaboration à la planification de l'économie socialiste. À cette fin, elles devront intégrer l'appareil administratif du nouveau régime social. Mais en même temps, elles devront maintenir leur indépendance dans la défense permanente des intérêts des travailleurs. Les syndicats ne peuvent accomplir cette mission que grâce à une pleine et authentique démocratie interne et, par voie de conséquence, une totale liberté de tendances en leur sein. Débarrassés de l'infection bureaucratique et réformiste, ils peuvent et ils doivent être d'authentiques organes démocratiques et révolutionnaires de classe.

Les socialistes révolutionnaires ne peuvent oublier un seul instant l'importance fondamentale des syndicats dans les luttes à venir. Et, par conséquent, ils doivent œuvrer, activement et démocratiquement, en leur sein. L'action syndicale est, sans conteste, mille fois plus importante que l'action parlementaire : je dirais même qu'il n'est pas d'activité plus importante. Les socialistes révolutionnaires doivent consacrer leurs plus grands efforts à transformer les syndicats bureaucratisés et réformistes en des organisations vivantes, démocratiques et révolutionnaires. En un mot, ils doivent contribuer à les préparer à remplir le rôle crucial qui leur revient dans la transformation révolutionnaire de la société et la construction du régime socialiste.

IX. La politique des planches pourries & les contradictions impérialistes

La guerre actuelle porte en son sein la nécessité inéluctable d'une transformation et d'une réorganisation du monde sur des bases nouvelles, c'est-à-dire sur des bases socialistes, libertaires et humaines. Elle doit être la dernière guerre du régime capitaliste et déboucher, sans qu'on puisse prédire exactement à travers quelles circonstances, sur la révolution socialiste, surtout dans la vieille et mûre Europe, avec les répercussions qui en découleront en Asie et dans le reste du monde. Le socialisme n'est pas seulement une nécessité imposée par l'organisation même de la production – la seule qui soit rationnelle et logique – mais bien la seule façon de sauver, en même temps, les valeurs de civilisation et de progrès, et d'éviter la chute de l'humanité dans la pire des barbaries. Il faut faire pénétrer cette vérité non seulement dans l'esprit des ouvriers mais aussi de toutes les couches de la société susceptibles de tenir un rôle progressiste dans l'économie et la vie sociale. Il est nécessaire de leur démontrer à tous que, après les terribles pertes humaines et économiques de la guerre, le moins coûteux pour l'humanité sera de former rapidement les hommes et les partis capables de prendre à leur compte la direction des événements qui suivront la fin de la guerre pour les conduire vers une issue socialiste constructive. Puisque la révolution socialiste est inévitable, nous avons tous intérêt à ce que cette révolution soit le moins chaotique, coûteuse et douloureuse possible. C'est là une conception qu'on peut qualifier de révolutionnaire et conservatrice à la fois, puisqu'il s'agit de conserver, au sein de la révolution transformatrice, la plus grande quantité possible d'énergie et de valeurs sociales et humaines. Que cette conception soit une réalité ne dépend pas seulement des socialistes révolutionnaires, mais plutôt de la quantité d'énergie et de moyens dont useront leurs ennemis naturels pour les empêcher d'accomplir leur mission historique. Dès aujourd'hui, nous portons à leur compte, comme antiprogressiste et antihumaine, la responsabilité de tous les obstacles qu'ils pourront mettre sur le chemin des socialistes révolutionnaires et toutes les luttes qui en découleront.

À en juger par la politique que les Alliés ont appliquée en Afrique du Nord et à l'égard de l'Espagne franquiste, il est évident qu'ils essaieront de ménager une issue parfaitement réactionnaire à la guerre. Non seulement leurs intentions sont d'assigner à leurs troupes, en Europe et dans le Pacifique, la mission de combattre l'impérialisme nazi et le japonais,

mais encore de tenir le rôle de gendarme, au nom de l'ordre, face aux révolutions européennes et à celles des peuples colonisés. Pour cette politique réactionnaire, ils se proposent d'utiliser : a) les forces de choc et de manœuvre du stalinisme, comme cela se fit en Espagne – et en France –, lequel soumettra les intérêts des peuples européens et coloniaux à la nécessité de reconstruire l'URSS et de sauvegarder la dictature bureaucratique et absolutiste du Kremlin ; b) les restes de la social-démocratie, pour laquelle une révolution socialiste représenterait une condamnation passée, présente et à venir ; c) les forces vaticanistes et celles du monde catholique ; d) les gouvernements nationaux présents à Londres, disposés à revenir à leurs pays respectifs sous la protection des baïonnettes britanniques et américaines ; e) tous les éléments conservateurs et réactionnaires de la vieille Europe, y compris ceux des pays totalitaires, dès l'instant qu'ils se désolidariseraient du nazi-fascisme ou à condition qu'ils fassent leur mea-culpa et qu'ils se montrent tout disposés à collaborer au maintien de l'ordre ; f) les vieux généraux autoritaires, imbus d'un esprit et d'un orgueil de caste, et les jeunes officiers sans emploi et pleins de vie, habitués à n'accorder aucune valeur à la vie humaine… Tout ce conglomérat apparaît d'ores et déjà comme un ennemi résolu de la révolution socialiste : on peut imaginer qu'ils s'y opposeront à coup sûr, en formant les plus étranges combinaisons et les conglomérats les plus inattendus, et en recourant aux moyens les plus exacerbés et antidémocratiques. Ce n'est pas par hasard, en effet, s'ils se refusent tous à définir des principes concrets et clairs pour l'après-guerre, lesquels pourraient représenter, malgré eux, un engagement auprès des peuples et des masses ; ils préfèrent continuer de pratiquer l'opportunisme que leur dicte leur instinct de conservation, le même qui, avant la guerre, les conduisit à toutes sortes de complicités avec le nazi-fascisme, le même qui les portera, face à la révolution, à devenir les héritiers des formes totalitaires. On n'aura garde d'oublier que, quand bien même les impérialismes totalitaires seront vaincus militairement, le dilemme tranchant de l'après-guerre sera, plus que jamais, celui-ci : révolution ou contre-révolution, socialisme ou fascisme. Les formes intermédiaires, quels que soient les sentiments et les intentions de ceux qui les représentent, seront emportées dans la lutte, et ceux qui ne coopéreront pas en faveur de la révolution socialiste seront les collaborateurs, plus ou moins directs, de la contre-révolution fasciste. Et cela même s'ils parviennent à faire disparaître le mot « fascisme » du vocabulaire courant.

L'expérience récente nous dit, cependant, que les impérialismes vainqueurs ne pourront pas faire avec les peuples ce que leur dicteront leur volonté ou leurs convenances. Il sera bien plus difficile de diriger et de manipuler les peuples durant la prochaine après-guerre qu'au cours des années antérieures. Une fois qu'il eut débarqué en Afrique du Nord, Eisenhower se hâta de traiter avec Darlan ; mais celui-ci tomba peu après sous les balles d'un patriote. Londres et Washington ont prétendu imposer le général Giraud et les vichystes qui l'entourent, avec la ferme intention de les doter de troupes et d'un armement moderne pour qu'ils constituent demain, aux côtés des réactionnaires restés en France – peut-être avec Pétain lui-même –, la force organisée de la contre-révolution (l'époque des contre-révolutions préventives est bien loin d'être terminée). Mais la vive résistance des forces populaires françaises, unies aujourd'hui sous le drapeau circonstanciel du gaullisme, est parvenue à déjouer leurs calculs, du moins en (très) grande partie. L'expérience italienne est, à cet égard, la plus concluante. Pour Londres et Washington, les candidats à la succession de Mussolini étaient Badoglio et Dino Grandi [28] : ils souhaitaient, en somme, la continuation du régime fasciste sans Mussolini [29]. Deux semaines après la disparition de ce dernier, ils se

~~*surrection des Asturies. La CNT et la FAI en octobre 1934*~~, Cahiers de Terre libre, 1938.

28. Membre du Grand Conseil fasciste, le diplomate italien Dino Grandi (1895-1988) fut ministre des Affaires étrangères (1929-1932), ambassadeur à Londres (1932-1939), puis ministre de la Justice (1939-1943). Opposé à l'entrée en guerre de l'Italie, il chercha, au début de 1943, à convaincre Mussolini de négocier avec les Anglo-Américains, puis, devant son refus, prit la tête d'un complot qui aboutit, le 24 juillet, à un vote du Grand Conseil fasciste exigeant la fin du pouvoir personnel de Mussolini. Dès le lendemain, le maréchal Pietro Badoglio fit arrêter le Duce sur ordre du roi.

29. La reddition inconditionnelle de Badoglio aux Alliés, qui eut lieu peu après, et la façon dont elle eut lieu, a permis aux nazis – et à un Duce remis en selle par les Allemands – de déchaîner une répression féroce contre les meilleurs des combattants italiens de la liberté. D'où l'immense confusion qui s'en est suivie dans le pays. Le peuple italien se voit dans l'obligation de choisir, pour l'heure, entre Mussolini et Badoglio, tout en sachant que, au fond, l'un ne vaut pas mieux que l'autre. Au lieu d'aider à la formation d'un véritable gouvernement démocratique et libertaire, les Alliés prétendent obliger les partis et les démocrates italiens à se regrouper autour de Badoglio. Les Alliés s'obstinent, semble-t-il, à imposer un néo-fascisme – ou une sorte de généralisation du « darlanisme » – face au fascisme. Les peuples refuseront également l'un et l'autre pour décider librement de

retournaient contre Badoglio, qui suivait la même politique que Mussolini et se servait des militaires nazis et de la Gestapo pour réprimer les manifestations populaires en faveur de la paix et de la liberté – en imitant ce que fit Thiers en 1871 avec les Allemands pour contrer les communards. En Italie, nous avons vu disparaître en deux jours le parti qui avait exercé un pouvoir totalitaire pendant vingt et un ans et réapparaître à la tête des masses les anciens partis populaires et révolutionnaires. Les calculs des Alliés ont échoué une fois de plus. Et il en ira de même des tentatives de sauver la maison des Savoie à Rome, de remettre Otto de Habsbourg sur le trône d'Autriche-Hongrie, de donner l'espagnol à Don Juan et de blanchir le roi Léopold en Belgique : de former, en somme, une sorte de nouvelle Sainte-Alliance, encore plus réactionnaire et contre-révolutionnaire que celle de 1815. Les peuples n'accepteront pas cette politique des planches pourries. Qu'ils le veuillent ou pas, l'édifice que les Alliés construiront de la sorte sera emporté en quelques mois ou en quelques semaines par l'incendie révolutionnaire qu'ils vont faire bien plus violent qu'il ne pourrait l'être.

Il convient de noter toutefois que de profondes contradictions commencent déjà à se faire jour au sein des Alliés et, en premier lieu, entre l'Angleterre et les États-Unis. Les classes conservatrices anglaises aspirent à sauver ce qui peut l'être de leur ancien empire. C'est ce que Churchill a annoncé, très clairement et fermement, devant les Communes. Mais les forces impérialistes américaines ne sont pas d'accord sur ce point. Les États-Unis ne sont pas disposés à mettre toute leur énergie dans une guerre contre le Japon qui peut durer des années encore pour que l'Angleterre puisse recouvrer benoîtement ses anciennes colonies et ses traditionnels points d'accès à la mer. Si les États-Unis développent une extraordinaire flotte navale et aérienne, ce n'est certainement pas pour qu'elle se consume ensuite dans ses ports et ses aéroports. S'ils ont prodigieusement renforcé leur industrie de guerre afin de répondre aux exigences militaires du moment, ce n'est pas pour la laisser paralysée en temps de paix, en jetant à la rue des millions d'ouvriers et d'ex-combattants. Ou l'économie américaine va dominer les principaux marchés du monde ou elle subira un épouvantable collapsus. L'époque de l'isolationnisme est bel et bien finie pour les États-Unis. Dans une Europe vieille et ruinée, ils essaieront d'intervenir activement, en instaurant une sorte de colonisation économique, financière puis politique. Ils tenteront de pénétrer dans les anciennes colonies européennes – britanniques au premier chef – en arborant le drapeau de

l'indépendance nationale et aussi, bien entendu, avec leurs millions de dollars et la masse de leurs produits manufacturés, conscients de ce que personne n'est en mesure de les concurrencer. Au nom d'une politique de bon voisinage, ils essaieront de réaliser l'unité du continent américain sous leur contrôle, en réduisant l'Amérique latine – si celle-ci se laisse faire – à une condition semi-coloniale. La politique des « prêts et affermages » continuera après la guerre, peut-être sous un autre nom. Les États-Unis sont appelés à être les héritiers du Nouvel Ordre prôné par Hitler : une fois vainqueurs, ils tenteront de réaliser, sous leur contrôle, l'« unité » économique du monde. Il est évident qu'ils sont les seuls à pouvoir viser un tel objectif. Mais, dans leur tentative, ils se heurteront non seulement à l'Angleterre, au peuple anglais, mais aussi à tous les peuples d'Europe, d'Amérique latine et d'Asie, pour ne rien dire de ceux du continent africain. Et la grande bourgeoisie impérialiste yankee se heurtera également à son propre peuple, qui ne pourra se solidariser avec sa politique ni rester inaccessible aux problèmes et à l'influence des autres peuples de la Terre. Toutes les contradictions et toutes les luttes de l'après-guerre trouveront une répercussion immédiate et naturelle au sein même des États-Unis.

Un autre conflit grave entre les Alliés et la Russie apparaît d'ores et déjà. Celle-ci a accepté l'alliance de circonstances avec l'Angleterre et les États-Unis, mais elle se refuse à accepter tout engagement ferme pour l'après-guerre. Moscou prépare sa propre politique. Elle a des vues sur la Baltique et la mer Noire, sur le cordon frontalier qui va de la Finlande à la Bessarabie, sur la Pologne et l'Allemagne, et, enfin, sur l'Orient et le Proche-Orient. En cela elle reste tributaire de l'héritage des Romanov mais aussi d'impératifs liés à l'histoire et à la géographie, et même, bien entendu, à l'économie politique. Aucun pays ne va sortir de la guerre aussi ruiné que la Russie. Ses populations, ses chemins de fer – plus généralement, ses transports –, ses industries sont en pièces. La Russie ne pourra œuvrer à sa reconstruction sans le concours de l'Allemagne super-industrialisée. Et qui va contrôler l'Allemagne ? Tel est le problème qui se pose. Si ce contrôle est exercé par les États-Unis et l'Angleterre, Moscou devra faire d'immenses concessions dans tous les domaines, d'où peut découler la colonisation économique, financière et politique de l'URSS. La bureaucratie stalinienne se dispose à l'éviter, non pas par des moyens révolutionnaires mais dictatoriaux, nationalistes et impérialistes. Staline est prêt à annexer ou à revendiquer, selon les circonstances, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Carélie, la Bessarabie, la Moldavie et au moins une partie de la Finlande. Ce sont

là autant de pions nécessaires à la sécurité de son pays, de son régime. Mais c'est la Pologne qui occupe la position centrale de cette chaîne, et qui en est l'anneau le plus important. Napoléon avait appelé la Pologne la « clé de l'édifice européen ». Staline a des raisons bien plus immédiates et solides pour le croire que Napoléon lui-même. En 1941, il signa un traité avec Sikorski [30], par lequel il s'engageait à la « création d'une Pologne forte et indépendante ». Il y a quelques mois, cependant, il a rompu avec le gouvernement polonais de Londres, en annulant du coup son engagement précédent. Ce qui lui convient est une Pologne faible, dépendante de Moscou, c'est-à-dire plus ou moins identique à ce qu'elle était du temps du tsarisme. C'est pourquoi il a écrasé en Russie même, avec une férocité seulement comparable à celle de Hitler, une grande masse de réfugiés polonais : militaires, intellectuels, politiques, etc. [31] ; et la diaspora a formé l'Union des patriotes polonais, d'où doivent sortir les futurs Quisling soumis à Moscou. L'objectif de Staline est de faire de la Pologne une sorte de pont qui lui serve d'accès à l'industrie allemande.

Staline ne se fait pas d'illusions sur une Allemagne communiste. Il est encore moins intéressé par une Allemagne révolutionnaire, qui constituerait un véritable danger pour sa dictature bureaucratique. S'il a formé à Moscou une Commission nationale de l'Allemagne libre, ce n'est certainement pas dans ce but. Ce qu'il souhaite, c'est une Allemagne vaguement libérale et, bien entendu, capitaliste. Il lui faut donner des garanties aux généraux prussiens, aux capitalistes, aux catholiques, y compris aux « repentis » du nazisme, toutes personnes qui doivent envisager déjà, dans leur esprit, la nécessité de se défaire de Hitler en portant à son compte la responsabilité de toutes les erreurs et de tous les crimes de la guerre. À moins que les capitalismes alliés lui offrent plus et mieux, il est prêt à négocier directement avec cette Allemagne, hors l'intervention et le contrôle des autres. Cette Allemagne doit penser que, après le mouvementé régime

leurs destins. [nda]

30. Le général Wladyslaw Eugeniusz Sikorski (1881-1943) était le Premier ministre du gouvernement polonais en exil (1939-1943).

31. Durant ces années, eut lieu en effet le massacre de Katyn, qui symbolisa la répression subie par les Polonais en URSS ; mais aussi l'élimination de deux des principaux dirigeants du Bund, Wiktor Alter et Henryk Erlich, arrêtés en 1941, sous l'accusation d'être des agents de l'Allemagne nazie : le premier fut exécuté en février 1943 ; le second mourut en prison en mai 1942. (Lire Henri Minczeles,

nazi, et pour contrebalancer les rigides conditions que ne manqueront pas de lui imposer les vaincus d'aujourd'hui et les vainqueurs de demain – des conditions qui seront, bien entendu, pires que celles du traité de Versailles –, il sera nécessaire de se ménager une issue. Cette issue peut être la Russie, la Russie qui s'offre comme un marché magnifique pour ses produits manufacturés et riche en matières premières, en combustibles et en blé. Puisque Hitler n'a pas réussi à la soumettre et à la coloniser, il faudra traiter avec elle. Cela avait déjà été fait à Brest-Litovsk et à Rapallo à un moment où les négociateurs, Trotski et Tchitchérine, représentaient la révolution prolétarienne. Les Allemands le feront plus volontiers avec Staline, le même Staline qui a noyé dans le sang le souvenir de la révolution bolchevique et qui craint presque autant qu'eux une révolution européenne.

Dans un livre consacré à l'intervention russe en Espagne, j'ai qualifié Staline, mais Hitler aussi, de « cannibale politique » [32]. C'est-à-dire un homme capable de dévorer des hommes, des peuples, des générations entières, du moment que cela sert sa politique dictatoriale et absolutiste. Durant la guerre civile espagnole, il fit tout son possible pour la transformer en une guerre impérialiste européenne, dans l'espoir d'éloigner le danger de ses frontières et de faire en sorte que l'Italie et l'Allemagne règlent dans le sang le différend qui les opposait à la France et l'Angleterre sur la question de la Méditerranée. C'était la parade au traité signé à Munich, par lequel Chamberlain et Daladier essayèrent de pousser Hitler contre la Russie, en espérant que l'Allemagne nazie et l'URSS se détruiraient l'une l'autre, la France et l'Angleterre devenant du coup les arbitres de la situation. Par son pacte avec Hitler, Staline aida au déchaînement de la guerre en septembre 1939. L'Europe, l'Europe capitaliste, allait enfin être réduite en pièces et détruite, pendant que lui, resté en marge des hostilités, se préparait à jouer un rôle de puissance forte face à une Europe ruinée. Mais la Russie a été prise à ce jeu, et elle va sortir brisée du choc avec les armées allemandes mécanisées. Le pacte de non-agression signé avec Tokyo en 1941 à Moscou a laissé le champ libre à l'impérialisme nippon et lui a permis de réaliser son exploit de Pearl Harbor. À présent, la Russie se refuse à rompre le pacte signé avec le Japon, alors même qu'elle sait que ce pays ne peut être attaqué efficacement qu'à partir de la Sibérie.

Histoire générale du Bund…, op. cit., p. 412-414.)

32. Julián Gorkin, *Caníbales políticos (Hitler y Stalin en España)*, Quetzal,

Elle désire que la guerre entre le Japon et les États-Unis s'éternise jusqu'à l'usure maximale des deux pays. Peu lui importent les millions de vies sacrifiées ni la ruine et la misère des peuples. Elle ne se soucie, de la manière la plus féroce, que de son seul intérêt. Et son intérêt est la consolidation de son pouvoir, de son absolutisme. Dans ce but, elle peut miser aussi bien sur la guerre que sur la paix…

X. La révolution socialiste & ses cadres

La guerre a entraîné une saignée immense pour le prolétariat européen. Cependant, les nécessités de la guerre, sous sa forme moderne mécanisée, contribuent grandement à l'accroissement et au développement du prolétariat industriel. C'est là un facteur digne d'être tenu en compte.

Un autre facteur important, digne d'attention aussi, sera l'entrée en lice, dans un élan irrésistible, des jeunes générations européennes, formées sous le feu de ces années de guerre. Elles vont entrer dans la lutte avec un énorme esprit de rébellion contre le régime qui a conduit leurs pères, leurs frères, eux-mêmes aux souffrances et aux misères de la guerre. Ce phénomène se produisit déjà après l'autre guerre : cette fois-ci, il sera sans aucun doute beaucoup plus fort et plus précis. Dans l'Europe dominée aujourd'hui par le totalitarisme se forment peu à peu de nouveaux instincts et de nouvelles inquiétudes, desquelles nous avons déjà de légers signes avant-coureurs, mais qui préparent les grandes explosions de demain. Ces générations se disposent à juger de toute la période d'avant guerre et de la guerre et à demander des comptes tant à ceux qui ont perdu la guerre dans les pays occupés – précisément parce qu'ils l'ont perdue – qu'aux vainqueurs circonstanciels – pour ce qu'ils représentent et pour la façon dont ils ont administré leur victoire. Ce qu'on va juger est tout un régime social, parce qu'il est responsable, dans sa totalité, de l'enfer du totalitarisme et de la guerre. Dans de nombreux pays, la première phase de la lutte sera une lutte pour l'indépendance nationale face aux envahisseurs. Nous devons nous efforcer, dès le tout début, de donner à ce mouvement une conscience plus large : la conscience que, sans la solidarité internationale des grandes masses laborieuses des villes et des campagnes, sans le socialisme, l'indépendance nationale est impossible puisque ce qui se passerait, c'est que les peuples se seraient débarrassés d'un joug pour tomber sous un autre, quand bien même celui-ci adopterait un autre langage et

des moyens apparemment différents. À côté de cet esprit d'indépendance, il faut compter sur une profonde aspiration à la liberté de la part des grandes masses populaires, comme réaction naturelle contre le totalitarisme dont elles ont eu l'occasion de connaître de près les méthodes et les effets. Cette aspiration à la liberté sera, sans aucun doute, le facteur le plus précieux et le plus positif dans les luttes à venir. Toute l'expérience historique nous démontre que, sans un profond amour de la liberté humaine, les révolutions conduisent fatalement à de nouvelles formes de tyrannie. Tels sont, à nos yeux, et en lignes générales, les facteurs positifs.

La première phase de la révolution qui suivra la guerre sera, par force, passablement chaotique. Les instincts seront supérieurs à la conscience dans les individus et au sein des masses. Il n'est pas possible de surmonter en quelques jours ni même en quelques mois la crise morale et idéologique du mouvement ouvrier d'avant guerre dont nous avons parlé plus haut. Cela appelle tout un processus de formation, durant lequel tous les aventurismes politiques pourront s'en donner à cœur joie. La situation nous impose, d'ores et déjà, une tâche fondamentale : définir une pensée claire, des positions idéologiques et tactiques justes, un programme (ou les éléments de base d'un programme) réaliste et valable pour l'avenir. Et, aussi important que tout cela : la formation des cadres dirigeants. Les nombreux cadres des partis socialistes révolutionnaires, de la révolution et du nouveau régime se formeront par la voie d'une sélection démocratique dans la lutte (ils sont probablement déjà en formation dans la clandestinité) : nous pensons en l'occurrence aux cadres qui viendront en premier, à ceux qui seront chargés de sauver la pensée socialiste vivante, de la développer et de la porter, dès le début de la lutte révolutionnaire, à la conscience des grandes masses mises en mouvement. La révolution russe ne fut pas provoquée par les idées et les cadres bolcheviks mais par un processus qui leur était supérieur. Cependant, les idées et les cadres bolcheviks surent se placer à la tête du processus révolutionnaire, conquérir la direction des grandes masses et les conduire à la victoire de la révolution. En dépit des critiques idéologiques et tactiques que nous avons formulées plus haut sur le bolchevisme, nous regardons son expérience historique comme un exemple. Nous devons mettre à profit le bref laps de temps que nous réserve l'histoire – le temps que va durer encore la guerre et les premiers mois de l'après-guerre – pour clarifier la pensée socialiste et former autour de cette pensée les premiers cadres dirigeants. Les événements et les forces sociales en puissance se chargeront de compléter cette tâche.

Objectivement, nous sommes aujourd'hui dans des conditions extraordinairement supérieures à celles de 1918. Le temps n'est pas passé en vain et il a œuvré pour nous. Nous possédons maintenant, en premier lieu, un arsenal d'expériences que les militants d'alors ne pouvaient avoir. Les masses laborieuses ont souffert et en savent bien plus, infiniment plus qu'alors. La crise du régime capitaliste est aujourd'hui générale et bien plus profonde qu'elle l'était alors. À la suite des nécessités de la guerre, les économies ont acquis un degré de centralisation et d'étatisation qui les prépare à leur passage décisif à une économie de type socialiste. Les chefs d'État et les bourgeois craignent bien plus la paix que la guerre, parce qu'ils sont conscients de ce que, face à leurs calculs et à leurs combinaisons, le socialisme s'impose comme la seule issue logique et rationnelle pour l'humanité. Eux ne peuvent offrir aucune solution effective, aucune en tout cas qui soit supérieure à la solution socialiste. Par ailleurs, il savent que la liquidation des régimes totalitaires en Allemagne, en Italie, en France, en Espagne, et même dans la Russie stalinienne, ne pourra se faire sans une profonde révolution sociale et socialiste. Les travailleurs britanniques eux-mêmes en sont chaque jour plus conscients. Mais la révolution ne se limitera pas à l'Europe. Elle traversera les mers et sautera par-dessus les continents. Elle secouera profondément tous les peuples opprimés et spoliés jusqu'à aujourd'hui. Ce sera une révolution universelle. Elle ne pourra triompher qu'en étant universelle. C'est pourquoi nos conceptions socialistes doivent avoir une valeur universelle. L'humanité se trouve à la croisée de deux civilisations : elle devra choisir entre les deux si elle veut se sauver elle-même, si elle veut se réaliser et retrouver pleinement ce qu'elle est.

XI. Conclusions générales

Nous avons déjà noté plus haut à quelles conditions la crise générale du mouvement ouvrier et du socialisme peut être porteuse de promesses. Nous allons soumettre à présent au critère des militants ouvriers et socialistes quelques conclusions générales susceptibles d'être corrigées et élargies.

1. Voyons, pour commencer, la question de la désignation. Elle est d'une importance indiscutable si nous voulons nous caractériser et nous distinguer face aux masses. Il faut renoncer à la dénomination de « communistes », même si beaucoup d'entre nous ne renoncent pas à se considérer comme tels, parce qu'une telle dénomination a été, est toujours,

déshonorée par les communistes staliniens. Il ne faut pas entretenir la moindre confusion là-dessus. Nous ne pouvons pas, et pour une raison similaire, nous qualifier de « socialistes » tout court. Eu égard à l'histoire, mais aussi à l'avenir, la confusion n'est pas possible avec ceux qui, s'appelant socialistes, ont constamment trahi la classe ouvrière et le socialisme et le referont demain. Par conséquent, je propose la dénomination de *socialistes révolutionnaires* et *socialistes libertaires*. En effet, le socialisme ne peut être que révolutionnaire et libertaire : par la révolution il doit réaliser la liberté de l'individu et la liberté humaine. Cette dénomination me semble la plus juste et la plus appropriée.

2. Contre la tentative d'établir une pensée dirigée, susceptible de mener à un totalitarisme « socialiste », il faut proclamer la nécessité d'une pensée libre au sein du mouvement ouvrier. Le socialisme est synonyme de liberté ou il n'est pas. Et ceci n'est pas seulement valable au cours de la période révolutionnaire mais encore, et surtout, au moment de la victoire de la révolution, et après. Par liberté, nous entendons, selon la formule de Rosa Luxemburg, la liberté de ceux qui ne pensent pas comme nous.

3. Nous nous déclarons ennemis absolus de la soumission du mouvement ouvrier et de la révolution socialiste aux intérêts étroits d'un parti, quand bien même celui-ci prétendrait représenter – et pourrait représenter effectivement – la volonté majoritaire du prolétariat. Cela signifie que nous n'admettons pas la conception du parti unique, puisque ce dernier – qui peut être, au début, le meilleur des partis – recèle les germes fatals du totalitarisme. Au parti unique nous opposons la liberté des travailleurs à s'organiser dans les partis qu'ils voudront et le plein droit de ces partis à l'existence, à penser et à agir comme ils le croiront approprié, dans le cadre de la démocratie ouvrière. Aux partis monolithiques nous opposons la démocratie, la pensée libre et créatrice à l'intérieur des partis. En leur sein existeront fatalement des majorités et des minorités : la discipline dans l'action sera sans doute nécessaire, mais sans la suppression, aussi provisoire qu'elle soit, des droits et de la pensée libre des tendances minoritaires ou des individus.

4. Notre socialisme est profondément humaniste, non seulement parce qu'il défend à tout instant les droits humains – avant, pendant et après la révolution – mais aussi parce que lui seul peut « réaliser » l'humanité sans classes ni antagonismes de classes et comme un tout harmonieux et social.

5. Nous proposons fermement l'adoption de la formule *démocratie ouvrière et socialiste* au lieu du mot d'ordre traditionnel de *dictature du*

prolétariat. Cela ne veut pas dire que nous renions la dictature du prolétariat en tant qu'elle suppose la destruction révolutionnaire du pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, les mesures et les moyens de défense du nouveau régime. Même la majorité des anarchistes admet aujourd'hui cette nécessité transitoire. Mais la dictature du prolétariat est associée dans l'esprit des masses à l'expérience russe, qui n'a jamais été une authentique dictature du prolétariat mais la dictature d'un parti sur le prolétariat, même si le premier a pu interpréter la volonté majoritaire du second. La formule « démocratie ouvrière et socialiste » nous paraît plus complète et plus parfaite. Celle-ci a le droit, et le devoir, de se défendre à tout instant et contre tous ses ennemis. Elle ne sera une véritable démocratie ouvrière et socialiste que du moment où elle aura détruit politiquement et socialement ses ennemis. Mais tous les partis, toutes les organisations, toutes les tendances et tous les individus révolutionnaires, démocratiques et socialistes ont le droit d'intervenir dans son organisation, dans sa défense, dans son évolution progressive et son perfectionnement. On ne refusera à personne, en son sein, la liberté de penser ni la manifestation de cette pensée, dès l'instant qu'elle ne porte pas atteinte à l'existence même de la révolution démocratique socialiste ou qu'elle ne la met en danger. La seule limite pourrait être la suivante : pas de liberté pour détruire la liberté.

6. Une démocratie ouvrière et socialiste ainsi conçue pose aussitôt le problème des organes de pouvoir. Quels seront ces organes ? Le nom importe peu. Conseils, comités, municipalités, communes, juntes ? En Russie, on eut des soviets. Ils auraient pu être les organes démocratiques du pouvoir ouvrier s'ils n'avaient pas été soumis, presque automatiquement, à la dictature du parti bolchevik. Ce qui importe fondamentalement, c'est la forme d'élection de ces organes de pouvoir et les garanties qu'ils auront quant à leur fonction. Leur forme d'élection démocratique ne peut être autre que celle du suffrage libre et direct exercé par les individus qui constituent la masse du peuple producteur, en y englobant tous les individus qui remplissent une fonction sociale utile. Tous les partis intégrant la démocratie ouvrière ont le droit de présenter leurs candidats et de défendre librement leurs programmes. Le corps électoral a un droit de contrôle sur les organes et sur les individus élus. Ce système peut s'appliquer, de bas en haut, pour l'élection et le contrôle des organes locaux, régionaux, provinciaux et généraux. Aucune fonction publique ne pourra échapper au contrôle démocratique du peuple. Ce n'est qu'à

ce prix qu'on pourra sauvegarder la démocratie socialiste et éviter la bureaucratisation du nouveau régime. On ne prendra jamais trop de mesures, à notre sens, pour enrayer ce mal.

7. En même temps que la nécessité d'organiser les partis socialistes révolutionnaires, il faudra affronter la nécessité d'organiser une Internationale socialiste révolutionnaire. Disons, pour commencer, que l'ère des révolutions nationales est close. Les révolutions modernes, socialistes, ne peuvent triompher que comme des révolutions internationales. La révolution qui a triomphé en Russie en 1917 s'est conclue par un échec non seulement par ses défauts intérieurs mais encore et avant tout à cause de l'absence d'une révolution internationale. Seule une révolution internationale pouvait garantir le développement et le salut de la révolution russe. Enfermée dans ses frontières nationales, malgré les sympathies du prolétariat mondial, elle a fini par se bureaucratiser et, au bout du compte, par perdre la partie. Seule une révolution politique intérieure – une révolution profondément démocratique et libertaire – qui coïnciderait avec une révolution sociale internationale pourra sauver le peuple soviétique du totalitarisme stalinien. La révolution espagnole échoua elle aussi, en dépit de l'héroïsme populaire, à cause de l'absence de solidarité active et révolutionnaire du prolétariat international. Ces deux exemples, parmi beaucoup d'autres de moindre importance, suffisent à justifier notre thèse internationaliste. Nous croyons franchement que la guerre actuelle ouvre une crise révolutionnaire générale, c'est-à-dire un véritable cycle de révolutions internationales. Dans n'importe quel pays du globe où se produira la révolution socialiste – ou une révolution progressiste, qui peut ne pas être socialiste dans sa première phase –, elle devra bénéficier immédiatement, par-dessus et contre les intérêts des bourgeoisies nationales, de la ferme solidarité, et par tous les moyens, de la classe travailleuse internationale. Seule l'Internationale socialiste révolutionnaire pourra diriger efficacement une telle action de solidarité. Pour son organisation, celle-ci ne devra tomber ni dans le « nationalisme » démocratique bourgeois de la II^e^ Internationale – en sacrifiant les intérêts internationaux du prolétariat des autres pays à ceux de chaque parti national – ni dans le monolithisme bureaucratique de la III^e^ Internationale, laquelle a prétendu transformer les travailleurs des autres pays en une masse de manœuvre au service de la politique extérieure de l'État russe. C'est pour ces raisons qu'aucune d'entre elles n'a été une véritable et authentique Internationale. L'Internationale socialiste révolutionnaire

devra tenir compte de la situation réelle de chaque pays et des caractéristiques particulières à chaque peuple et à chaque prolétariat, mais sans que la détermination de sa pensée et de son action conformément aux nécessités et aux intérêts du prolétariat ne soit un inconvénient. Elle devra être, en même temps, une somme de partis « nationaux » et un parti mondial du prolétariat. Nous avons déjà défini ailleurs le caractère démocratique qui doit informer les partis. Le même caractère démocratique doit informer aussi la nouvelle Internationale.

Cet essai n'a et ne peut avoir d'autre prétention que celle d'offrir une esquisse générale relativement à la situation du mouvement ouvrier et du socialisme. Les grands problèmes que pose la guerre et ceux que posera l'après-guerre sont encore à étudier. Ainsi que les nouvelles caractéristiques et tendances de l'économie mondiale. Et les nouveaux contours des classes sociales et de leur relation entre elles. Par exemple : l'importance des techniciens et le problème de leur attraction ou conquête par le prolétariat. Et les changements dans la question coloniale. C'est à nous autres, socialistes révolutionnaires, que l'histoire propose ces problèmes-là. Sans leur étude préalable, il serait puéril d'essayer de traiter ici des circonstances révolutionnaires du futur et encore plus de tenter d'établir des normes en prévision de ces circonstances. Ce que nous pouvons faire, tout au plus, c'est d'indiquer, à la lumière des expériences vécues, des idées et des principes généraux. C'est la révolution elle-même qui se chargera de tracer les véritables normes révolutionnaires. Ce sera là un travail de création collective, auquel la plus modeste contribution individuelle pourra constituer un motif d'orgueil légitime.

JULIÁN GORKIN
Mexico, DF, juillet 1943

Traduit de l'espagnol par Miguel Chueca

LES GUERRES DE KARL KRAUS

GERALD STIEG
Kraus et la construction de la réalité virtuelle
EDWARD TIMMS
Elias Canetti auditeur et lecteur de Karl Kraus
GEORGES CANETTI
Kraus et la psychanalyse, ou les enjeux éthiques
JEAN-FRANÇOIS LAPLÉNIE
et esthétiques d'une hostilité ~ Kraus contre
STÉPHANE GÖDICKE
Musil : la guerre du silence ~ Le satiriste et la
JACQUES BOUVERESSE
pédagogie de la nation ~ En traduisant Karl
JEAN-LOUIS BESSON
Kraus ~ « Un savetier de Bohême est plus
HEINZ SCHWARZINGER
proche du sens de la vie qu'un penseur néo-
PIERRE DESHUSSES
allemand… » ~ « L'humanité, la balle lui est
KARL KRAUS
entrée par une oreille et ressortie par l'autre… »

PIERRE MONATTE
Archives oubliées d'une résistance obscure
PIERRE CHARDON
à la guerre de trente ans du capitalisme
ANDRÉ PRUDHOMMEAUX
mondial au XX^e siècle

AGONE
n° 35/36, 2006

320 pages • 22 €

Abonnement à **AGONE**
pour deux années & quatre numéros :

Particuliers 60 €
Institutions 80 €
(Majoration pour l'étranger 10 €)

par chèque à l'ordre des éditions Agone

Les règlements sont à adresser
BP 70072 • F-13192 Marseille cedex 20

PROCHAINES PARUTIONS

Hiver 2007, numéro 38
Villes & résistances sociales

Printemps 2008, numéro 39
Les intellectuels, la critique & le pouvoir

Automne 2008, numéro 40
Comment le genre trouble la classe

---

http://agone.org/revueagone

AGONE reçoit des manuscrits sans exigences de pedigree : BP 70072, F-13192 Marseille cedex 20. Les manuscrits non insérés ne sont pas systématiquement retournés, mais ils restent à la disposition des auteurs pendant de nombreux mois. La revue n'est pas responsable des manuscrits qu'elle pourrait malencontreusement égarer.

Achevé d'imprimer en juillet 2007
sur les presses de Laballery

Pour le compte des éditions Agone,
BP 70072, F-13192 Marseille cedex 20

Diffusion-distribution en France : Les Belles Lettres
25, rue du Général-Leclerc, 94270 Le Kremlin-Bicêtre
Tél. 01 45 15 19 70
Fax 01 45 15 19 80

Diffusion-Distribution en Belgique : Caravelle
303, rue du Pré-aux-Oies, B-1130 Bruxelles, Belgique
Tél. (00 32) 2 240 93 00
Fax (00 32) 2 216 35 98

Diffusion-distribution au Québec : Dimédia
539, bd Lebeau, Ville Saint-Laurent (Québec), Canada H4N 1S2
Tél. (514) 336-3941 - Fax (514) 331-3916

Dépôt légal 3e trimestre 2006
Bibliothèque nationale de France

ISBN 978-2-7489-0058-3 • ISSN 1157-6790

“Le soussigné, Jacob von Gunten, fils de parents honorables, né le tant, élevé à tel endroit, est entré ici comme élève afin d’acquérir les quelques connaissances nécessaires pour être mis au service de n’importe qui. Le même souhaite recevoir un traitement sévère afin d’apprendre ce que signifie être obligé de se ressaisir. Les von Gunten sont une vieille famille. Dans les temps anciens, ils étaient guerriers, mais leur humeur batailleuse s’est assagie, et le cadet de la famille, objet de ce rapport, a décidé d’en finir pour de bon avec toute cette tradition d’orgueil. Il veut être éduqué par la vie et non par un quelconque principe aristocratique. Sans doute il est fier, mais il entend la fierté en un sens tout à fait nouveau, conforme, d’un certain point de vue, à l’époque dans laquelle il vit. Il espère être moderne, assez doué pour l’accomplissement de ses obligations de service, pas complètement idiot ni inutile. Il a un caractère rebelle mais il demande à être rappelé à l’ordre quand il regimbera, et, si cela ne sert à rien, à être châtié, car il pense qu’alors cela ne sera pas inutile. Du reste, on saura sûrement quel traitement lui réserver. Sa modestie ne connaît pas de limites quand on flatte son courage. La satisfaction de celui qui l’engagera sera son ciel. Cette ferme conviction lui donne le courage d’être ce qu’il est.”

La revue Agone est publiée avec le concours du CNL, de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur & de la Ville de Marseille

9 782748 900583

Prix du numéro : 22 €

ISSN 1157-6790 — ISBN 978-2-7489-0058-3